103e ANNÉE
VOL. 103

N° 1
1

Gazette officielle du Québec

QUÉBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 2 janvier 1971

Règlements

1° Adresser toute correspondance à l'Éditeur officiel du Québec, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Éditeur officiel du Québec, qui rembourse. chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle du Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi,*** à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Éditeur officiel du Québec, a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

Québec, Saturday, January 2, 1971

Rules

1. Address all communications to The Québec Official Publisher, Parliament Buildings, Québec.

2. Advertisers should submit all copy in both official languages, otherwise they will be charged for translation at official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Advertisements are apayable in advance at rates set forth below, except when they are to be published more than once. In such case, remittance must be made upon receipt of the invoice and before the second insertion, failing which further insertions will be automatically cancelled without prejudice to The Québec Official Publisher, and any overpayment refunded.

5. Fees for subscription, sale of documents and the like are payable in advance.

6. Remittance must be made by cheque or money order payable to the Minister of Finance.

7. The *Québec Official Gazette* is published every Saturday morning. All notices, documents or advertisements for publication must reach The Québec Official Publisher, not later than ***Wednesday***, noon, if Wednesday is a holiday, the deadline is Tuesday noon. Material not delivered in time will appear in a later edition. Moreover, The Québec Official Publisher, reserves the right to defer publication of certain documents because of their length or for administrative reasons.

BIBLIOTHÈQUE
7 JAN. 1971
PUBLICATIONS
OFFICIELLES

L'Éditeur officiel du Québec, ROCH LEFEBVRE, *Québec Official Publisher*

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Éditeur officiel du Québec, avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 35 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 220 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 15 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $4 des 100 mots.

Exemplaire séparé: $1 chacun.

Feuilles volantes: $3 la douzaine.

Périodes d'abonnement: du 1er janvier au 31 décembre $20; du 1er avril au 31 décembre, $15 et du 1er juillet au 31 décembre, $10.

N.B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « *o* » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Éditeur officiel du Québec,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 30 avril 1969

37883—1-52-o

8. Any request for cancellation or refund is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, interested parties are requested to notify The Québec Official Publisher, before the second insertion, in order to avoid costly duplication.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 35 cents per agate line, for each version (14 lines to the inch, or 220 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 15 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $4 per 100 words.

Single copies: $1 each.

Slips: $3 per dozen.

Subscriptions periods: From January 1st to December 31st, $20; April 1st to December 31st, $15 and July 1st to December 31st, $10.

N.B.—Key to figures below notices:

The first figure is our invoice number; the second, that of the edition of the *Gazette* carrying the first insertion; the third, the number of insertions. The letter "o" indicates that the text was not composed or translated by The Québec Official Publisher personnel. Notices published only once are followed by our invoice number.

ROCH LEFEBVRE,
Québec Official Publisher.

Parliament Buildings,
Québec, April 30, 1969

37883—1-52-o

Pour toute demande de renseignements concernant publication d'avis, tirés-à-part ou abonnement à la *Gazette officielle du Québec*, veuillez communiquer avec:

Georges Lapierre
Gazette officielle du Québec
Téléphone: (418) 643-5195

Adresser toute correspondance au bureau de

l'Éditeur officiel du Québec,
Hôtel du Gouvernement,
Québec 4, P.Q.

For information concerning the publication of notices, off-prints, or subscription rates to the *Québec Official Gazette*, please call:

Georges Lapierre
Québec official Gazette
Téléphone: (418) 643-5195

All correspondence should be sent to the office of the

Québec Official Publisher,
Parliament Buildings,
Québec 4, P.Q.

Affranchissement en numéraire au tarif de la troisième classe (permis n° 107)
Postage paid-in-cash—Third class matter (permit No. 107)

Lettres patentes

Les agences de placements de Pointe St-Charles ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 4e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Valentine Chartrand, rentière, veuve de Paul Chartrand, 5645, Maricourt, Saint-Hubert, Jacques Gariépy, comptable, Aline Gariépy, secrétaire, épouse dudit Jacques Gariépy, tous deux de 5932, Hurteau, Roland Gauthier, plombier, 1993, Centre, tous trois de Montréal, et Roland Thibault, administrateur, 55, boulevard Pariseau, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les agences de placements de Pointe St-Charles ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4832-1970

Alaskan Holding Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Louisette Delisle, secrétaire, épouse de Gaétan Lachance, 870, Sylvain, Pierre Paradis, 440, 7e Rue ouest, et Christian Beaudoin, 694, St-Patrick, ces deux derniers avocats, tous trois de Thetford Mines, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Alaskan Holding Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 150,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Thetford Mines, district judiciaire de Mégantic.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4870-1970

Amédécor ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Victor-Amédée Mercier, commerçant, Gisèle Croteau, commis de bureau, épouse dudit Victor-Amédée Mercier, tous deux de 11245, Héroux, Montréal-Nord, et Lionel Lemay, estimateur, 2420, Henri-Bourassa est, Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Les agences de placements de Pointe St-Charles ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Valentine Chartrand, annuitant, widow of Paul Chartrand, 5645 Maricourt, Saint-Hubert, Jacques Gariépy, accountant, Aline Gariépy, secretary, wife of said Jacques Gariépy, both of 5932 Hurteau, Roland Gauthier, plumber, 1993 Centre, all three of Montreal, and Roland Thibault, administrator, 55 Pariseau Boulevard, Laval, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les agences de placements de Pointe St-Charles ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4832-1970

Alaskan Holding Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louisette Delisle, secretary, wife of Gaétan Lachance, 870 Sylvain, Pierre Paradis, 440, 7th Street West, and Christian Beaudoin, 694 St-Patrick, the latter two advocates, all three of Thetford Mines, for the following purposes:

To carry on the operations of a holding company, under the name of "Alaskan Holding Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 50,000 common shares of $1 each and into 150,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Thetford Mines, judicial district of Mégantic.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4870-1970

Amédécor ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Victor-Amédée Mercier, merchant, Gisèle Croteau, office clerk, wife of the said Victor-Amédée Mercier, both of 11245 Héroux, Montreal-North, and Lionel Lemay, valuer, 2420 Henri-Bourassa East, Montreal, for the following purposes:

Fabriquer et faire le commerce, en gros et au détail, de tapis, prélarts, tuiles, céramiques, tapis, carpettes, linoléums, congoléums, tapisserie, tentures, enduits, collants muraux, des articles de céramique et de tous autres produits, sous le nom de « Amédécor ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4845-1970

Artistic Woodturners of Montreal Inc.
Tournage de bois artistique de Montréal inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Ernest Preiss, Edith Kovacs, épouse dudit Ernest Preiss, tous deux manufacturiers, et George Preiss, étudiant, tous trois du 870, avenue Wiseman, app. 11, Outremont, pour les objets suivants:

S'établir tourneurs de bois et manufacturiers de produits du bois, sous le nom de « Artistic Woodturners of Montreal Inc.— Tournage de bois artistique de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2573 est, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 4858-1970

L'Association de boxe amateur de la Province de Québec
The Province of Québec Amateur Boxing Association

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Rosario Baillargeon, technicien, 7060, Marquette, Yvon Charbonneau, publiciste, 3585, Rosemont, #1, Hyman Brock, ingénieur, 4305, Iberville, Robert (Legs) Langevin, promoteur professionnel, Johnny Rougeau, lutteur, tous deux de 4000, Beaubien est, Gérard Lafleur, professeur, 10470, Verville, Jean LaRoche, chiropracticien, 6756, St-Denis, Richard Bélec, directeur, Marcel de la Sablonnière, père jésuite, tous deux de 4265, Papineau, Joan Décarie, secrétaire, fille majeure, Allan Décarie, gérant, tous deux de 12280, Guertin, Gaby Mancini, représentant, 5230, Globert, Herman Levin, chirurgien, 4651, Victoria, Herbert-H. Ouellette, instructeur de tennis,

To manufacture and to deal, in the wholesale and retail trades, in carpets, tarpaulins, tiles, ceramics, rugs, lineleums, "congoleums", wallpapers, hangings, coatings, mural adhesives, ceramic articles and all other products, under the name of "Amédécor ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $10 each and 1,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4845-1970

Artistic Woodturners of Montreal Inc.
Tournage de bois artistique de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Preiss, Edith Kovacs, wife of the said Ernest Preiss, both manufacturers, and George Preiss, student, all three of 870 Wiseman Avenue, Apt. 11, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as woodturners and manufacturers of wood products, under the name of "Artistic Woodturners of Montreal Inc.— Tournage de bois artistique de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 2573 Notre-Dame Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884-o 4898-1970

L'Association de boxe amateur de la Province de Québec
The Province of Québec Amateur Boxing Association

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Rosario Baillargeon, technician, 7060 Marquette, Yvon Charbonneau, publicist, 3585 Rosemont, #1, Hyman Brock, engineer, 4305 Iberville, Robert (Legs) Langevin, professional promoter, Johnny Rougeau, wrestler, both of 4000 Beaubien East, Gérard Lafleur, professor, 10470 Verville, Jean LaRoche, chiropractor, 6756 St-Denis, Richard Bélec, director, Marcel de la Sablonnière, Jesuit Father, both of 4265 Papineau, Joan Décarie, secretary, spinster of the full age of majority, Allan Décarie, manager, both of 12280 Guertin, Gaby Mancini, representative, 5230 Globert, Herman Levin, surgeon, 4651 Victoria, Herbert-H. Ouellette, tennis

972, Gilford, Roger Latourelle, administrateur, 4000, Beaubien est, John Long, père, retraité, 3036, Sherbrooke ouest, Jean-Paul Chartrand, 140, Port Royal ouest, tous de Montréal, Pierre Luc, 202, Corot Rive, #606, Ile-aux-Soeurs, Marven Ross, 52, Malcolm Circle, Dollard-des-Ormeaux, Léon Chartier, 1353, Goyer, Saint-Bruno, Gilles Boucier, 696, Le Normand, Boucherville, Elmer Ferguson, 14, Kilburn Crescent, Hampstead, Claude Robert, 435, Cartier, Laval, tous sept journalistes, Gilles Blanchard, chroniqueur sportif, 5062, Dujarie, Antonio Crivello, boucher, 6610, 36e Avenue, tous deux de Saint-Léonard, Jean-Claude Théroux, gérant, 194, Dubé, Châteauguay-Centre, Jerry Shears, courtier, 1585, Dutrisac, Gary Moscowitz, avocat, 260, St-Aubin, Edward M. Roth, médecin, 640, Bertrand, tous trois de Saint-Laurent, Gérard Simond, directeur, 536, Dawson, Mont-Royal, Louis. Charles Parent, agent d'immeuble, 2761, Place Dollard, David Aronov, vendeur, 586, 83e Avenue, Émile Miron, marchand, 3541, Lévesque, tous trois de Laval, Fernand Marcotte, hôtelier, 4350, 4e Avenue, Charlesbourg, Thomas Dalton, retraité, 349, Manning, Verdun, Grant MacDonald, gérant, 32, Glanlynn, Road, Pointe Claire, Napoléon Varin, commis à l'Hydro-Québec, Godbout, Paul Brault, instituteur, case postale 338, Carleton, Robert Piau, 1660, Jean de Lalande, Drummondville, Robert Sylvain, 78, Frontenac, Rivière-du-Loup, tous deux directeurs, Paul Wintle DesRuisseaux, médecin, 2586, Père Druillette, Sainte-Foy, Paul-André Saint-Cyr, contrôleur, 5910, Agathe, Brossard, Jean Belleau, 126, St-Raymond, Hull, Pierre Alain, case postale, 646 Waterloo, tous deux administrateurs, Maurice Allan, gérant, 765, Laurier, Sept-Iles, et Jean-Luc Doyon, agent, 214, St-Sacrement, Québec, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et développer une plus grande participation et une meilleure compétence dans la boxe amateur, sous le nom de « L'Association de boxe amateur de la Province de Québec — The Province of Québec Amateur Boxing Association ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 96-1970

Association pour l'avancement du Quartier Ste-Famille ltée
Association for the Advancement of Quartier Ste-Famille Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Marilyn Manzer, assistante de recherches, épouse de Bruce Ro-

coach, 972 Gilford, Roger Latourelle, administrator, 4000 Beaubien East, John Long, retired priest, 3036 Sherbrooke West, Jean-Paul Chartrand, 140 Port Royal West, all of Montreal, Pierre Luc, 202 Corot Rive, #606, Ile-aux-Soeurs, Marven Ross, 52 Malcolm Circle, Dollard-des-Ormeaux, Léon Chartier, 1353 Goyer, Saint-Bruno, Gilles Boucier, 696 Le Normand, Boucherville, Elmer Ferguson, 14 Kilburn Crescent, Hampstead, Claude Robert, 435 Cartier, Laval, all seven journalists, Gilles Blanchard, sports commentator, 5062 Dujarie, Antonio Crivello, butcher, 6610, 36th Avenue, both of Saint-Léonard, Jean-Claude Théroux, manager, 194 Dubé, Châteauguay-Centre, Jerry Shears, broker, 1585 Dutrisac, Gary Moscowitz, advocate, 260 St-Aubin, Edward M. Roth, physician, 640 Bertrand, all three of Saint-Laurent, Gérard Simond, director, 536 Dawson, Mount Royal, Louis-Charles Parent, real estate agent, 2761 Place Dollard, David Aronov, salesman, 586, 83rd Avenue, Émile Miron, trader, 3541 Lévesque, all three of Laval, Fernand Marcotte, innkeeper, 4350, 4th Avenue, Charlesbourg, Thomas Dalton, annuitant, 349 Manning, Verdun, Grant MacDonald, manager, 32 Glanlynn Road, Pointe Claire, Napoléon Varin, clerk at Hydro Québec, Godbout, Paul Brault, professor, Post Office Box 338, Carleton, Robert Piau, 1660 Jean de Lalande, Drummondville, Robert Sylvain, 78 Frontenac, Rivière-du-Loup, both directors, Paul Wintle DesRuisseaux, physician, 2586 Père Druillette, St. Foy, Paul-André Saint-Cyr, comptroller, 5910 Agathe, Brossard, Jean Belleau, 126 St-Raymond, Hull, Pierre Alain, Post Office Box 646, Waterloo, both administrators, Maurice Allan, manager, 765 Laurier, Sept-Iles, and Jean-Luc Doyon, agent, 214 St-Sacrement, Québec, for the following purposes:

To promote, encourage and develop a greater participation and more competence in amateur boxing, under the name of "L'Association de boxe amateur de la Province de Québec — The Province of Québec Amateur Boxing Association."

The amount to which is limited the immovable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 96-1970

Association pour l'avancement du Quartier Ste-Famille ltée
Association for the Advancement of Quartier Ste-Famille Ltd.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Marilyn Manzer, research assistant, wife of Bruce Ro-

berts, 495 Milton, Catherine Welp, institutrice, 3492, Durocher, Josée Grenier, journaliste, 3597, Jeanne-Mance, app. 3, toutes deux filles majeures, Bryan Knight, animateur social, 3703, Jeanne-Mance, et David Williams, professeur, 3637, Sainte-Famille, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Maintenir, faire fonctionner et diriger un centre communautaire, et y promouvoir les meilleurs intérêts de la communauté en général, sous le nom de « Association pour l'avancement du Quartier Ste-Famille ltée — Association for the Advancement of Quartier Ste-Famille Ltd. ».

Le montant auquel doit se limiter la valeur des biens immobiliers que peut posséder ou détenir la corporation est de $2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884 4280-1970

L'Autoneigiste inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Laflèche Gosselin, 270, Albert, app. 2, Saint-Eustache, Fernand Stuart, 6401, 37e Avenue, Richer Gosselin, tous trois représentants, et Richard Gosselin, peintre, ces deux derniers de 1850, 35e Avenue, ces trois derniers de Laval, pour les objets suivants:

Organiser et promouvoir de façon générale tous les loisirs et sports, sous le nom de « L'Autoneigiste inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1850, 35e Avenue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4604-1970

Auto-Protex Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Joseph-Achille Denis, 4381, rue Fabre, Montréal, Raymond Burpee Pond, tous deux administrateurs, et Pauline Marie Pond, ménagère, épouse dudit Raymond Burpee Pond, ces deux derniers du 195, avenue Springfield, Greenfield Park, pour les objets suivants:

La fabrication et le commerce de serrures et de valves de toutes sortes, sous le nom de « Auto-Protex Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000

berts, 495 Milton, Catherine Welp, school teacher, 3492 Durocher, Josée Grenier, journalist, 3597 Jeanne Mance, Apt. 3, both spinsters, Bryan Knight, social animator, 3703 Jeanne-Mance, and David Williams, professor, 3637 Ste-Famille, all of Montreal, for the following purposes:

To maintain, operate and conduct a community centre and to promote the best interests of the community generally, under the name of "Association pour l'avancement du Quartier Ste-Famille ltée — Association for the Advancement of Quartier Ste-Famille Ltd.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold or own, is to be limited is $2,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884-o 4280-1970

L'Autoneigiste inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Laflèche Gosselin, 270 Albert, Apt. 2, Saint-Eustache, Fernand Stuart, 6401, 37th Avenue, Richer Gosselin, all three representatives, and Richard Gosselin, painter, the latter two of 1850, 35th Avenue, the latter three of Laval, for the following purposes:

To organize and promote in a general manner all recreational activities and sports, under the name of "L'Autoneigiste inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each and into 500 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 1850, 35th Avenue, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4604-1970

Auto-Protex Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Joseph-Achille Denis, 4381 Fabre Street, Montreal, Raymond Burpee Pond, both executives, and Pauline Marie Pond, homemaker, wife of the said Raymond Burpee Pond, the latter two of 195 Springfield Avenue, Greenfield Park, for the following purposes:

To manufacture and deal in locks and valves of all kinds, under the name of "Auto-Protex Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000

actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 195, avenue Springfield, Greenfield Park, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 4692-1970

Fernand Bergeron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Fernand Bergeron, cultivateur, Georgette Bergeron, ménagère, épouse dudit Fernand Bergeron, et Maurice Bergeron, cultivateur, tous trois de Petite Rivière, Louiseville, pour les objets suivants:

Faire le commerce, en gros et au détail, des grains, céréales et produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Fernand Bergeron inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 14,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Louiseville, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 1710-1970

Lise Bergeron inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 3e jour de novembre 1970, constituant en corporation: André Hébert, pompier, Lise Bergeron, esthéticienne, épouse dudit André Hébert, tous deux de 1555, Nelson, Laval, et Solanges Laperle, administratrice, épouse de Yvon Perras, 10930, Frigon, Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de produits, articles et marchandises de toutes sortes, sous le nom de « Lise Bergeron inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 39,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8196A, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4375-1970

Bernier ventilation inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 23e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Richard Guilbault, 11325, Hôtel-

common shares of a par value of $1 each and 20,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at 195 Springfield Avenue, Greenfield Park, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives,

37884-o 4692-1970

Fernand Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Bergeron, farmer, Georgette Bergeron, housewife, wife of said Fernand Bergeron, and Maurice Bergeron, farmer, all three of Petite Rivière, Louiseville, for the following purposes:

To have a wholesale and retail business in grains, cereals and agriculture products of all kinds, under the name of "Fernand Bergeron inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 14,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Louiseville, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 1710-1970

Lise Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Hébert, fireman, Lise Bergeron, aesthetician, wife of the said André Hébert, both of 1555 Nelson, Laval, and Solanges Laperle, administrator, wife of Yvon Perras, 10930 Frigon, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in products, articles and merchandise of all kinds, under the name of "Lise Bergeron inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 39,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at 8196A, St-Denis Street, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4375-1970

Bernier ventilation inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Richard Guilbault, 11325 Hôtel-de-Ville, Mont-

de-Ville, Montréal-Nord, Roger Bernier, tous deux ferblantiers, et Lina Bernier, ménagère, épouse dudit Roger Bernier, ces deux derniers de 235, 6e Avenue, Saint-Louis-de-Terrebonne, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Bernier ventilation inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Louis-de-Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4166-1970

Boutique Yaelle ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Julius Briskin, 134, Finchley Road, Hampstead, Irving Narvey, 770, Drummond, Laval, tous deux avocats, et Thérèse Perreault, secrétaire, fille majeure, 11986, Jubinville, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de vêtements, lingerie, bas, chaussures et accessoires de toutes sortes, sous le nom de « Boutique Yaelle ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5597, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4862-1970

Le bureau de consultation-jeunesse inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques Alary, 3857, Melrose, Marie-Andrée Bertrand, 3664, Ridgewood, app. 401, Monique Caron, 4909, Roslyn, tous trois professeurs, Ginette Durand, avocate, 10703, Grande-Allée, app. 3, toutes trois filles majeures, René Lalonde, travailleur social professionnel, 8533, Ste-Claire, Soucy Gagné, psychologue, 3540, Joliette, tous les six de Montréal, Guy Ladouceur, retraité, 1485, Bernard ouest, Yvette Dussault, juge, épouse d'André Mailloux, 590, McEachren, et Jeannine Anctil, travailleuse sociale professionnelle, épouse de Jean Fortier, 5385, Durocher, ces trois derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un organisme de service social créé pour répondre aux besoins sociaux des jeunes qui résident de façon permanente ou qui sont de passage

real-North, Roger Bernier, both tinsmiths, and Lina Bernier, housewife, wife of the said Roger Bernier, the latter two of 235, 6th Avenue, Saint-Louis-de-Terrebonne, for the following purposes:

To do business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Bernier ventilation inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Louis-de-Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4166-1970

Boutique Yaelle ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Julius Briskin, 134 Finchley Road, Hampstead, Irving Narvey, 770 Drummond, Laval, both advocates, and Thérèse Perreault, secretary, spinster of the full age of majority, 11986 Jubinville, Montreal-North, for the following purposes:

To manufacture and to deal in clothes, underwear, socks, shoes and accessories of all kinds, under the name of "Boutique Yaelle ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 5597 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4862-1970

Le bureau de consultation-jeunesse inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques Alary, 3857 Melrose, Marie-Andrée Bertrand, 3664, Ridgewood, Apt. 401, Monique Caron, 4909 Roslyn, all three professors, Ginette Durand, advocate, 10703 Grande-Allée, Apt. 3, all three spinsters of the full age of majority, René Lalonde, professional social worker, 8533 Ste-Claire, Soucy Gagné, psychologist, 3540 Joliette, all six of Montreal, Guy Ladouceur retired, 1485 Bernard west, Yvette Dussault, judge, wife of André Mailloux, 590 McEachren, and Jeannine Anctil, professional social worker, wife of Jean Fortier, 5385 Durocher, the latter three of Outremont, for the following purposes:

To establish and maintain a social service organism created to respond in social requirements of the young people residing permanently in Montreal metropolitan

dans la région métropolitaine de Montréal, sous le nom de « Le bureau de consultation-jeunesse inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation est 1035, des Seigneurs, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5060-1970

region or making a short stay therein, under the name of "Le Bureau de consultation-jeunesse inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $500,000.

The head office of the corporation is at 1035 des Seigneurs, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 5060-1970

Câble Laurentide limitée
Laurentide Cable Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Roland Robillard, 10, Chambord, Lorraine, Daniel Boivin, 517, Lartigue, Laval, tous deux avocats, et Francine Trudeau, secrétaire, fille majeure, 11927, James-Morrice, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un service de retransmission d'émissions de télévision ou radiophoniques, sous le nom de « Câble Laurentide limitée — Laurentide Cable Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8654, Chaumont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions
financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4700-1970

Câble Laurentide limitée
Laurentide Cable Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roland Robillard, 10 Chambord, Lorraine, Daniel Boivin, 517 Lartigue, Laval, both advocates, and Francine Trudeau, secretary, spinster of the full age of majority, 11927 James-Morrice, Montreal, for the following purposes:

To operate a business of retransmission of television and radio programmes, under the name of "Câble Laurentide limitée — Laurentide Cable Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 8654 Chaumont, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial
Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4700-1970

Case Exporters Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Michel Bonneville, comptable, 3343, Lacombe, Denise Lemay, épouse de Eugène-L. Dubé, 1685, C.-Falkner, tous deux de Montréal, et Josée Marcotte, épouse de Michel Verschuere, 385, Place de la Louisiane, Longueuil, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de toutes sortes de peaux, cuir et leurs contrefaçons, sous le nom de « Case Exporters Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Lorraine, district judiciaire de Terrebonne.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4959-1970

Case Exporters Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Bonneville, accountant, 3343 Lacombe, Denise Lemay, wife of Eugène-L. Dubé, 1685 C.-Falkner, both of Montreal, and Josée Marcotte, wife of Michel Verschuere, 385 Place de la Louisiane, Longueuil, the latter two secretaries, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds, of pelts, leather and their imitations, under the name of "Case Exporters Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Lorraine, judicial district of Terrebonne.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4959-1970

Centre aquatique régional de Trois-Rivières inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Douglas Thibeault, 3300, Provencher, app. 6, Georges Lemire, 2245, Nicolas Perrot, tous deux professeurs, Claude Laliberté, professeur en éducation physique, 1815, de Longueuil, Edgar St-Yves, gérant, 2080, Victoria, Gérard L. Bellavance, 2550, Nérée-Beauchemin, tous les cinq de Trois-Rivières, et Jean Rivard, 347, St-Cyrille ouest, Québec, ces deux derniers docteurs en chiropratique, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un centre aquatique et s'occuper en particulier des loisirs des jeunes gens, des étudiants et des handicapés, sous le nom de « Centre aquatique régional de Trois-Rivières inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4860-1970

Le centre communautaire du lac des Trois Castors inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Charles-O. Simard, gérant de banque, 882, rue Ottawa, Sainte-Foy, Bruno Racine, vendeur, 4222, Place Dorion, Charlesbourg, et Antonius Jobin, commis de bureau, 1572, rue Notre-Dame, l'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels, sociaux, récréatifs, religieux et matériels des membres, sous le nom de « Le centre communautaire du lac des Trois Castors inc. ».

Le montant auquel sont limités les revenus annuels provenant des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation est de $25,000.

Le siège social de la corporation est Lac des Trois Castors, Saint-Féréol-les-Neiges, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4513-1970

Centre local de santé Saint-Jacques inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, consti-

Centre aquatique régional de Trois-Rivières inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Douglas Thibeault, 3300 Provencher, Apt. 6, Georges Lemire, 2245 Nicolas Perrot, both professors, Claude Laliberté, physical culture professor, 1815 de Longueuil, Edgar St-Yves, manager, 2080 Victoria, Gérard L. Bellavance 2550 Nérée-Beauchemin, all five of Trois-Rivières, and Jean Rivard, 347 St-Cyrille West, Québec, the latter two chiropractic doctors, for the following purposes:

To establish and operate an aquatic centre and to give particular attention to the recreational activities of the young people, students and handicapped, under the name of "Centre aquatique régional de Trois-Rivières inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $1,000,000.

The head office of the corporation is at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4860-1970

Le centre communautaire du lac des Trois Castors inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corpration without share capital: Charles-O. Simard, bank manager, 882 Ottawa Street, St. Foy, Bruno Racine, salesman, 4222 Place Dorion, Charlesbourg, and Antonius Jobin, office clerk, 1572 Notre-Dame Street, Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To promote the cultural, social, recreational, religious and material interests of its members, under the name of "Le centre communautaire du lac des Trois Castors inc.".

The amount to which is limited the annual revenue of the immovable property which the corporation may acquire and possess is $25,000.

The head office of the corporation is at Lac des Trois Castors, Saint-Féréol-les-Neiges, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Comperatives.

37884 4513-1970

Centre local de santé Saint-Jacques inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives

tuant en corporation sans capital actions: Zotique Lespérance, administrateur, 12270, boulevard Toupin, Raymond Lafontaine, médecin neurologue, 41, Place Rugby, et Jean de Grandpré, comptable agréé, 4874, Côte des Neiges, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un centre de santé, sous le nom de « Centre local de santé Saint-Jacques inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $300,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4314-1970

to incorporate a corporation without share capital: Zotique Lespérance, administrator, 12270 Toupin Boulevard, Raymond Lafontaine, neurologist, 41 Place Rugby, and Jean de Grandpré, chartered accountant, 4874 Côte des Neiges, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a health centre, under the name of "Centre local de santé Saint-Jacques inc.".

The amount to which is to be limited the value of the real estate which the corporation may be owned or held by the corporation is $300,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4314-1970

Le centre musical de Ville-Émard inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Robert Sauvé, vendeur, 6072, Beaulieu, Rachel Sauvé, ménagère, épouse de Benoît Carpentier, 6067, Daragon, tous deux de Montréal, et Claude Bilodeau, étudiant, 293A, Beauchamp, Lasalle, pour les objets suivants:

Faire l'entretien, la réparation et le commerce des appareils de radio, de télévision, accessoires électriques, instruments de musique, leurs parties et accessoires, sous le nom de « Le centre musical de Ville-Émard inc. » avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6072, rue Beaulieu, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 3304-1970

Le centre musical de Ville-Émard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Sauvé, salesman, 6072 Beaulieu, Rachel Sauvé, housewife, wife of Benoît Carpentier, 6067 Daragon, both of Montreal, and Claude Bilodeau, student, 293A Beauchamp, Lasalle, for the following purposes:

To maintain, repair and deal in television and radio apparatus, electrical accessories, musical instruments, their parts and accessories, under the name of "Le centre musical de Ville-Émard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 6072 Beaulieu Street, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 3304-1970

Club des Neiges Sorel-Tracy inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Georges Boulet, distributeur, 1604, Jeanne-Mance, Florian Salvas, vendeur, 3890, chemin St-Roch, et Romuald Cloutier, pharmacien, 2220, des Érables, tous trois de Tracy, pour les objets suivants:

Administrer un club sportif et promouvoir en particulier le sport de l'auto-neige, sous le nom de « Club des Neiges Sorel-Tracy inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Club des Neiges Sorel-Tracy inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Georges Boulet, distributor, 1604 Jeanne-Mance, Florian Salvas, salesman, 3890 St-Roch Road, and Romuald Cloutier, pharmacist, 2220 des Érables, all three of Tracy, for the following purposes:

To administer a sports club and to promote in particular the sport of snowmobiles, under the name of "Club des Neiges Sorel-Tracy inc.".

The amount to which is limited the value of the real estate which may be owned or held by the corporation is $100,000.

Le siège social de la corporation est à Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4833-1970

Le Club Moose de Matane #1784 incorporée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Robert Tremblay, débosseleur, 59, Desjardins, Lionel Péloquin, agent vérificateur, 274, Étienne-Gagnon, Louis-Philippe Simard, nettoyeur, route rurale No 2, Jean-Charles Marquis, soudeur, 180, St-Christophe, Noël Blouin, commis, 466, St-Jérôme, Patrick Gagné, industriel, 500, de Grand Pré, Georges Carrier, 330, Jacques Cartier, Armand Desjardins, 159, St-Antoine, et Robert Carrier, 131, Notre-Dame, ces trois derniers marchands, tous de Matane, pour les objets suivants:

Établir et administrer un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps des membres et leurs invités, sous le nom de « Le Club Moose de Matane #1784 incorporée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 2593-1970

Comité de diffusion des arts de Québec inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Georges Roy, administrateur, 3150, Anse Victoria, Sillery, Lisette Vallée, secrétaire, fille majeure, 873, 8e Avenue, Québec, et Jacques Mercier, avocat, 375, 68e Rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Organiser tous genres de spectacles, concerts, récitals et expositions dans tous les domaines artistiques, sous le nom de « Comité de diffusion des arts de Québec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3150, Anse Victoria, Sillery, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4770-1970

The head office of the corporation is at Tracy, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4833-1970

Le Club Moose de Matane #1784 incorporée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financia Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation wihtout share capital: Robert Tremblay, body repairer, 59 Desjardins, Lionel Péloquin, auditing agent, 274 Étienne-Gagnon, Louis-Philippe Simard, cleaner, Rural Route No. 2, Jean-Charles Marquis, welder, 180 St-Christophe, Noël Blouin, clerk, 466 St-Jérôme, Patrick Gagné, industrialist, 500 de Grand Pré, Georges Carrier, 330 Jacques Cartier, Armand Desjardins 159 St-Antoine and Robert Carrier, 131 Notre-Dame, the latter three merchants, all of Matane, for the following purposes:

To establish and administer a social club for the recreation and relaxation of minds and body of the members and their guests, under the name of "Le Club Moose de Matane #1784 incorporée ».

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $50,000.

The head office of the corporation is at Matane, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 2593-1970

Comité de diffusion des arts de Québec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Georges Roy, administrator, 3150 Anse Victoria, Sillery, Lisette Vallée, secretary, spinster of the full age of majority, 873, 8th Avenue, Québec, and Jacques Mercier, advocate, 375, 68th Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To organise all kinds of shows, concerts, recitals and exhibitions in all artistic fields, under the name of "Comité de diffusion des arts de Québec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3150 Anse Victoria, Sillery, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4770-1970

Comité des loisirs de St-Marcel de Richelieu inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Philippe Gagnon, cultivateur, Cyprien Cournoyer, épicier, et Gilles Messier, ouvrier, tous trois de Saint-Marcel, pour les objets suivants:

Organiser et orienter des activités de loisirs, sous le nom de « Comité des loisirs de St-Marcel de Richelieu inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Marcel, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4868-1970

Cotronic Combustion inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 25e jour de mai 1970, constituant en corporation: Armand Côté, marchand, Jeannette Codrin, ménagère, épouse dudit Armand Côté, tous deux de 8113, d'Aunis, Montréal, Albert Côté, marchand, et Denise Paquette, ménagère, épouse dudit Albert Côté, ces deux derniers de 1465, Renoir, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Cotronic Combustion inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 1976-1970

Delclair inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean-Paul Lavigne, cultivateur, Marie-Claire Leblanc, ménagère, épouse dudit Jean-Paul Lavigne, et Laurent Bélanger, notaire, tous trois de Rigaud, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme, sous le nom de « Delclair inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Comité des loisirs de St-Marcel de Richelieu inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Philippe Gagnon, farmer, Cyprien Cournoyer, grocer, and Gilles Messier, workman, all three of Saint-Marcel, for the following purposes:

To organize and direct recreational activities, under the name of "Comité des loisirs de St-Marcel de Richelieu inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Saint-Marcel, judicial district of Richelieu.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4868-1970

Cotronic Combustion inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Armand Côté, trader, Jeannette Codrin, housewife, wife of said Armand Côté, both of 8113 d'Aunis, Montreal, Albert Côté, trader, and Denise Paquette, housewife, wife of said Albert Côté, the latter two of 1465 Renoir, Laval, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Cotronic Combustion inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 1976-1970

Delclair inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Paul Lavigne, farmer, Marie-Claire Leblanc, housewife, wife of said Jean-Paul Lavigne, and Laurent Bélanger, notary, all three of Rigaud, for the following purposes:

To operate a farm, under the name of "Delclair inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Rigaud, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4842-1970

Rosaire Desnoyers inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 26e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 12205, Le Mesurier, Saraguay, et James Galileo, 1607, Massenet, Laval, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Rosaire Desnoyers inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4673-1970

Ernest Desrosiers inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 2e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Ernest Desrosiers, entrepreneur, Jeanne Santerre, ménagère, épouse dudit Ernest Desrosiers, et Ghislain Desrosiers, ouvrier, tous trois de 468, Marchand, Matane, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Ernest Desrosiers inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4743-1970

Doyon Electric Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1970, constituant en corporation: J.-André Doyon, électricien, 1052, St-Louis, Léo Doyon, comptable, 4454, Brewster, et Bernard Doyon, constable, 237, 10e Avenue, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et l'installation de toutes sortes d'appareils et acces-

The head office of the company is at Rigaud, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4842-1970

Rosaire Desnoyers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 12205 Le Mesurier, Saraguay, and James Galileo, 1607 Massenet, Laval, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Rosaire Desnoyers inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Joliette, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4673-1970

Ernest Desrosiers inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Ernest Desrosiers, contractor, Jeanne Santerre, housewife, wife of the said Ernest Desrosiers, and Ghislain Desrosiers, workman, all three of 468 Marchand, Matane, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Ernest Desrosiers inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 600 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4743-1970

Doyon Electric Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: J.-André Doyon, electrician, 1052 St-Louis, Léo Doyon, accountant, 4454 Brewster, and Bernard Doyon, constable, 237, 10th Avenue, all three of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal and install all kinds of electrical apparatus and accessories,

soires électriques, sous le nom de « Doyon Electric Ltd. », avec un capital divisé en 20,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1052, St-Louis, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 3625-1970

Dynatech inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Léon Alain, conseiller en communications, case postale 615, Saint-Sauveur, André Bolduc, étudiant, 3027, William Stuart, et David Gagnon, vendeur, 2280, chemin Sainte-Foy, ces deux derniers de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Construire, vendre, réparer des véhicules automobiles, accessoires, pièces et équipements pour le sport-automobile de façon générale, sous le nom de « Dynatech inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4901-1970

École de danse de la Vallée de l'Or inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Daniel Lessard, gérant, Rachelle Bérubé, professeur, épouse dudit Daniel Lessard, tous deux de 221, rue Cadillac, et Normand Salvail, journalier, 885, rue Lafontaine, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Promouvoir la danse sociale, sous le nom de « École de danse de la Vallée de l'Or inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 3626-1970

École pré-maternelle, maternelle et élémentaire Marie-Clarac inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Cesira

under the name of "Doyon Electric Ltd.", with a capital stock divided into 20,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 1052 St-Louis, Lachine, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 3625-1970

Dynatech inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Léon Alain, communication adviser, Post Office Box 615, Saint-Sauveur, André Bolduc, student, 3027 William Stuart, and David Gagnon, salesman, 2280 Sainte-Foy Road, the latter two of Sainte-Foy, for the following purposes:

To build, sell, repair motor vehicles, accessories, parts and equipments for motoring sport in general, under the name of "Dynatech inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4901-1970

École de danse de la Vallée de l'Or inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Daniel Lessard, manager, Rachelle Bérubé, professor, wife of the said Daniel Lessard, both of 221 Cadillac Street, and Normand Salvail, labourer, 885 Lafontaine Street, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To promote social dancing, under the name of "École de danse de la Vallée de l'Or inc.".

The amount to which the immovable property which may be owned or held by the company is limited to $100,000.

The head office of the corporation is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 3626-1970

École pré-maternelle, maternelle et élémentaire Marie-Clarac inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Cesira

Parisotto, Jeannine Beaulac et Vincenza Marolo, toutes trois religieuses, majeures, de 3530, boulevard Gouin est, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Dispenser l'enseignement aux niveaux pré-maternelle, maternelle et élémentaire, sous le nom de « École pré-maternelle, maternelle et élémentaire Marie-Clarac inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,000,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4910-1970

Les entreprises Loyola Schmidt ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 3e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean Schmidt, 89, Red Ceadar, Beaconsfield, Loyola Schmidt, tous deux industriels, Michelle Schmidt, fille majeure, Jacques Schmidt, tous deux employés de bureau, Yves Schmidt, étudiant, tous quatre de 100, rue St-Jean Baptiste, et Lise Schmidt, ménagère, épouse divorcée de Yves Farand, 199, rue Lalonde, ces cinq derniers de Dorion, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille, de placement et de construction, sous le nom de « Les entreprises Loyola Schmidt ltée », avec un capital total de $492,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 48,000 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, rue St-Jean Baptiste, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4247-1970

Estampes & livres Mariette inc.
Mariette Prints & Books Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Marc Bourgeois, 69, Vivian, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, tous deux de Mont-Royal, et Jean Guy, 5400, Louisbourg, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tableaux, peintures, gravures, toiles, images, dessins, reproductions, copies, tapisseries, sculptures, livres et publications, sous le nom de « Estampes & livres Mariette inc. — Mariette Prints & Books Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une

Parisotto, Jeannine Beaulac and Vincenza Marolo, all three nuns of the full age of majority, of 3530 Gouin Boulevard East, Montreal-North, for the following purposes:

To provide teaching at the prematernal, maternal and elementary levels, under the name of "École pré-maternelle, maternelle et élémentaire Marie-Clarac inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $2,000,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4910-1970

Les entreprises Loyola Schmidt ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean Schmidt, 89 Red Ceadar, Beaconsfield, Loyola Schmidt, both industrialists, Michelle Schmidt, spinster of the full age of majority, Jacques Schmidt, both office employees, Yves Schmidt, student, all four of 100 St-Jean Baptiste Street, and Lise Schmidt, housewife, divorced wife of Yves Farand, 199 Lalonde Street, the latter five of Dorion, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and construction company, under the name of "Les entreprises Loyola Schmidt ltée", with a total capital stock of $492,000, divided into 1,000 common shares of $10 each, 2,000 class "A" preferred shares of $1 each and into 48,000 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 100 St-Jean Baptiste Street, Dorion, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4247-1970

Estampes & livres Mariette inc.
Mariette Prints & Books Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marc Bourgeois, 69 Vivian, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, both of Mount Royal, and Jean Guy, 5400 Louisbourg, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in paintings, engravings, canvases, pictures, drawings, reproductions, copies, tapestries, sculptures, books and publications, under the name of "Estampes & livres Mariette inc. — Mariette Prints & Books Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of

valeur nominale de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4269-1970

a nominal value of $1 each and into 3,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4269-1970

Ferme des Bois Verts ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Colette Lamoureux, fille majeure, Monique Duval, épouse de Denis Rocheleau, toutes deux secrétaires, et François-G. Lévesque, avocat, tous trois de Bedford, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme, sous le nom de « Ferme des Bois Verts ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 4,700 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ignace-de-Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4992-1970

Ferme des Bois Verts ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Colette Lamoureux, spinster of the full age of majority, Monique Duval, wife of Denis Rocheleau, both secretaries, and François-G. Lévesque, advocate, all three of Bedford, for the following purposes:

To operate a farm, under the name of "Ferme des Bois Verts ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 3,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 4,700 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Ignace-de-Stanbridge, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4992-1970

Ferme Vie et Nature ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: François-G. Lévesque, avocat, Colette Lamoureux, fille majeure, et Monique Duval, épouse de Denis Rocheleau, ces deux dernières secrétaires, tous trois de Bedford, pour les objets suivants:

Exploiter une ferme, sous le nom de « Ferme Vie et Nature ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 4,600 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Ignace-de-Stanbridge, district judiciaire de Bedford.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4491-1970

Ferme Vie et Nature ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: François-G. Lévesque, advocate, Colette Lamoureux, spinster of the full age of majority, and Monique Duval, wife of Denis Rocheleau, the latter two secretaries, all three of Bedford, for the following purposes:

To operate a farm, under the name of "Ferme Vie et Nature ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 4,600 class "A" preferred shares of a nominal value of $10 each and 3,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Ignace-de-Stanbridge, judicial district of Bedford.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4491-1970

Garage Gaston Fontaine inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, cons-

Garage Gaston Fontaine inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives,

tituant en corporation: Dame Dorina Fontaine, ménagère, épouse de Dorina Fontaine, 1071, l'Achigan sud, l'Épiphanie, Gaston Fontaine, mécanicien, 2680, Vaucluse, Saint-Gérard-Magella, et Clément Trudel, avocat, 118, 1re Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage Gaston Fontaine inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Gérard-Magella, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5004-1970

Garage J. Bélanger & frères inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Jacques Bélanger, industriel, Pauline Vallerand, ménagère, épouse dudit Jacques Bélanger, tous deux de 3540, St-Victorien, et Gaston Jobin, gardien, 3435, Petitclerc, tous trois de Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Garage J. Bélanger & frères inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3548, boulevard Monseigneur Gauthier, Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4760-1970

Claude Girardin et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: George Wurtele, 32, Blainville, Sainte-Thérèse, Claude Violette, 2250, Sherbrooke est, tous deux avocats, et Line Biron, secrétaire, fille majeure, 6303, Iberville, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire la promotion de produits nouveaux canadiens ou étrangers, sous le nom de « Claude Girardin et associés inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

incorporating: Dame Dorina Fontaine, housewife, wife of Dorina Fontaine, 1071 l'Achigan, south, l'Épiphanie, Gaston Fontaine, mechanic, 2680 Vaucluse, Saint-Gérard-Magella, and Clément Trudel, advocate, 118, 1st Avenue, Notre-Dame-des-Prairies, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Garage Gaston Fontaine inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Gérard-Magella, judicial district of Joliette.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 5004-1970

Garage J. Bélanger & frères inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Bélanger, industrialist, Pauline Vallerand, housewife, wife of the said Jacques Bélanger, both of 3540 St-Victorien, and Gaston Jobin, guardian, 3435 Petitclerc, all three of Giffard, for the following purposes:

To do business as garage-owners and to deal in cars, motors, machines and all their accessories and parts, under the name of "Garage J. Bélanger & frères inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 3548 Monseigneur Gauthier Boulevard, Giffard, judicial district of Québec.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4760-1970

Claude Girardin et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: George Wurtele, 32 Blainville, Sainte-Thérèse, Claude Violette, 2250 Sherbrooke East, both advocates, and Line Biron, secretary, spinster of the full age of majority, 6303 Iberville, the latter two of Montreal, for the following purposes:

The promotion of new Canadian or foreign products, under the name of "Claude Girardin et associés inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie est 1600, Berri, suite 267, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4590-1970

Gravel sports inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Michel Gravel, commerçant, 858, Noyan, Longueuil, Robert Bertrand, avocat, 5580, Woodbury, et Yvon Renaud, notaire, 7200, Hutchison, suite 203, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils, articles et véhicules de sport et tous leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Gravel sports inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 60,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $0.50 chacune, 10,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $5 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4596-1970

Les habitations Bohemia inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1970, constituant en corporation: Claude Labrie, inspecteur, 482, Iberville, Micheline Rioux, 230, Gallant, app. 7, et Michèle Côté, 887, Doucet, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sept-Iles, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Les habitations Bohemia inc. », avec un capital total de $70,000, divisé en 600 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 510, rue Valois, Laval, district judiciaire de Montréal,

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4212-1970

Hôtel-Motel Bo-Dri inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant

The head office of the company is at 1600 Berri, Suite 267, Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4590-1970

Gravel sports inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Michel Gravel, merchant, 858 Noyan, Longueuil, Robert Bertrand, advocate, 5580 Woodbury, and Yvon Renaud, notary, 7200 Hutchison, Suite 203, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in sports appliances, articles and cars and all their accessories and parts, under the name of "Gravel sports inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 60,000 common shares of a nominal value of $0.50 each, 10,000 preferred shares class "A" of a nominal value of $5 each and 2,000 preferred shares class "B" of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4596-1970

Les habitations Bohemia inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claude Labrie, inspector, 482 Iberville, Micheline Rioux, 230 Gallant, Apt. 7, and Michèle Côté, 887 Doucet, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, all three of Sept-Iles, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Les habitations Bohemia inc.", with a total capital stock of $70,000, divided into 600 common shares of a nominal value of $100 each and into 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company is at 510 Valois Street, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4212-1970

Hôtel-Motel Bo-Dri inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

en corporation: Pierre Lalande, avocat, 1, Place Laval, Laval, Denise Valiquette, épouse de Jean-Georges Girard, 1681, Sauvé est, et Ginette Huneault, fille majeure, 7283, rue Berri, ces deux dernières secrétaires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, tavernes, auberges, bars, salles à manger, salles de réception et restaurants, sous le nom de « Hôtel-Motel Bo-Dri inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 3,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est rang Rivière Bull, Saint-Côme, district judiciaire de Joliette.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4694-1970

rating: Pierre Lalande, advocate, 1 Place Laval, Denise Valiquette, wife of Jean-Georges Girard, 1681 Sauvé East, and Ginette Huneault, spinster of the full age of majority, 7283 Berri Street, the latter two secretaries, of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, motels, taverns, inns, bars, dining-rooms, banqueting-halls and restaurants, under the name of "Hôtel-Motel Bo-Dri inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 3,900 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Bull River Range, Saint-Côme, judicial district of Joliette.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4694-1970

Lahaise et associés inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Alix Lahaise, Gisèle Roy, épouse dudit Alix Lahaise, tous deux courtiers, de 3565, Croissant Héloise, et Yves Dagenais, comptable, 479, Franklin, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Agir comme courtier en assurance, sous le nom de « Lahaise et associés inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 3709-1970

Lahaise et associés inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alix Lahaise, Gisèle Roy, wife of said Alix Lahaise, both brokers, 3565 Croissant Héloise, and Yves Dagenais, accountant, 479 Franklin, all three of Laval, for the following purposes:

To act as insurance brokers, under the name of "Lahaise et associés inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 3709-1970

Lane Truck Leasing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Alfred Lane, camionneur, Laurette Gagné, ménagère, épouse dudit Alfred Lane, tous deux de Ste-Anne-des-Lacs, et Cecil H. Lane, inspecteur, 1864, Patricia, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter une entreprise de location de véhicules de type camion, de type tracteur et de type remorque, sous le nom de « Lane Truck Leasing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1864, Patricia, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5033-1970

Lane Truck Leasing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Alfred Lane, trucker, Laurette Gagné, housewife, wife of said Alfred Lane, both of Sainte-Anne-des-Lacs, and Cecil H. Lane, inspector, 1964 Patricia, Saint-Laurent, for the following purposes:

To operate a vehicle location enterprise of truck, tractor and tow types, under the name of "Lane Truck Leasing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1864 Patricia, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 5033-1970

Germain Larivière (1970) ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Germain Larivière, marchand, Gertrude Bergeron, ménagère, épouse dudit Germain Larivière, tous deux de 5545, Wilson, Saint-Hyacinthe, et Roger Gadbois, vendeur, 340, Laflamme, La Providence, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de meubles, tapis, tentures, articles de décoration, appareils et accessoires électriques et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Germain Larivière (1970) ltée », avec un capital total de $200,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 19,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 130, boulevard Laurier, Sainte-Rosalie, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4979-1970

Germain Larivière (1970) ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Germain Larivière, trader, Gertrude Bergeron, housewife, wife of said Germain Larivière, both of 5545 Wilson, Saint-Hyacinthe, and Roger, Gadbois, salesman, 340 Laflamme, La Providence, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture, carpets, draperies, ornaments, electric appliances and electrical accessories and novelties of all kinds, under the name of "Germain Larivière (1970) ltée", with a total capital stock of $200,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 19,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 130 Laurier Boulevard, Sainte-Rosalie, judicial district of Saint-Hyacinthe.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4979-1970

Liberco construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: René Chapleau, administrateur, 50, Place Crémazie, suite 901, Maria Boselli, épouse de Giovanni Livornetti, 7203, Marquette, tous deux de Montréal, et Rosalie Pitre, épouse de Adélard Arsenault, 1311, Holmes, Laflèche, ces deux dernières ménagères, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Liberco construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 3095-1970

Liberco construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: René Chapleau, administrator, 50 Place Crémazie, suite 901, Maria Boselli, wife of Giovanni Livornetti, 7203, Marquette, both of Montreal, and Rosalie Pitre, wife of Adélard Arsenault, 1311 Holmes, Laflèche, the latter two housewives, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Liberco construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 3095-1970

Les loisirs Ste-Famille de l'Estrie inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Yvan Provençal, comptable, 535, Mercier, Roger Lacroix, expéditeur, 529, Mercier, et Gérard Pepin, commis, 41, 9e Avenue sud, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Les loisirs Ste-Famille de l'Estrie inc. ».

Les loisirs Ste-Famille de l'Estrie inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Yvan Provençal, accountant, 535 Mercier, Roger Lacroix, shipper, 529 Mercier, and Gérard Pepin, clerk, 41, 9th Avenue South, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To organize leisure activities, under the name of "Les loisirs Ste-Famille de l'Estrie inc.".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $40,000.

Le siège social de la corporation est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 907-1970

Maison unifamiliale M.M. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 29e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Yves Rouleau, 955, Plymouth, Mont-Royal, Claudel Sirois, 7390, Chabot, tous deux avocats, et Laurette Tousignant, secrétaire, épouse de Jacques Tousignant, 12109, Place Deschamps, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Maison unifamiliale M.M. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7060, Pontoise, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4733-1970

Denis Marcotte inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Yves-J. Demers, avocat, 55, de la Station, Delson, Denis Marcotte, commerçant, et Denise Jacques, ménagère, épouse dudit Denis Marcotte, ces deux derniers de 120, Union, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Denis Marcotte inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5116-1970

Maurijan ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 30e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Maurice Ouellette, vérificateur, 2082,

The amount to which is to be limited the value of the immovable property which may be owned or acquired by the Corporation, is $40,000.

The head office of the corporation is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 907-1970

Maison unifamiliale M.M. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Rouleau, 955 Plymouth, Mont-Royal, Claudel Sirois, 7390 Chabot, both advocates, and Laurette Tousignant, secretary, wife of Jacques Tousignant, 12109 Deschamps Place, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Maison unifamiliale M.M. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 7060 Pontoise, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4733-1970

Denis Marcotte inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves-J. Demers, advocate, 55 de la Station, Delson, Denis Marcotte, trader, and Denise Jacques, housewife, wife of said Denis Marcotte, the latter two of 120 Union, Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Denis Marcotte inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of company is at Sainte-Catherine-d'Alexandrie-de-Laprairie, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 5116-1970

Maurijan ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Maurice Ouellette, verifier, 2082 Cushing

rue Cushing, Saint-Laurent, Maurice Tougas, commerçant, 254, rue Monseigneur Charbonneau, et Réjane Proteau, ménagère, épouse de Robert Cléroux, 319, rue François Séguin, ces deux derniers de Boucherville, pour les objets suivants:

Fabriquer etfaire le commerce de denrées, marchandises et articles de toutes sortes destinés à la consommation, sous le nom de « Maurijan ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 38,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 280, Fort St-Louis, Place de la Seigneurie, Boucherville, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4490-1970

Nassut Company Ltd.
La compagnie Nassut ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Cécile Péloquin, secrétaire, épouse de Gérald Péloquin, Jean Frappier, et Pierre Salvail, ces deux derniers avocats, tous trois de 70, Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Nassut Company Ltd.—La compagnie Nassut ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1650, Marie-Victorin, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5187-1970

Nettoyeur Vachon (St-Georges) inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Robert Lessard, notaire, Rachel Poulin, épouse de Renaud Poulin, 64, 21e Rue, tous deux de Saint-Georges, et Diane DeBlois, épouse de Yves Veilleux, 325, 15e Rue, Saint-Georges-Ouest, ces deux dernières secrétaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, presseurs, teinturiers et buandiers, sous le nom de « Nettoyeur Vachon (St-Georges) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Street, Saint-Laurent, Maurice Tougas, trader, 254 Monseigneur Charbonneau Street, and Réjane Proteau, housewife, wife of Robert Cléroux, 319 François Séguin Street, the latter two of Boucherville, for the following purposes:

To manufacture and deal in foodstuffs, goods and articles of all kinds destined as consommables, under the name of "Maurijan ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 38,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 280 Fort St-Louis, Place de la Seigneurie, Boucherville, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4490-1970

Nassut Company Ltd.
La compagnie Nassut ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Cécile Péloquin, secretary, wife of Gérald Péloquin, Jean Frappier, and Pierre Salvail, the latter two advocates, all three of 70 Roi, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "Nassut Company Ltd.—La compagnie Nassut ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of a nominal value of $1 each, 5,000 class "A" preferred shares of a nominal value of $1 each and into 5,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1650 Marie-Victorin, Tracy, judicial district of Richelieu.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 5187-1970

Nettoyeur Vachon (St-Georges) inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lessard, notary, Rachel Poulin, wife of Renaud Poulin, 64, 21st Street, both of St-Georges, and Diane DeBlois, wife of Yves Veilleux, 325, 15th Street, Saint-Georges-West, the latter two secretaries, for the following purposes:

To carry on business as cleaners, pressers, dyers and launderers, under the name of "Nettoyeur Vachon (St-Georges) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4539-1970

Nidom construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Marcel Croteau, entrepreneur en maçonnerie, 2005, Sauriol est, Denise Croteau, secrétaire, épouse de André Lafrenière, 8764, Chateaubriand, tous deux de Montréal, et Jean-Paul Brais, courtier en assurances, 113, boulevard Richelieu, Saint-Basile-le-Grand, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Nidom construction inc. », avec un capital divisé en 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8225, rue Le Creusot, Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4835-1970

Les placements St-Just-Malmont ltée
St. Just Malmont Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1970, constituant en corporation: Jacques Vaillancourt, 107, de Picardie, Saint-Lambert, Gilles Bertrand, 147, Dunrae, Jacques Laurent, 573, Berwick, tous deux de Mont-Royal, Suzanne Pilon, épouse de Jean-Yves Pigeon, 425, Leblanc ouest, Longueuil, Raymond-G. Decary, 5614, Canterbury, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, Marc Bourgeois, 4050, Jauron, tous sept avocats, et France Goulet, secrétaire, épouse de Michel Daignault, 705, Guybourg, ces quatre derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les placements St-Just-Malmont ltée — St. Just Malmont Investments Ltd. », avec un capital total de $200,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune, 1,450 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1980, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 3664-1970

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4539-1970

Nidom construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Marcel Croteau, masonry contractor, 2005 Sauriol East, Denise Croteau, secretary, wife of André Lafrenière, 8764 Chateaubriand, both of Montreal, and Jean-Paul Brais, insurance broker, 113 Richelieu Boulevard, Saint-Basile-le-Grand, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Nidom construction inc.", with a capital stock divided into 50,000 common shares without nominal value and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 8225 Le Creusot Street, Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4835-1970

Les placements St-Just-Malmont ltée
St. Just Malmont Investments Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jacques Vaillancourt, 107 de Picardie, Saint-Lambert, Gilles Bertrand, 147 Dunrae, Jacques Laurent, 573 Berwick, both of Mount Royal, Suzanne Pilon, wife of Jean-Yves Pigeon, 425 Leblanc West, Longueuil, Raymond-G. Decary, 5614 Canterbury, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, Marc Bourgeois, 4050 Jauron, all seven advocates, and France Goulet, secretary, wife of Michel Daignault, 705 Guybourg, the latter four of Montreal, for the following purposes

To carry on business as an investment company, under the name of "Les placements St-Just-Malmont ltée — St. Just Malmont Investments Ltd.", with a total capital stock of $200,000, divided into 500 common shares of a nominal value of $100 each, 1,450 class "A" preferred shares of a nominal value of $100 each and into 5,000 class "B" preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1980 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 3664-1970

Place Prévert inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Rolland Couillard, 1198, Colbert, Jean-Pierre Ruel, 1186, Colbert, tous deux entrepreneurs, et Claude Ruel, homme d'affaires, 929, route de l'Église, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeur et entrepreneur général en construction, sous le nom de « Place Prévert inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 39,900 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1198, rue Colbert, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4956-1970

Plomberie industrielle Monval inc.
Monval Industrial Plumbing Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 11e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Gilles St-Pierre, 230, Guillerm, Longueuil, Serge Desrochers, 4635, Clanranald, John K. Archambault, 5724, Déom, tous deux de Montréal, et Denis Durocher, 389, Seigneurial, Saint-Bruno-de-Montarville, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Plomberie industrielle Monval inc.— Monval Industrial Plumbing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4938-1970

Preva inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Roger Messier, 2417, Cadillac, Guy Rousseau, 44, Notre-Dame, tous deux administrateurs, et Madeleine Mailloux, secrétaire, fille majeure, 2401, Sheppard, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous appareils, articles, machines, outillages, dispositifs, accessoires em-

Place Prévert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Rolland Couillard, 1198 Colbert, Jean-Pierre Ruel, 1186 Colbert, both contractors, and Claude Ruel, businessman, 929 de l'Église Route, all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as builder and general building contractor, under the name of "Place Prévert inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $1 each, and 39,900 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at 1198 Colbert Street, Sainte-Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4956-1970

Plomberie industrielle Monval inc.
Monval Industrial Plumbing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gilles St-Pierre, 230 Guillerm, Longueuil, Serge Desrochers, 4635 Clanranald, John K. Archambault, 5724 Déom, both of Montreal, and Denis Durocher, 389 Seigneurial, Saint-Bruno-de-Montarville, all four advocates, for the following purposes:

To carry on business as plumbing, heating and refrigeration contractors, under the name of "Plomberie industrielle Monval inc.— Monval Industrial Plumbing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4938-1970

Preva inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Roger Messier, 2417 Cadillac, Guy Rousseau, 44 Notre-Dame, both administrators, and Madeleine Mailloux, secretary, spinster of the full age of majority, 2401 Sheppard, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and to deal in apparatus, articles, machines, tools, devices, accessories used in receiving or

ployés dans la réception ou la transmission par les airs d'images et sons de toutes sortes, sous le nom de « Preva inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4930-1970

Produits sanitaires Mica inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Fernand Michaud, industriel, Dame Fernand Michaud, ménagère, épouse dudit Fernand Michaud, tous deux de 559, 4e Avenue, et André Michaud, commis, 985, Chapais, tous trois de Val d'Or, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits sanitaires, sous le nom de « Produits sanitaires Mica inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 559, 4e Avenue, Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5075-1970

Restaurant le Saint-Malo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: G. Harold Pickel, 47, Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505, Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976, Glencairn, tous trois avocats, Denyse Marcoux, secrétaire, 1488, Galt, et Yolande Poliseno, réceptionniste, 7928, Durocher, ces deux dernières, filles majeures, ces trois derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant le Saint-Malo inc. », avec un capital divisé en 500,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 1605, St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4755-1970

Roclar Leasing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 27e jour d'octobre 1970, constitransmitting pictures and sound of all sorts, under the name of "Preva inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4930-1970

Produits sanitaires Mica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Fernand Michaud, industrialist, Dame Fernand Michaud, housewife, wife of said Fernand Michaud, both of 559, 4th Avenue, and André Michaud, clerk, 985 Chapais, all three of Val d'Or, for the following purposes:

To deal in sanitary products, under the name of "Produits sanitaires Mica inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 559, 4th Avenue, Val d'Or, judicial district of Abitibi.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 5075-1970

Restaurant le Saint-Malo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: G. Harold Pickel, 47 Arlington, Westmount, Claude Boisvert, 1505 Moore, Laval, Guy-E. Boisvert, 4976 Glencairn, all three advocates, Denyse Marcoux, secretary, 1488 Galt, and Yolande Poliseno, receptionist, 7928 Durocher, the latter two spinsters of the full age of majority, the latter three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Restaurant le Saint-Malo inc.", with a capital stock divided into 500,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 1605 St-Denis, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4755-1970

Roclar Leasing Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorpo-

tuant en corporation: François Perreault, 5305, Churchill, Benoit Rivet, 3485, Papineau, tous deux de Montréal, et Adrien-R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire la location à court et à long terme de véhicules de toutes sortes, sous le nom de « Roclar Leasing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 400, rue Norman, Saint-Pierre, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4650-1970

André Rousseau construction inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de novembre 1970, constituant en corporation: André Rousseau, entrepreneur, 8605, Trudel, Charlesbourg, Roch Girard, 119, St-Jules, Beauport, et Gilles Labrie, 40, des Chênes, Québec, ces deux derniers comptables, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « André Rousseau construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8605, avenue Trudel, Charlesbourg, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5037-1970

Réal Roy & fils inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Réal Roy, Guy Roy, Raymond Roy et Claude Roy, tous quatre cultivateurs, de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme cultivateurs, sous le nom de « Réal Roy & fils inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4509-1970

S.R.G.D. inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres

rating: François Perreault, 5305 Churchill, Benoit Rivet, 3485 Papineau, both of Montreal, and Adrien-R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To rent for short and long periods vehicles of all kinds, under the name of "Roclar Leasing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 400 Norman Street, Saint-Pierre, judicial district of Montreal.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4650-1970

André Rousseau construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: André Rousseau, contractor, 8605 Trudel, Charlesbourg, Roch Girard, 119 St-Jules, Beauport, and Gilles Labrie, 40 des Chênes, Québec, the latter two accountants, for the following purposes:

To do business as builders and general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "André Rousseau construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 8605 Trudel Avenue, Charlesbourg, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 5037-1970

Réal Roy & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Réal Roy, Guy Roy, Raymond Roy and Claude Roy, all four farmers, of Saint-Georges, for the following purposes:

To do business as farmers, under the name of "Réal Roy & fils inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4509-1970

S.R.G.D. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial

patentes, en date du 12e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Damasse Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, Anjou, et Jacques Larivière, 352, boulevard Quinn, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « S.R.G.D. inc. », avec un capital total de $80,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 7,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3655, rue Papineau, suite 210, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4957-1970

Salaison Bellerose inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 10e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Claudette Brisson, épouse de Gilbert Brisson, 4455, rue Amiens, Montréal-Nord, Thérèse Jobin, épouse de Gilles Jobin, 6864, rue Bordeaux, et Suzanne Boivin, fille majeure, 6460, Ernest Lavigne, ces deux dernières de Montréal, toutes trois secrétaires légales, pour les objets suivants:

Faire le commerce, en gros et au détail, de toutes marchandises se rapportant au commerce de salaison, boucherie, épicerie et spécialités alimentaires, sous le nom de « Salaison Bellerose inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 26, boulevard Bellerose, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4841-1970

Service d'impression Michel inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 17e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Huguette Beaudoin, institutrice, épouse de André Tremblay, 8535, avenue Trudelle, Charlesbourg, Gérard Tremblay, chauffeur de taxi, et Irène Soucy, ménagère, épouse dudit Gérard Tremblay, ces deux derniers de 1815, Poulin, Giffard, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une imprimerie, sous le nom de « Service d'impression Michel inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de

Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Damasse Brissette, 243 Marie-Rose Street, André St-Jacques, 154 Anjou, and Jacques Larivière, 352 Quinn Boulevard, all three advocates, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors and to deal in all kinds of materials, under the name of "S.R.G.D. inc.", with a total capital stock of $80,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 7,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 3655 Papineau Street, Suite 210, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4957-1970

Salaison Bellerose inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 10th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Claudette Brisson, wife of Gilbert Brisson, 4455 Amiens Street, Montreal-North, Thérèse Jobin, wife of Gilles Jobin, 6864 Bordeaux Street, and Suzanne Boivin, spinster of the full age of majority, 6460 Ernest Lavigne, the latter two of Montreal, all three legal secretaries, for the following purposes:

To do a retail and wholesale business in salted meats, in the butcher's trade, in groceries and in food specialities, under the name of "Salaison Bellerose inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 26 Bellerose Boulevard, Laval, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4841-1970

Service d'impression Michel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Huguette Beaudoin, teacher, wife of André Tremblay, 8535 Trudelle Avenue, Charlesbourg, Gérard Tremblay, taxi driver, and Irène Soucy, housewife, wife of said Gérard Tremblay, the latter two of 1815 Poulin, Giffard, for the following purposes:

To carry on the business of a printing-house, under the name of "Service d'impression Michel inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000

$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Giffard, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4660-1970

common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Giffard, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4660-1970

Sno-Liner Industries Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 21e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Raymond Lemieux, 1151, Esplanade, Henri-Paul Felteau, 1480, Dagenais, Philippe Duperré, 230, Morris, Jacques Douville, 177, 9e Avenue sud, Jean-Guy Desrosiers, 1436, Pacifique, tous cinq entrepreneurs, Jean-Maurice Croteau, 1375, Desnoyers, Claude Potvin, 386, Alençon, tous deux comptables, Paul Michaud, 554, King est, Robert Blackburn, 1190, Portland, Roger Marchand, 354, Châtelaine, tous trois médecins, Philippe R. Ferland, restaurateur, Aline Ferland, ménagère, épouse dudit Philippe R. Ferland, tous deux de 1111, Desrochers, Raymond Bergeron, 280, Marquette, Marc Bureau, 585, Chevrier, Gilles Maillé, 1111, Papineau, tous trois commerçants, William Larkin, courtier en assurances, 1191, Lavigerie, Gilles Potvin, entrepreneur en réfrigération, 1095, Bowen sud, Jean-Marie Potvin, 333, Kennedy, Clermont Potvin, 292, Belvédère nord, tous deux électriciens, Bernardin Bolduc, 1641, St-André, tous vingt de Sherbrooke, Albert Bilodeau, 1083, Main ouest, tous deux garagistes, et Bernard Bonneau, professeur, 534, 7e Avenue nord, ces deux derniers de Richmond, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de tous types d'autos-neige ou de motos-neige de même que tous accessoires et articles de sport, sous le nom de « Sno-Liner Industries Ltd. », avec un capital divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4576-1970

Sno-Liner Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Raymond Lemieux, 1151 Esplanade Henri-Paul Felteau, 1480 Dagenais, Philippe Duperré, 230 Morris, Jacques Douville, 177 9th Avenue South, Jean-Guy Desrosiers, 1436 Pacifique, all five contractors, Jean-Maurice Croteau, 1375 Desnoyers, Claude Potvin, 386 Alençon, both accountants, Paul Michaud, 554 King East, Robert Blackburn, 1190 Portland, Roger Marchand, 354 Châtelaine, all three physicians, Philippe R. Ferland, restaurant-owner, Aline Ferland, housewife, wife of the said Philippe R. Ferland, both of 1111 Desrochers, Raymond Bergeron, 280 Marquette, Marc Bureau, 585 Chevrier, Gilles Maillé, 1111 Papineau, all three merchants, William Larkin, insurance broker, 1191 Lavigerie, Gilles Potvin, contractor in refrigeration, 1095 Bowen South, Jean-Marie Potvin, 333 Kennedy, Clermont Potvin, 292 Belvédère North, both electricians, Bernardin Bolduc, 1641 St-André, all twenty of them of Sherbrooke, Albert Bilodeau, 1083 Main West, both garage-owners, and Bernard Bonneau, professor, 534, 7th Avenue North, the latter two of Richmond, for the following purposes:

To manufacture and deal in all types of snowmobiles or snowmachines as well as all their accessories and sporting articles, under the name of "Sno-Liner Industries Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without nominal value and 2,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4576-1970

La société Hippo inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jean-Guy Bergeron, 192, St-Jules, Grégoire Bergeron, 29, St-Mathieu, tous deux industriels, Patrick Lapointe, 228, Panet, Marcel Gagnon, 630, St-Jean Baptiste, tous deux entrepreneurs, Constant Bergeron, comptable, 13, Laliberté, Marcel Robert, comptable agréé, 624, St-Bernard, tous six de

La société Hippo inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jean-Guy Bergeron, 192 St-Jules, Grégoire Bergeron, 29 St-Mathieu, both industrialists, Patrick Lapointe, 228 Panet, Marcel Gagnon, 630 St-Jean Baptiste, both contractors, Constant Bergeron, accountant 13 Laliberté, Marcel Robert, chartered accountant, 624 St-Bernard, all six of Jonquière,

Jonquière, Pierre Bergeron, avocat, 1175, Mélançon, Gilbert Gravel, courtier, 575, Chabanel, Huguette Gaudreault, secrétaire, fille majeure, 51, St-Dominique est, tous trois de Chicoutimi, et Jean-Louis Gagnon, médecin, 2375, Roussel, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

Organiser, promouvoir, et tenir des courses de chevaux ou autres animaux, d'automobiles, d'hommes ou de toute autre nature, sous le nom de « La société Hippo inc. », avec un capital divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est 771, St-Joseph est, Québec, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5093-1970

Pierre Bergeron advocate, 1175 Mélançon, Gilbert Gravel, broker, 575 Chabanel, Huguette Gaudreault, secretary, spinster of the full age of majority, 51 St-Dominique East, all three of Chicoutimi, and Jean-Louis Gagnon, physician, 2375 Roussel, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To organize, promote and operate horse or other animal races, car and foot races, or of any other nature, under the name of "La société Hippo inc.", with a capital stock divided into 1,000 common shares without nominal value.

The head office of the company is at 771 St-Joseph East, Québec, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 5093-1970

Société Philatélique de la Rive Sud
South Shore Philatelic Society

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Jacques-J. Charron, directeur, 459, St-Jacques, Jean-Marie Lamarre, 122, Victoria, tous deux de Longueuil, Roger Trudeau, 82, St-Denis, tous deux inspecteurs, Hilaire Ste-Marie, 15, Logan, et Alfred-O. Sears, 131, Lespérance, ces deux derniers rentiers, ces trois derniers de Saint-Lambert, pour les objets suivants:

Grouper les personnes de la Rive Sud et des environs, intéressées dans la philatélie, sous le nom de « Société Philatélique de la Rive Sud — South Shore Philatelic Society ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4800-1970

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Jacques-J. Charron, director, 459 St-Jacques, Jean-Marie Lamarre, 122 Victoria, both of Longueuil, Roger Trudeau, 82 St-Denis, both inspectors, Hilaire Ste-Marie, 15 Logan, et Alfred-O. Sears, 131 Lespérance, the latter two annuitants, the latter three of Saint-Lambert, for the following purposes:

To group the South Shore and vicinity persons who are interested in philately, under the name of "Société Philatélique de la Rive Sud — South Shore Philatelic Society".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $100,000.

The head office of the corporation is at Longueuil, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 4800-1970

Studio Rouville Gagnon inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Robert Lessard, notaire, Rachel Poulin, épouse de Renaud Poulin, 64, 21e Rue, tous deux de Saint-Georges, et Diane DeBlois, épouse de Yves Veilleux, 325, 15e Rue, Saint-Georges-Ouest, ces deux dernières, secrétaires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de photographe et faire la reproduction d'images et photographies de toutes sortes, sous le nom de « Studio Rouville Gagnon inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Robert Lessard, notary, Rachel Poulin, wife of Renaud Poulin, 64, 21st Street, both of Saint-Georges, and Diane DeBlois, wife of Yves Veilleux, 325, 15th Street, Saint-Georges-Ouest, the latter two secretaries, for the following purposes:

To work as a photographer and to reproduce pictures and photographs of all sorts, under the name of "Studio Rouville Gagnon inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4710-1970

Su-Re inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Suzanne Lefebvre, secrétaire, épouse de Réjean Laliberté, 6043, Pascale, Montréal-Nord, Marcel Lefebvre, courtier en assurance, et Lucille Houle, secrétaire, épouse dudit Marcel Lefebvre, ces deux derniers de 5746, Jeanne-d'Arc, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Su-Re inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6043, Pascale, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 5072-1970

Syber inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Yves Hébert, administrateur, Nicole Duchesne, secrétaire, épouse dudit Yves Hébert, tous deux de 764, Place Philippe, app. 3, Sylvio Thibeault, administrateur, et Hélène Caron, secrétaire, épouse dudit Sylvio Thibeault, ces deux derniers de 798, Rougemont, app. 7, tous quatre de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Syber inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 798, Rougemont, app. 7, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4737-1970

Taverne Taschereau inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Yvan Mauger, directeur de personnel, Lucille Meunier, ménagère, épouse dudit

The head office of the company is at Saint-Georges, judicial district of Beauce.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4710-1970

Su-Re inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Suzanne Lefebvre, secretary, wife of Réjean Laliberté, 6043, Pascale, Montreal-North, Marcel Lefebvre, insurance broker, and Lucille Houle, secretary, wife of said Marcel Lefebvre, the latter two of 5746 Jeanne-d'Arc, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and goods, under the name of "Su-Re inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 6043 Pascale, Montreal-North, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 5072-1970

Syber inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yves Hébert, administrator, Nicole Duchesne, secretary, wife of the said Yves Hébert, both of 764 Philippe Place, Apt. 3, Sylvio Thibeault, administrator, and Hélène Caron, secretary, wife of the said Sylvio Thibeault, the latter two of 798 Rougemont, Apt. 7, all four of St. Foy, for the following purposes:

To do business as a real estate and construction company, under the name of "Syber inc." with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 798 Rougemont, Apt. 7, St. Foy, judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4737-1970

Taverne Taschereau inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Yvan Mauger, personnel director, Lucille Meunier, housewife, wife of the said Yvan Mauger,

Yvan Mauger, tous deux de 6432, Henri Miro, Montréal, et Liliane Scott, gérante, veuve de Oswald Meunier, 6300, boulevard Joseph Renaud, Anjou, pour les objets suivants:

Exploiter des tavernes, salles à repas et salles à manger, sous le nom de « Taverne Taschereau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3683, boulevard Taschereau, Laflèche, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 3971-1970

Taxi Tétreaultville ltée
Tétreaultville Taxi Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Louis Frascadore, chauffeur, 8780, Hochelaga, #1, Maurice Huot, agent d'immeubles, 8500, Marseilles, et Jean-Paul Tremblay, comptable administrateur, 8325, Boyce, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des stations ou postes de taxis, sous le nom de « Taxi Tétreaultville ltée — Tétreaultville Taxi Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4439-1970

Tournoi régional de hockey Moustique Saguenay-Lac-St-Jean inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de novembre 1970, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Simard, 359, St-Sacrement, Gilles Carrière, 409, rue Gauthier, tous deux commis, Ghislain Doucet, assistant maître de poste, 770, Pariseau, Marc Bernier, contremaître, 955, Sacré-Coeur, Gaston Tremblay, peintre, 910, Des Oeillets, Gérard Arseneault, étudiant, 50, Francoeur, et Raymond Villeneuve, comptable, 72, avenue Desrosiers, tous sept d'Alma, pour les objets suivants:

Former et administrer une équipe de hockey et promouvoir le sport et la culture physique en général, sous le nom de « Tournoi régional de hockey Moustique Saguenay-Lac-St-Jean inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $2,000.

both of 6432 Henri Miro, Montreal, and Liliane Scott, manager, widow of Oswald Meunier, 6300 Joseph Renaud Boulevard, Anjou, for the following purposes:

To operate taverns, dining-rooms and eating establishments, under the name of "Taverne Taschereau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 3683 Taschereau Boulevard, Laflèche, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 3971-1970

Taxi Tétreaultville ltée
Tétreaultville Taxi Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Louis Frascadore, chauffeur, 8780 Hochelaga, #1, Maurice Huot, real estate agent, 8500 Marseilles, and Jean-Paul Tremblay, managing accountant, 8325 Boyce, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate taxi stands or taxi-ranks, under the name of "Taxi Tétreaultville ltée — Tétreaultville Taxi Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4439-1970

Tournoi régional de hockey Moustique Saguenay-Lac-St-Jean inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to incorporate a corporation without share capital: Roger Simard, 359 St-Sacrement, Gilles Carrière, 409 Gauthier Street, both clerks, Ghislain Doucet, assistant postmaster, 770 Pariseau, Marc Bernier, foreman, 955 Sacré-Coeur, Gaston Tremblay, painter, 910 Des Oeillets, Gérard Arseneault, student, 50 Francoeur, and Raymond Villeneuve, accountant, 72 Desrosiers Avenue, all seven of Alma, for the following purposes:

To form and administer a hockey team and to promote sport and physical culture in general, under the name of "Tournoi régional de hockey Moustique Saguenay-Lac-St-Jean inc.".

The amount to which is limited the value of the immovable property that the corporation may acquire and hold is $2,000.

Le siège social de la corporation est à Alma, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4891-1970

Trans-Médica inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de novembre 1970, constituant en corporation: Jeanne Bernier, comptable, épouse de Maurice Charbonneau, 11463, Éthier, Montréal-Nord, Guy Ferland, 6992, d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201, Corot Rive, Ile-aux-Soeurs, tous deux avocats, Pierre Laberge, stagiaire, 65, Sherbrooke est, et Jeannine Lamothe, secrétaire, fille majeure, 2781, Cadillac, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme traducteurs, sous le nom de « Trans-Médica inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4984-1970

Transport Gérard Larouche & fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes en date du 22e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: Gérard Larouche, entrepreneur en transport, Rita St-Hilaire, ménagère, épouse dudit Gérard Larouche, Gilles Larouche, journalier, tous trois de 363, boulevard Sacré-Coeur, Jean-Claude Larouche, camionneur, 63, Dumas, et Claudette Larouche, coiffeuse, épouse de Roger Laliberté, 363B, boulevard Sacré-Coeur, tous de Saint-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Transport Gérard Larouche & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 363, boulevard Sacré-Coeur, Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 4598-1970

Universal Form Work Limited
Coffrage universel limitée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première

The head office of the corporation is at Alma, judicial district of Roberval.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4891-1970

Trans-Médica inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Jeanne Bernier, accountant, wife of Maurice Charbonneau, 11463 Éthier, Montreal-North, Guy Ferland, 6992 d'Abancourt, Saint-Léonard, Pierre Massé, 201 Corot Rive, Nuns' Island, both advocates, Pierre Laberge, articled student, 65 Sherbrooke East, and Jeannine Lamothe, secretary, spinster of the full age of majority, 2781 Cadillac, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as translators, under the name of "Trans-Médica inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and 20,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4984-1970

Transport Gérard Larouche & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives, incorporating: Gérard Larouche, transportation contractor, Rita St-Hilaire, housewife, wife of said Gérard Larouche, Gilles Larouche, labourer, all three of 363 Sacré-Coeur Boulevard, Jean-Claude Larouche, trucker, 63 Dumas, and Claudette Larouche, hairdresser, wife of Roger Laliberté, 363B, Sacré-Coeur Boulevard, all of Saint-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Transport Gérard Larouche & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 363 Sacré-Coeur Boulevard, Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 4598-1970

Universal Form Work Limited
Coffrage universel limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: André Pépin, surintendant, Huguette St-Pierre, épouse dudit André Pépin, tous deux de 3000, rue Jeanne-d'Arc, Montréal, et Thérèse Payette, épouse de André Pomerleau, 1031, rue Riel, Laval, ces deux dernières administratrices, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Universal Form Work Limited — Coffrage universel limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1031, rue Riel, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4084-1970

partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour d'octobre 1970, constituant en corporation: André Pépin, surintendant, Huguette St-Pierre, épouse dudit André Pépin, tous deux de 3000, rue Jeanne-d'Arc, Montréal, et Thérèse Payette, épouse de André Pomerleau, 1031, rue Riel, Laval, ces deux dernières administratrices, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Universal Form Work Limited — Coffrage universel limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1031, rue Riel, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 4084-1970

Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu

Avis est donné qu'en vertu de la Loi constituant en corporation les Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de Montréal, chapitre 122 des lois de 1963, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes en date du 27 novembre 1970, constituant en corporation « Religieuses Hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu ».

Le siège social de la corporation est situé en la ville de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37918-o 5081-70

Religieuses Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu

Notice is given that pursuant to the Act to incorporate Religious Hospitallers of Saint Joseph of Montreal, chapter 122 of the Statutes of 1963, the Lieutenant-Governor of the Province granted letters patent dated November 27, 1970, incorporating "Religieuses Hospitalières de St-Joseph de l'Hôtel-Dieu".

The head office of the corporation is situated in the city of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37918 5081-70

Lettres patentes supplémentaires

Bilodeau & Fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de novembre 1970, à la compagnie « Bilodeau & Fils ltée », modifiant les conditions des actions privilégiées.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 15363-61

Canadian Automotive Warehousing Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de

Supplementary Letters Patent

Bilodeau & Fils ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Bilodeau & Fils ltée", modifying the conditions of the preferred shares.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 15363-61

Canadian Automotive Warehousing Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and

novembre 1970, à la compagnie « Canadian Automotive Warehousing Ltd. », augmentant ses pouvoirs.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 3584-47

Cercast Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 4e jour de novembre 1970 à la corporation « Cercast Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $340,000 par la création de 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884 11973-59

Compagnie d'Aviation Chute St-Philippe inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 11e jour d'octobre 1970, à la « Compagnie d'Aviation Chute St-Philippe inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884 5559-69

Conroy of Canada Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 20e jour de novembre 1970 à la compagnie « Looms of Trico Inc. », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de décembre 1957, changeant son nom en celui de « Conroy of Canada Inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 14166-57

Deny-Ray inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 3e jour d'août 1970, à la compagnie « Deny-Ray inc. », étendant ses pouvoirs.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 5639-69

Cooperatives to "Canadian Automotive Warehousing Ltd.", increasing its powers.

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

37884 3584-47

Cercast Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Cercast Inc.", increasing its capital from $40,000 to $340,000 by the creation of 30,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

37884-o 11973-59

Compagnie d'Aviation Chute St-Philippe inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Compagnie d'Aviation Chute St-Philippe inc.", extending its powers.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

37884 5559-69

Conroy of Canada Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Looms of Trico Inc.", incorporated by letters patent dated 23rd day of December 1957, changing its name to that of "Conroy of Canada Inc.".

Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
LS-PHILIPPE BOUCHARD,

37884-o 14166-57

Deny-Ray inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of August, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Deny-Ray inc.", extending its powers.

Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.
J.-ALBERT GAGNON,

37884 5639-69

Importations Roger Pier ltée
Roger Pier Imports Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour de juin 1970, à la compagnie « Importations Roger Pier ltée — Roger Pier Imports Ltd. », réduisant son capital de $500,000 à $5,000 par l'annulation de 4,890 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et 6,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 2990-68

International Food Distributors Corporation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 14e jour d'octobre 1970, à la compagnie « International Food Distributors Corporation », 1° diminuant son capital de $210,000 à $165,000 par l'annulation de 450 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° augmentant son capital de $165,000 à $265,000 par la création de 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 1622-45

Marigot Investments Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 19e jour de novembre 1970, à la compagnie « Marigot Investments Limited », augmentant son capital par la création de 3,000,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 3710-64

A. Ostiguy & Fils Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de mai 1970, à la compagnie « A. Ostiguy & Fils Inc. », réduisant son capital de $200,000 à $166,000 par l'annulation de 340 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 11325-60

Importations Roger Pier ltée
Roger Pier Imports Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of June, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Importations Roger Pier ltée — Roger Pier Imports Ltd.", reducing its capital from $500,000 to $5,000 by the cancellation of 4,890 class "A" preferred shares of a par value of $100 each and 6,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 2990-68

International Food Distributors Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of October 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "International Food Distributors Corporation", 1. reducing its capital from $210,000 to $165,000 by the cancellation of 450 preferred shares of the par value of $100 each; 2. increasing its capital from $165,000 to $265,000 by the creation of 1,000 preferred shares of the par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884-o 1622-45

Marigot Investments Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of November 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Marigot Investments Limited", increasing its capital by the creation of 3,000,000 common shares without par value.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884-o 3710-64

A. Ostiguy & Fils Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of May, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "A. Ostiguy & Fils Inc.", reducing its capital from $200,000 to $166,000 by the cancellation of 340 preferred shares of a par value of $100 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884 11325-60

Placements T.L.P. ltée
T.L.P. Investments Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 9e jour de novembre 1970, à la compagnie « Placements T.L.P. ltée — T.L.P. Investments Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $150,000 par la création de 12,000 actions ordinaires de $1 chacune et 98,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 422-66

Jules Racicot inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 12e jour de novembre 1970, à la compagnie « Montreal Press Club Inc. — Club des Journalistes de Montréal inc. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de septembre 1946, changeant son nom en celui de « Jules Racicot inc. ».

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 6681-46

Sanair, Piste d'Accélération Internationale inc.
Sanair International Drag Strip Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 6e jour de novembre 1970, à la compagnie « Sanair, Piste d'Accélération Internationale inc. — Sanair International Drag Strip Inc. », 1° subdivisant et convertissant 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune en 800,000 actions ordinaires sans valeur au pair; 2° augmentant son capital par la création de 1,200,000 actions ordinaires sans valeur au pair dont la considération totale n'excède pas $2,000,000.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884-o 2150-70

La Société d'Hypothèques Prima inc.
Prima Mortgage Corporation Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour d'octobre 1970, à « La Société d'Hypothèques Prima inc. — Prima Mortgage Corporation Inc. », augmentant son

Placements T.L.P. ltée
T.L.P. Investments Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Placements T.L.P. ltée — T.L.P. Investments Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $150,000 by the creation of 12,000 common shares of $1 each and 98,000 preferred shares of $1 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 422-66

Jules Racicot inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Montreal Press Club Inc. — Club des Journalistes de Montréal inc.", incorporated by letters patent dated the 14th day of September 1946, changing its name to that of "Jules Racicot inc.".

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 6681-46

Sanair, Piste d'Accélération Internationale inc.
Sanair International Drag Strip Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Sanair, Piste d'Accélération Internationale inc. — Sanair International Drag Strip Inc.", 1° subdividing and converting 100 common shares of a par value of $10 each into 800,000 common shares without par value; 2° increasing its capital by the creation of 1,200,000 common shares without par value of which the total amount do not exceed $2,000,000.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 2150-70

La Société d'Hypothèques Prima inc.
Prima Mortgage Corporation Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "La Société d'Hypothèques Prima inc. — Prima Mortgage Corporation Inc.", increasing

capital de $160,000 à $310,000, par la création de 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre associé des institutions financières, compagnies et coopératives,
J.-ALBERT GAGNON.

37884-o 5763-69

Les Terminus de Transports limitée
Transport Terminals Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de novembre 1970, à la compagnie « Transport Terminals Limited », constituée par lettres patentes en date du 14e jour de février 1933, changeant son nom en celui de « Les Terminus de Transports limitée — Transport Terminals Limited ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 271-33

Vernal Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, il a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'octobre 1970, à la compagnie « Vernal Investment Corp. », augmentant son capital de $40,000 à $290,000, par la création de 25,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 12774-60

its capital from $160,000 to $310,000, by the creation of 15,000 preferred shares of a par value of $10 each.

J.-ALBERT GAGNON,
Associate Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884 5763-69

Les Terminus de Transports limitée
Transport Terminals Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of November, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Transport Terminals Limited", Incorporated by letters patent dated 14th day of February 1933, changing its name to that of "Les Terminus de Transports limitée — Transport Terminals Limited".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884-o 271-33

Vernal Investment Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of October, 1970, have been issued by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to "Vernal Investment Corp.", increasing its capital from $40,000 to $290,000, by the creation of 25,000 preferred shares of the par value of $10 each.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884-o 12774-60

Compagnies dissoutes

Ber-Sal Investment Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Ber-Sal Investment Corp. », constituée en corporation le 14 novembre 1961, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 15357-61

Biel Realties Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Biel

Companies Dissolved

Ber-Sal Investment Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ber-Sal Investment Corp.", incorporated on November 14, 1961, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 15357-61

Biel Realties Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender

Realties Inc. », constituée en corporation le 18 novembre 1964, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884 5203-64

Canaplan Auto Sales Company Ltd.
La Compagnie de Vente d'Automobiles Canaplan ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Canaplan Auto Sales Company Ltd.— La Compagnie de Vente d'Automobiles Canaplan ltée », constituée en corporation le 16 juin 1969, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884 2965-69

Charlesbourg Pièces & Accessoires ltée
Charlesbourg Parts & Accessories Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Charlesbourg Pièces & Accessoires ltée — Charlesbourg Parts & Accessories Ltd. », constituée en corporation le 2 février 1960, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 10421-60

Friedman Agencies Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Friedman Agencies Inc. », constituée en corporation le 27 décembre 1944, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 6571-44

Gage Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Gage Development Corp. », constituée en corporation le 4 septembre 1964, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 3967-64

Mill-Hill Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de » Mill-

of the charter of "Biel Realties Inc.", incorporated on November 18, 1964, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 5203-64

Canaplan Auto Sales Company Ltd.
La Compagnie de Vente d'Automobiles Canaplan ltée

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Canaplan Auto Sales Company Ltd.— La Compagnie de Vente d'Automobiles Canaplan ltée", incorporated on June 16, 1969, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884-o 2965-69

Charlesbourg Pièces & Accessoires ltée
Charlesbourg Parts & Accessories Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Charlesbourg Pièces & Accessoires ltée — Charlesbourg Parts & Accessories Ltd.", incorporated on February 2, 1960, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 10421-60

Friedman Agencies Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Friedman Agencies Inc.", incorporated on December 27, 1944, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 6571-44

Gage Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Gage Development Corp.", incorporated on September 4, 1964, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 3967-64

Mill-Hill Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender

Hill Development Corp. », constituée en corporation le 15 décembre 1958, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 14668-58

Sans Souci Investment Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sans Souci Investment Ltd. », constituée en corporation le 12 mai 1959, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 12888-59

Stainless Steel Alloys Canada Limited

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Stainless Steel Alloys Canada Limited », constituée en corporation le 22 septembre 1965, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 4235-65

Sunex, Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Sunex, Inc. », constituée en corporation le 17 mars 1958, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 10291-58

Truxa Development Corp.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Truxa Development Corp. », constituée en corporation le 29 mai 1961, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 12703-61

Western Building Materials Ltd.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Western Building Materials Ltd. », constituée en corporation le 13 août 1962, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 13291-62

of the charter of "Mill-Hill Development Corp.", incorporated on December 15, 1958, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 14668-58

Sans Souci Investment Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sans Souci Investment Ltd.", incorporated on May 12, 1959, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 12888-59

Stainless Steel Alloys Canada Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Stainless Steel Alloys Canada Limited", incorporated on September 22, 1965, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 4235-65

Sunex, Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sunex, Inc.", incorporated on March 17, 1958, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 10291-58

Truxa Development Corp.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Truxa Development Corp.", incorporated on May 29, 1961, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 12703-61

Western Building Materials Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Western Building Materials Ltd.", incorporated on August 13, 1962, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 13291-62

Wilson Avenue Investments Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis, qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a accepté l'abandon de charte de « Wilson Avenue Investments Inc. », constituée en corporation le 18 avril 1963, à compter du 30 décembre 1970.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37884-o 1719-63

Wilson Avenue Investments Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has been pleased to accept the surrender of the charter of "Wilson Avenue Investments Inc.", incorporated on April 18, 1963, on and from December 30, 1970.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37884 1719-63

Demandes à la Législature

Cité de Drummondville

Avis est par les présentes donné que la Cité de Drummondville, corporation municipale constituée en vertu de la Loi des cités et villes et dont le siège social est à Drummondville dans le comté et district de Drummond s'adressera à l'honorable Assemblée nationale de la province de Québec et à l'Honorable lieutenant-gouverneur de la Province de Québec à la prochaine session aux fins d'obtenir une loi autorisant la Cité de Drummondville à détenir et par résolution à utiliser ou céder aux conditions qu'elle détermine, en tout ou en partie, à toutes fins quelconques, certains terrains acquis pour fins industrielles et sis dans les limites du canton de Grantham, comté de Drummond, soustrayant ainsi lesdits immeubles à l'application des dispositions de la Loi des Fonds Industriels (Statuts Refondus 1964, chapitre 175) lesdites utilisations ou cessions devant cependant être autorisées par le ministre des Affaires municipales et du ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que pour toutes autres fins.

Fait à Drummondville, ce 18e jour de décembre 1970.

Les procureurs de la requérante,
37835-52-4-o BIRON, BIRON, BARIL & BIRON.

Applications to Legislature

City of Drummondville

Notice is hereby given that the City of Drummondville, a municipal corporation incorporated under the Cities and Towns Act, having its head office at Drummondville in the county and district of Drummond will apply to the Honourable National Assembly of the Province of Québec and to the Honourable Lieutenant-Governor of the Province of Québec, at the next session in order to obtain the adoption of an act authorizing the City of Drummondville to hold and by resolution to use, or cede under such conditions as it determines, in whole or in part, for any purpose, immoveables acquired for industrial purposes and situated within the limits of the township of Grantham, Drummond county, withdrawing by so doing said immoveables from the application of the Industrial Funds Act (Revised Statutes, 1964, chapter 175), said use or transfer hereinabove contemplated being subject to the authorization of the Minister of Municipal Affairs and of the Minister of Industry and Commerce, and for any other purpose.

Made in Drummondville, this 18th day of December 1970.

BIRON, BIRON, BARIL & BIRON,
37835-52-4-o *Attorneys for petitioner.*

Companies étrangères
Permis

Arscott-Williams Insurance Services Ltd.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Arscott-Williams Insurance Services Ltd. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Georges Dubé, bureau 609, 500 est, Grande-Allée, Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi au bureau 609, 500 est, Grande-Allée, dans la ville et le district judiciaire de Québec.

Le sous-ministre des institutions financières,
compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 91-70

Extra-Provincial Companies
Licenses

Arscott-Williams Insurance Services Ltd.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Arscott-Williams Insurance Services Ltd." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Georges Dubé, Suite 609, 500 Grande-Allée East, Québec.

The principal office of the company in the Province is at Suite 609, 500 Grande-Allée East, in the city and judicial district of Québec.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
Companies and Cooperatives.

37884-o 91-70

Pero Sales 1966 Limited

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Pero Sales 1966 Limited » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est M. Charles Alexander Phelan, avocat, 3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est au 3400, Tour de la Bourse, Place Victoria, dans la ville et le district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 94-70

Recreation Leisure Land Corp.

Avis est donné que, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Recreation Leisure Land Corp. » a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie est Me Judah Lyon Wolofsky, avocat, de Montréal.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est a/s de Me Judah L. Wolofsky, 1440 ouest, rue Sainte-Catherine, bureau 310, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37884 90-70

Pero Sales 1966 Limited

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Pero Sales 1966 Limited" has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Charles Alexander Phelan, advocate, 3400 Stock Exchange Tower, Place Victoria, Montreal.

The principal office of the company in the Province is at 3400 Stock Exchange Tower, Place Victoria, in the city and judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884-o 94-70

Recreation Leisure Land Corp.

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Recreation Leisure Land Corp." has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mtre. Judah Lyon Wolofsky, advocate, of Montréal.

The principal office of the company in the Province is c/o Mtre. Judah L. Wolofsky, 1440 St. Catherine Street West, Suite 310, Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37884-o 90-70

Chartes — demandes d'abandon de

Camping Roxton Inc.

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Camping Roxton Inc. », dont le siège social est à Granby, demandera au ministre des institutions financières, compagnie et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Les procureurs de la requérante,
37885-o LÉVEILLÉ & ROBICHAUD.

Dominion Hemstitch Works Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Dominion Hemstitch Works Ltd. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec ayant aussi son siège social en les cité et district de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives du Québec, la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, le 9 novembre 1970.

Le procureur de la requérante,
37890-o MARCEL BELLEVILLE, C.R.

Charters — Application for Surrender of

Camping Roxton Inc.

Notice is given that "Camping Roxton Inc.", having its head office in Granby, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

LÉVEILLÉ & ROBICHAUD,
37885 *Attorneys for the Company.*

Dominion Hemstitch Works Ltd.

Notice is given that "Dominion Hemstitch Works Ltd.", incorporated under Part I of the Companies Act, having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of Québec, for leave to surrender its charter, pursuant to the provisions of the Companies Act.

Montreal, November 9, 1970.

MARCEL BELLEVILLE, Q.C.,
37890 *Attorney for the petitioner.*

Centre de tir de Montréal inc.
Montreal Shooting Center Inc.

Avis est donné que la compagnie « Centre de tir de Montréal inc. — Montreal Shooting Center Inc. », ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 18e jour de décembre 1970.

Le secrétaire,
37886-o J.-ALFRED ÉTHIER.

Le Club la Rencontre de Mont-Joli inc.

Avis est donné que « Le Club la Rencontre de Mont-Joli inc. », dont le siège social est à Rimouski, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, la permission d'abandonner sa cherte.

Mont-Joli, le 9e jour de décembre 1970.

Le procureur de la corporation
37887-o CLAUDE GAGNON, *notaire.*

Crémazie construction ltée

Avis est donné que la compagnie « Crémazie construction ltée » ayant son siège social à Montréal, demandera la permission au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 18e jour de décembre 1970.

Le secrétaire,
37888-o J.-ALFRED ÉTHIER.

Detectronik Inc.

Avis est donné que la compagnie « Detectronik Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
37889-o RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX.

Iran Carpets & Fine Arts Inc.

La compagnie « Iran Carpets & Fine Arts Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 3e jour de décembre 1970.

37891 ARNOLD ISAACSON, *notaire.*

Joly-Mont Construction ltée

Avis est donné que la compagnie « Joly-Mont Construction ltée », ayant son siège social à Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, ce 18e jour de décembre 1970.

Le secrétaire,
37893-o J.-ALFRED ÉTHIER.

Centre de tir de Montréal inc.
Montreal Shooting Center Inc.

Notice is hereby given that "Centre de tir de Montréal inc. — Montreal Shooting Center Inc.", having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 18th day of December 1970.

J.-ALFRED ÉTHIER,
37886-o *Secretary.*

Le Club la Rencontre de Mont-Joli inc.

Notice is given that "Le Club la Rencontre de Mont-Joli inc.", which head office is at Rimouski, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter.

Mont-Joli, this 9th day of December 1970.

CLAUDE GAGNON, *Notary,*
37887 *Attorney for the Company.*

Crémazie construction ltée

Notice is hereby given that "Crémazie construction ltée", having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 18th of December 1970.

J.-ALFRED ÉTHIER,
37888-o *Secretary.*

Detectronik Inc.

Notice is given that the company "Detectronik Inc." will ask to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives to abandon its charter.

RIVARD, HICKSON, SIROIS & LEMIEUX,
37889-o *Attorneys for the Company.*

Iran Carpets & Fine Arts Inc.

Notice is hereby given that "Iran Carpets & Fine Arts Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Montreal, this 3rd day of December, 1970.

37891-o ARNOLD ISAACSON, *notary.*

Joly-Mont Construction ltée

Notice is hereby given that "Joly-Mont Construction ltée", having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

Montreal, this 18th day of December, 1970.

J.-ALFRED ÉTHIER,
37893-o *Secretary.*

J.V.J. Films Inc.

Avis est par les présentes donné que « J.V.J. Films Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de novembre 1970.

Le secrétaire,

37892-o LEO M. GREGORY.

Liberty Fur Mfg. Ltd.

La compagnie « Liberty Fur Mfg. Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies, donne avis qu'elle s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 30e jour de novembre 1970.

Le secrétaire,

37894 ROSE FREIHEIT.

Link Films Inc.

Avis est par les présentes donné que « Link Films Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de novembre 1970.

Le secrétaire,

37895-o LEO M. GREGORY.

Peerless Brush Mfg. Co.

La compagnie « Peerless Brush Mfg. Co. » constituée en corporation, en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 16e jour de novembre 1970.

(Sceau) *Le secrétaire,*

37897 ESTHER LECKER.

Reyburn Co. Ltd.

Avis est donné par les présentes que « Reyburn Co. Ltd. », une corporation incorporée suivant la Loi des compagnies et ayant son bureau chef dans la cité de Montréal, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte suivant les dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 2e jour de décembre 1970.

Les procureurs de la compagnie,

37898-o APPEL & GOLFMAN.

J.V.J. Films Inc.

Notice is hereby given that "J.V.J. Films Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of November, 1970.

LEO M. GREGORY,

37892-o *Secretary.*

Liberty Fur Mfg. Ltd.

Notice is hereby given that "Liberty Fur Mfg. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter under the provisions of the Québec Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of November, 1970.

ROSE FREIHEIT,

37894-o *Secretary.*

Link Films Inc.

Notice is hereby given that "Link Films Inc.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of November, 1970.

LEO M. GREGORY,

37895-o *Secretary.*

Peerless Brush Mfg. Co.

Notice is hereby given that "Peerless Brush Mfg. Co.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1970.

(Seal) ESTHER LECKER,

37897-o *Secretary.*

Reyburn Co. Ltd.

Notice is hereby given that "Reyburn Co. Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 2nd day of December, 1970.

APPEL & GOLFMAN,

37898-o *Attorneys for the company.*

Medair Inc.

Avis est donné que la compagnie « Medair Inc. » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte.

Le procureur de la compagnie,
37896-o MICHEL DUMAINE, *avocat.*

S B C Corporation

La compagnie « S B C Corporation », constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 30 décembre 1965, donne avis qu'elle demandera la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Montréal, 17 décembre 1970.

Le secrétaire,
37899 BLANCHE H. COHEN.

La Société régionale Saguenay Lac St-Jean pour la protection des animaux

Avis est donné que « La Société régionale Saguenay Lac-St-Jean pour la protection des animaux », constituée en corporation par lettres patentes sous l'empire de la troisième partie de la Loi des compagnies, en date du 3 février 1966, demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Jonquière, ce 3e jour de décembre, 1970.

Le secrétaire,
37900-o MARIE BRASSARD.

Leon DuBrow Corporation

Avis est par les présentes donné que « Leon DuBrow Corporation » demandera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives la permission d'abandonner sa charte à compter d'une date à être déterminée.

Montréal, 16 décembre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
37947-o GARBER & GARBER.

Château Salaberry limitée de Valleyfield

Avis est par les présentes donné que « Château Salaberry limitée de Valleyfield », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la cité de Salaberry-de-Valleyfield, district de Beauharnois, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Salaberry-de-Valleyfield, le 7 décembre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
37961-o LAFONTAINE, BRASSARD & BARRETTE.

Medair Inc.

Notice is given that "Medair Inc." will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter.

MICHEL DUMAINE, *advocate,*
37896 *Attorney for the company.*

S B C Corporation

Notice is hereby given that "S B C Corporation", incorporated by letters patent of the Province of Québec, dated December 30, 1965 will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Montreal, December 17, 1970.

BLANCHE H. COHEN,
37899-o *Secretary.*

The Saguenay Lac St-Jean Regional Society for the Protection of Animals

Notice is hereby given that "The Saguenay Lac St-Jean Regional Society for the Protection of Animals", incorporated by letters patent under Part III of the Companies Act., on February 3, 1966, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec for leave to surrender its charter.

Jonquière, the 3rd day of December, 1970.

MARIE BRASSARD,
37900-o *Secretary.*

Leon DuBrow Corporation

Notice is hereby given that "Leon DuBrow Corporation" will apply to Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives for leave to surrender its charter at a date to be fixed.

Montreal, December 17, 1970.

GARBER & GARBER,
37947-o *Attorneys for the company.*

Chateau Salaberry Limited of Valleyfield

Notice is hereby given that "Chateau Salaberry Limited of Valleyfield", a corporation incorporated under the Part I of the Companies Act, and having its head office in the city of Salaberry-de-Valleyfield, district of Beauharnois, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Salaberry-de-Valleyfield, this December 7, 1970.

LAFONTAINE, BRASSARD & BARRETTE,
37961-o *Attorneys for the company.*

Adrien Sauvé inc.

Avis est par les présentes donné que « Adrien Sauvé inc. », une corporation constituée en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, et ayant son siège social à Rivière-Beaudette, district de Beauharnois, s'adressera au ministre des institutions financières, compagnies et coopératives de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Salaberry-de-Valleyfield, ce 24 novembre 1970.

Les procureurs de la compagnie,
37962-o LAFONTAINE, BRASSARD & BARRETTE.

Adrien Sauvé inc.

Notice is hereby given that "Adrien Sauvé inc.", a corporation incorporated under the Part I of the Companies Act, and having its head office in Rivière-Beaudette, district of Beauharnois, will apply to the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives of the Province of Québec, for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Salaberry-de-Valleyfield, this November 24, 1970.

LAFONTAINE, BRASSARD & BARRETTE,
37962-o *Attorneys for the company.*

Caisses d'épargne et de crédit

Caisse d'entraide économique de Matane

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 1er décembre 1970, par « La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Matane », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Matane ».

Québec, le 21 décembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
37948-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Caisse d'entraide économique de Trois-Rivières

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives, a approuvé le règlement adopté le 2 décembre 1970 par la « Caisse d'épargne et d'entraide économique de Trois-Rivières », changeant son nom en celui de « Caisse d'entraide économique de Trois-Rivières ».

Québec, le 21 décembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
37949-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que « La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec », a été dissoute le 4 décembre 1970 et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Québec, le 17 décembre 1970.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
37950-o LS-PHILIPPE BOUCHARD.

Savings and Credit Unions

Caisse d'entraide économique de Matane

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on December 1, 1970, by "La Caisse d'épargne et d'entraide économique de Matane", changing its name into that of "Caisse d'entraide économique de Matane".

Québec, December 21, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37948 *Companies and Cooperatives.*

Caisse d'entraide économique de Trois-Rivières

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the by-law adopted on December 2, 1970, by "Caisse d'épargne et d'entraide économique de Trois-Rivières", changing its name into that of "Caisse d'entraide économique de Trois-Rivières".

Québec, December 21, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37949 *Companies and Cooperatives.*

La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is given that "La Caisse Populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec", was dissolved on December 4, 1970, and such, pursuant to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

Québec, December 17, 1970.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions,
37950 *Companies and Cooperatives.*

Divers
Compagnies

Club Chasse & Pêche Lac des Sucreries

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement de la corporation « Club de Pêche Gouin », constituée le 18 juin 1964, en vertu de la Loi des clubs de pêche et de chasse, changeant son nom en celui de « Club Chasse et Pêche Lac des Sucreries ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37901-o 100-64

Club Ruiter Brook inc.
Ruiter Brook Club Inc.

La compagnie « Club Ruiter Brook inc. — Ruiter Brook Club Inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le secrétaire-trésorier,
MERTON BAILEY.

37902-o 2500-69

Conroy of Canada Inc.

Avis est donné que la compagnie « Conroy of Canada Inc. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 9.

Le secrétaire,
JACK LEVY.

37903 14166-57

La Corporation du Musée Régional de Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement Spécial « D », de la corporation « École Technique de Rimouski, inc. — (Rimouski Technical School Inc.) », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de février 1936, changeant son nom en celui de « La Corporation du Musée Régional de Rimouski inc. ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37904-o 253-36

4424 Club Inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 9 décembre 1970, il a approuvé les règlements numéro 1 à 10 de la corporation « 4424 Club Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37905-o 526-70

Miscellaneous
Companies

Club Chasse & Pêche Lac des Sucreries

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law, of the corporation "Club de Pêche Gouin", incorporated the June 18, 1964, under the Fish and Game Clubs Act, changing its name into that of "Club Chasse et Pêche Lac des Sucreries".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37901 100-64

Club Ruiter Brook inc.
Ruiter Brook Club Inc.

"Club Ruiter Brook inc. — Ruiter Brook Club Inc." gives notice that it changed the number of its directors from 3 to 7.

MERTON BAILEY,
Secretary-Treasurer.

37902 2500-69

Conroy of Canada Inc.

Notice is given that "Conroy of Canada Inc." has changed the number of its directors from 3 to 9.

JACK LEVY,
Secretary.

37903-o 14166-57

La Corporation du Musée Régional de Rimouski inc.

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the Special by-law "D", of the corporation "École Technique de Rimouski, inc. — (Rimouski Technical School Inc.)", incorporated by letters patent dated the 7th day of February 1936, changing its name into that of "La Corporation du Musée Régional de Rimouski inc.".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37904-o 253-36

4424 Club Inc.

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 9, 1970, he approved by-laws numbers 1 to 10 of "4424 Club Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37905 526-70

G.G.F. Investment Ltd.

Avis est donné que la compagnie « G.G.F. Investment Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
RAYMOND LETTE.

37906 12281-61

G.G.F. Investment Ltd.

Notice is given that "G.G.F. Investment Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

RAYMOND LETTE,
Secretary.

37906-o 12281-61

Hôpital d'Asbestos inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 30 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de la corporation « Hôpital d'Asbestos inc. », et ce, en vertu de l'article 6 de l'arrêté en conseil numéro 288 adopté le 31 janvier 1969.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37907-o 72-64

Hôpital d'Asbestos inc.

Notice is given that on November 30, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives approved the general by-laws of "Hôpital d'Asbestos inc.", and such, in accordance with section 6 of Order in Council number 288 of January 31, 1969.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37907 72-64

Institut Esther Blondin

Avis est donné qu'en vertu de la Loi constituant en corporation Les Soeurs de Sainte-Anne de Lachine, chapitre 160 des lois 1956/1957, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 novembre 1970, changeant le nom de la corporation « Institut Familial Bilingue de Saint-Jacques » en celui de « Institut Esther Blondin ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37908-o 12159-61

Institut Esther Blondin

Notice is given that pursuant to the Act to incorporate Les Soeurs de Sainte-Anne of Lachine, Chapter 160 of the Statutes of 1956/1957, the Lieutenant-Governor of the Province granted supplementary letters patent dated November 26, 1970, changing the name of "Institut Familial Bilingue de Saint-Jacques" into that of "Institut Esther Blondin".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37908 12159-61

W. J. Lafave & Sons Ltd.
W. J. Lafave & Fils ltée

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 25, de la compagnie « W. J. Lafave & Sons Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 28e jour de novembre 1953, changeant son nom en celui de « W. J. Lafave & Sons Ltd.— W. J. Lafave & Fils ltée ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37909-o 49160-53

W. J. Lafave & Sons Ltd.
W. J. Lafave & Fils ltée

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 25, of the company "W. J. Lafave & Sons Ltd", incorporated by letters patent dated the 28th day of November 1953, changing its name into that of "W. J. Lafave & Sons Ltd — W. J. Lafave & Fils ltée".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37909 49160-53

Les Liqueurs Douces de Hauterive ltée

La compagnie « Les Liqueurs Douces de Hauterive ltée » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
GRATIEN DUFOUR.

37910-o 5486-50

Les Liqueurs Douces de Hauterive ltée

Notice is given that "Les Liqueurs Douces de Hauterive ltée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

GRATIEN DUFOUR,
Secretary.

37910 5486-50

Motel Rideau inc.

La compagnie « Motel Rideau inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 4.

Le secrétaire,
DENIS CLOUTIER.

37911-o 1164-67

Ostiguy Equipment Inc.

La compagnie « Ostiguy Equipment Inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 6.

Le secrétaire,
MARCEL OSTIGUY.

37912-o 11325-60

Pastor Johnson Charitable Foundation

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro IV, de la corporation « Pastor Johnson — CKGM Charitable Foundation », constituée par lettres patentes en date du 12e jour de mars 1964, changeant son nom en celui de « Pastor Johnson Charitable Foundation ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37913-o 1044-64

Le Refuge du Lac inc.

La compagnie « Le Refuge du Lac inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire,
COLETTE DIDIER.

37914-o 4799-67

Safeway Farm Equipment Co. Ltd.

La compagnie « Safeway Farm Equipment Co. Ltd. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
ANDRÉ CHOPIN.

37915-o 10260-60

Shufelt Farms Inc.

Avis est donné que la compagnie « Shufelt Farms Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le secrétaire,
ÉDITH H. SHUFELT.

37916 3222-66

Tees & Co. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tees & Co. Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le secrétaire adjoint,
DUNCAN J. JESSIMAN.

37917 13-31

Motel Rideau inc.

"Motel Rideau inc." gives notice that it changed the number of its directors from 5 to 4.

DENIS CLOUTIER,
Secretary.

37911 1164-67

Ostiguy Equipment Inc.

Notice is hereby given by the company "Ostiguy Equipment Inc.", that it has changed the number of its directors from 4 to 6.

MARCEL OSTIGUY,
Secretary.

37912 11325-60

Pastor Johnson Charitable Foundation

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law number IV, of the corporation "Pastor Johnson — CKGM Charitable Foundation", incorporated by letters patent dated the 12th day of March, 1964, changing its name into that of "Pastor Johnson Charitable Foundation".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37913-o 1044-64

Le Refuge du Lac inc.

The company "Le Refuge du Lac inc.", gives notice that it changed the number of its directors from 3 to 4.

COLETTE DIDIER,
Secretary.

37914 4799-67

Safeway Farm Equipment Co. Ltd.

The company "Safeway Farm Equipment Co. Ltd.", gives notice that it changed the number of its directors from 3 to 5.

ANDRÉ CHOPIN,
Secretary.

37915 10260-60

Shufelt Farms Inc.

Notice is given that the company "Shufelt Farms Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

ÉDITH H. SHUFELT,
Secretary.

37916-o 3222-66

Tees & Co. Inc.

Notice is given that the company "Tees & Co. Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

DUNCAN J. JESSIMAN,
Assistant Secretary.

37917-o 13-31

Central Security Agency Limited
Agence Centrale de Sécurité limitée

Avis est donné que la compagnie « Central Security Agency Limited — Agence Centrale de Sécurité limitée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le secrétaire,
L. A. DENEUMOUSTIER.

37951 5841-68

Analco inc.

La compagnie « Analco inc. » donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 3.

Le secrétaire,
JEAN ALLAIRE.

37952-o 11819-61

Double Jersey Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Double Jersey Ltd. » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire,
HENRI BENZACAR.

37953 4825-67

Association des Commissions Scolaires du Bas Saint-Laurent-Matapédia

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis qu'il a approuvé le règlement numéro 3, de « L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Rimouski inc. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1961, changeant son nom en celui de « Association des Commissions Scolaires du Bas Saint-Laurent-Matapédia ».

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37957-o 15910-61

L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Rimouski inc.

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 26 novembre 1970, il a approuvé les règlements généraux de « L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Rimouski inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le directeur du service des compagnies,
ROCH RIOUX.

37958-o 15910-69

Delectric inc.

La compagnie « Delectric inc. », donne avis qu'elle a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 6.

Le secrétaire-trésorier,
LEOPOLD CUSACK.

37959-o 5047-70

Central Security Agency Limited
Agence Centrale de Sécurité limitée

Notice is given that "Central Security Agency Limited — Agence Centrale de Sécurité limitée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

L. A. DENEUMOUSTIER,
Secretary.

37951-o 5841-68

Analco inc.

Notice is given that "Analco inc." changed the number of its directors from 7 to 3.

JEAN ALLAIRE,
Secretary.

37952 11819-61

Double Jersey Ltd.

Notice is given that "Double Jersey Ltd." has changed the number of its directors from 3 to 6.

HENRI BENZACAR,
Secretary.

37953-o 4825-67

Association des Commissions Scolaires du Bas Saint-Laurent-Matapédia

Notice is given that the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives has approved the by-law No. 3, of the "L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Rimouski inc.", incorporated by letters patent dated the 29th day of December 1961, changing its name into that of "Association des Commissions Scolaires du Bas Saint-Laurent-Matapédia".

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37957-o 15910-61

L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Rimouski inc.

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on November 26, 1970 he approved the general by-laws of "L'Association Diocésaine des Commissions Scolaires du Diocèse de Rimouski inc.", and such, pursuant to section 226 of the Companies Act.

ROCH RIOUX,
Director of the Companies Branch.

37958 15910-69

Delectric inc.

Notice is hereby given by the company "Delectric inc.", that it has changed the number of its directors from 3 to 6.

LEOPOLD CUSACK,
Secretary-Treasurer.

37959 5047-70

Sièges sociaux

Graham Bowyer Inc.

Avis est donné que la compagnie « Graham Bowyer Inc. » a transféré son siège social du 333 ouest, rue Principale, Magog, au 77, boulevard d'Anjou, Châteauguay.

Le secrétaire,
JEAN BOWYER.

37919 3998-68

Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec

La corporation "Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 625, rue Saint-Amable, Québec à Place Bonaventure, Montréal.

Le secrétaire,
LIONEL BEAUDOIN.

37920-o 1659-66

Exploration Minière Dynamique ltée (Libre de responsabilité personnelle) Dynamic Mining Exploration Ltd. (No personal liability)

La compagnie « Exploration Minière Dynamique ltée » (Libre de responsabilité personnelle) — « Dynamic Mining Exploration Ltd. » (No personal liability) donne avis qu'elle a transporté son siège social de Montréal à Québec.

Le président,
GÉRARD NOËL DE TILLY.

37921 3051-69

Les Éditions Succès ltée

La compagnie « Les Éditions Succès ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2979, rue Larochelle, Sainte-Foy, P.Q., au numéro 1819, rue Capitole, Vimont, Ville de Laval.

Le président,
LÉON FORTIN.

37922-o 2968-69

Gaywood Holding Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gaywood Holding Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour du mois d'avril 1969, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 4700, Circle Road.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2e jour de mars 1970.

Le président,
RAOUL THIVIERGE.

37924-o 1539-69

Head Offices

Graham Bowyer Inc.

Notice is given that "Graham Bowyer Inc.", has transferred its head office from 333 Main Street West, Magog to 77 Boulevard d'Anjou, Châteauguay.

JEAN BOWYER,
Secretary.

37919-o 3998-68

Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec

"Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec" gives notice that it changed its head office from 625 Saint-Amable Street, Québec, to Place Bonaventure, Montreal.

LIONEL BEAUDOIN,
Secretary.

37920 1659-66

Exploration Minière Dynamique ltée (Libre de responsabilité personnelle) Dynamic Mining Exploration Ltd. (No personal liability)

Notice is given that "Exploration Minière Dynamique ltée" (Libre de responsabilité personnelle) — "Dynamic Mining Exploration Ltd." (No personal liability) has transferred its head office from Montréal to Québec.

GÉRARD NOËL DE TILLY,
President.

37921-o 3051-69

Les Éditions Succès ltée

"Les Éditions Succès ltée" gives notice that it changed its head office from 2979 Larochelle Street, St. Foy, P.Q., to 1819 Capitole Street, Vimont, City of Laval.

LÉON FORTIN,
President.

37922 2968-69

Gaywood Holding Inc.

Notice is given that "Gaywood Holding Inc.", incorporated by letters patent dated the 10th day of the month of April, 1969, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 4700 Circle Road.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given in Montreal, this 2nd day of March, 1970.

RAOUL THIVIERGE,
President.

37924 1539-69

Maisons Emmial inc.
Emmial Homes Inc.

Avis est donné que la compagnie « Maisons Emmial inc.— Emmial Homes Inc. », corporation légalement constituée par lettres patentes émises en date du treize novembre mil neuf cent soixante-dix et ayant son siège social dans la ville de Laval, a établi son bureau du numéro 3505, rue Hilaire, (Fabreville) Laval.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Laval, ce 11e jour de novembre 1970.

Le Président,
ÉMILE TOURNAY.

37923-o 4969-70

Giovanni D. Fruit Store Inc.

Avis est donné que la compagnie « Giovanni D. Fruit Store Inc.», compagnie constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies en date du 5 novembre 1970, et ayant son siège social à Montréal, a établi son bureau au numéro 3176 est, de la rue Bélanger.

Signé à Montréal, le 2e jour de décembre 1970.

(Sceau) *Le président,*
EPIFANIO NATALIZIO.

37925-o 4822-70

Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.

La compagnie « Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, par lettres patentes datées du 19 mai 1965, et ayant son siège social à Montréal, donne avis qu'elle a transporté son bureau de 1647 ouest, rue Ste-Catherine, à 1440 ouest, rue Ste-Catherine, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

Montréal, 16 février 1970.

Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.,
Par le secrétaire,
GERD RANFFT.

37926 2404-65

Oryx Realty Corporation

Avis est par les présentes donné que la compagnie « Oryx Realty Corporation », constituée par lettres patentes le 7e jour de mai 1958 et ayant son siège social à Montréal, où son bureau se trouvait au 4060, boulevard Saint-Laurent, est déménagée au 4334, rue de Bullion, ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, le 16e jour de novembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ZELMAN CUKIERMAN.

37929 11567-58

Maisons Emmial inc.
Emmial Homes Inc.

Notice is given that "Maisons Emmial inc.— Emmial Homes Inc.", a corporation legally constituted by letters patent issued on November thirteenth, one thousand nine hundred and seventy and having its head office in the town of Laval, has established its office at number 3505 Hilaire Street, (Fabreville), Laval.

From and after the date of this notice, the said office is considered as being its head office.

Given at Laval, this 16th day of November, 1970.

ÉMILE TOURNAY,
President.

37923 4969-70

Giovanni D. Fruit Store Inc.

Notice is hereby given that "Giovanni D. Fruit Store Inc.", company incorporated by letters patent, under the Companies Act, on the 5th day of November 1970, and having its head office in Montreal, has established its office at 3176 Bélanger Street, East.

Signed at Montreal, this 2nd day of December 1970.

(Seal) EPIFANIO NATALIZIO,
President.

37925-o 4822-70

Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.

Notice is hereby given that "Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.", incorporated under Part I of the Québec Companies Act by letters patent dated May 19th, 1965 and having its head office in Montreal, has moved its office from 1647 St. Catherine Street, West to 1440 St. Catherine Street, West, in the city and district of Montreal, Province of Québec.

Montreal, February 16, 1970.

Lena & Gerd Hair Stylists Co. Inc.,
Par: GERD RANFFT,
Secretary.

37926-o 2404-65

Oryx Realty Corporation

Notice is hereby given that "Oryx Realty Corporation", incorporated by letters patent on the 7th day of May, 1958, and having its head office in Montreal, where its office was situated at 4060 St. Lawrence Blvd., has moved it to 4334 de Bullion Street, city and district of Montreal, Province of Québec.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 16th day of November, 1970.

ZELMAN CUKIERMAN,
Secretary-Treasurer.

37929-o 11567-58

Les Industries G. A. ltée
G. A. Industries Ltd.

La compagnie « Les Industries G.A. ltée — G.A. Industries Ltd. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 2467, rue Jetté, Montréal à Saint-Rémi d'Amherst, comté Papineau.

Le président,
JÉRÔME PICHÉ.

37927-o 5025-66

Metropolitan Petroleum, Ltd.

La compagnie « Metropolitan Petroleum, Ltd. », donne avis qu'elle a changé son siège social du numéro 10,000 est, rue Notre-Dame, Montréal-Est, à suite 425, 5850, chemin Côte de Liesse, Mont Royal.

Le secrétaire adjoint,
PIERRE RAYMOND.

37928-o 2422-65

Shelmar Corp.

Avis est donné que la compagnie « Shelmar Corp. » a transféré son siège social du 2237, rue Gold, Saint-Laurent, au 32, chemin Belsize, Hampstead.

Le secrétaire,
SHELLA ROTH MOSS.

37930 3795-52

Simco ltée

La compagnie « Simco ltée » donne avis qu'elle a changé son siège social de Montréal à Ville d'Estérel.

Le secrétaire,
JEAN LABONTÉ.

37931-o 11784-54

St. Casimir Veneer & Plywood Ltd.

Avis est donné que la compagnie « St. Casimir Veneer & Plywood Ltd. » a transféré son siège social du 20, rue Gatineau, Touraine, au 270, rue Saint-Aubin, Saint-Laurent.

Le secrétaire,
ARMAND COHEN.

37954 337-67

Les Industries G. A. ltée
G. A. Industries Ltd.

Notice is hereby given by the company "Les Industries G.A. ltée — G.A. Industries Ltd.", that it has moved its head office from number 2467 Jetté Street, Montreal to Saint-Rémi d'Amherst, county of Papineau.

JÉRÔME PICHÉ,
President.

37927 5025-66

Metropolitan Petroleum, Ltd.

Notice is given that "Metropolitan Petroleum, Ltd." has transferred its head office from 10,000 Notre-Dame Street East, Montreal East, to Suite 425, 5850 Côte de Liesse Road, Mount Royal.

PIERRE RAYMOND,
Assistant Secretary.

37928-o 2422-65

Shelmar Corp.

Notice is given that "Shelmar Corp." has transferred its head office from 2237 Gold Street, St. Laurent to 32 Belsize Road, Hampstead.

SHELLA ROTH MOSS,
Secretary.

37930-o 3795-52

Simco ltée

"Simco ltée" gives notice that it changed its head office from Montreal to the town of Estérel.

JEAN LABONTÉ,
Secretary.

37931 11784-54

St. Casimir Veneer & Plywood Ltd.

Notice is given that "St. Casimir Veneer & Plywood Ltd." has transferred its head office from 20 Gatineau Street, Touraine to 270 St. Aubin Street, St. Laurent.

ARMAND COHEN,
Secretary.

37954-o 337-67

Syndicats professionnels

L'Association des Camionneurs du Comté de Sherbrooke

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 1er décembre 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association des Camionneurs du Comté de Sherbrooke », avec siège social situé au numéro 1126, rue King, est Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37932-o 63-70

Professional Syndicates

L'Association des Camionneurs du Comté de Sherbrooke

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is given that, on December 1, 1970, the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives authorized the formation of a professional syndicate under the name of "L'Association des Camionneurs du Comté de Sherbrooke", with head office situated at 1126 King Street, East Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37932 63-70

Le Syndicat professionnel des Diététistes du Québec

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 15 décembre 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat professionnel des Diététistes du Québec », avec siège social situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37960-o 64-70

Le Syndicat professionnel des Diététistes du Québec

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given by the Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives that on December 15, 1970 he authorized the setting up of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat Professionnel des Diététistes du Québec", with its head office in Montreal, judicial district of Montreal.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37960 64-70

Ministère de la Voirie

Avis

Les chemins ci-après désignés ne seront plus, à l'avenir, entretenus par le Ministère de la Voirie:

Dans la municipalité de Saint-Vallier paroisse, comté de Bellechasse, la route Lecompte vis-à-vis des lots P-212 et 213, sur une longueur de 3,123 pieds.

Dans la municipalité de Notre-Dame-de-Laterrière paroisse, comté de Chicoutimi, le chemin de l'Église-Est, vis-à-vis des lots 19-B et P-20-A, sur une longueur de 320 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Pierre-de-la-Malbaie No 2 paroisse, comté de Gaspé-Sud, parties de l'ancienne route No 6, vis-à-vis des lots P-14-A, 14-B, P-14-C, longueur 1,330 pieds, P-15-C, 15-D et P-16-A longueur 2095 pieds. P-16-D, A-a, A-b, A-d, A-c, A-f, longueur 1,207 pieds. P-18-C, longueur 500 pieds. P-20-B, longueur 240 pieds. B-g, B-h, B-i, B-j, longueur 935 pieds. 11-E, P-11-D du rang Pointe St-Pierre et 5-B et P-5-A, rang 1 nord, longueur 1875 pieds P-10-E, P-10-C, P-10-A, P-Ca, P-Cd et Ca, longueur 1,730 pieds. P-14-C, P-15-A, 15-B, P-15-C, P-15-D, 15-E, 15-F, A-B, P-A-L, A-C, A-11, A-9, A-8, P-16, P-17, sur une longueur de 3,580 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Lin paroisse, comté de l'Assomption, l'ancien chemin Brophry, vis-à-vis du lot P-2023, sur une longueur de 350 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Calixte, comté de Montcalm, l'ancien chemin du 4ème rang, vis-à-vis du lot P-19-A, sur une longueur de 300 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Samuel paroisse, comté de Nicolet, l'ancien chemin Saint-Samuel, vis-à-vis des lots P-109, P-110, P-146, P-132 et P-134 sur une longueur de 1,000 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Wenceslas village, comté de Nicolet, deux parties de l'ancienne route 34, vis-à-vis des lots P-77, P-149, P-150 et P-81, P-82, P-83 et P-84 sur une longueur de 752 pieds.

Dans la municipalité de l'Ange-Gardien paroisse, comté de Papineau, le chemin de la Montée du village (Lamarche) vis-à-vis des lots 24 et 25, du rang 2, sur une longueur de 3,200 pieds.

Department of Roads

Notice

The roads hereafter designated will no longer be maintained by the Department of Roads:

In the municipality of Saint-Vallier, parish, county of Bellechasse, Lecompte Route facing lots P-212 and 213, a length of 3,123 feet.

In the municipality of Notre-Dame-de-Laterrière, parish, county of Chicoutimi, Église Road East, facing lots 19-B and P-20-A, a length of 320 feet.

In the municipality of Saint-Pierre-de-la-Malbaie No. 2, parish, county of Gaspé-South, parts of former Route No. 6, facing lots P-14-A, 14-B, P-14-C, a length of 1,330 feet, P-15-C, 15-D and P-16-A a length of 2,095 feet. P-16-D, A-a, A-b, A-d, A-c, A-f, a length of 1,207 feet. P-18-C, a length of 500 feet. P-20-B, a length of 240 feet. B-g, B-h, B-i, B-j, a length of 935 feet. 11-E, P-11-D of Pointe St-Pierre Range and 5-B and P-5-A, Range 1 north, a length of 1,875 feet P-10-E, P-10-C, P-10-A, P-Ca, P-Cd and Ca, a length of 1,730 feet. P-14-C, P-15-A, 15-B, P-15-C, P-15-D, 15-E, 15-F, A-B, P-A-L, A-C, A-11, A-9, A-8, P-16, P-17, a length of 3,580 feet.

In the municipality of Saint-Lin, parish, county of l'Assomption, former Brophry Road, facing lot P-2023, a length of 350 feet.

In the municipality of Saint-Calixte, county of Montcalm, the former road of 4th range, facing lot P-19-A, a length of 300 feet.

In the municipality of Saint-Samuel, parish, county of Nicolet, former Saint-Samuel Road, facing lots P-109, P-110, P-146, P-132 and P-134 a length of 1,000 feet.

In the municipality of Saint-Wenceslas, village, county of Nicolet, two parts of former Route 34, facing lots P-77, P-149, P-150 and P-81, P-82, P-83 and P-84 a length of 752 feet.

In the municipality of L'Ange-Gardien, parish, county of Papineau, the road of the "Montée" of the Village (Lamarche) facing lots 24 and 25 of range 2, a length of 3,200 feet.

Dans la municipalité de Saint-Éloi paroisse, comté de Rivière-du-Loup, l'ancien chemin du premier rang ouest, vis-à-vis des lots 73 à 92, sur une longueur de 2,600 pieds.

Dans la municipalité de Brompton Gore, comté de Richmond, trois parties de l'ancien chemin Grand Brompton, vis-à-vis des lots 16-A-B et 11-D du rang X et 14-A-B-D du rang XI, sur une longueur totale de 5,423 pieds.

Dans la municipalité de Pointe-Lebel village, comté de Saguenay, l'ancienne route de Pointe-Lebel, sur le Bloc M, sur une longueur de 253 pieds et vis-à-vis du lot 36-A, sur une longueur de 1,020 pieds.

Dans la municipalité de Hauterive ville, comté de Saguenay, l'ancienne route Pointe-Lebel sur le Bloc M, sur une longueur de 1,400 pieds.

Dans la municipalité de Béthanie, comté de Shefford, l'ancien chemin de la route Grande-Ligne, vis-à-vis des lots 819, 889, 890 et 891, sur une longueur de 949 pieds.

Dans la municipalité de Sainte-Anne-de-la-Rochelle, comté de Shefford, deux parties de l'ancien chemin de la route Grande-Ligne, vis-à-vis des lots 1012 et 1013, sur une longueur de 1,480 pieds.

Dans la municipalité de Ascot-Nord, comté de Sherbrooke, l'ancien chemin Sherbrooke-Beauvoir vis-à-vis du lot 26-D, sur une longueur de 715 pieds.

Dans la municipalité de Shawinigan-Sud ville, comté de Saint-Maurice, l'ancien chemin rang Saint-Mathieu vis-à-vis des lots P-878, P-943, P-945, P-877, P-938 et P-881, sur une longueur totale de 1,958 pieds.

Dans la municipalité de Saint-Mathieu paroisse, comté de Saint-Maurice, trois parties de l'ancien chemin des rangs 3, 4 et 5 vis-à-vis des lots P-48 du rang IV, P-47-B, P-47-A, et P-48 du rang V, sur une longueur de 3,005 pieds.

Dans la municipalité de la cité de Shawinigan, comté de Saint-Maurice, la route No 19 (rue des Hêtres) entre les lots 46 et 72, sur une longueur de 15,575 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Repentigny, comté de l'Assomption, deux parties de l'ancien chemin Petite l'Assomption, vis-à-vis des lots 93-6, 93-8, 93-10, 82-1, 82, 81, P-78, P-78-14, P-78-15-1, P-78-15-2, 78-16, 78-17, P-80, 83, 83-3 et 93 sur une longueur de 1,140 pieds et vis-à-vis du lot P-138, sur une longueur de 783 pieds.

Dans la municipalité de la ville de Beloeil, comté de Verchères, l'ancienne route 47, vis-à-vis des lots P-151 et P-6, sur une longueur de 370 pieds.

Québec, le 10 décembre 1970.

Le ministre de la Voirie,
BERNARD PINARD.

37934-o

In the municipality of Saint-Éloi, parish, county of Rivière-du-Loup, the former road of the first range west, facing lots 73 to 92, a length of 2,600 feet.

In the municipality of Brompton Gore, county of Richmond, three parts of former Grand Brompton Road, facing lots 16-A-B and 11-D of range X and 14-A-B-D of range XI, a total length of 5,423 feet.

In the municipality of Pointe-Lebel, village, county of Saguenay, the former route of Pointe-Lebel, on Block M, a length of 253 feet and facing lot 36-A, a length of 1,020 feet.

In the municipality of Hauterive, city, county of Saguenay, former Pointe-Lebel Route on Block M, a length of 1,400 feet.

In the municipality of Béthanie, county of Shefford, the former road of Grande-Ligne Route, facing lots 819, 889, 890-891, a length of 949 feet.

In the municipality of Sainte-Anne-de-la-Rochelle, county of Shefford, two parts of the former road of Grande-Ligne Route, facing lots 1012 and 1013, a length of 1,480 feet.

In the municipality of Ascot-North, county of Sherbrooke, the former Sherbrooke-Beauvoir Road facing lot 26-D, a length of 715 feet.

In the municipality of Shawinigan-South, city, county of Saint-Maurice, the former road of Saint-Mathieu Range facing lots P-878, P-943, P-945, P-877, P-938 and P-881, a total length of 1,958 feet.

In the municipality of Saint-Mathieu, parish, county of Saint-Maurice, three parts of the former road of ranges 3, 4 and 5 facing lots P-48 of Range IV, P-47-B, P-47-A and P-48 of range V, a length of 3,005 feet.

In the municipality of the city of Shawinigan, county of Saint-Maurice, Route No. 19 (Hêtres Street) between lots 46 and 72, a length of 15,575 feet.

In the municipality of the town of Repentigny, county of l'Assomption, two parts of the former Petite l'Assomption Road, facing lots 93-6, 93-8, 93-10, 82-1, 82, 81, P-78, P-78-14, P-78-15-1, P-78-15-2, 78-16, 78-17, P-80, 83, 83-3 and 93 a length of 1,140 feet and facing lot P-138, a length of 783 feet.

In the municipality of the town of Beloeil, county of Verchères, former Route 47, facing lots P-151 and P-6, a length of 370 feet.

Québec, December 10, 1970.

BERNARD PINARD,
Minister of Roads.

37934

Soumissions — Demandes de

Ville de Pointe-Claire
Comté de Robert Baldwin

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussi-

Tenders — Requests for

City of Pointe-Claire
County of Robert Baldwin

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Mrs. S. C. Larue, City

gnée Madame S. C. Larue, greffier, Hôtel de Ville, 451, Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, lundi, le 18 janvier 1971, pour l'achat de $1,142,500 d'obligations de la ville de Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, datées du 1er février 1971 et remboursables par série du 1er février 1972 au 1er février 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er août et 1er février de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1971.

Tableau d'amortissement — $1,142,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1972	$ 24,500
1er février 1973	26,000
1er février 1974	28,000
1er février 1975	31,000
1er février 1976	33,000
1er février 1977	36,000
1er février 1978	38,000
1er février 1979	42,000
1er février 1980	45,000
1er février 1981	48,000
1er février 1982	41,000
1er février 1983	44,000
1er février 1984	47,000
1er février 1985	51,000
1er février 1986	56,000
1er février 1987	60,000
1er février 1988	65,000
1er février 1989	70,000
1er février 1990	76,000
1er février 1991	281,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $26,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er février 2001 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Clerk, City Hall, 451 Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, Québec, until 7:30 p.m., Monday, January 18, 1971, for the purchase of a bond issue of $1,142,500, bonds of the City of Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, dated February 1, 1971 and redeemable serially from February 1, 1972 to February 1, 1991 inclusively, with interest at a rate of not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, should more than one rate be used, the amount issued at each different rate must cover one or several complete annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest will be calculated as from February 1, 1971.

Table of redemption — $1,142,500 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1972	$ 24,500
February 1, 1973	26,000
February 1, 1974	28,000
February 1, 1975	31,000
February 1, 1976	33,000
February 1, 1977	36,000
February 1, 1978	38,000
February 1, 1979	42,000
February 1, 1980	45,000
February 1, 1981	48,000
February 1, 1982	41,000
February 1, 1983	44,000
February 1, 1984	47,000
February 1, 1985	51,000
February 1, 1986	56,000
February 1, 1987	60,000
February 1, 1988	65,000
February 1, 1989	70,000
February 1, 1990	76,000
February 1, 1991	281,000

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One- to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One- to 10-year serial bonds with the balance as 20-year fixed-term bonds.

4. One- to 10-year serial bonds with the balance carried forward to ten years for one part, and as 20-year fixed-term bonds for the other part.

However, in the case of the last method of payment, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $26,000, and if greater than the latter amount, said part must only comprise one or several complete annual amortizations, taking into account the table of redemption appearing in this notice, and starting with the last years of redemption, the 1st of February 2001 maturity of the renewable part hereinafter indicated being excluded.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er février 1991 au montant de $281,000 comprend un solde de $199,000 renouvelable pour une période additionnelle de 10 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er février 1992	$ 15,000
1er février 1993	16,000
1er février 1994	17,000
1er février 1995	18,000
1er février 1996	19,000
1er février 1997	20,000
1er février 1998	21,000
1er février 1999	23,000
1er février 2000	24,000
1er février 2001	26,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Pointe-Claire.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto, Ontario.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $281,000 et seul cet excédent sera rachetable par anticipation, au pair, le 1er février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 932 — $6,000 — égouts; 1024 — $36,000 — achat de terrains; 1250 — $370,100 — aqueduc, égouts; 1387 — $20,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1431 — $4,000 — voirie; 1432 — $15,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1461 — $30,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1465 — $10,000 — voirie; 1466 — $17,000 — voirie; 1470 — $8,000 — voirie; 1471 — $30,000 — voirie; 1472 — $7,000 — voirie; 1473 — $105,000 — aqueduc, égouts; 1482 — $73,700 — achat d'équipement; 1483 — $15,000 — éclairage; 1487 — $55,000 — bâtisse et terrain; 1488 — $9,000 — travaux d'embellissement; 1489 — $58,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1493 — $3,700 — éclairage; 1494 — $120,000 — aqueduc, égouts, voirie; 1496 — $50,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 1504 — $100,000 — aqueduc, égouts, voirie.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and they shall comprise one only of the terms, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The February 1, 1991 maturity, in the amount of $281,000, covers a balance of $199,000 renewable for an additional 10-year period and maturing as follows:

Year	*Capital*
February 1, 1992	$ 15,000
February 1, 1993	16,000
February 1, 1994	17,000
February 1, 1995	18,000
February 1, 1996	19,000
February 1, 1997	20,000
February 1, 1998	21,000
February 1, 1999	23,000
February 1, 2000	24,000
February 1, 2001	26,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Pointe-Claire.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto, Ontario.

The said bonds will not be redeemable by anticipation, except if they are issued partly as 20-year fixed-term bonds for an amount greater than $281,000, and the said surplus only will be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, in accordance with the table of maturities of the issue appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The said bonds will be issued under the following by-laws: 932 — $6,000 — sewers; 1024 — $36,000 — purchase of land; 1250 — $370,100 — aqueduct, sewers; 1387 — $20,000 — aqueduct, sewers, roads; 1431 — $4,000 — roads; 1432 — $15,000 — aqueduct, sewers, roads, 1461 — $30,000 — aqueduct, sewers, roads; 1465 — $10,000 — roads; 1466 — $17,000 — roads; 1470 — $8,000 — roads; 1471 — $30,000 — roads; 1472 — $7,000 — roads; 1473 — $105,000 — aqueduct, sewers; 1482 — $73,700 — purchase of equipment; 1483 — $15,000 — lighting; 1487 — $55,000 — building and land; 1488 — $9,000 — works of improvement; 1489 — $58,000 — aqueduct, sewers, roads; 1493 — $3,700 — lighting; 1494 — $120,000 — aqueduct, sewers, roads; 1496 — $50,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 1504 — $100,000 — aqueduct, sewers, roads.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue, lundi, le 18 janvier 1971, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 451, Montée Saint-Jean, Pointe-Claire, comté de Robert Baldwin, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pointe-Claire (Comté de Robert Baldwin), ce 18 décembre 1970.

Le greffier,
MADAME S. C. LARUE.

Hôtel de Ville, 451, Montée St-Jean,
Pointe-Claire, Comté de Robert Baldwin, P.Q.
Téléphone: 697-0770, code 514. 37935-o

Village de Napierville
Comté de Napierville

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et portant l'inscription « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Me Yves Dupont N.P., secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 361, rue St-Jacques, Napierville, comté de Napierville, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 19 janvier 1971, pour l'achat de $675,000 d'obligations du village de Napierville, comté de Napierville, datées du 1er février 1971 et remboursables par série du 1er février 1972 au 1er février 1991 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 8½%, ni supérieur à 9½%, payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission; cependant, si plus d'un taux est utilisé, le montant émis à chaque taux différent doit couvrir un ou des amortissements annuels entiers, tels que montré aux tableaux d'amortissement dans le présent avis.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er février 1971.

Tableau d'amortissement — $675,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er février 1972	$ 24,000
1er février 1973	23,000
1er février 1974	22,000
1er février 1975	19,000
1er février 1976	16,000
1er février 1977	13,000
1er février 1978	10,000
1er février 1979	9,000
1er février 1980	7,000
1er février 1981	7,000
1er février 1982	5,000
1er février 1983	5,000
1er février 1984	5,000
1er février 1985	6,000
1er février 1986	7,000
1er février 1987	7,000
1er février 1988	7,000
1er février 1989	8,000
1er février 1990	8,000
1er février 1991	467,000

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held Monday, January 18, 1971 at 7:30 p.m., City Hall, 451 Montée Saint-Jean Pointe-Claire, county of Robert Baldwin, Québec.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pointe-Claire (County of Robert Baldwin), this December 18, 1970.

MRS. S. C. LARUE,
City Clerk.

City Hall, 451 Montée Saint-Jean,
Pointe-Claire, County of Robert Baldwin, P.Q.
Telephone: 697-0770, code 514. 37935

Village of Napierville
County of Napierville

Public notice is hereby given that sealed tenders bearing the inscription "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Me Yves Dupont, N.P., Secretary-Treasurer, Town Hall, 361 St-Jacques Street, Napierville, county of Napierville, P.Q., until 8:00 p.m., on Tuesday, January 19, 1971, for the purchase of an issue of $675,000 of bonds for the village of Napierville, county of Napierville, dated February 1, 1971 and redeemable serially from February 1, 1972 to February 1, 1991 inclusively, with interest at a rate not less than 8½%, nor more than 9½%, payable semi-annually on February 1st and August 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue; however, if more than one rate is used, the amount issued at each different rate must cover one or several whole annual amortizations, as shown on the tables of redemption in this notice.

For adjudication only, interest shall be calculated as from February 1, 1971.

Table of redemption — $675,000 — 20 years

Year	*Capital*
February 1, 1972	$ 24,000
February 1, 1973	23,000
February 1, 1974	22,000
February 1, 1975	19,000
February 1, 1976	16,000
February 1, 1977	13,000
February 1, 1978	10,000
February 1, 1979	9,000
February 1, 1980	7,000
February 1, 1981	7,000
February 1, 1982	5,000
February 1, 1983	5,000
February 1, 1984	5,000
February 1, 1985	6,000
February 1, 1986	7,000
February 1, 1987	7,000
February 1, 1988	7,000
February 1, 1989	8,000
February 1, 1990	8,000
February 1, 1991	467,000

En plus, les modalités suivantes seulement seront considérées:

1° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à la dixième année.

2° Obligations échéant en série 1 à 15 ans avec le solde reporté à la quinzième année.

3° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde à terme fixe 20 ans.

4° Obligations échéant en série 1 à 10 ans avec le solde reporté à 10 ans pour une partie et l'autre partie à terme fixe 20 ans.

Toutefois, pour cette dernière modalité, les obligations échéant à terme fixe 20 ans ne devront pas être pour un montant inférieur à $44,000, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, en tenant compte des tableaux d'échéances apparaissant dans le présent avis, et en commençant par les dernières années d'échéances excluant l'échéance du 1er février 2011 de la partie renouvelable ci-après indiquée.

Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans les cas des exceptions notées. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'échéance du 1er février 1991 au montant de $467,000 comprend un solde de $459,000 renouvelable pour une période additionnelle de 20 ans, et échéant comme suit:

Année	*Capital*
1er février 1992	$10,000
1er février 1993	11,000
1er février 1994	12,000
1er février 1995	13,000
1er février 1996	13,000
1er février 1997	14,000
1er février 1998	16,000
1er février 1999	17,000
1er février 2000	19,000
1er février 2001	21,000
1er février 2002	22,000
1er février 2003	24,000
1er février 2004	25,000
1er février 2005	27,000
1er février 2006	29,000
1er février 2007	32,000
1er février 2008	34,000
1er février 2009	37,000
1er février 2010	39,000
1er février 2011	44,000

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé payable au pair à Napierville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation sauf si elles sont émises en partie à terme fixe 20 ans pour un montant supérieur à $467,000, et

Moreover, the following terms and conditions only shall be considered:

1. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward to the tenth year.

2. One to 15-year serial bonds with the balance carried forward to the fifteenth year.

3. One to 10-year serial bonds with the balance a 20-year fixed-term bonds.

4. One to 10-year serial bonds with the balance carried forward ten years for the one part and the other part as a 20-year fixed-term bond.

However, in the latter case, the 20-year fixed-term bonds shall not be for an amount less than $44,000, and if higher than this amount, the said part must comprise only one or several entire annual amortizations, bearing in mind the tables of maturities appearing in this notice, and starting with the last years of maturities to the exclusion of the maturity date of February 1, 2011 of the renewable part hereafter indicated.

However, tenders shall be sent for one of the above methods of issue only, and shall comprise one only of the terms, save in the cases of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

The maturity date of February 1, 1991 in the amount of $467,000 includes a balance of $459,000 renewable for an additional 20-year period, and maturing as follows:

Year	*Capital*
February 1, 1992	$10,000
February 1, 1993	11,000
February 1, 1994	12,000
February 1, 1995	13,000
February 1, 1996	13,000
February 1, 1997	14,000
February 1, 1998	16,000
February 1, 1999	17,000
February 1, 2000	19,000
February 1, 2001	21,000
February 1, 2002	22,000
February 1, 2003	24,000
February 1, 2004	25,000
February 1, 2005	27,000
February 1, 2006	29,000
February 1, 2007	32,000
February 1, 2008	34,000
February 1, 2009	37,000
February 1, 2010	39,000
February 1, 2011	44,000

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, capital and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Napierville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation except if they are issued in part as 20-year fixed-term bonds for an amount higher than $467,000, and

seul cet excédent sera rachetable par anticipation au pair le 1er février de chaque année pour le montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission conformément au tableau d'échéances apparaissant dans le présent avis.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Lesdites obligations seront émises en vertu des règlements suivants: 210 — $500,000 — aqueduc, égouts, etc.; 216 — $175,000 — aqueduc et égouts.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 janvier 1971, à 8 heures du soir, Hôtel de ville, 361, rue St-Jacques, Napierville, comté de Napierville, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Napierville (Comté de Napierville), ce 18 décembre 1970.

Le secrétaire-trésorier,
ME YVES DUPONT, N.P.

Hôtel de ville, 361, rue St-Jacques,
Napierville (Napierville), P.Q.
Téléphone: 245-3543, code 514. 37945-o

this surplus alone shall be redeemable by anticipation, at par, on February 1st of each year for the annual amount required to amortize the issue, pursuant to the table of maturities appearing in this notice.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the issue, and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tenders.

The said bonds will be issued pursuant to the following by-laws: 210 — $500,000 — aqueduct, sewers, etc.; 216 — $175,000 — aqueduct and sewers.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, January 19, 1971, at 8:00 p.m., at the Town Hall, 361 St-Jacques Street, Napierville, county of Napierville, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Napierville (County of Napierville), December 18, 1970.

ME YVES DUPONT, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 361 St-Jacques Street,
Napierville (Napierville), P.Q.
Telephone: 245-3543, code 514. 37945

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton de Cery

Cadastre officiel du canton de Cery, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent (Village de Tête à Baleine), division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 136 à 141 sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 décembre 1970.

Le sous-ministre,
37942-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle d'Abercrombie, municipalité de Val-Morin*, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 23-9, 23-36, 23-37, 24-11, 24-15, 24-16, 24-17, 24-19, 24-35, 24-36, 24-26 et une partie du lot 24-18 du Rang VI, canton Morin sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 décembre 1970.

Le sous-ministre,
37942-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Anne de la Pocatière

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Anne de La Pocatière, municipalité de la ville de La Pocatière, division d'enregistrement de Kamouraska.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Cery

Official cadastre of township of Cery, municipality of La Côte Nord du Golfe St-Laurent (Village de Tête à Baleine), registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 136 to 141 are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 9, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37942-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Adèle d'Abercrombie

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle d'Abercrombie, municipality of Val-Morin*, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 23-9, 23-36, 23-37, 24-11, 24-15, 24-16, 24-17, 24-19, 24-35, 24-36, 24-26 and a part of lot 24-18 of Range VI, township Morin are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 9, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37942-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Anne de la Pocatière

Official cadastre of the parish of Ste-Anne de la Pocatière, municipality of the town of La Pocatière, registration division of Kamouraska.

Avis est par la présente donné que les lots 219-79-12, 219-79-13, 219-79-14 et une partie du lot 178-57-13 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 décembre 1970.

Le sous-ministre,
37942-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Henri de Mascouche

Cadastre officiel de la paroisse de St-Henri de Mascouche, municipalité de la paroisse de St-Henri de Mascouche, division d'enregistrement de L'Assomption.

Avis est par la présente donné qu'une partie du lot 749-1 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 décembre 1970.

Le sous-ministre,
37942-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la ville de Lorraine, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 278-70 et 282-8 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 décembre 1970.

Le sous-ministre,
37942-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Valentin

Cadastre officiel de la paroisse de St-Valentin, municipalité de la paroisse de St-Paul de l'Ile aux Noix, division d'enregistrement de St-Jean.

Avis est par la présente donné que les lots 119-1 à 119-21, 119-24 à 119-45 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 14 décembre 1970.

Le sous-ministre,
37942-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Vincent de Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, municipalité de la ville de Laval, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que le lot 563 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 10 décembre 1970.

Le sous-ministre,
37942-o FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 219-79-12, 219-79-13, 219-79-14 and a part of lot 178-57-13 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 3, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37942-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Henri de Mascouche

Official cadastre of the parish of St-Henri de Mascouche, municipality of the parish of St-Henri de Mascouche, registration division of L'Assomption.

Notice is hereby given that a part of lot 749-1 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 14, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37942-o *Deputy Minister.*

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the town of Lorraine, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 278-70 and 282-8 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 11, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37942-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Valentin

Official cadastre of the parish of St-Valentin, municipality of the parish of St-Paul de l'Ile aux Noix, registration division of St-Jean.

Notice is hereby given that lots 119-1 to 119-21, 119-24 to 119-45 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 14, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37942-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Vincent de Paul

Official cadastre of the parish of St-Vincent de Paul, municipality of the town of Laval, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lot 563 is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, December 10, 1970.

FERNAND BOUTIN,
37942-o *Deputy Minister.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes

Proclamation

Canada,
Province of Québec.
[L. S.]

ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other

et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1964, chapitre 193 et ses amendements) édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil de toute corporation de cité ou ville, même si elle n'est pas régie par la Loi des cités et villes, peut émettre des lettres patentes modifiant le nom de cette corporation;

ATTENDU que le conseil de la cité de Granby, par sa requête en date du 2 octobre 1970, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte afin qu'en français le nom corporatif soit « Ville de Granby » au lieu de « Cité de Granby »;

ATTENDU que les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4547, en date du 9 décembre 1970, nous accordons la requête du conseil de la cité de Granby, en date du 2 octobre 1970, et nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur le 1er janvier 1971, tel que mentionné à la requête de la corporation de la cité de Granby, que la charte de la cité de Granby soit modifiée afin qu'en français le nom corporatif soit « Ville de Granby » au lieu de « Cité de Granby ».

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général adjoint.

37943-o

Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all those to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS section 2 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1964, chapter 193 and amendments) states that the Lieutenant-Governor in Council, upon the petition of the council of a city or town corporation, even when not governed by the Cities and Towns Act, may issue letters patent amending the name of the said corporation;

WHEREAS the council of the city of Granby, through its petition dated October 2, 1970, applies for letters patent to be issued in its favour in order to amend its charter, for its French corporate name to become "Ville de Granby" instead of "Cité de Granby";

WHEREAS the formalities called for by the law have been fulfilled;

WHEREAS it is deemed expedient that this petition be accepted;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 4547 and dated December 9, 1970, We grant the petition of the council of the city of Granby dated October 2, 1970, and We declare and order by the present letters patent, which shall become effective on January 1, 1971 as mentioned in the request of the Corporation of the city of Granby, that the charter of the city of Granby be amended so that the corporate name be come in French "Ville de Granby" instead of "Cité de Granby".

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved, the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Administrator of the Government of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of December, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and seventy and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

37943

Arrêtés en Conseil

Orders in Council

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4606

Québec, le 16 décembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement relatif au Conseil de la planification et de développement.

ATTENDU QUE l'article 7 de la Loi de l'Office de planification du Québec (16-17 Elizabeth II, chapitre 14 et amendements) institue un organisme de consultation appelé Conseil de planification et de développement du Québec dont les membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU QUE le même article prévoit que le lieutenant-gouverneur en conseil peut, par règlement, déterminer le nombre des membres du Conseil, la durée de leur mandat et l'étendue de leur pouvoir et statuer sur toute matière requise pour la Régie interne du conseil.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du Premier ministre:

QUE soit adopté le règlement ci-annexé et intitulé: « Règlement relatif au Conseil de planification et de développement ».

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Règlement relatif au Conseil de la planification et de développement.

1. Le Conseil est composé d'au plus trente membres.

2. Les membres de l'Assemblée nationale ainsi que les personnes qui ne résident pas au Québec ne peuvent être membres du Conseil.

3. Le président de chacun des organismes suivants et de tout autre organisme analogue institué par une loi ou un arrêté en conseil que désigne le Ministre responsable de l'Office de planification et de développement est nommé membre du Conseil:

Le Conseil supérieur de l'Éducation,
Le Conseil des Universités,
Le Conseil général de l'Industrie,
Le Conseil du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Le Conseil des Affaires sociales et de la famille.

4. Le maire de Montréal et le maire de Québec sont membres du Conseil.

5. Dix-huit membres sont nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil dont douze après consultation comme suit:

Trois après consultation du Conseil du Patronat du Québec;

Trois après consultation conjointe de la Confédération des Syndicats nationaux et de la Fédération des Travailleurs du Québec;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4606

Québec, December 16, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation respecting the Planning and Development Council.

WHEREAS Section 7 of the Québec Planning Bureau Act (16-17 Elizabeth II, Chapter 14 and amendments) creates an advisory body under the name of "Québec Planning and Development Council", the members of which are to be appointed by the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the same section provides that the Lieutenant-Governor in Council may, by regulation, determine the number of members of the Council, their term of office and the extent of their powers, and pronounce upon any matter necessary for the internal management of the Council.

IT IS ORDERED upon the recommendation of the Premier:

THAT the attached regulation entitled "Regulation respecting the Planning and Development Council" be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Regulation respecting the Planning and Development Council.

1. The Council shall not count more than thirty members.

2. Members of the National Assembly as well as persons not residing in the Province of Québec may not become members of the Council.

3. The president of each of the following bodies and of any similar bodies established by an act or an Order in Council and as chosen by the Minister responsible for the Planning and Development Council shall be appointed a member of the Council:

The Superior Council of Education
The Council of Universities
The General Industry Council
The Council on Labour and Manpower
The Family and Social Affairs Council.

4. The Mayor of Montreal and the Mayor of Québec shall be members of the Council.

5. Eighteen members shall be appointed by the Lieutenant-Governor in Council, of which twelve after consulting the following:

Three, after consultation with the "Conseil du Patronat du Québec";

Three, after joint consultation with the Confederation of National Trade Unions and "la Fédération des Travailleurs du Québec";

Deux après consultation des présidents des Conseils régionaux de développement et des Conseils économiques régionaux reconnus par l'Office de planification et de développement qui les réunit en assemblée spéciale aux fins de cette consultation;

Un après consultation de l'Union des municipalités;

Un après consultation des Fédérations des commissions scolaires;

Un après consultation de l'Union catholique des cultivateurs;

et un après consultation du conseil de la Coopération du Québec.

6. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme également deux autres membres, dont l'un à titre de président et l'autre à titre de vice-président du Conseil.

7. Les membres visés à l'article 5 sont nommés pour un mandat de quatre (4) ans, sauf les premiers qui sont nommés quatre (4) pour un an, quatre (4) pour deux ans, cinq (5) pour trois ans et cinq (5) pour quatre ans.

Toute vacance est comblée pour le reste du mandat du membre à remplacer.

Dans tous les cas le mandat ne peut être renouvelé consécutivement qu'une seule fois.

8. Le président et le vice-président sont nommés pour quatre (4) ans.

9. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme au Conseil, conformément à la Loi de la fonction publique, un secrétaire ainsi que les autres fonctionnaires et employés nécessaires à ses travaux.

10. Le Conseil a son secrétariat dans la cité de Québec.

Le secrétaire doit:

1° insérer dans un registre, les procès-verbaux des sessions du Conseil;

2° à la demande d'un membre, insérer au procès-verbal tout avis ou recommandation minoritaire;

3° communiquer au Conseil toutes les requêtes ou suggestions qui lui sont adressées, tous les documents qui lui sont remis ainsi que tout ce qui vient à sa connaissance des sujets qui sont de la juridiction du Conseil;

4° conserver le registre des délibérations, la correspondance et tous les documents en sa possession, dans les locaux mis à sa disposition.

11. Le Conseil doit:

a) donner son avis au président de l'Office de planification et de développement sur toute question que celui-ci lui défère;

b) transmettre un rapport annuel sur ses activités au Ministre responsable de l'Office, qui le communique à l'Assemblée nationale.

12. Le Conseil peut:

a) faire effectuer les études et recherches jugées nécessaires à la poursuite de ses fins;

b) édicter pour sa régie interne des règlements qui sont soumis à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Two, after consultation with the presidents of the Regional Development Councils and the Regional Economic Councils recognized by the Planning and Development Council which brings them together at a special meeting for this purpose;

One after consultation with the "Union des municipalités";

One after consultation with the School Commission Federations;

One after consultation with the "Union catholique des cultivateurs"; and

One after consultation with the "Conseil de la Coopération du Québec".

6. The Lieutenant-Governor in Council shall also appoint two other members, one as president and one as vice-president of the Council.

7. The members referred to in section 5 shall be appointed for a period of four (4) years, except for the first ones who shall be appointed as follows: four for one year; four (4) for two years; five (5)for three years; and five (5) for four years.

Should there be a vacancy, a new member shall be appointed to complete the term of office of the member to be replaced.

In any case a mandate shall not be renewed consecutively more than once.

8. The president and the vice-president shall be named for four (4) years.

9. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint to the Council, in accordance with the Civil Service Act, a secretary as well as any other civil servants or employees required to carry out the work.

10. The secretariat of the Council shall be located in the City of Québec.

The secretary shall:

1. Keep in a register the minutes of the Council;

2. At the request of a member, insert in the minutes any minority opinion or recommendation;

3. Transmit to the Council all applications or suggestions made to him, all documents coming into his hands and any information coming to his attention on subjects which come within the jurisdiction of the Council;

4. Keep, in the premises at his disposal, the record of proceedings, the correspondence and all documents in his possession.

11. The Council should:

(*a*) Give its opinions to the president of the Planning and Development Office on any subject submitted to it by the latter;

(*b*) Submit an annual report of its activities to the Minister responsible for the Office, who shall present it to the National Assembly.

12. The Council may:

(*a*) Cause to be carried out such studies and research as it deems useful or necessary for the pursuit of its objects;

(*b*) Make, for its internal management, by-laws which shall be subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

13. Le Conseil peut tenir ses séances à tout endroit du Québec.

Il doit se réunir au moins une fois tous les deux mois.

14. Les membres du conseil ne reçoivent aucun traitement, Ils sont indemnisés de ce qu'il leur en coûte pour assister aux assemblées et reçoivent une allocation de $50 pour chaque demi-journée d'assemblée ou l'équivalent.

En plus de leur allocation comme membre, le président et le vice-président reçoivent une allocation de $25 pour chaque demi-journée d'assemblée ou l'équivalent. 37933-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4716

Québec, 10 décembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les serments et affirmations solennelles.

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de la Fonction publique:

QUE l'arrêté en conseil numéro 4242 du 23 décembre 1969, modifié par l'arrêté en conseil numéro 925 du 4 mars 1970, soit de nouveau modifié en ajoutant à la fin du paragraphe 2, l'alinéa suivant:

« et également le secrétaire de la Commission des accidents du travail de Québec, pour les serments ou affirmations solennelles des fonctionnaires et employés relevant de cette Commission ».

Le greffier du Conseil exécutif,
37933-o JULIEN CHOUINARD.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4757

Québec, le 22 décembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil

CONCERNANT l'aliénation des immeubles acquis par la Caisse de dépôt et placement du Québec.

ATTENDU QUE l'article 4 de la Charte de la Caisse de dépôt et placement du Québec (1965, 1re session, chapitre 23) tel que modifié par l'article 1 du Bill 57, 1970, prévoit que toute aliénation d'immeubles par la Caisse doit désormais être autorisée au préalable, généralement ou spécialement, par le lieutenant-gouverneur en conseil;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la recommandation du ministre des Finances:

QUE la Caisse de dépôt et placement du Québec soit autorisée généralement à aliéner ou à céder, avec ou sans considération, d'une façon temporaire ou à perpétuité, les immeubles qu'elle acquiert dans l'exercice des pouvoirs qui lui sont conférés par sa charte;

QUE le présent arrêté en conseil soit publié dans la *Gazette officielle du Québec.*

Le greffier du Conseil exécutif,
37963-o JULIEN CHOUINARD.

13. The Council may hold its meetings anywhere in the Province of Québec.

It must meet at least once every two months.

14. The members of the Council shall receive no salary. They shall be reimbursed for the expenses incurred by them in attending meetings and they shall receive an attendance allowance of $50 for each half-day of meeting or the equivalent.

In addition to their allowance as members, the president and the vice-president shall receive an allowance of $25 for each half-day of meeting or the equivalent. 37933

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4716

Québec, December 16, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING oaths and solemn affirmations.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of the Civil Service:

THAT Order in Council No. 4242 of December 23, 1969, amended by Order in Council No. 925 of March 4, 1970, be amended yet again by adding to the end of paragraph 2, the following lines:

"and also the secretary of the Québec Workmen's Compensation Commission for the oaths or solemn affirmations of the civil servants and employees under the authority of this Commission".

JULIEN CHOUINARD,
37933 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4757

Québec, December 22, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

CONCERNING the alienation of immovables acquired by the Québec Deposit and Investment Fund.

WHEREAS section 4 of the Québec Deposit and Investment Fund (1965, 1st Session, chapter 23), as amended by section 1 of Bill 57, 1970, foresees that any alienation of immovables by the Fund must first be authorized, generally or specially, by the Lieutenant-Governor in Council;

IT IS ORDERED, THEREFORE, upon the recommendation of the Minister of Finance:

THAT the Québec Deposit and Investment Fund be generally authorized to alienate or cede, with or without consideration, on a temporary or perpetual basis, the immovables it acquires within the exercise of the powers granted by this charter;

THAT this Order in Council be published in the *Québec Official Gazette.*

JULIEN CHOUINARD,
37963 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4641

Québec, le 16 décembre 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la cité de Saint-Jérôme et la Commission des loyers.

ATTENDU QUE dans le but de se prévaloir des dispositions de l'article 33*a* de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950-1951, chapitre 20, et ses amendements), le conseil de la cité de Saint-Jérôme a adopté le 23 octobre 1970, à la majorité absolue de ses membres, une résolution dont le texte est annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE cette résolution est parvenue à la Commission des loyers avant le 1er novembre 1970, ainsi que l'atteste le certificat du président de cette commission dont le texte est aussi annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE la résolution précitée a été complétée par une autre résolution adoptée le 2 novembre 1970 et dont le texte est aussi annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE la Commission des loyers a transmis au ministre de la Justice une recommandation dont le texte est également annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et ses amendements s'applique, à compter du 1er décembre 1970, sur la totalité du territoire de la cité de Saint-Jérôme, pour tout logement construit avant le 30 avril 1968 et dont le loyer légalement exigible n'excédait pas la somme de $100 par mois le 7 mars 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,
37943-o JULIEN CHOUINARD.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4641

Québec, December 16, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the city of Saint-Jérôme and the Rental Commission.

WHEREAS, in order to take advantage of the provisions of section 33*a* of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (1950-1951, chapter 20 and its amendments), the Saint-Jérôme City Council adopted on October 23, 1970, by the absolute majority of its members, a resolution the text of which is annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS this resolution reached the Rental Commission before November 1, 1970, as attested by the certificate of the President of this Commission the text of which is also annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS the aforesaid resolution was completed by another resolution adopted on November 2, 1970 and the text of which is also annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS the Rental Commission transmitted to the Minister of Justice a recommendation the text of which is equally annexed to the recommendation on which this Order in Council is based.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the Act to promote conciliation between lessees and property-owners and its amendments apply, from and after December 1, 1970, to the whole of the territory of the city of Saint-Jérôme, for any apartments built before April 30, 1968 and the legally exigible rent of which did not exceed the sum of $100 per month on March 7, 1968.

JULIEN CHOUINARD,
37943 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4642

Québec, le 16 décembre 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la ville de Waterloo et la Commission des loyers

ATTENDU QUE dans le but de se prévaloir des dispositions de l'article 33*a* de la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires (1950/1951, chapitre 20, et ses amendements), le conseil de la ville de Waterloo a adopté le 9 avril 1969, à la majorité absolue de ses membres, une résolution dont le texte est annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4642

Québec, December 16, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Town of Waterloo and the Rental Commission

WHEREAS, in order to take advantage of the provisions of section 33*a* of the Act to promote conciliation between lessees and property-owners (1950/1951, chapter 20 and its amendments), the Council of the Town of Waterloo adopted on April 9, 1969, by the absolute majority of its members, a resolution the text of which is annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

ATTENDU QUE cette résolution est parvenue à la Commission des loyers avant le 1er novembre 1970, ainsi que l'atteste le certificat du président de cette commission dont le texte est aussi annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE la résolution précitée a été complétée par une autre résolution adoptée le 16 novembre 1970 et dont le texte est aussi annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil;

ATTENDU QUE la Commission des loyers a transmis au ministre de la Justice une recommandation dont le texte est également annexé à la recommandation sur laquelle est basé le présent arrêté en conseil.

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du ministre de la Justice:

QUE la Loi pour favoriser la conciliation entre locataires et propriétaires et ses amendements s'appliquent, à compter du 1er décembre 1970, sur la totalité du territoire de la ville de Waterloo, pour tout logement construit avant le 30 avril 1968 et dont le loyer légalement exigible n'excédait pas la somme de $100 par mois le 29 avril 1968.

Le greffier du Conseil exécutif,
37943-o JULIEN CHOUINARD.

WHEREAS this resolution reached the Rental Commission before November 1, 1970, as attested by the certificate of the President of this Commission, the text of which is also annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS the aforesaid resolution was completed by another resolution adopted on November 16, 1970 and the text of which is also annexed to the recommendation on which this Order in Council is based;

WHEREAS the Rental Commission transmitted to the Minister of Justice a recommendation the text of which is equally annexed to the recommendation on which this Order in Council is based.

THEREFORE, IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Justice:

THAT the Act to promote conciliation between lessees and property-owners and its amendments apply, from and after December 1, 1970, to the whole of the territory of the Town of Waterloo, for any apartments built before April 20, 1968 and the legally exigible rent of which did not exceed the sum of $100 per month on April 29, 1968.

JULIEN CHOUINARD,
37943 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4787

Québec, le 22 décembre 1970.
Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT un règlement relatif au champ d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction.

ATTENDU QUE l'article 2*a* de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45 des lois de 1968) permet au lieutenant-gouverneur en conseil d'édicter tout règlement jugé nécessaire pour préciser davantage le champ d'application;

ATTENDU QUE le nouveau décret de la construction a été publié dans l'édition du 19 décembre 1970 de la *Gazette officielle du Québec;*

ATTENDU QUE la bonne application de ce décret exige la clarification du champ d'application de la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement numéro 1 ci-annexé entre en vigueur à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Règlement numéro 1

relatif au champ d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (Chapitre 45 des lois de 1968).

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4787

Québec, December 22, 1970.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a regulation respecting the scope of the Construction Industry Labour Relations Act.

WHEREAS, in conformity with Section 2*a* of the Construction Industry Labour Relations Act (Chapter 45 of the statutes of 1968), the Lieutenant-Governor in Council may enact any regulation deemed necessary to determine more specifically the scope of the said Act;

WHEREAS the new decree respecting the Construction Industry was published in the *Québec Official Gazette* of December 19, 1970;

WHEREAS, for the proper enforcement of this decree, it is necessary to clarify the scope of the Act;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT Regulation No. 1, annexed hereto, become effective on the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

Regulation No. 1

concerning the scope of the Construction Industry Labour Relations Act S.Q. 1968, chapter 45)

1. *Machinerie:*

a) Définitions: Aux fins du présent article, les expressions suivantes signifient:

1° *Machinerie de production:* toute machinerie et équipement autre que la machinerie de bâtiments.

2° *Machinerie de bâtiments:* toute machinerie et équipement installés pour les fins du bâtiment lui-même dont, entre autres, le chauffage, la climatisation, le refroidissement, les ascenseurs ou monte-charge.

b) Champ d'application: Les travaux d'installation de machinerie de bâtiments sont assujettis au décret. Cependant, les travaux de montage, d'installation, de réparation ou d'entretien de machinerie de production de même que les travaux de montage, de réparation ou d'entretien de machinerie de bâtiments ne sont assujettis que lorsqu'ils sont exécutés par des salariés de la construction à l'emploi d'employeurs professionnels de la construction.

2. *Travail en atelier:* Tout salarié d'un employeur professionnel de la construction appelé occasionnellement à exécuter en atelier un travail se rapportant à celui qu'il exécute couramment sur un chantier de construction demeure assujetti aux dispositions de la loi et du décret.

3. *Salarié occasionnel:*

a) Définitions: Aux fins du présent article, les expressions suivantes signifient:

1° « Salarié occasionnel »: tout salarié détenteur de la carte mentionnée au paragraphe *b)* 2° qui travaille habituellement ailleurs que dans la construction mais qui peut être appelé dans l'exécution normale de son travail à oeuvrer et à l'intérieur et à l'extérieur du champ d'application de la loi, à l'occasion ou à intervalles réguliers.

2° « Employeur occasionnel »: employeur du salarié ci-dessus défini.

b) Contrôle:

1° Nonobstant tout autre règlement, il est loisible au commissaire de la construction nommé en vertu de l'article 2*b* de la Loi d'émettre des cartes d'identité à un salarié occasionnel dans les conditions décrites ci-dessous:

a) Le salarié doit travailler habituellement chez l'employeur mentionné sur la carte;

b) Le salarié doit posséder un certificat de qualification ou de classification lorsqu'un tel certificat est de rigueur ou établir à la satisfaction du Ministère qu'il possède la compétence voulue pour exécuter le travail visé;

c) La demande doit être faite conjointement par l'employeur et le syndicat accrédité, ou l'employeur et le salarié s'il n'y a pas de syndicat accrédité;

d) Les requérants doivent établir que le salarié travaille habituellement à l'extérieur du champ d'application de la loi et du décret.

1. *Machinery:*

(*a*) *Definitions:* For the purposes of this section, the following expressions have the meaning hereinafter given to them:

1. *Production machinery:* any machinery and equipment other than the machinery of buildings.

2. *Building's machinery:* any machinery and equipment installed for the purposes of the building itself, namely, amongst others, the heating system, the air-conditioning system, the cooling system, the elevators or hoists.

(*b*) *Scope:* The work involved in installing any building's machinery is subject to the decree. However, the work involved in erecting, installing or repairing production machinery or in the maintenance of such machinery, as also the work involved in erecting or repairing the machinery of buildings or in the maintenance of the machinery of buildings is subject to the decree, only when such work is performed by construction industry employees in the employ of construction industry professional employers.

2. *Shop-work:* Any employee of a construction industry professional employer occasionally called upon to perform in the workshop any work pertaining to the work he currently performs at a construction jobsite remains subject to the provisions of the Act and to those of the decree.

3. *Casual employee:*

(*a*) *Definitions:* For the purposes of the present section, the following terms mean:

1. "Casual employee": any employee who holds a card such as mentioned in sub-section (*b*) 2. and who usually performs work other than construction work but who may be called upon, in the carrying out of his usual work, to perform work within or outside the scope of the Act, either occasionally or periodically.

2. "Casual employer": employer of the abovementioned employee.

(*b*) *Control:*

1. Notwithstanding any other regulation, the building commissioner appointed in pursuance of Section 2(*b*) of the Act may issue identification cards for casual employees on the conditions mentioned hereunder:

(*a*) The employee must usually work for the employer mentioned on the card;

(*b*) The employee must hold a qualification or classification certificate when such certificate is compulsory, or prove, to the satisfaction of the Department, that he is sufficiently qualified to carry out the work contemplated;

(*c*) The request must be made by both the employer and the certified labour association or by the employer and the employee if there is no certified labour association;

(*d*) Applicants must prove that the employee usually works outside the scope of the Act and of the decree.

2° *Carte d'identité:*

Les mentions suivantes doivent apparaître sur la carte du salarié occasionnel:

a) Le terme « salarié occasionnel » en caractères gras et le nom de la région pour laquelle la carte est délivrée;
b) Date d'émission;
c) Nom et adresse du salarié;
d) Métier ou emploi du salarié;
e) Nom et adresse de l'employeur;
f) Genre d'entreprise de l'employeur;
g) Description précise des travaux qui peuvent être faits par le salarié.

3° *Accès aux chantiers de construction:*

Le salarié détenteur d'une telle carte a accès à un chantier de construction uniquement pour y exécuter le travail décrit sur la carte d'identité.

4° *Révocation:*

Toute carte peut être révoquée en tout temps.

5° *Renseignements additionnels:*

En tout temps, le commissaire peut exiger de l'employeur occasionnel tout renseignement qu'il juge utile sur l'utilisation de cette carte.

6° *Décret:*

Sous réserve des dispositions de l'alinéa suivant, seules les clauses du décret relatives à la rémunération, à la durée du Travail, aux heures supplémentaires, aux jours fériés et au régime syndical s'appliquent.

Cependant, les clauses du décret relatives au régime syndical ne s'appliquent pas au salarié occasionnel lorsque ce dernier est membre d'un syndicat, d'une union ou d'un local accrédité et affilié à une association représentative.

4. *Déplacement des salariés:* Le décret peut déterminer les frais de déplacement de même que la rémunération du temps de déplacement des salariés de la construction pour tout déplacement du lieu de résidence du salarié au chantier de construction ou pour tout déplacement d'un chantier à un autre à l'intérieur de la province.

Le greffier du Conseil exécutif,
37944 JULIEN CHOUINARD.

2. *Identification card:*

The following details shall appear on the card of the casual employee:

(*a*) The term "casual employee" in bold type and the name of the region for which the card was issued;
(*b*) Date of issuance;
(*c*) Name and address of the employee;
(*d*) Trade or occupation of the employee;
(*e*) Name and address of the employer;
(*f*) Type of enterprise of the employer;
(*g*) Precise description of the work that may be performed by the employee.

3. *Access to job-site:*

The employee who holds such card shall have access to a job-site only to carry out such work as specified on his identification card.

4. *Revocation:*

Any card may be revoked at all times.

5. *Additional information:*

The commissioner may, at all times, request, from the casual employer, any information that deemed advisable concerning the utilization of such card.

6. *Decree:*

Subject to the provisions of the following paragraph, only clauses of the decree concerning remuneration, working hours, overtime, general holidays and union security shall apply.

However, the clauses of the decree concerning union security shall not apply to the casual employee when the latter is a member of a syndicate, a union or a certified local affiliated to a representative association.

4. *Transportation of employees:* The decree may determine travelling expenses as well as time spent travelling to be reimbursed to construction industry employees for all travelling from the dwelling-place of the employee to the job-site and for all travelling from one job-site to another within the province.

JULIEN CHOUINARD,
37944-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 4788

Québec, le 22 décembre 1970.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption du règlement 43 (1970) relatif aux allocations de présence, aux frais de déplacement et de séjour des membres du Comité consultatif des accidents du travail.

ATTENDU QUE le Comité consultatif des accidents du travail a été constitué par le règlement No 43 (1970) adopté par la Commission des accidents du travail le 30 septembre 1970, approuvé par l'arrêté en

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 4788

Québec, December 22, 1970.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING: the adoption of regulation No. 43 (1970) respecting the attendance allowances, travelling expenses and boarding expenses of the members of the Advisory Committee on Industrial Accidents.

WHEREAS the Advisory Committee on Industrial Accidents was established by Regulation No. 43 (1970) adopted by the Québec Workmen's Compensation Commission on September 30th, 1970, approved by

conseil No 4132 du 4 novembre 1970 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 21 novembre 1970;

ATTENDU QUE le Comité siège depuis le 2 décembre 1970;

ATTENDU QU'il y a lieu d'établir un barême pour indemniser les membres de ce qui leur en coûte pour assister aux différentes activités du Comité consultatif et de déterminer une allocation de présence comme le prévoit les articles 4 (paragraphe « *d* », sous-paragraphe V), 9 et 13 du règlement;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre:

QUE le règlement No 43 (1970) de la Commission des accidents du travail de Québec relatif aux allocations de présence, aux frais de déplacement et de séjour des membres du Comité consultatif des accidents du travail soit adopté.

Le greffier du Conseil exécutif,
JULIEN CHOUINARD.

Commission des accidents du travail de Québec

Règlement No 43 (1970)

relatif aux allocations de présence aux frais de déplacement et de séjour des membres du Comité consultatif des accidents du travail.

La Commission des accidents du travail de Québec, en exécution de la Loi des accidents du travail (lois de Québec 1961, c. 159 et amendements) et du règlement No 39 (1970) adopté par la Commission le 30 septembre 1970, approuvé par l'arrêté en conseil No 4132 du 4 novembre 1970 et publié dans la *Gazette officielle du Québec* du 21 novembre 1970, détermine que les allocations de présence, les frais de déplacement et de séjour à être versé aux membres du Comité consultatif des accidents du travail sont les suivants:

1. *Pour les membres réguliers seulement et les membres substituts* lorsqu'ils remplacent les membres réguliers; la Commission des accidents du travail paiera selon les modalités suivantes:

a) allocation de présence pour une journée à une assemblée du comité ou d'un sous-comité: $100;

b) frais de déplacement:

le coût du billet par avion ou par chemin de fer (1ère classe) ou .14¢ du mille, aller et retour, si le membre utilise sa voiture;

c) frais de séjour (par jour de service): $25.

2. *Pour les personnes nommées par la Commission des accidents du travail pour se joindre à un sous-comité* conformément aux dispositions de l'article 13 de l'acte constitutif du comité; selon les modalités suivantes:

a) les frais de déplacement et de séjour prévus aux paragraphes « *b* » et « *c* » de l'article 1 s'appliquent;

b) allocation de présence: $50.

Order in Council No. 4132 of November 4, 1970, and published in the *Québec Official Gazette* of November 21, 1970;

WHEREAS the Committee has been operating since December 2, 1970;

WHEREAS it is timely to establish an allowance schedule according to which the members may be indemnified for the expenses they have to make in order to attend the various activities of the Advisory Committee, and whereas it is also timely to determine attendance allowance as provided for in sections 4 (subsection "*d*", paragraph V), 9 and 13 of the Regulation;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour and Manpower:

THAT regulation No. 43 (1970) of the Québec Workmen's Compensation Commission respecting the attendance allowances, travelling expenses and boarding expenses of the members of the Advisory Committee on Industrial Accidents be adopted.

JULIEN CHOUINARD,
Clerk of the Executive Council.

Québec Workmen's Compensation Commission

Regulation No. 43 (1970)

concerning attendance allowances, travelling and boarding expenses of the members of the Advisory Committee on Industrial Accidents.

The Québec Workmen's Compensation Commission pursuant to the Workmen's Compensation Act (Québec Statutes, 1964, c. 159 and amendments) and regulation No. 39 (1970) adopted by the Commission on September 30th, 1970, approved by Order in Council No. 4132 of November 4th, 1970 and published in the *Québec Official Gazette* on November 20th, 1970, resolves that the attendance allowances and the travelling and boarding expenses to be paid to the members of the Advisory Committee on Industrial Accidents shall be as follows:

1. *For regular members only and deputy-members* when they replace regular members, the Workmen's Compensation Commission shall pay, in accordance with the following terms:

a) attendance allowance for one day at a sitting of the Committee or of any sub-Committee: $100;

b) travelling expenses:

the cost of the fare by air or by rail (First Class) or fourteen cents per mile, both ways, if the member uses his automobile;

c) boarding expenses (per day of attendance) $25.

2. *For those persons appointed by the Québec Workmen's Compensation Commission to sit on a sub-committee* in accordance with the provisions of section 13 of the regulation instituting the Committee; under the following conditions:

a) travelling and boarding expenses provided for in paragraphs "*b*" and "*c*" of Section I shall apply;

b) attendance allowance: $50.

3. Le présent règlement entre en vigueur le 2 décembre 1970.

Fait et passé en la ville de Québec, ce deuxième jour de décembre mil neuf cent soixante-dix.

Commission des accidents du travail de Québec
MAURICE BELLEMARE,
Président.
BERTRAND BELLEMARE, M.D.,
Commissaire.
H.-C. LEBRUN,
Commissaire.
ST-GEO. WHITE,
Commissaire.

Copie conforme,
CHARLES BÉLANGER,
Secrétaire général. 37944-o

3. The present regulation shall come into force on the second day of December 1970.

Signed and dated in the city of Québec this second day of December of the year one thousand nine hundred and seventy.

Québec Workmen's Compensation Commission
MAURICE BELLEMARE,
President.
BERTRAND BELLEMARE, M.D.,
Member.
H.-C. LEBRUN,
Member.
ST-GEO. WHITE, C.A.,
Member.

Certified copy,
CHARLES BÉLANGER,
Secretary-general. 37944-o

Changement de nom — Loi du
Demande

Stuart Gordon Naas

Avis est donné que Stuart Gordon Naas, mécanicien, domicilié à 419, 12e Rue, Val d'Or, district d'Abitibi, a présenté au ministre de la Justice de la province de Québec une requête pour changer son nom pour Stuart Gordon Nauss étant donné qu'il a toujours été connu sous ce dernier nom.

Val d'Or, ce 18 décembre 1970.

Les procureurs,
37966-1-2-o CLICHE & CLICHE.

Change of name — Act
Application

Stuart Gordon Naas

Notice is given that Stuart Gordon Naas, mechanic, domiciled at 419, 12th Street, Val d'Or, district of Abitibi, presented to the Minister of Justice of the Province of Québec with a petition to change his name for that of Stuart Gordon Nauss seen that he has always been known under the latter name.

Val d'Or, December 18, 1970.

CLICHE & CLICHE,
37966-1-2 *Attorneys.*

Ministère des institutions financières, compagnies et coopératives
Assurances

Independent Order of Odd Fellows', Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District

Avis de nomination d'un liquidateur

Avis est donné, par les présentes, qu'à une assemblée générale spéciale des membres de « Independent Order of Odd Fellows', Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District », tenue le 3 novembre 1970, le soussigné John Weston, 567, Hillsite, Beaconsfield, province de Québec, a été nommé liquidateur de ladite société, avec effet au premier janvier 1971, conformément aux dispositions de l'article 276 de la Loi des assurances de Québec.

Toute réclamation contre ladite société devra être attestée sous serment et produite entre mes mains dans les trente jours à compter du quatre janvier 1971.

Donné à Beaconsfield, circonscription électorale de Jacques-Cartier, ce 23e jour de décembre 1970.

Le liquidateur,
37965-o JOHN WESTON.

Department of Financial Institutions, Companies and Cooperatives
Insurance

Independent Order of Odd Fellows', Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District

Notice of appointment of a liquidator

Notice is hereby given that on the 3rd of November, 1970, at a general special meeting of the members of "Independent Order of Odd Fellows', Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District" the undersigned, John Weston, 567, Hillsite, Beaconsfield, Province of Québec, was appointed, taking effect on January first, 1971, liquidator of the affairs of the said society pursuant to the provisions of section 276 of the Québec Insurance Act.

Any claim against the said association must be sworn to and filed with me within the thirty days following January fourth, 1971.

Given at Beaconsfield, electoral district of Jacques-Cartier, this 23rd day of December, 1970.

JOHN WESTON,
37965-o *Liquidator.*

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec

Avis de sanction de plan conjoint de mise en marché

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, le plan conjoint des producteurs de volailles du Québec a été approuvé par les producteurs intéressés et que la Régie des marchés agricoles du Québec en a ordonné la publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Plan conjoint concernant les producteurs de volailles du Québec

I. *Objet du plan*

1° Obtenir pour l'ensemble des producteurs exploitant une entreprise avicole selon des normes économiques de production, les conditions de mise en marché les plus avantageuses du produit visé;

2° Ordonner et contrôler la production du produit visé pour obtenir un produit de qualité supérieure, satisfaire aux exigences et aux besoins du marché et éviter une surproduction;

3° Ordonner l'acheminement du produit visé vers le marché;

4° Rechercher les moyens d'améliorer les services requis pour produire et mettre en marché le produit visé, d'en réduire le coût, de protéger le producteur contre la perte de revenu résultant de l'insolvabilité de l'acheteur; d'abaisser le prix de revient et d'améliorer les conditions de production, d'accroître la qualité et d'augmenter la productivité et appliquer les solutions jugées avantageuses pour l'ensemble des producteurs;

5° Rechercher de nouveaux débouchés et améliorer les débouchés existants;

6° Viser à réglementer et uniformiser les conditions des diverses conventions en vertu desquelles le producteur intéressé participe à la production pour le compte d'autrui;

7° Coopérer avec tout organisme sur les plans provincial et national en vue de la mise en marché du produits visé dans les limites et hors de la province de Québec.

II. *Définitions*

Dans le présent plan, l'expression « mise en marché » signifie l'offre de vente, la vente, l'expédition pour fin de vente, le transport, l'achat et l'entreposage, ainsi que la publicité et le financement des opérations ayant trait à l'écoulement du produit visé; l'expression « producteur » a la même signification que celle indiquée à la Loi des marchés agricoles du Québec et aux règlements de la Régie; l'expression « volaille » signifie les mâles et femelles jeunes et adultes des espèces poule domestique et dindon à l'exclusion des poules domestiques pondeuses; l'expression « Fédération » signifie la

Québec Agricultural Marketing Board

The Québec Poultry Producers' Joint Plan

Notice of sanction of the Joint Marketing Plan

Notice is given that pursuant to the Québec Agricultural Marketing Act, the Québec Poultry Producers' Joint Plan was approved by the interested producers and that the Québec Agricultural Marketing Board ordered its publication in the *Québec Official Gazette.*

Joint plan concerning the Québec Poultry Producers

I. *Purpose of the plan*

1. To obtain for all interested producers operating a poultry-farm according to economical methods of production, the most advantageous marketing conditions;

2. To regulate and control the production of the contemplated product in order to obtain a product of higher quality, avoid overproduction and meet the requirements of the consumption market;

3. To orderly dispatch the contemplated product towards the market;

4. To try to find out the means to improve the necessary services to produce and market the contemplated product, to protect the producers against the loss or deterioration of its product in the hand of a third party; to lower cost price and improve the conditions of production; to improve the quality and increase the productivity and to apply the solutions deemed advantageous for all producers;

5. To find new markets and improve the existing markets;

6. To aim to regulate and standardize the conditions of the various agreements under which the interested producer participates in the production for somebody else's interest;

7. To co-operate with any organization on the national and provincial levels for the marketing of the contemplated product inside and outside the Province of Québec.

II. *Definitions*

In the present joint plan, the word "marketing" means the offer to sell, the sale, the shipping for sale purposes, the transportation, the purchase and the warehousing together with the advertising and the financing of the operations related to the disposal of the contemplated product; the work "producer" has the same meaning as the one indicated in the Agricultural Marketing Act and in the regulations of the Board; the word "poultry" means domestic hen and turkey being young and adult males and females; the work "Federation" means the *Fédération des producteurs de volailles*

« Fédération des producteurs de volailles du Québec » et l'expression « Régie » signifie la « Régie des marchés agricoles du Québec ».

III. *Désignation*

Le plan conjoint est désigné sous le nom de « Plan conjoint des producteurs de volailles du Québec ».

IV. *Produit visé*

Le produit visé par ce plan est toute volaille destinée à l'abattage.

V. *Conditions requises pour être qualifié comme producteur intéressé*

Le producteur intéressé, au sens du présent plan conjoint, est toute personne qui élève, dans des locaux dont elle est propriétaire ou locataire, offre en vente ou élève et offre en vente le produit visé, pour son compte ou celui d'autrui.

VI. *Extension juridique*

À compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, le plan est exécutoire. Tous les producteurs intéressés et postérieurement au vote, tous les producteurs qui, au cours de la durée de l'application du plan, continuent à remplir ou répondent aux conditions qui confèrent la qualité de producteur intéressé, sont assujettis au plan conjoint.

VII. *Exécution du plan*

L'exécution et l'administration du plan conjoint sont confiées à la Fédération des producteurs de volailles du Québec.

VIII. *Agent de négociation et de vente*

La Fédération est l'agent de négociation et l'agent de vente du plan conjoint.

IX. *Devoirs, obligations et engagements du producteur*

LE PRODUCTEUR DOIT:

1° Se conformer aux décisions et règlements adoptés par la Fédération dans l'exercice des pouvoirs dont elle est investie en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec et du plan conjoint;

2° Honorer toute entente faite par la Fédération dans l'exercice de ses pouvoirs et attributions;

3° Si la Fédération adopte un règlement à cette fin, se procurer un quota de production et de vente auprès de la Fédération et le respecter;

4° Se conformer aux normes de qualité établies par l'autorité compétente et la Fédération, et en permettre la vérification par celle-ci;

5° Payer les frais d'administration et de mise en oeuvre du plan conjoint, selon le montant et les modalités que la Fédération établira en vertu de la Loi et du présent plan;

6° Fournir à la Fédération tout renseignement jugé utile à la mise en oeuvre efficace du plan.

du Québec; the word "Board" means the Québec Agricultural Marketing Board.

III. *Designation*

The joint plan shall be designated as "Québec Poultry Producers' Joint Plan".

IV. *Contemplated product*

Any poultry directed to slaughtering is the product contemplated by the present plan.

V. *Conditions required to be an interested producer*

Any person who keeps, on farms of which she is the owner or the tenant, offers to sell or keeps and offers to sell the contemplated product, on her own or somebody else's account, is the interested producer in the meaning of the present joint plan.

VI. *Legal extension*

From the date of its publication in the *Québec Official Gazette*, the joint plan is executory. It binds all interested producers and, subsequent to the votation, all producers who, during the course of its carrying out, continue to fulfil or meet the conditions required to be qualified as interested producers.

VII. *Carrying out of the plan*

La Fédération des producteurs de volailles du Québec is entrusted with the carrying out and administration of the joint plan.

VII. *Negotiating and sales agent*

The negotiating and sales agent designated for the carrying out of the plan shall be the Federation.

IX. *Duties, obligations and commitments of producers*

THE PRODUCER MUST:

1. Conform with all decisions and regulations adopted by the Federation, using the powers granted to the latter under the Québec Agricultural Marketing Act and the joint plan;

2. Honour any agreement made by the Federation in the exercise of its powers and attributions;

3. If the Federation has adopted a regulation to that effect, obtain from the same a production and marketing quota and abide by it;

4. Conform with the standards of quality established by the competent authority and the Federation, and allow the verification of the same by the latter;

5. Defray the administration and implementation costs of the plan according to the amount and conditions that the Federation shall establish according to the law and the present plan;

6. Provide the Federation with any information deemed useful to the carrying out of the plan.

X. *Devoirs de la Fédération dans l'exécution du plan conjoint*

LES DEVOIRS DE LA FÉDÉRATION SONT:

1° Accomplir tout devoir et remplir toute obligation que la Loi des marchés agricoles impose dans l'exécution du plan conjoint;

2° Orienter la production du produit visé selon les besoins des marchés, et chercher à maintenir un sain équilibre entre la production et la consommation du produit visé;

3° Initier ou participer à des enquêtes en vue de rechercher de nouveaux débouchés, bonifier les débouchés existants, et améliorer les conditions de mise en marché du produit visé;

4° Viser à assurer la mise en marché d'un produit de qualité conforme aux règlements et aux normes de qualité décrétés par l'autorité compétente, et

5° Tenir une comptabilité selon les standards minima que la Régie peut exiger.

XI. *Pouvoirs et attributions de la fédération dans l'exécution du plan conjoint*

LA FÉDÉRATION PEUT:

1° Coopérer avec des organismes similaires au Canada pour la mise en marché hors de la province de Québec du produit visé et exercer, à cette fin, les pouvoirs et accomplir les devoirs qui résultent de toute loi d'une autre juridiction prévoyant une telle coopération;

2° Exercer tout pouvoir et accomplir les devoirs qui résultent d'une délégation de pouvoir de la Régie;

3° Statuer sur les conditions de production du produit visé, sur sa qualité et sur son identification;

4° Contingenter la production et la vente du produit visé, émettre un quota aux producteurs, règlementer le transfert de ce quota, prohiber la mise en marché en violation du contingent ou quota établi ou d'une norme imposée.

5° Conformément à la Loi et au présent plan, arrêter la participation financière de chaque producteur à l'administration du plan conjoint, ainsi que le mode de perception de cette participation;

6° Affecter une partie de la contribution des producteurs à des fins de publicité du produit visé;

7° Pour réaliser les objets du plan, décréter par règlement, approuvé par l'assemblée générale des producteurs visés et par la Régie, une contribution spéciale de tous les producteurs ou d'un groupe déterminé de producteurs;

8° Par règlement approuvé par la Régie, exiger de toute personne dont l'intervention est nécessaire à la mise en marché du produit visé, une police d'assurance-responsabilité couvrant tout risque de perte ou de détérioration du produit visé en sa possession;

9° Signer tout contrat et, par là, lier chaque producteur assujetti au plan conjoint, en déterminer la durée et les conditions de renouvellement;

X. *Duties of the Federation in its capacity as a producers' board, and as a negotiating and selling agent*

THE DUTIES OF THE FEDERATION ARE:

1. To perform all duties and obligations imposed by the Québec Agricultural Marketing Act for the carry out of the plan;

2. To direct production in accordance with the requirements of the markets, and try to maintain a judicious balance between the production and the consumption of the contemplated product;

3. To make investigations in view of finding new markets or participate in the same and to improve the existing markets and the marketing conditions of the contemplated product;

4. To assure the marketing of a quality product in conformity with regulations and quality standards decreed by the competent authority;

5. To keep its books in conformity with the Board's requirements.

XI. *Powers and attributions of the Federation in its capacity as a producers' board and as a negotiating and selling agent*

THE FEDERATION MAY:

1. Co-operate with similar bodies in Canada for the marketing outside the Province of Québec of the contemplated product and, for this purpose, exercise the powers and perform the duties resulting from any law from another jurisdiction providing for such a co-operation;

2. Exercise any power and perform duties resulting from powers delegated by the Board;

3. Determine the conditions of production of the contemplated product, the quality and the identification thereof;

4. Establish quotas for production and sale of the contemplated product, grant quotas to the producers, regulate the transfer of these quotas, prohibit the marketing in violation of the established quotas or of a prescribed rule;

5. According to the law and the present plan, determine the financial contribution of each producer for the administration of the joint plan, as well as the means of collecting this contribution;

6. Utilize a part of the producers' contribution for advertising purposes of the contemplated product;

7. For the carrying out of the objects of the plan, order, with the approval of the Board and of the general meeting of the interested producers, a special contribution for all producers or for a specified group of producers;

8. By a regulation approved by the Board, require from any person involved in the marketing of the contemplated product, a liability insurance policy covering any risk of loss or deterioration of the contemplated product in her possession;

9. Sign any contract and, thereby, bind each producer subjected to the joint plan, and determine the duration and conditions for its renewal;

10° Établir un comité de bonne entente pour étudier et régler les griefs des producteurs relativement à l'exécution du plan conjoint, en déterminer les règlements, qui doivent être approuvés par l'assemblée générale des producteurs visés et par la Régie;

11° Obtenir des producteurs tout renseignement jugé utile à l'exécution du plan conjoint;

12° Faire toute enquête nécessaire à la réalisation des objets du plan;

13° Négocier avec toute personne tenue de le faire en vertu de la Loi des marchés agricoles, toute condition de mise en marché et spécialement:

a) le prix, les conditions et modalités de vente et de paiement du produit visé;

b) les conditions, modalités et prix de tout service relatif à la mise en marché du produit visé;

c) les normes de qualité, la classification et la pesée, ainsi que leur surveillance par un représentant attitré de la Fédération;

d) les modalités et conditions de l'approvisionnement des abattoirs et de la livraison du produit visé;

e) les conditions et modalités des diverses conventions liant le producteur intéressé et en vertu desquelles il participe à la production pour le compte d'autrui;

f) s'il y a lieu, les modes de retenue par l'acheteur de la contribution décrétée en vertu du plan conjoint;

g) la durée des contrats et les conditions de leur renouvellement, ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

h) tant à l'occasion de la signature d'une convention qu'au cours de son exécution, une procédure de règlement des griefs et d'arbitrage des différents;

i) l'étendue de la protection offerte par toute police d'assurance-responsabilité.

14° Tout règlement relatif au contingentement et aux conditions de vente du produit visé, doit être soumis à un Comité composé d'au moins trois (3) producteurs directement engagés dans la production avicole particulièrement visée par une telle règlementation. Ce Comité est formé annuellement lors de l'assemblée générale, et les membres sont désignés par les délégués présents et engagés dans la production concernée. La Fédération doit déposer à la Régie les représentations et opinions de ce Comité avec sa demande d'approbation du règlement.

XII. *Administration du plan conjoint*

1° Le plan conjoint est administré par la Fédération des producteurs de volailles du Québec dont le conseil d'administration est présentement composé des personnes suivantes:

Armand Gamache, cultivateur domicilié à St-Damase, comté de l'Islet,

Laurent Mercier, cultivateur domicilié à St-Esprit, comté de Montcalm,

Rock Côté, cultivateur domicilié à Martinville, comté de Compton,

10. Establish a Good Will Committee to study and find solution to the producers' grievances with respect to the carrying out of the joint plan, determine the regulations of the Committee, which regulations must be approved by the general meeting of the interested producers and by the Board;

11. Obtain from the producers all information deemed useful to carry out the joint plan effectively;

12. Make all inquiries of such a nature as to attain the ends set down in the joint plan;

13. Negociate with any person bound to do so by the Québec Agricultural Marketing Act all the marketing conditions, and more specifically:

(*a*) The price, the conditions and the methods of sale and payment of the contemplated product;

(*b*) The conditions, methods and price of any service related to the marketing of the contemplated product;

(*c*) The standards of quality, the classification and the weighing, together with the supervision thereof by an authorized representative of the Federation;

(*d*) The modalities and conditions of the supplying of the slaughtering-houses and the delivery of the contemplated products;

(*e*) The conditions and modalities of the various agreements binding on the interested producer and under which the latter participates in the production for somebody else's interest;

(*f*) If need be, the methods of withholding by the purchaser of the contribution enacted in virtue of the joint plant;

(*g*) The duration of agreements as well as the conditions for their renewal and those permitting the reopening of negotiations;

(*h*) The settlement and arbitration procedures relating to grievances and disputes both at the time of signing, and during the course of an agreement;

(*i*) The extent of the protection covered by any liability insurance policy.

14. Any regulation relating to the establishment of quotas and the sale conditions of the contemplated product must be submitted to a Committee composed of at least three (3) producers directly interested in the poultry production specially contemplated by such a regulation. Said Committee is formed annually at the general meeting and the members are appointed by the attending delegates directly concerned by such production. The Federation must file with the Board the representations and opinions of said Committee when asking for the approval of such a regulation.

XII. *Administration of the joint plan*

1. The joint plan shall be administered by the Federation, whose Board of Directors is presently made up of the following persons:

Armand Gamache, farmer, residing at St-Damase, county of l'Islet,

Laurent Mercier, farmer, residing at St-Esprit, county of Montcalm,

Rock Côté, farmer, residing at Martinville, county of Compton,

Roger Landry, cultivateur domicilié à St-Valère, comté d'Arthabaska,

Julien Dufour, cultivateur domicilié à La Malbaie, comté de Charlevoix,

Joseph Lacasse, cultivateur domicilié à Ste-Marguerite, comté de Dorchester,

Guy A. Pion, cultivateur domicilié à Ste-Cécile de Milton, comté de Shefford,

Simon Laforest, cultivateur domicilié à St-Michel, comté de Napierville,

Roland Girardin, cultivateur domicilié à Yamachiche, comté de St-Maurice,

Willie Zaritsky, cultivateur domicilié à Ste-Sophie, comté de Terrebonne.

2° Les administrateurs de la Fédération doivent être des producteurs intéressés au sens du plan.

3° Le mode de remplacement et d'élection ou de nomination des administrateurs subséquents est celui prévu par les règlements de la Fédération.

4° La Fédération doit convoquer et tenir, au moins une fois tous les ans, une assemblée générale de tous les producteurs assujettis au plan conjoint pour rendre compte de ses activités en tant qu'administrateur du plan, soumettre les comptes de l'exercice à l'approbation de l'assemblée et procéder à la nomination d'un vérificateur.

5° Sauf les cas où la Loi des marchés agricoles assujettit l'application d'un règlement à sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*, la publication des règlements ayant rapport aux modalités d'exécution du plan conjoint ou à l'exercice des pouvoirs de la Fédération, doit être faite dans les langues française et anglaise, par parution dans le journal « La Terre de Chez-Nous ».

Tout règlement ainsi publié entre en vigueur le quinzième jour suivant sa publication ou à une date ultérieure qui y est fixée.

6° Si la Fédération ne représente pas dans l'opinion de la Régie, la majorité des producteurs intéressés régis par le plan conjoint, la Régie pourra décréter après audition des parties intéressées, qu'un office de producteurs sera chargé, à une date fixée, de l'exécution et de l'administration du plan conjoint.

Cet office de producteurs sera composé d'administrateurs élus par les producteurs intéressés au cours d'une assemblée générale spéciale convoquée à cette fin par la Régie.

L'office de producteurs et ses administrateurs auront les pouvoirs, devoirs et attributions qui sont octroyés à la Fédération en vertu des présentes, et les biens et obligations de la Fédération qu'elle a obtenus à titre d'administrateur du plan conjoint, seront transférés à cette office de producteurs de la façon prescrite par la Régie.

Si la Fédération peut démontrer par la suite à la satisfaction de la Régie, qu'elle représente de nouveau la majorité absolue des producteurs intéressés, la Régie pourra en suivant la même procédure que ci-haut, lui

Roger Landry, farmer, residing at St-Valère, county of Arthabaska,

Julien Dufour, farmer, residing at La Malbaie, county of Charlevoix,

Joseph Lacasse, farmer, residing at Ste-Marguerite, county of Dorchester,

Guy A. Pion, farmer, residing at Ste-Cécile-de-Milton, county of Shefford,

Simon Laforest, farmer, residing at St-Michel, county of Napierville,

Roland Girardin, farmer, residing at Yamachiche, county of St-Maurice,

Willie Zaritsky, farmer, residing at Ste-Sophie, county of Terrebonne.

The administrators of the Federation must be interested producers within the meaning of Section V of these presents;

3. The method of nominating and of electing or replacing subsequent administrators shall be that provided for in the Federation's regulations;

4. The Federation must convene and hold, at least once a year, a general meeting of all the producers subjected to the joint plan to render, as a producers' Board, an account of its activities, submit financial reports for approval and proceed to the nomination of an auditor;

5. Should the application of a Board's regulation be subjected to its publication in the *Québec Official Gazette*, the regulations related to the modalities of the carrying out of the joint plan and the exercise of the Federation's powers shall be published in French and English in "La Terre de Chez-Nous".

Every regulation thus published in "La Terre de Chez-Nous" shall come into force on the fifteenth day after publication or on such later date as may be fixed therein.

6. If the Federation does not, in the opinion of the Board, represent the majority of the producers bound by the joint plan, the Board can decree, after hearing the parties concerned, that a Producers' Board shall be entrusted, at a given date, with the carrying out and administration of the joint plan.

This Producers' Board shall be made up of administrators elected by the interested producers at a special general meeting convened to this end by the Board.

The Producers' Board and its administrators shall have the rights, duties and attributions granted to the Federation under these presents, and the assets and obligations of the Federation which it obtained as administrator of the joint plan will be transfered to this Producers' Board in the manner prescribed by the Board.

If, afterwards, the Federation can prove to the satisfaction of the Board that it again represents the absolute majority of the interested producers the said Board may, by following the procedure outlined

confier l'administration et l'exécution du plan conjoint; l'office des producteurs sera alors aboli.

XIII. *Mode de financement*

L'administration et la mise en oeuvre du plan conjoint sont financés par une contribution qui doit être payée par tous les producteurs liés par le plan conjoint, selon le mode déterminé par la Fédération.

Le montant de cette contribution sera déterminé par la Fédération au moyen d'un règlement qui doit être approuvé par l'assemblée générale des producteurs visés et par la Régie avant d'entrer en vigueur. Jusqu'à ce qu'elle soit modifiée par un tel règlement, la contribution est de douze cents et demi ($0.12½) par cent livres de volailles (poids vif) mises en marché par le producteur intéressé, à l'exclusion de la quantité qui n'est pas conforme aux normes prescrites et confisquée par les autorités concernées.

Les contributions versées à la Fédération en vertu de la Loi des marchés agricoles du Québec, doivent servir à défrayer les dépenses de l'administration et de la mise en oeuvre du plan conjoint.

XIV. *Comité consultatif*

1° Afin de permettre aux divers secteurs intéressés de faire des recommandations aux organismes chargés de la commercialisation du produit visé, un comité consultatif sera formé dans les trente (30) jours de la mise en vigueur du plan.

2° Ce comité sera composé de neuf membres, dont l'un sera président.

3° Dans le délai fixé à l'article 1, la Fédération désignera quatre membres, le Conseil de l'alimentation du Québec, trois membres et la Coopérative fédérée de Québec, un membre. La Régie nommera un membre et désignera le président ainsi que le secrétaire du comité. À défaut par l'un ou l'autre de ces groupements de nommer leurs représentants dans le délai précité, la Régie pourra le désigner.

4° Les membres du Comité seront nommés pour une période de deux ans, et leur mandat pourra être renouvelé.

5° Si un membre ne peut plus remplir ses fonctions pendant la durée de son mandat, le groupement qui l'avait nommé pourra désigner un remplaçant pour terminer le mandat ou, à défaut, il pourra être nommé par la Régie.

6° Le comité pourra adresser des recommandations à la Fédération, aux acheteurs et autres personnes intéressées, sur tout problème connexe à la mise en marché de la volaille au Québec. Il pourra également donner son avis sur les projets de règlements et de décisions que la Fédération et ses agents considèrent dans l'exécution du plan.

La Régie pourra fournir au comité tout document utile à ses études et lui demander son opinion avant d'approuver un règlement ou une décision qui lui sera soumise par la Fédération.

7° Dès qu'il aura été formé, le comité devra adopter des règlements de régie interne qui devront être approuvés par la Régie avant d'entrer en vigueur.

above, entrust the Federation with the administration and carrying out of the joint plan. The Producers' Board shall then be abolished.

XIII. *Financing*

The administration and carrying out of the joint plan shall be financed through a contribution which must be paid by all producers bound by the joint plan, according to the method selected by the Federation.

The amount of this contribution shall be determined by the Federation, by means of a regulation which must be approved by the general meeting of the producers and by the Board before coming into force. Until it is amended by such a regulation, the contribution is twelve cents and a half ($0.12½) per hundred pounds of poultry (live weight) marketed by the interested producer, save the quantity which is not in accordance with the prescribed rules and confiscated by the competent authorities.

Contributions paid to the Federation under the Québec Agricultural Marketing Act must serve to defray the expenses incurred in the administration and implementation of the joint plan.

XIV. *Consulting Committee*

1. In order to allow different groups of interested people to make recommendations to the organizations entrusted with the marketing of the contemplated product, and advisory committee shall be formed within two months after the plan has come into force.

2. Said committee shall be composed of nine members, one of whom shall be the president.

3. Within the delay fixed in article 1, the Federation shall appoint four members; *Le Conseil de l'Alimentation du Québec Inc.*, three members and *Coopérative Fédérée de Québec*, one member. The Board shall appoint one member and also the president and the secretary of the committee. Should anyone of these groups fail to appoint its representatives within the above mentioned delay, the Board shall appoint them.

4. The members of the committee shall be in office for a period of two years and their mandate will be renewable.

5. If, during his mandate, a member ceases to fulfil his duties, the group which had appointed him may replace to continue his mandate or, if it fails to do so, such member may be replaced by the Board.

6. The committee will be allowed to make recommendations to the Federation, to the milk dealers and to interested persons on any problem related to the marketing of poultry in Québec. It will also be allowed to give its opinion on the intended regulations and decisions which The Federation and its agents may consider during the carrying out of the plan.

The Board will be allowed to provide the Committee with any document pertinent to its surveys and to ask for its opinion before approving any regulation or decision which will be submitted to it.

7. As soon as it is formed, the committee shall pass internal rules and regulations which shall be approved by the Board before coming into force.

8° La composition du comité, quant au nombre de ses membres et aux groupements qui peuvent y être représentés, pourra être modifiée par la Régie sur demande à cette fin par la majorité des membres du comité. Le nombre des membres nommés par la Fédération devra cependant être toujours égal à celui des membres nommés par les autres secteurs intéressés et, inversement, les représentants de ces secteurs devront être en nombre égal à ceux de la Fédération.

XVI. *Règle d'interprétation*

En cas de différence entre le texte français et le texte anglais du plan, le texte français prévaut.

37956-o

8. Upon request by the majority of the members of the committee, the Board will be allowed to modify the number of members composing the same and the groups which can be represented on it. However, the number of members appointed by the Federation shall always be equal to the number of members appointed by the other interested groups of people and, inversely, the representatives of these groups shall be in equal number with those of the Federation.

XV. *Interpretation*

In the case of discrepancy or inconsistency between the French and English text in the present joint plan or in a regulation, the French text shall prevail.

37956-o

Nomination

Appointment

BUREAU OFFICIEL — OFFICIAL OFFICE

District électoral Electoral district	Nom, prénom Name, Christian Name	Profession ou métier Profession or calling	Adresse du bureau officiel Address of official office
Chambly.....	Hétu, Gérald.....	Ajusteur d'assurance — Insurance Ajuster	44, rue Antoine-Fabreau, Boucherville.

Le présent avis est donné conformément à l'article 20 de la Loi électorale.
Québec, le 21 décembre 1970.

The present notice is given according to Section 20 of the Election Act.
Québec, December 21, 1970.

Le président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R.,
Chief Returning-Officer.

37933-o

Syndicat professionnel

Professional Syndicate

Le Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Rimouski

(*Loi des syndicats professionnels*)

Le ministre des institutions financières, compagnies et coopératives donne avis que le 28 décembre 1970, il a autorisé la constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Rimouski », avec siège social situé au numéro 300, Avenue des Ursulines, Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le sous-ministre des institutions financières, compagnies et coopératives,
LS-PHILIPPE BOUCHARD.

37964-o 67-70

Le Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Rimouski

(*Professional Syndicates Act*)

The Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives gives notice that on December 28, 1970, he authorized the incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat des Professeurs de l'Université du Québec à Rimouski", with its head office situated at 300 Ursulines Avenue, Rimouski, judicial district of Rimouski.

LS-PHILIPPE BOUCHARD,
Deputy Minister of Financial Institutions, Companies and Cooperatives.

37964 67-70

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre

Règlement relatif à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction

L'honorable Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (S.Q. 1969, chap. 51), que les règlements dont le texte suit ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4793 du 30 décembre 1970.

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 2 janvier 1971.

Règlement relatif à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction.

Adopté en vertu du chapitre 51 des Lois de 1969

Article 1. *Interprétation.*

Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « champ de spécialisation »: celui qui est défini à l'annexe « A »;

b) « construction »: même sens que celui qui est donné à cette expression dans la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (chapitre 45, 1968);

c) « Direction générale »: l'organisme du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre chargé de l'application du présent règlement;

d) « employeur »: quiconque fait exécuter un travail par un salarié;

e) « employeur professionnel »: l'employeur dont l'activité principale est d'effectuer des travaux de construction et qui emploie habituellement des salariés;

f) « exploitation agricole »: une ferme mise en valeur habituellement par l'exploitant lui-même ou par l'entremise de moins de trois salariés embauchés de façon continue:

g) « région »: celle qui est décrite à l'annexe « C » du décret numéro 4599 du 16 décembre 1970 relatif à l'industrie de la construction;

h) « salarié »: l'apprenti, le travailleur qualifié, l'artisan, le manoeuvre et tout employé travaillant individuellement, en équipe ou en société;

i) « travailleur qualifié »: le salarié qui détient le certificat de qualification décerné par la Direction générale en vertu du présent règlement ou par les organismes mentionnés à l'article 55 de la loi. Dans ce dernier cas, il s'agit du certificat du compagnon sénior et non pas junior.

Department of Labour and Manpower

Regulations respecting the vocational training and qualification of manpower in the construction industry

Pursuant to the provisions of the Manpower Vocational Training and Qualifications Act (S.Q. 1969, chapter 51) the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the following regulations have been approved by Order in Council number 4793 of December 30, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, January 2, 1971.

Regulation respecting the vocational training and qualification of manpower in the construction industry.

In conformity with chapter 51 of the Statutes of 1969

Section 1. *Definitions.*

In this regulation, the following expressions mean:

(*a*) "field of specialization": the field as defined in Appendix "A";

(*b*) "construction": same meaning given to the same expression in the Construction Industry Labour Relations Act (chapter 45, 1968);

(*c*) "Manpower Branch": the body of the Department of Labour and Manpower entrusted with the application of this regulation;

(*d*) "employer": anyone who has work done by an employee;

(*e*) "professional employer": an employer whose main activity is to do construction work and who habitually employs employees;

(*f*) "agricultural exploitation": a farm habitually developed by the farmer himself or through fewer than three full-time employees;

(*g*) "region": the one described in Appendix "A" of the Decree number 4599 dated December 16, 1970;

(*h*) "employee": the apprentice, skilled workman, artisan, unskilled labourer, or any employee working individually or in a crew or in partnership;

(*i*) "skilled workman": any employee who holds a certificate of qualification issued by the Manpower Branch in pursuance of this regulation, or by any agency mentioned under section 55 of the Act. The latter instance refers to the senior journeyman certificate.

Article 2. *Champ d'application.*

Le présent règlement s'applique aux employeurs et aux salariés de l'industrie de la construction.

Toutefois, il ne s'applique pas:

a) aux travaux de construction effectués dans les exploitations agricoles;

b) aux travaux d'entretien exécutés par des salariés embauchés directement par un employeur autre qu'un employeur professionnel;

c) aux travaux de construction de canalisations d'eau, d'égouts, de pavages et de trottoirs et à d'autres travaux du même genre exécutés par les salariés des communautés urbaines ou régionales et des corporations municipales;

d) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploration ou à l'exploitation d'une mine et qui sont exécutés par les salariés des entreprises minières;

e) aux travaux de construction qui se rattachent directement à l'exploitation de la forêt et qui sont exécutés par les salariés des entreprises d'exploitation forestière;

f) aux travaux de construction de lignes de transport de force exécutés par les salariés de la Commission hydroélectrique de Québec.

Article 3. *Admission aux emplois spécialisés.*

3.01 *Condition.* L'admission aux emplois dans les champs de spécialisation mentionnés à l'annexe « A » requiert le certificat de qualification que décerne la Direction générale.

3.02 *Preuve.* Le salarié admis aux emplois dans un champ de spécialisation doit sur demande, pendant les heures de travail, exhiber son certificat de qualification à toute personne dûment mandatée à cette fin par la Direction générale.

Article 4. *Validation de la qualification.*

4.01 *Validation par la Direction générale.* La validation de la qualification dans un champ de spécialisation relève de la Direction générale.

4.02 *Validation par champ de spécialisation.* La Direction générale décerne un certificat de qualification par champ de spécialisation.

4.03 *Cadre de l'examen de qualification.* La description du champ de spécialisation formulée à l'annexe « A » constitue le cadre de l'examen de qualification.

4.04 *Admissibilité à l'examen de qualification.* Est admissible à l'examen de qualification celui qui s'est inscrit à cette fin à un centre de main-d'oeuvre du Québec et a payé les honoraires prévus à l'annexe « B » et qui

a) a complété l'apprentissage selon les conditions prévues par le présent règlement; ou

b) possède une attestation de qualification demeurée valide suivant les dispositions de l'article 55 de la Loi et celles du présent règlement; ou

c) démontre à la satisfaction de la Direction générale, au moyen de pièces justificatives, qu'il a exercé la spécialité et acquis une expérience valable.

Section 2. *Scope.*

This regulation shall apply to employers and employees in the construction industry.

But it shall not apply

(*a*) to construction work performed in agricultural exploitations;

(*b*) to maintenance work performed by employees hired directly by an employer other than a professional employer;

(*c*) construction work on piping, sewers, paving, sidewalks and other work of the same kind done by the employees of urban or regional communities and municipal corporations;

(*d*) construction work relating directly to the exploration for or operation of a mine, done by employees of mining undertakings;

(*e*) construction work relating directly to forest operations, done by employees of undertaking for forestry operations;

(*f*) construction work on power transmission lines, done by the employees of the Québec Hydro-Electric Commission.

Section 3. *Admission to specialized employment.*

3.01 *Condition.* To be admitted to any employment in the specialization fields mentioned in Appendic "A", the employee must be the holder of the qualification certificate issued by the Manpower Branch.

3.02 *Proof.* The employee admitted to employment in a specialization field must, when requested to do so, during working hours, present his qualification certificate to any person duly commissioned by the Manpower Branch to verify such certificates.

Section 4. *Validation of qualification.*

4.01 *Validation by the Manpower Branch.* The validation of qualification in a field of specialization is carried out by the Manpower Branch.

4.02 *Validation by field of specialization.* The Manpower Branch issues a qualification certificate for each field of specialization.

4.03 *Basis for the qualification examination.* The description of the field of specialization such as defined in Appendix "A" shall constitute the basis for the qualification examination.

4.04 *Eligibility for the qualification examination.* Shall be allowed to sit for the qualification examination, the employee who has registered therefor with a Québec Manpower Centre and has paid the fee provided for in Appendix "B" and who

(*a*) has completed apprenticeship according to the conditions provided for in this regulation; or

(*b*) holds a qualification certificate maintained pursuant to section 55 of the Act and to this regulation; or

(*c*) with documents in proof, satisfactorily demonstrates to the Manpower Branch that he has exercised such speciality and acquired a valuable experience therein.

4.05 *Exemption de l'examen de qualification.* Est exemptée de l'examen de qualification toute personne détenant un certificat de qualification délivré par une autre province et dûment reconnu et accepté par le Québec suivant les dispositions d'une entente sur la reconnaissance réciproque de la qualification professionnelle.

4.06 *Échec à l'examen.* Toute personne a droit, en cas d'échec à l'examen de qualification, à une reprise à la date fixée par la Direction générale; l'apprentissage est alors prolongé d'autant. Un second échec entraîne, soit la prolongation de l'apprentissage, soit le reclassement et la réorientation du candidat.

4.07 *Fraude à l'examen.* Toute personne qui, lors d'un examen de qualification, se rend coupable de fraude ou de tricherie ou de plagiat sous quelle que forme que ce soit, ou qui collabore à de telles manoeuvres, est passible des pénalités prévues par la loi. De plus, la fraude entraîne l'invalidité de l'examen.

4.08 *Normes et procédures:*

a)LaDirection générale fixe les normes et les procédures relatives aux examens de qualification, compte tenu des dispositions du présent règlement.

b) La Direction générale détermine la qualification de toute personne admise à l'examen et transmet son rapport au candidat.

c) La Direction générale tient un registre contenant tout renseignement utile concernant les personnes ayant passé l'examen de qualification ou obtenu le certificat de qualification.

4.09 *Obtention du certificat.* Le certificat de qualification est décerné à celui qui réussit l'examen ou est exempté de l'examen de qualification et verse à cette fin le montant prévu à l'annexe « B ».

4.10 *Validité du certificat de qualification.* Le certificat de qualification est valide moyennant les conditions suivantes:

a) s'il contient la date de naissance, la photographie récente et le numéro d'assurance sociale de celui à qui il est décerné;

b) s'il mentionne le champ de spécialisation;

c) si celui qui le détient s'est inscrit annuellement, à la date de son anniversaire de naissance, à un centre de main-d'oeuvre du Québec et a versé à cette fin les honoraires prévus à l'annexe « B ».

À défaut de s'inscrire à la date de son anniversaire de naissance, le détenteur d'un certificat de qualification n'est plus admissible à un emploi dans le champ de spécialisation visé, aussi longtemps qu'il n'aura pas versé les arrérages.

Article 5. *Formation professionnelle.*

5.01 *Apprentissage:*

a) L'apprentissage est obligatoire dans chaque champ de spécialisation.

b) La description du champ de spécialisation constitue le cadre de l'apprentissage.

c) Les connaissances techniques peuvent s'acquérir, soit en s'inscrivant à des cours dispensés dans les institutions d'enseignement reconnues ou à un plan privé de formation professionnelle approuvé conformé-

4.05 *Exception from qualification examination.* Pursuant to the provisions of an agreement respecting the mutual recognition of vocational qualification, anyone who holds a qualification certificate issued by another province and duly recognized and accepted by the province of Québec, is exempted from sitting for the qualification examination.

4.06 *Failure in examination.* Anyone who fails in the examination for qualification is entitled to a supplemental examination on such date as determined by the Manpower Branch; the apprenticeship is then prolonged accordingly. A second failure is following by either the prolongation of apprenticeship or the reclassification and reorientation of the applicant.

4.07 *Fraud in examination.* Anyone who perpetrated a fraud, a cheat or a plagiary of any kind, or who collaborates to such fraud shall be liable to such penalties as provided for in the Act. Moreover such fraud renders the examination null and void.

4.08 *Standards and procedures:*

(*a*) Subject to the provisions of this regulation, the Manpower Branch shall determine the standards and procedures concerning examinations for qualification.

(*b*) The Manpower Branch shall determine the qualification of anyone who is allowed to sit for the examination and shall report to the applicant thereupon.

(*c*) The Manpower Branch shall keep a record of any useful information concerning persons who sat for the qualifying examination or who obtained the qualification certificate.

4.09 *Obtainment of the qualification certificate.* The qualification certificate shall be issued to anyone who passes the examination or is exempted therefrom and who pays the fee provided therefor in Appendix "B",

4.10 *Validity of the qualification certificate.* The qualification certificate shall be valid under the following conditions:

(*a*) if the date of birth, a recent photograph and the social insurance number of the person to whom the certificate is issued are included;

(*b*) if the field of specialization is mentioned thereon;

(*c*) if the holder of the certificate has registered every year, on his birthday, with a Québec Manpower Centre and has payed therefor the fee provided for in Appendix "B".

Should the holder of a qualification certificate fail to register on his birthday, he shall not be entitled to employment in the field of specialization concerned so long as he does not pay the arrears.

Section 5 *Vocational Training.*

5.01 *Apprenticeship:*

(*a*) Apprenticeship shall be compulsory in each field of specialization.

(*b*) The description of the field of specialization shall constitute the basis for apprenticeship.

(*c*) The technical knowledge may be acquired either by attending courses given by recognized educational institutions or training under an approved private technical training plan, in conformity with the provi-

ment aux dispositions du présent règlement, soit par des études personnelles.

d) La durée de l'apprentissage dans chacun des champs de spécialisation est égale au nombre de périodes indiqué à l'annexe « C ». Chacune des périodes équivaut à 2,000 heures d'apprentissage.

e) Lorsque l'apprenti a suivi des cours de formation professionnelle, la durée de l'apprentissage peut être diminuée conformément aux normes établies par la Direction générale.

5.02 *Admission en apprentissage:*

a) *Condition.* Est admis en apprentissage tout adulte qui détient le carnet de l'apprenti que lui remet lors de son inscription le centre de main-d'oeuvre du Québec moyennant le paiement des honoraires prévus à l'annexe « B ».

b) *Classification.* L'inventaire des expériences acquises, soit en milieu scolaire, soit en milieu de travail, détermine la période de l'apprentissage à laquelle le candidat est admis.

c) *Preuve.* L'apprenti doit sur demande, pendant les heures de travail, exhiber son carnet à toute personne dûment mandatée à cette fin par la Direction générale.

5.03 *Validité du carnet de l'apprenti.* Le carnet de l'apprenti, pour être valide, doit

a) contenir le numéro d'assurance sociale, la date de naissance et la signature de l'apprenti;

b) mentionner le champ de spécialisation et la période de l'apprentissage;

c) être revisé annuellement, à la date anniversaire de naissance de l'apprenti, à un centre de main-d'oeuvre du Québec, moyennant le paiement des honoraires prévus à l'annexe « B ».

5.04 *Relations employeur-apprenti:*

a) L'apprenti admis à un emploi ne peut, à ce titre, accomplir d'autres tâches que celles qui découlent de la description formulée à l'annexe « A » pour le champ de spécialisation dans lequel il est admis.

b) L'apprenti doit exécuter sous la surveillance immédiate d'un travailleur qualifié les tâches auxquelles il est assigné.

c) Le rapport entre le nombre d'apprentis et celui des travailleurs qualifiés dans un champ de spécialisation donné ne doit pas être supérieur à celui qui est indiqué à l'annexe « C ». Ce rapport s'applique à la fois au chantier et à l'entreprise.

Nonobstant cette disposition, tout employeur a droit à un apprenti s'il n'a qu'un seul travailleur qualifié à son emploi.

d) Le nombre d'apprentis en dernière période d'apprentissage ne doit pas être inférieur à vingt-cinq pourcent de l'ensemble des apprentis à l'emploi d'un employeur. Dans le cas de pénurie d'apprentis de dernière période, l'employeur doit recourir dans la même proportion aux services d'apprentis de la période précédente.

e) Jusqu'au 30 avril 1971, l'apprenti continue de recevoir le pourcentage du taux du travailleur qualifié, auquel il avait droit au 31 décembre 1970 en vertu de l'Ordonnance numéro 12, 1970, de la Commission du

sions of this regulation, or by means of non-formal studies.

(*d*) The length of apprenticeship in each field of specialization is equal to the number of periods indicated in Apprendix "C". Every period is equivalent to two thousand (2,000) hours of apprenticeship.

(*e*) When the apprentice has attended vocational training courses, the length of apprenticeship may be reduced according to the standards established by the Manpower Branch.

5.02 *Admission to apprenticeship:*

(*a*) *Condition.* Is admitted to apprenticeship, any adult who holds an apprenticeship booklet that is given to him by hte Québec Manpower Centre with which he registers, on payment of the fee provided for in Apprendix "B".

(*b*) *Classification.* The inventory of experience acquired either at school or at work shall determine the period of apprenticeship into which the applicant is admitted.

(*c*) *Proof.* Upon request and during working hours, the apprentice shall produce his booklet to any person duly commissioned therefor by the Manpower Branch.

5.03 *Validity of the apprentice booklet.* In order to be valid, the apprentice booklet shall

(*a*) include the social insurance number, date of birth and signature of the apprentice;

(*b*) mention the field of specialization and the period of apprenticeship;

(*c*) be revised yearly, on the birthday of the apprentice, at a Québec Manpower Centre, on payment of the fee provided for in Appendix "B".

5.04 *Relations between employers and apprentices:*

(*a*) Any apprentice admitted to an employment is not entitled, as such, to perform tasks other than those following from the description laid down in Appendix "A" for the field of specialization into which he is admitted.

(*b*) The apprentice shall carry out the tasks assigned to him under the immediate supervision of a skilled workeman.

(*c*) The ratio of the number of apprentices to the number of skilled workmen in a given field of specialization shall not be higher than that indicated in Appendix "C". The said ratio applies both to the jobsite and to the enterprise.

Notwithstanding the above provision, any employer is entitled to an apprentice if he has only one skilled workman in his employ.

(*d*) The number of apprentices in the last period of apprenticeship shall not be lower than twenty-five per cent (25%) of all the apprentices employed by the employer. Should there be a scarcity of apprentices in the last period, the employer must in the same proportion hire apprentices of the preceding period.

(*e*) Until April 30, 1971, the apprentice continues to receive the percentage of the skilled workman's rate of wages to which he was entitled as of December 31, 1970, in pursuance of the Ordinance number 12,

Salaire Minimum, que son taux ait été déterminé en pourcentage ou en chiffres absolus en vertu de ladite Ordonnance.

f) À partir du 1er mai, 1971, le Salaire minimum payable à l'apprenti, par rapport au taux de Salaire du travailleur qualifié, est calculé d'après les pourcentages indiqués dans l'échelle ci-dessous.

Durée de l'apprentissage	*Périodes*			
	1ère	*2e*	*3e*	*4e*
4 périodes	50%	60%	70%	85%
3 périodes	60%	70%	85%	
2 périodes	70%	85%		
1 période	85%			

Cependant, le salaire effectivement payé à l'apprenti ne doit, en aucun cas, être inférieur au taux du salaire minimum établi par une ordonnance adoptée en vertu de la Loi du salaire minimum.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le salarié qui était en apprentissage avant l'entrée en vigueur du présent règlement ne doit pas recevoir un salaire moindre que celui auquel il avait droit avant l'entrée en vigueur dudit règlement.

g) L'employeur atteste dans le carnet de l'apprent le début et la fin de la période d'emploi dans son établissement et le nombre d'heures travaillées.

5.05 *Plan privé de formation professionnelle:*

a) *Reconnaissance.* Un plan privé de formation professionnelle requiert l'approbation de la Direction générale pour obtenir la validation de la qualification des salariés qui adhèrent à ce plan et une compensation gouvernementale pour les dépenses encourues dans l'application dudit plan.

b) *Conditions.* Pour qu'un plan privé de formation professionnelle puisse être reconnu, il doit être conforme aux dispositions du présent règlement.

Article 6. *Dispositions transitoires.*

6.01 *Permis de travail.* Les salariés dans une région où l'admission aux emplois spécialisés ne requérait pas de certificat de qualification avant l'entrée en vigueur du présent règlement, ont jusqu'au 30 juin 1971 pour faire valider leur qualification.

Ces salariés, pour être admis aux emplois spécialisés doivent dans l'intervalle obtenir un permis de travail dans leur région que leur remet la Direction générale par l'entremise d'un centre de main-d'oeuvre du Québec. Tel permis devient nul après le 30 juin 1971.

6.02 *Attestation obtenue avant l'adoption du présent règlement.* Toute attestation de la qualification obtenue avant l'adoption du présent règlement et maintenue en vertu de l'article 55 de la Loi ou obtenue conformément aux dispositions de l'article 6.01 ci-dessus, demeure valide pourvu que le détenteur

a) se soit inscrit à un centre de main-d'oeuvre du Québec au cours des six (6) premiers mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

b) s'inscrive par la suite annuellement à la date de son anniversaire de naissance; et

1970, of the Minimum Wage Commission, whether or not nis rate was expressed as a percentage or in absolute figures under the said Ordinance.

(*f*) From May 1st, 1971, the minimum rate of wages payable to the apprentice, as compared with the skilled workman's rate of wages, is calculated according to the percentages indicated in the following schedule.

Length of apprenticeship	*Periods*			
	1st	*2nd*	*3rd*	*4th*
4 periods	50%	60%	70%	85%
3 periods	60%	70%	85%	
2 periods	70%	85%		
1 period	85%			

However, the wage rates actually paid to the apprentice must never be lower than the minimum wage rates set forth by any ordinance adopted under the Minimum Wage Act.

Notwithstanding the foregoing provisions, the employee who was serving his apprenticeship before the effective date of the present regulation must not receive wages any lower than those to which he was entitled before the said effective date of the said regulation,

(*g*) In the apprentice's booklet, the employer shall write down the certified date of beginning and ending of employment in his establishment and the number of hours worked.

5.05 *Private technical training plan:*

(*a*) *Recognition.* The approval of the Manpower Branch shall be required for any private technical training plan to obtain the validation of the qualification of the employees who adhere to such plan and government compensation for expenses incurred in the carrying out of the said plan.

(*b*) *Condition.* To be recognized, a private technical training plan shall be in conformity with the provisions of this regulation.

Section 6. *Transitional provisions.*

6.01 *Working permit.* The employees in any region where admission to specialized employment was not subject to the certificate prior to the effective date of the present regulation have until June 30, 1971, to have their qualification validated.

Meanwhile, to be admitted to specialized employment the said employees must first obtain a working permit issued to them in their region by the Manpower Branch through any Québec Manpower Centre. Such permit shall become null and void as from June 30, 1971.

6.02 *Certificate obtained before the adoption of this regulation.* Any certificate of qualification obtained before the adoption of this regulation and maintained under section 55 of the Act or obtained under the section 6.01 above, shall remain valid provided the holder.

(*a*) has registered with a Québec Manpower Centre during the first six (6) months following the effective date of this regulation;

(*b*) subsequently registers every year on his birthday; and

c) verse dans chacun des cas les honoraires prévus à l'annexe « B ».

6.03 *Carnet d'apprentissage délivré avant l'adoption du présent règlement.* Tout carnet d'apprentissage délivré avant l'adoption du présent règlement est maintenu en vigueur dans le champ d'application territorial et professionnel pour lequel il a été délivré jusqu'à la prochaine date anniversaire de l'émission ou à la prochaine date de renouvellement du carnet, selon le cas.

L'apprenti doit à cette même date s'être inscrit à un centre de main-d'oeuvre du Québec. Il est dès son inscription régi par les dispositions du présent règlement.

La Direction générale, pour l'apprenti ayant atteint la dernière période d'apprentissage et après inventaire de ses expériences, valide la qualification dans le même champ de spécialisation mentionné dans le carnet.

Article 7. *Dispositions finales.*

7.01 *Appel.* Toute personne assujettie au présent règlement qui se croit lésée dans l'application dudit règlement peut en appeler au directeur général de la main-d'oeuvre dont la décision est finale.

7.02 *Entrée en vigueur.* Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

ANNEXE « A »

Champs de spécialisation

1. *Menuiserie de construction.*

Champ de spécialisation englobant:

a) l'exécution des travaux de charpente de bois, des travaux de menuiserie, ainsi que l'assemblage, l'érection et la réparation de pièces de bois ou de métal, telles que:

— les coffrages à béton incluant les coffrages pour empattements, murs, piliers, colonnes, poutres, dalles, escaliers, chaussées, trottoirs et bordures sur le sol et les dispositifs de rétention des coffrages;

— les moustiquaires, cadres de portes et de châssis, portes, fenêtres, seuils, coupe-froid, murs-rideaux et déclins de bois, d'aluminium ou autre composition;

— les cloisons métalliques;

— les bardeaux, la tôle non soudée et non agrafée qui s'y rapporte, les tuiles de grès;

— les isolants en nattes, en rouleaux ou en panneaux fixés à l'aide de clous, d'agrafes ou de colle;

— les panneaux muraux;

— les colombages (tournisses) d'acier, les coins de fer et les moulures métalliques;

— les lattis et treillis métalliques pour recevoir les enduits et les supports métalliques pour plafonds suspendus;

— les armoires, comptoirs et tablettes amovibles ou fixes incluant l'applicage de feuilles de plastique lamellé ou autre revêtement analogue;

— le carrelage acoustique, y compris les moulures;

— les allées de quilles et leurs accessoires;

— les parquets incluant le ponçage et la finition;

(c) pays the fee provided for in Appendix "B" in any such case.

6.03 *Apprenticeship booklet delivered before the adoption of the present regulation.* Any apprenticeship booklet delivered before the adoption of the present regulation shall be maintained in force, in the territorial and vocational scope for which it was issued, until the next anniversary of the date of issue or until the next date or renewal of the booklet, as the case may be.

On such date the apprentice must have registered with a Québec Manpower Centre. As soon as registered, he is subject to the provisions of the present regulation.

For the apprentice who has reached the last apprenticeship period and following inventory of his experience, the Manpower Branch validates his qualification in the very field of specialization mentioned in his booklet.

Section 7. *Final provisions.*

7.01 *Appeal.* Any person governed by the present regulation who deems his rights have been encroached upon through the application of the present regulation may appeal to the Manpower Branch's general director whose award shall be final.

7.02 *Effective date.* The present regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

APPENDIX "A"

Fields of specialization

1. *Construction Joinery.*

Field of specialization including:

(a) the carrying out of wood carpentry, joinery work, and the assembly, erection and repair of wood or metal items such as:

— forms for concrete including forms for footings, walls, piers, columns, slabs, stairs, roads, sidewalks and curbs on the ground, and form ties;

— fly-screens, door and window frames, doors, windows, sills, weather-stripping, curtain walls, clapboard, aluminum or composition sidings;

— metal partitions;

— Shingles, non-welded and non-clamped sheet-metal connected therewith, vitrified tiles;

— insulating substances in matts, rolls or blankets, nailed, stapled or glued;

— wall boards;

— steel studding, metal corner beads and mouldings;

— wire mesh and metal lath to receive coating materials and metal hangers for suspended ceilings;

— cupboards, cabinets, counters and shelving (moveable and immoveable) including the application of plastic laminates or similar coverings;

— acoustical tiles including mouldings;

— bowling alleys and accessories;

— hardwood floors, including sanding and finishing;

— le gazon synthétique;

b) la pose de tout revêtement en vinyle, en asphalte, en caoutchouc, en liège, en linoléum ou en tout autre matériau analogue à l'exclusion de moquettes, de tapis ou de sous-tapis;

c) le lavage, la manutention et l'installation des pal-planches en acier, des pieux d'étançonnement, des moises, des entretoises, des étrésillons, des pieux de support et des étais temporaires en acier ou en bois de charpente lourd enfoncé dans le sol, ainsi que la pose de l'acier et l'acier armature se rapportant à ces travaux.

2. *Charpente métallique.*

Champ de spécialisation englobant:

a) l'assemblage, le montage, le levage, la manutention, la réparation, le démontage ou la démolition

— des chaudières à vapeur, à eau chaude, ou autre liquide sous pression ou non, incluant les chaudières portatives; les réservoirs ou récipients utilisés ou utilisables pour contenir, entreposer, comprimer, distribuer, transférer, distiller, transformer ou manipuler de quelque façon que ce soit, un gaz, vapeur ou liquide sous pression ou non; des cheminées, des colonnes d'air, des flotteurs, des purgeoirs, des génératrices à gaz; des accessoires, raccords, supports, embranchement et autres équipements se rapportant aux pièces ci-haut mentionnées;

— des charpentes d'acier ou de béton préfabriqué incluant les panneaux et les dalles; de tous les éléments en fer ou en acier qui entrent dans la construction à l'exclusion des lignes de transport ou de distribution de l'énergie électrique;

— d'objets divers de fer ornemental, tels que escaliers, garde-corps, clôture, barrières, châssis, marquises, trappes de cave, grillage de tout genre, etc. . .

b) la coupe, le pliage, le cintrage, le liage, l'assemblage et la pose de tiges et de treillis métalliques, à l'aide de fil de fer, d'attaches ou de soudure en vue de renforcer le béton dans la construction de coffrages.

3. *Tôlerie.*

Champ de spécialisation englobant:

a) le traçage, la fabrication, l'installation et la réparation de divers objets de métal en feuilles d'une épaisseur maximum de dix jauges, dont la canalisation pour les systèmes de ventilation, de climatisation, de chauffage à air chaud, d'évacuation de matières diverses telles que copeaux, vapeurs, fumées ou poussières;

b) l'éxécution de tout autre travail analogue tel que le revêtement métallique, de lanterneaux, de corniches, de coupe-feu et de solins; l'installation de gouttières, et autres objets métalliques préfabriqués, tels que tablettes, casiers, cloisons; le revêtement mural, écrans, plafonds, ainsi que le pose d'isolants en rapport avec les systèmes ci-haut mentionnés.

4. *Vitrerie.*

Champ de spécialisation englobant l'installation, l'encadrement, le renforcement et la réparation d'ouvrages se rapportant aux opérations de l'industrie du verre plat et à tout autre matériau de substitution, tel que la pose de toutes sortes de vitres incluant les pan-

— synthetic grass;

(*b*) the setting of vinyl, asphalt, rubber, cork, linoleum or similar covering materials to the exclusion of moquettes, carpets and undercarpets;

(*c*) the handling, lifting and setting of steel-sheet piling, soldier piles, wales, braces, strutts, bearing piles, temporary steel and/or heavy timber false-work driven in the ground, as well as the setting of steel bars and reinforcing steel bars connected therewith.

2. *Metal Carpentry.*

Field of specialization including:

(*a*) the assembling, erection, handling, lifting, repairing, dismantling or wrecking

— of boilers to provide steam, hot water or any other liquid under pressure or not, including portable boilers; tanks and containers used or utilizable for containing, storing, compressing, distributing, transferring, distilling, processing or manipulation, by any means, a gas, steam or liquid under pressure or not; chimneys, up-takes, pontoons, purifying-tanks, gas-generators; accessories, fittings, supports, branches and other equipments connected with the above-mentioned parts;

— of steel or precast concrete structures including panels and slabs; of all metal or steel items involved in construction with the exception of electric power transmission and distribution lines;

— of various ornamental iron articles such as stairs, protection guards, gences, gates, windows, canopies, cellar-flaps, wire nettings of all kings, etc . . .

(*b*) the cutting, bending, centering, tying, assembling and setting of metal laths, with iron wire, ties or welding to strenghten concrete in the construction of forms.

3. *Sheet-Metal Work.*

Field of specialization including:

(*a*) the laying out, making, setting and repairing of various sheet metal articles, whose thickness shall not exceed gauge ten, to wit, piping for ventilating, air conditioning, warn air heating systems, and systems of evacuation of substances such as shavings, fumes, smoke or dust as well as setting up prefabricated apparatus;

(*b*) the carrying out of any other similar task such as metal covering of skylights, cornices, firestops and flashings; installation of gutters and other prefabricated metal articles such as shelves, racks, partitions; covering of walls, screens, ceilings, as well as laying of insulation in connection with the abovementioned systems;

4. *Glazing.*

Field of specialization including installation, framing, reinforcing and repairing of works related to the operations of the flat glass industry and to any other materials to replace same, such as installation of all types of glasses including spandrel panels; ornamental and

neaux à tympan; d'ouvrages d'ornementation, de décoration ou de revêtement préfabriqué; de murs-rideaux, portes, fenêtres, devantures ou autres, de composition de métal soit en feuilles ou en moulure, posé avec des vis à pression ou avec une base adhérente et l'éxécution de tout autre ouvrage similaire.

5. *Peinture-tapisserie.*

Champ de spécialisation comprenant:

a) la préparation et le conditionnement des surfaces l'intérieur et à l'extérieur de toute construction et leur revêtement d'une ou plusieurs couches de composés filmogènes en vue d'en assurer la protection et l'embellissement;

Le terme « composé filmogène » désigne toute substance liquide ou gommeuse, naturelle ou synthétique, transparente, semi-transparente, opaque ou colorée, qui a pour propriété de former un film protecteur continu sur les surfaces.

b) le revêtement des surfaces murales au moyen de papier tenture ou de tout autre matériau similaire, naturel ou synthétique, pré-encollé ou collé;

c) la pose de renforts, de coins de fer et d'accessoires, ainsi que le remplissage des joints de planches murales.

6. *Revêtement souple.*

Champ de spécialisation comprenant.

a) la pose de revêtement souple en vinyle, asphalte, caoutchouc, liège, linoléum ou tout autre matériau collé mais non cloué;

b) la pose de moquettes, de tapis et de sous-tapis, à l'exclusion de tuiles acoustiques appliquées sur les murs et plafonds.

7. *Plâtrage-cimentation.*

Champ de spécialisation comprenant l'application et le polissage à la truelle ou à la machine d'enduits calcaires sur toutes surfaces à l'intérieur et à l'extérieur des constructions; la fixation des renforts et accessoires; le tirage des joints de planches murales de gypse; le coulage et la pose des ornements; l'imperméabilisation métallique des surfaces, y compris la préparation et l'application de la couche préservatrice des membranes.

8. *Maçonnerie.*

Champ de spécialisation comprenant:

a) la taille, le sciage, la pose avec du mortier, ciment ou autre adhésif quelconque ainsi que le tirage des joints des pièces de maçonnerie suivantes:

— briques, pierres naturelles ou artificielles;
— carreaux ou blocs de matériau réfractaire;
— terres cuites (terra-cotta);
— béton architectural préfabriqué;
— blocs de gypse, de béton ou de verre, blocs de matériaux composites, blocs d'agrégats légers pour murs ou cloisons;

b) la pose et la soudure des dispositifs d'ancrage, ainsi que la pose des isolants rigides à l'intérieur des murs et des cavités de maçonnerie.

9. *Carrelage.*

Champ de spécialisation comprenant la taille et la pose de marbre, granit, granito, préfabriqué ardoise,

decorative works or prefabricated sheating; curtain-walls, doors, windows, show windows made out of metal either in the form of sheets or moulding, set with pressure-screws or adhering base, and the carrying out of any similar work.

5. *Painting and Wall-Covering.*

Field of specialization including:

(*a*) the preparation and conditioning of surfaces inside or outside any construction and the covering thereof with one or more coats of filmforming compound to protect and embellish the said surfaces;

"film-forming compound" means any liquid or sticky, natural or synthetic, transparent or semi-transparent, opaque or coloured substance whose characteristic is to form a continuous protecting film on the surfaces.

(*b*) the covering of wall surfaces with wall-paper or any other similar material, natural or synthetic, pre-pasted or glued;

(*c*) the setting of haunches, metal corner beeds and accessories as well as the finishing of joints in wall boards.

6. *Resilient Flooring.*

Field of specialization including:

(*a*) the installation of resilient flooring materials, whether of vinyl, asphalt, rubber, cork, linoleum or any other glued material, provided it is not nailed;

(*b*) the laying of moquettes, carpeting and under-carpeting to the exclusion of acoustic tiles installed on walls and ceilings.

7. *Plastering-Cementing.*

Field of specialization including the application and the polishing by trowel or machine or calcareous coatings on any surface, inside or outside constructions; the setting of haunches and accessories; gypsum wall-board joint-pointing; setting and pouring ornaments; metallic water-proofing of surfaces including the setting of the protective coat for the water-proofing barriers.

8. *Masonry.*

Field of specialization including:

(*a*) the cutting, sawing, lawying with mortar, cement or whatefer adhesive as well as the joint-pointing or the following masonry items:

— bricks, natural and artificial stones;
— refractory bricks and blocks;
— terra-cotta;
— architectural precast concrete;
— gypsum blocks, concrete blocks, glass blocks, composite blocks, light-weight aggregate blocks for walls or partitions;

(*b*) the setting and tack-welding of masonry-anchoring devices as well as the application of rigid insulation materials inside walls and masonry cavities.

9. *Tiling.*

Field of specialization including the cutting and laying of marble, granite, prefabricated terrazzo, clay

carreaux céramiques vitrifiés ou émaillés et autres matériaux similaires ou de substitution; l'installation de bandes, lattes et ancrages métalliques et divers mélanges granitiques; la pose de matériaux de base nécessaires à ces ouvrages; le polissage à la main et à la machine à sec ou humide, de toute surface de granit, de ciment, de marbre ou de tout autre matériau de même nature, de même que la cimentation et le masticage des interstices.

10. *Opération de grues.*

Champ de spécialisation comprenant l'opération de grues de tous genres, telles que grues polycônes, pylônes, suspendues, à chevalement, automotrices sur locomotive ou camion mobile sur roues ou chenilles avec attachements hydrauliques, électriques, mécaniques et électromécaniques. Il comprend également l'opération des ponts roulants, machines à trépan, sonnettes et grues équipées de sonnettes pour l'enfoncement des palplanches et des pilotis en ciment, en tube ou autres.

Ce champ de spécialisation exclut l'opération des machines citées ci-dessus, lorsque celles-ci sont mues par l'électricité.

11. *Opération de pelles mécaniques.*

Champ de spécialisation comprenant l'opération de tout genre de pelles mécaniques, rétrocaveuses, grues équipées d'une benne preneuse ou traînante, excavateurs à bras robot et tout autre équipement d'excavation analogue monté sur roues ou sur chenilles, fixe ou mobile.

Ce champ de spécialisation exclut l'opération des machines citées ci-dessus, lorsque celles-ci sont mues par l'électricité.

12. *Opération d'équipement lourd.*

Champ de spécialisation comprenant l'opération de tracteurs sur roues ou chenilles avec flèches, godets ou attachements, de rétrocaveuses « pépine », de brise-béton, de boutoirs, de décapeuses, de niveleuses, de chargeuses frontales en butte, de rouleaux compresseurs, de compacteurs non manuels, de trancheuses, de tracteurs à grue latérale ou en bout, de tracteurs sur roues montés d'un excavateur ou d'une fourchette, de fardiers, de profileuses-épandeuses, d'épandeuses d'asphalte ou de béton.

13. *Mécanique d'équipement lourd.*

Champ de spécialisation comprenant l'entretien, le débosselage et la réparation de la machinerie lourde de terrassement, de manutention et d'excavation et de tout autre équipement motorisé, fixe ou mobile.

14. *Mécanique d'installation de la machinerie industrielle.*

Champ de spécialisation comprenant l'installation, la réparation, le réglage, le montage, le démontage et la manutention de la machinerie industrielle, installée de façon permanente, y compris les convoyeurs, l'équipement se rapportant aux allées de quilles, les portes automatiques et accessoires, les planchers ajustables pour recevoir la machinerie, la fabrication de gabarits pour la machinerie et l'équipement ci-haut mentionné.

tiles, glazed or enamelled ceramic tiles and other similar materials or to replace same; the installation of strips, laths, metallic anchorings and various granitic mixtures; the setting of basic material required therefor; hand or machine polishing (by wet or dry process) of any granite, cement, marble or similar material surface as well as the cementing and puttying of graps.

10. *Operation of cranes.*

Field of specialization including the operation of cranes of all kinds such as elevator cranes, tower cranes, suspended cranes, shoring cranes, automotive cranes on locomotive or truck-mounted mobile cranes, wheel or caterpillar cranes with hydraulic, electric, mechanical and electro-mechanical attachments thereto. It also includes the operation of traveling cranes, trepan machines, pile-drivers and cranes with pile-drivers used to drive cement, tubular or other spicles.

This field of specialization excludes the operation of the above-mentioned machines when the said machines are powered by electricity.

11. *Operation of Shovels.*

Field of specialization including the operation of all kinds of shovels, backhoes, cranes with clamshell or dragline attachment, gradealls and all similar mobile or stationary excavating equipement mounted on caterpillars or wheels.

This field or specialization excludes the operation of the above-mentioned machines when the said machines are powered by electricity.

12. *Operation of Heavy Equipment.*

Field of specialization including the operation of mobile or crawler tractors with booms, dredges or attachments, "pépine" hoebacks, concrete breakers, bulldozers, scrapers, graders, overhead and front-end loaders, rollers, non hand-held compactor, trenching machines, sideboom and boom tractors, rubber-tired tractors with excavating attachment or fork, lorries, graders, asphalt or concrete spreaders.

13. *Heavy Equipment Mechanics.*

Field of specialization including maintenance, dent-removing and repairing of heavy equipment used for landscaping, lifting and excavating and all other mobile or stationary power-driven equipment.

14. *Industrial Equipment Installation Mechanics.*

Field or specialization including the installation, repairing, adjusting, setting, dismantling and handling of industrial equipment permanently installed, including convoyors, mechanical equipment for bowling alleys, automatic doars and accessories, adjustable floors to receive such equipment and the fabrication of templets for the above-mentioned apparatus and equipment.

ANNEXE « B »

Honoraires à recevoir des candidats à l'apprentissage et à la qualification professionnelle

Carnet de l'apprenti:	
Émission à l'inscription	$ 5.00
Révision annuelle	2.00
Examen de qualification	10.00
Examen de reprise	3.00
Certificat de qualification:	
Émission après examen	nil
Émission après exemption d'examen	5.00
Révision annuelle	2.00
Attestation de la qualification avant l'adoption du règlement:	
Révision annuelle	2.00
Duplicata	2.00

APPENDIX "B"

Fees to be collected from applicants for apprenticeship training and qualification

Apprenticeship booklet	
Issuance upon registration	$ 5.00
Annual revision	2.00
Qualification examination	10.00
Supplemental examination	3.00
Qualification certificate	
Issuance after examination	nil
Issuance after exemption from examination	5.00
Annual revision	2.00
Certification of qualification before adoption of the regulation	
Annual revision	2.00
Duplicate	2.00

ANNEXE « C »

Apprentissage dans l'industrie de la construction

Champs de spécialisation:	*Nombre de périodes*	*Rapport Appr. Tra. qual.*
1. Menuiserie de construction	3	1:5
2. Charpenterie métallique	3	1:5
3. Tôlerie	3	1:2
4. Vitrerie	3	1:3
5. Peinture-tapisserie	3	1:5
6. Revêtement souple	1	1:2
7. Plâtrage-cimentation	3	1:5
8. Maçonnerie	3	1:5
9. Carrelage	3	1:5
10. Opération de grues	1	1:2
11. Opération de pelles mécaniques	1	1:2
12. Opération d'équipement lourd	1	1:2
13. Mécanique d'équipement lourd	3	1:1
14. Mécanique d'installation de la machinerie industrielle	3	1:5

APPENDIX "C"

Apprenticeship in the construction industry

Field of specialization:	*Number of periods*	*Ratio Appr. skil. work.*
1. Construction joinery	3	1:5
2. Metal carpentry	3	1:5
3. Sheet-metal work	3	1:2
4. Glazing	2	1:3
5. Painting and wall-covering	3	1:5
6. Resilient flooring	1	1:2
7. Plastering-cementing	3	1:5
8. Masonry	3	1:5
9. Tiling	2	1:5
10. Operation of cranes	1	1:2
11. Operation of shovels	1	1:2
12. Operation of heavy equipment	1	1:2
13. Heavy equipment mechanics	3	1:1
14. Industrial equipment installation mechanics	3	1:5

37944-o

Règlement relatif à la formation et à la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre dans les champs de spécialisation suivants: électricité, réfrigération, mécanique des systèmes de tuyauterie, mécanique d'appareils transporteurs, opération de machines électriques

L'honorable Jean Cournoyer, ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (S.Q. 1969, chap. 51), que les règlements dont le texte suit ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 4794 du 30 décembre 1970.

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 2 janvier 1971.

Règlement relatif à la formation et à la qualification professionnelles de la Main-d'oeuvre dans les champs de spécialisation suivants: électricité, réfrigération, mécanique des systèmes de tuyauterie, mécanique d'appareils transporteurs, opération de machines électriques.

Adopté en vertu du chapitre 51 des lois de 1969

Article 1. *Interprétation.*

Dans le présent règlement, les expressions suivantes signifient:

a) « champ de spécialisation »: celui qui est défini à l'annexe « A »;

b) « construction »: même sens que celui qui est donné à cette expression dans la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (chapitre 45, 1968);

c) « direction générale »: l'organisme du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre chargé de l'application du présent règlement;

d) « employeur »: quiconque fait exécuter un travail par un salarié;

e) « région »: celle qui est décrite à l'annexe « C » du décret numéro 4599 du 16 décembre 1970 relatif à l'industrie de la construction;

f) « salarié »: l'apprenti, le travailleur qualifié, l'artisan, le manoeuvre et tout employé travaillant individuellement, en équipe ou en société;

g) « travailleur qualifié »: le salarié qui détient le certificat de qualification décerné par la Direction générale en vertu du présent règlement ou par les organismes mentionnés à l'article 55 de la loi. Dans ce dernier cas, il s'agit du certificat du compagnon sénior et non pas junior.

Regulations respecting the vocational training and qualification of manpower in the following specialization fields: electricity, refrigeration, the mechanics of pipe-fitting, the mechanics of transporting devices, electrical machinery.

Pursuant to the provisions of the Manpower Vocational Training and Qualification Act (S.Q. 1969, Chapter 51) the Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the following regulations have been approved by Order in Council number 4794 of December 30, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, January 2, 1971.

Regulation respecting the vocational training and qualification of manpower in the following specialization fields: electricity, refrigeration, mechanics of pipe-fitting's systems, mechanics of transporting devices, operation of electrical machinery

In conformity with chapter 51 of the statutes of 1969

Section 1. *Definitions.*

In this regulation, the following expressions mean:

(*a*) "field of specialization": the field as defined in Appendix "A";

(*b*) "construction": this term has the meaning given to it in the Construction Industry Labour Relations Act (chapter 45, 1968);

(*c*) "Manpower Branch": the body of the Department of Labour and Manpower entrusted with the application of this regulation;

(*d*) "employer": anyone who has work done by an employee;

(*e*) "region": the one described in Appendix "A" of the Decree number 4599 dated December 16, 1970;

(*f*) "employee": the apprentice, skilled workman, artisan, labourer and any employee working alone in a crew or in partnership;

(*g*) "skilled workman": the holder of the qualification certificate issued by the Manpower Branch under the present regulation or by the bodies mentioned in Section 55 of the Act. The latter instance refers to the senior journeyman qualification certificate.

Article 2. *Champ d'application.*

2.01 *Période finissant le 31 décembre 1971.*

Pour la période finissant le 31 décembre 1971,

a) le présent règlement, à l'exclusion de l'article 6.04, a le même champ d'application que la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction (chapitre 45, 1968), mais ne s'applique pas à la génération, à la transformation et à la distribution d'un pouvoir électrique, ni à un réseau de communication;

b) l'article 6.04 s'applique à tous les secteurs d'activité, sauf

i) le secteur correspondant au champ d'application de la Loi sur les relations du travail dans l'industrie de la construction,

ii) les secteurs exclus des champs d'application de la Loi des électriciens et des installations électriques (S.R.Q. 1964, chapitre 152) et de la Loi des mécaniciens en tuyauterie (S.R.Q. 1964, chapitre 154).

2.02 *À partir du premier janvier 1972.*

À partir du premier janvier 1972, le présent règlement s'applique à tous les secteurs d'activité sauf

a) les mines régies par la Loi des mines (S.R.Q. 1941, chapitre 89);

b) la génération, la transformation et la distribution d'un pouvoir électrique;

c) les réseaux de communication;

d) la tuyauterie effectuée sur les locomotives, les voitures de chemin de fer et les bateaux;

e) la canalisation d'égouts et d'aqueducs lorsque ce travail est exécuté par les salariés d'un service municipal;

f) la fabrication de tout appareil électrique et l'entretien de tout appareil électroménager;

g) la réparation et l'entretien de tout appareil de refroidissement d'une capacité moindre qu'un demi cheval-vapeur (½h.p.).

Article 3. *Admission aux emplois spécialisés.*

3.01 *Condition.* L'admission aux emplois dans les champs de spécialisation mentionnés à l'annexe « A » requiert le certificat de qualification que décerne la Direction générale.

3.02 *Preuve.* Le salarié admis aux emplois dans un champ de spécialisation doit sur demande, pendant les heures de travail, exhiber son certificat de qualification à toute personne dûment mandatée à cette fin par la Direction générale.

Article 4. *Validation de la qualification.*

4.01 *Validation par la Direction générale.* La validation de la qualification dans un champ de spécialisation relève de la Direction générale.

4.02 *Validation par champ de spécialisation.* La Direction générale décerne un certificat de qualification par champ de spécialisation. Ce certificat doit, dans le champ des machines électriques, mentionner la catégorie de machines pour lesquelles le travailleur s'est qualifié de façon spécifique.

4.03 *Cadre des examens de qualification.* La description du champ de spécialisation constitue le cadre des examens de qualification.

4.04 *Admissibilité à l'examen de qualification.* Est admissible à l'examen de qualification celui qui s'est

Section 2. *Scope.*

2.01 *Period ending December 31, 1971.*

For the period ending December 31, 1971,

(*a*) the present Regulation, except section 6.04 thereof, has the same scope as the Construction Industry Labour Relations Act (S.Q. 1968, chapter 45), but it does not apply to electric power generation, transformation and distribution;

(*b*) section 6.04 applies to all sectors of activity, except:

i) the sector corresponding to the scope of the Construction Industry Labour Relations Act,

ii) the sectors excluded from the scopes of the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1964, chapter 152) and of the Pipe-Mechanics Act (R.S.Q. 1964, chapter 154).

2.02 *From January 1, 1972.*

From January 1, 1972, the present regulation shall apply to all sectors of activity, except:

(*a*) mines subject to the Mining Act (R.S.Q. 1941, chapter 89);

(*b*) electric power generation, transformation or distribution;

(*c*) communication networks;

(*d*) pipe-fitting performed on locomotives, railway cars or boats;

(*e*) piping sewers and aqueducts when such work is performed by the employees of a municipal department;

(*f*) making of electrical apparatus and maintenance of household electrical appliances;

(*g*) repair and maintenance of cooling systems whose capacity shall not exceed one half (½ H.P.) horsepower.

Section 3. *Admission to specialized employment.*

3.01 *Conditions.* To be admitted to any employment in the specialization fields mentioned in Appendix "A", the employee must be the holder of the qualification certificate issued by the Manpower Branch.

3.02 *Proof.* The employee admitted to employment in a specialization field must, when requested to do so, during his working hours, present his qualification certificate to any person duly commissioned by the Manpower Branch to verify such certificates.

Section 4. *Validation of qualification.*

4.01 *Validation by the Manpower Branch.* The validation of qualification in a field of specialization is carried out by the Manpower Branch.

4.02 *Validation by field of specialization.* The Manpower Branch issues a qualification certificate for each field of specialization. When issued for Electrical Machinery, the said certificate must mention the category of machines for which the worker has specifically qualified himself.

4.03 *Basis for the qualification examination.* The description of the field of specialization constitutes the basis for the qualification examinations.

4.04 *Eligibility for the qualification examination.* Shall be allowed to sit for the qualification examination,

inscrit à cette fin à un centre de main-d'oeuvre du Québec et a payé les honoraires prévus à l'annexe « B » et qui

a) a complété l'apprentissage selon les conditions prévues par le présent règlement; ou

b) possède un certificat de qualification demeuré valide suivant les dispositions de l'article 55 de la loi; ou

c) démontre à la satisfaction de la Direction générale, au moyen de pièces justificatives, qu'il a exercé la spécialité et acquis une expérience valable.

4.05 *Exemption de l'examen de qualification.* Est exemptée de l'examen de qualification toute personne détenant un certificat de qualification délivré par une autre province et dûment reconnu et accepté par le Québec suivant les dispositions d'une entente sur la reconnaissance réciproque de la qualification professionnelle.

4.06 *Échec à l'examen.* Toute personne a droit, en cas d'échec à l'examen de qualification, à une reprise à la date fixée par la Direction générale; l'apprentissage est alors prolongé d'autant. Un second échec entraîne, soit la prolongation de l'apprentissage, soit le reclassement et la réorientation du candidat.

4.07 *Faude à l'examen.* Toute personne qui, lors d'un examen de qualification se rend coupable de fraude ou de tricherie ou de plagiat sous quelque forme que ce soit, ou qui collabore à de telles manoeuvres, est passible des pénalités prévues par la loi. De plus, la fraude entraîne l'invalidité de l'examen.

4.08 *Normes et procédures:*

a) La Direction générale fixe les normes et les procédures relatives aux examens de qualification, compte tenu des dispositions du présent règlement.

b) La Direction générale détermine la qualification de toute personne admise à l'examen et transmet son rapport au candidat.

c) La Direction générale tient un registre contenant tout renseignement utile concernant les personnes ayant passé l'examen de qualification ou obtenu le certificat de qualification.

4.09 *Obtention du certificat de qualification.* Le certificat de qualification est décerné à celui qui réussit l'examen ou est exempté de l'examen de qualification et verse à cette fin les honoraires prévus à l'annexe « B ».

4.10 *Validité du certificat de qualification.* Le certificat de qualification est valide moyennant les conditions suivantes:

a) s'il contient la date de naissance, la photographie et le numéro d'assurance sociale de celui à qui il est décerné;

b) s'il mentionne le champ de spécialisation et, pour celui des machines électriques, la catégorie de machines pour lesquelles le salarié se qualifie de façon spécifique;

c) si celui qui le détient s'est inscrit annuellement, à la date de son anniversaire de naissance, à un centre de main-d'oeuvre du Québec et a versé à cette fin les honoraires prévus à l'annexe « B ».

the employee who has registered therefore with a Québec Manpower Centre and has paid the fee provided for in Appendix "B" and who

(*a*) has completed apprenticeship according to the conditions provided for in the present regulation; or

(*b*) holds a qualification certificate maintained pursuant to the provisions of section 55 of the Act; or

(*c*) with documents in proof, satisfactorily demonstrates to the Manpower Branch that he has exercised such speciality and acquired a valuable experience therein.

4.05 *Exemption from qualification examination.* Pursuant to the provisions of an agreement respecting the mutual recognition of vocational qualification, any person who holds a qualification certificate issued by another province and duly recognized and accepted by the province of Québec is exempted from sitting for the qualification examination.

4.06 *Failure in the examination.* Anyone who fails in the qualification examination is entitled to sit for a supplemental examination on such date as the Manpower Branch may determine; his apprenticeship is therefore prolonged accordingly. A second failure is followed by either the prolongation of apprenticeship or the reclassification and reorientation of the applicant.

4.07 *Fraud in examination.* Anyone who commits a fraud, a cheat or a plagiary of any kind in the course of a qualification examination, or who contributes to such fraudulent act, is liable to the penalties provided therefore in the Act. Moreover, such fraud renders the examination null and void.

4.08 *Standards and procedures:*

(*a*) Subject to the provisions of the present regulation, the Manpower Branch determines the standards and procedures respecting qualification examinations.

(*b*) The Manpower Branch determines the qualification of any person admitted to sit for the examination and transmits its report thereupon to the applicant.

(*c*) The Manpower Branch shall keep a record of any useful information concerning persons who sat for the qualifying examination or who obtained the qualification certificate.

4.09 *Obtainment of qualification certificate.* The qualification certificate is issued to anyone who successfully passes the examination or is exempted therefrom and who pays the fee provided therefore in Appendix "B".

4.10 *Validity of qualification certificate.* The qualification certificate shall be valid on the following conditions:

(*a*) if the date of birth, a photograph and the social insurance number of the person to whom it is issued appear thereon;

(*b*) if the field of specialization is mentioned thereon, and, in the case of the Electrical Machinery, the category of machines for which the employee specifically qualifies himself;

(*c*) if the holder of the said certificate has registered every year, on his birthday, with a Québec Manpower Centre and has payed therefor the fee provided for in Appendix "B".

À défaut de s'inscrire à la date de son anniversaire de naissance, le détenteur d'un certificat de qualification n'est plus admissible à un emploi dans le champ de spécialisation visé, aussi longtemps qu'il n'aura pas versé les arrérages.

Article 5. *Formation professionnelle.*

5.01 *Apprentissage:*

a) l'apprentissage est obligatoire dans chaque champ de spécialisation.

b) La description du champ de spécialisation constitue le cadre de l'apprentissage.

c) Les connaissances techniques peuvent s'acquérir, soit en s'inscrivant à des cours dispensés dans les institutions d'enseignement reconnues ou à un plan privé de formation professionnelle approuvé conformément aux dispositions du présent règlement, soit par des études personnelles.

d) La durée de l'apprentissage dans chacun des champs de spécialisation est égale au nombre de périodes indiquées à l'annexe « C ». Chacune de ces périodes équivaut à 2000 heures sauf pour le champ des machines électriques, dans lequel cas la période correspond à 500 heures pour l'opération de la première machine et à 250 heures pour l'opération de toute machine additionnelle.

Nonobstant les dispositions de l'alinéa ci-dessus, le certificat de qualification exigé par règlement pour l'opération de grues ou de pelles mécaniques non électriques est un pré-requis d'admission à l'apprentissage de l'opération de grues ou de pelles mécaniques mues à l'électricité utilisées dans l'industrie de la construction. La durée de l'apprentissage pour l'opération de ces grues ou de ces pelles mécaniques mues à l'électricité est de 250 heures dans chaque cas.

e) Lorsque l'apprenti a suivi des cours de formation professionnelle, la durée de l'apprentissage peut être diminuée conformément aux normes établies par la Direction générale.

5.02 *Admission en apprentissage:*

a) *Condition.* Est admis en apprentissage tout adulte qui détient le carnet de l'apprenti que lui remet lors de son inscription le centre de main-d'oeuvre du Québec moyennant les honoraires prévus à l'annexe « B ».

b) *Classification.* L'inventaire des expériences acquises, soit en milieu scolaire, soit en milieu de travail, détermine la période de l'apprentissage à laquelle le candidat est admis.

c) *Preuve.* L'apprenti doit sur demande, pendant les heures de travail, exhiber son carnet à toute personne dûment mandatée à cette fin par la Direction générale.

5.03 *Validité du carnet de l'apprenti.* Le carnet de l'apprenti, pour être valide, doit:

a) Contenir le numéro d'assurance sociale, la date de naissance et la signature de l'apprenti;

b) Mentionner le champ de spécialisation, la période de l'apprentissage et dans le champ des machines électriques la catégorie de machines pour lesquelles l'apprenti fait son apprentissage;

Should the holder of a qualification certificate fail to register on this birth day, he shall not be entitled to employment in the field of specialization concerned until he has paid up the arrears.

Section 5. *Vacational training.*

5.01 *Apprenticeship:*

(*a*) Apprenticeship is compulsory in each field of specialization.

(*b*) The description of the specialization field constitutes the basis for apprenticeship.

(*c*) The technical knowledge may be acquired either by attending courses dispensed by recognized educational institutions, or dispensed under a private training plan approved in conformity with the provisions of the present regulation, or by means of non-formal studies.

(*d*) The length of apprenticeship in each field of specialization is equal to the number of periods indicated in Apprendix "C". Each period is equivalent to two thousand (2000) hours, except for the Electrical Machinery, specialization field where the period corresponds to five hundred (500) hours for the operation of the first machine and two hundred and fifty (250) hours for the operation of any additional machine.

Notwithstanding the provisions of the above paragraph, the qualification certificate required by regulation for the operation of non-lectrical shovels and cranes shall be a prerequisite for admission to apprenticeship of electrical power driven shovels and cranes operation in the construction industry. The length of apprenticeship for the operation of such electrical power driven cranes and shovels shall be 250 hours in each case.

(*e*) When the apprentice has followed vocational training courses, the length of apprenticeship may be reduced according to the standards established by the Manpower Branch.

5.02 *Admission to apprenticeship:*

(*a*) *Condition.* Is admitted to apprenticeship, any adult who holds the apprenticeship booklet given him by the Québec Manpower Centre when he registers therewith, upon payment of the fee provided therefor in Appendix "B".

(*b*) *Classification.* The inventory of the experience acquired either at school or at work determines the apprenticeship period into which the applicant is admitted.

(*c*) *Proof.* During working hours, the apprentice, whenever requested to do so, must produce his apprenticeship booklet to any person duly commissioned by the Manpower Branch to verify such booklets.

5.03 *Validity of the apprentice's booklet.* In order to be valid, the apprentice's booklet must:

(*a*) contain the social insurance number, the date of birth and the signature of the apprentice;

(*b*) mention the specialization field, the apprenticeship period, and, in the case of the Electrical Machinery specialization field, the category of machines for which the apprentice is serving his apprenticeship;

c) Être revisé annuellement, à la date anniversaire de naissance de l'apprenti, à un centre de main-d'oeuvre du Québec, moyennant le paiement des honoraires prévus à l'annexe « B ».

5.04 *Relations employeur-apprenti:*

a) L'apprenti admis à un emploi ne peut, à ce titre, accomplir d'autres tâches que celles qui découlent de la description du champ de spécialisation.

b) L'apprenti doit exécuter sous la surveillance immédiate d'un travailleur qualifié les tâches auxquelles il est assigné.

c) Le rapport entre le nombre d'apprentis et celui des travailleurs qualifiés dans un champ de spécialisation donné ne doit pas être supérieur à celui qui est indiqué à l'annexe « C ». Ce rapport s'applique à la fois au chantier et à l'entreprise dans l'industrie de la construction seulement.

Nonobstant cette disposition, tout employeur a droit à un apprenti s'il n'a qu'un seul travailleur qualifié à son emploi.

d) Le nombre d'apprentis en dernière période d'apprentissage ne doit pas être inférieur à vingt-cinq pourcent (25%) de l'ensemble des apprentis à l'emploi d'un employeur. Dans le cas de pénurie d'apprentis de dernière période, l'employeur doit recourir dans la même proportion aux services d'apprentis de la période précédente.

e) Jusqu'au 30 avril 1971, l'apprenti dans l'industrie de la construction continue de recevoir le pourcentage du taux du salaire du travailleur qualifié auquel il avait droit au 31 décembre 1970 en vertu de l'Ordonnance numéro 12, 1970, de la Commission du salaire minimum, que son taux ait été déterminé en pourcentage ou en chiffres absolus en vertu de ladite Ordonnance.

(f) À partir du 1er mai, 1971, le salaire minimum payable à l'apprenti dans l'industrie de la construction, par rapport au taux de salaire du travailleur qualifié, est calculé d'après les pourcentages indiqués dans l'échelle ci-dessous.

Durée de l'apprentissage	*1ère*	*2e*	*3e*	*4e*
4 périodes	50%	60%	70%	85%
3 périodes	60%	70%	85%	
1 période	85%			

Cependant, le salaire effectivement payé à cet apprenti ne doit, en aucun cas, être inférieur au taux du salaire minimum établi par une ordonnance adoptée en vertu de la Loi du salaire minimum.

Nonobstant les dispositions qui précèdent, le salarié qui était en apprentissage avant l'entrée en vigueur du présent règlement ne doit pas recevoir un salaire moindre que celui auquel il avait droit avant l'entrée en vigueur dudit règlement.

g) L'employeur atteste dans le carnet de l'apprenti le début et la fin de la période d'emploi dans son établissement et le nombre d'heures travaillées.

(c) be revised yearly, on the apprentice's birthday, at a Québec Manpower Centre, upon payment of the fee provided for in Apprendix "B".

5.04 *Employer-apprentice relations:*

(a) The apprentice admitted to an employment is not entitled, as such, to perform any other tasks than those following from the description of the specialization field.

(b) The apprentice must carry out, under the immediate suprevision of a skilled workman, the tasks to which he is assigned.

(c) The ratio of the number of apprentices to that of skilled workmen in a given specialization field must not exceed the ratio provided for in Appendix "C". The said ratio applies to the job site and to the enterprise, and in the construction industry only.

Notwithstanding the above provision, any employer having only one skilled workman in his employ is entitled to have an apprentice.

(d) The number of apprentices in the last apprenticeship period shall not be lower than twenty-five per cent (25%) of the total number of apprentices employed by the employer. Should there be a scarcity of last apprenticeship period apprentices, the employer must resort in the same proportion to the services of apprentices of the preceding apprenticeship period.

(e) Until April 30, 1971, the apprentice in the construction industry continues to receive the percentage of the skilled workman's rate of wages to which he was entitled as of December 31, 1970, in pursuance of the Ordinance No. 12, 1970, of the Minimum Wage Commission, whether or not his rate was expressed as a percentage or in absolute figures under the said Ordinance.

(f) From May 1st, 1971, the minimum rate of wages payable to the apprentice in the construction industry, as compared with the skilled workman's rate of wages, is calculated according to the percentage indicated in the following schedule.

Length of apprenticeship	*Periods* *1st*	*2nd*	*3rd*	*4th*
4 periods	50%	60%	70%	85%
3 periods	60%	70%	85%	
1 period	85%			

However, the wages actually paid to such apprentice must never be lower than the minimum wage rates established by an ordinance adopted under the Minimum Wage Act.

Notwithstanding the foregoing provisions, the employee who was serving his apprenticeship before the effective date of the present regulation must not receive wages any lower than those to which he was entitled before the said effective date of the said regulation.

(g) In the apprentice's booklet, the employer shall write down the certified date of the beginning and end of the employment period served in this establishment and the number of hours worked.

5.05 *Plan privé de formation professionnelle:*

a) *Reconnaissance.* Un plan privé de formation professionnelle requiert l'approbation de la Direction générale pour obtenir la validation de la qualification des salariés qui adhèrent à ce plan et une compensation gouvernementale pour les dépenses encourues dans l'application dudit plan.

b) *Condition.* Pour qu'un plan privé de formation professionnelle puisse être reconnu, il doit être conforme aux dispositions du présent règlement.

Article 6. *Dispositions transitoires.*

6.01 *Permit de travail.* Les salariés dans une région où l'admission aux emplois spécialisés ne requérait pas une licence avant l'entrée en vigueur du présent règlement ont jusqu'au 30 juin 1971 pour faire valider leur qualification.

Dans l'intervalle, ces salariés doivent, pour être admis aux emplois spécialisés, obtenir dans leur région un permis de travail que leur remet la Direction générale par l'entremise d'un centre de main-d'oeuvre du Québec. Tel permis devient nul après le 30 juin 1971.

6.02 *Attestation obtenue avant l'adoption du présent règlement.* Toute attestation de la qualification obtenue avant l'adoption du présent règlement et maintenue en vertu de l'article 55 de la loi ou obtenue conformément aux dispositions de l'article 6.01 ci-dessus, demeure valide pourvu que le détenteur.

a) se soit inscrit à un centre de main-d'oeuvre du Québec au cours des six (6) premiers mois suivant la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

b) s'inscrive par la suite annuellement à la date de son anniversaire de naissance; et

c) verse dans chacun des cas les honoraires prévus à l'annexe « B ».

6.03 *Carnet d'apprentissage décerné avant l'adoption du présent règlement.* Tout carnet d'apprentissage délivré avant l'adoption du présent règlement est maintenu en vigueur dans le champ d'application territorial et professionnel pour lequel il a été délivré jusqu'à la prochaine date anniversaire de l'émission ou à la prochaine date de renouvellement du carnet, selon le cas. L'apprenti doit à cette même date s'être inscrit à un centre de main-d'oeuvre du Québec. Il est dès son inscription régi par les dispositions du présent règlement.

La Direction générale, pour l'apprenti ayant atteint la dernière période d'apprentissage et après inventaire de ses expériences, valide la qualification dans le même champ de spécialisation mentionné dans le carnet.

6.04 *Maintien de la réglementation en vigueur avant l'adoption du présent règlement.* La réglementation de l'apprentissage et de la qualification professionnelle découlant de la Loi des électriciens et des installations électriques et de la Loi des mécaniciens en tuyauterie est maintenue en vigueur jusqu'au 31 décembre 1971.

L'application de ladite réglementation continue de relever des Services techniques du ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre, mais en étroite collaboration avec la Direction générale de la main-d'oeuvre à laquelle est confiée l'application du présent règlement.

5.05 *Private technical training plan:*

(*a*) *Recognition.* The approval of the Manpower Branch is required for any private technical training plan to obtain the validation of the qualification of the employees who adhere to such plan and Government compensation for expenses incurred in the carrying out of the said plan.

(*b*) *Condition.* To be recognized, a private technical training plan must be in conformity with the provisions of the present regulation.

Section 6. *Transitional provisions.*

6.01 *Working permit.* The employees in any region where admission to specialized employment was not subject to a licence prior to the effective date of the present regulation shall, until June 30, 1971, to have their qualification validated.

Meanwhile, to be admitted to specialized employment, the employees must obtain in their region a working permit issued to them by the Manpower Branch through any Québec Manpower Centre. Such permit shall become null and void as from June 30, 1971.

6.02 *Certificate obtained before the adoption of this regulation.* Any certificate of qualification obtained before the adoption of this regulation and maintained under section 55 of the Act or obtained under the section 6.01 above, shall remain valid, provided the holder:

(*a*) has registered with a Québec Manpower Centre during the first six (6) months following the effective date of this regulation;

(*b*) subsequently registers every year on his birthday; and

(*c*) pays the fee provided for in Appendix "B" in any such case.

6.03 *Apprenticeship booklet delivered before the adoption of the present regulation.* Any apprenticeship booklet delivered before the adoption of the present regulation shall be maintained in force, in the territorial and vocational scope for which it was issued, until the next anniversary of the date of issue or until the next date of renewal of the booklet, as the case may be.

On such date, the apprentice must have registered with a Québec Manpower Centre. As soon as registered, he is subject to the provisions of the present regulation.

For the apprentice who has reached the last apprenticeship period and following inventory of his experience, the Manpower Branch validates his qualification in the very field of specialization mentioned in his booklet.

6.04 *Maintenance of regulations in force before the adoption of the present regulation.* The regulation concerning apprenticeship and vocational qualification in pursuance of the Electricians and Electrical Installations Act and the Pipe-Mechanics Act shall be maintained until December 31, 1971.

The said regulations shall continue to be enforced by the Technical Services of the Labour and Manpower Department but in close collaboration with the Manpower Branch which is commissioned to apply the present regulation.

Article 7. *Dispositions finales.*

7.01 *Appel.* Toute personne assujettie au présent règlement qui se croit lésée dans l'application dudit règlement peut en appeler au directeur général de la main-d'oeuvre dont la décision est finale.

7.02 *Entrée en vigueur.* Le présent règlement entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

ANNEXE « A »

Champs de spécialisation

1. *Électricité.*

Champ de spécialisation comprenant l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien de tout système de conduction, composé d'appareils, de canalisations, d'accessoires et autres appareillages, pour fins d'éclairage, de chauffage, de force motrice, de signalisation et, de façon générale, à tout fin destiné à l'utilisation de l'énergie électrique.

2. *Mécanique d'appareils transporteurs.*

Champ de spécialisation englobant l'installation, la réfection, la réparation et l'entretien de tout système de déplacement mécanisé, composé d'appareils, accessoires et autres appareillages dont les ascenseurs, monte-charge, escaliers roulants, échafauds volants, monte-pente et autres appareils similaires généralement utilisés ou utilisables pour le transport de personnes et de matériaux.

3. *Mécanique des systèmes de tuyauterie.*

Champ de spécialisation englobant l'installation, la réfection, la réparation et l'entretien de tout système de plomberie, de giclement automatique, de chauffage ou de combustion, composé d'appareils, de canalisations, d'accessoires et autres appareillages servant à canaliser les fluides.

4. *Opération de machines électriques.*

Champ de spécialisation comprenant l'opération de grues, pelles, treuils, ponts roulants, derricks, machines servant à dégeler la tuyauterie, machines cinématographiques et toute autre machine électrique dont l'opération ou la manipulation comporte des dangers.

5. *Réfrigération.*

Champ de spécialisation comprenant l'installation, la réfection, la modification, la réparation et l'entretien de tout système de refroidissement d'une capacité d'au moins un demi (½) h.p., composé d'appareils, de canalisations autres qu'en métal en feuille, d'accessoires et autres appareillages.

ANNEXE « B »

Honoraires à percevoir des candidats à l'apprentissage et à la qualification professionnelle

Carnet de l'apprenti

Émission à l'inscription	$ 5.00
Révision annuelle	2.00

Section 7. *Final provisions.*

7.01 *Appeal.* Any person governed by the present regulation who deems his rights have been encroached upon through the application of the present regulation may appeal to the Branch's general director whose award shall be final.

7.02 *Effective date.* The present regulation shall come into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

APPENDIX "A"

Fields of specialization

1. *Electricity.*

Field of specialization including the installation, overhaul, alteration, repair and maintenance of any conduction system comprising apparatuses, piping or conduits, accessories and other fittings, intended to provide lighting, heating, motive power, signalling and, in general, for any purpose involving the use of electric power.

2. *Mechanics of transporting devices.*

Field of specialization including the installation, rebuilding, repair and maintenance of any mechanized transporting system comprising apparatuses, accessories and other fittings, including elevators, hoists, escalators, flying scaffolds, ski-lifts and other similar devices generally used or utilizable to transport persons or materials.

3. *Mechanics of pipe-fitting's systems.*

Field of specialization including the installation, rebuilding, repair and maintenance of any plumbing, automatic sprinkler, heating or combustion system consisting of apparatuses, piping, accessories and other fittings which serve to conduct fluids.

4. *Operation of electrical machinery.*

Field of specialization including the operation of cranes, shovels, winches, travelling cranes, derricks, machines used for thawing out piping, cinematographic machines and any other electric machine the operation or handling of which involves any danger.

5. *Refrigeration.*

Field of specialization including the installation, rebuilding, alteration, repair or maintenance of any cooling system having a capacity of at least one half horse power (½ h.p.) and consisting of apparatuses, piping other than sheet-metal piping, accessories and other fittings.

APPENDIX "B"

Fees to be collected from applicants for apprenticeship training and qualification

Apprenticeship booklet

Issuance upon registration	$ 5.00
Annual revision	2.00

Examen de qualification	$10.00
Examen de reprise	3.00
Certificat de qualification	
Émission après examen	nil
Émission après exemption d'examen	5.00
Révision annuelle	2.00
Attestation de la qualification avant l'adoption du règlement	
Révision annuelle	2.00
Duplicata	2.00

Qualification examination	$10.00
Supplemental examination	3.00
Qualification certificate	
Issuance after examination	nil
Issuance after exemption from examination	5.00
Annual revision	2.00
Certification of qualification before adoption of the regulation	
Annual revision	2.00
Duplicate	2.00

ANNEXE « C »

Conditions d'apprentissage

Spécialités	*Périodes*	*Rapport Appr./Trav. qual.*	
		Avant 31/12/72	*Après 31/12/72*
1. Électricité	4	1:1	1:2
2. Mécanique d'appareils transporteurs	4	1:1	1:1
3. Mécanique des systèmes de tuyauterie	4	1:1	1:2
4. Opération de machines électriques	1	1:1	1:1
5. Réfrigération	3	1:1	1:1

APPENDIX "C"

Conditions of apprenticeship

Specialities	*Periods*	*Ratio Appr./skilled workmen*	
		Before 31/12/72	*After 31/12/72*
1. Electricity	4	1:1	1:2
2. Mechanics of transporting devices	4	1:1	1:1
3. Mechanics of pipefitting's systems	4	1:1	1:2
4. Operation of electrical machinery	1	1:1	1:1
5. Refrigeration	3	1:1	1:1

37944-o

Avis de modification

Industrie du gant de cuir — Province de Québec

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du gant de cuir dans le Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1071-E du 7 octobre 1959 et modifications, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Au paragraphe *a*) de l'article I, les mots « un employé » seront remplacés par les mots « un ou des employés ».

Le paragraphe *f*) de l'article I, sera remplacé par le suivant:

« *f*) *Taux horaires réguliers:* Le terme « taux horaires réguliers » signifie chacun des taux qui apparaissent à l'article VIII du présent décret en regard de chaque occupation plus tous les bonis et montants additionnels à l'exception des montants prévus à l'article VIII-A, paragraphe 1) et à l'article XI, *a*). »

Le paragraphe *g*) de l'article I, sera remplacé par le suivant:

« *g*) *Gains horaires moyens:* Le terme « gains horaires moyens » signifie le montant total des gains divers

Notice of Amendment

Leather Glove Industry — Province of Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Minister of Labour and Manpower, the Honourable Jean Cournoyer, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Leather Glove Industry in the province of Québec (made binding by Decree No. 1071-E of October 7, 1959 and amendments) have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the Lieutenant-Governor in Council for consideration and decision:

1° Subsection (*a*) of section 1, the words "an employee" will be superseded by the following words "one or more employees".

Subsection (*f*) of section 1, will be superseded by the following:

"(*f*) "regular hourly rates" means each and all rates mentioned in section VIII for each occupation including bonus and additional amounts except additional amounts stipulated in subsection 1, of section VIII-A and subsection (*a*) of section XI."

Subsection (*g*) of section 1, will be superseded by the following:

"(*g*) "average hourly earnings" means the total earnings of an employee with the exception of the

de chaque employé à l'exception des montants prévus à l'article VIII-A, paragraphe 1), l'article XI, *a*) et à l'exception de la prime pour le temps supplémentaire divisé par le nombre d'heures totales travaillées (normales et supplémentaires) durant chaque période de trois (3) mois tel que prévu à l'article VIII-*g*) du présent décret. »

2° À l'article III, Zone II, après le mot « fédéral », ajouter les mots suivants: « et les territoires, au premier juillet 1970, des municipalités de St. Raymond, Cté. Portneuf, St. Tite, Cté. Laviolette, Loretteville, Cté. Québec et Ancienne Lorette, Cté Québec. »

3° Aux sous-paragraphes 3 et 4 du paragraphe *a*) de l'article IV du texte français, le mot « normal » sera remplacé par le mot « régulier ».

Au sous-paragraphe 2. du paragraphe *c*) de l'article IV, le mot « normal » sera remplacé par le mot « régulier ».

4° À l'article V, paragraphe *c*) après les mots « de chaque année » insérer la phrase suivante: « Cette période de congé de deux semaines continues débute à l'expiration de la première semaine complète du mois de juillet ».

À l'article V, paragraphe *c*), la phrase suivante sera ajoutée: « De plus, les employés ayant droit à 6% ou 7% de paiement pour les vacances ont droit à une troisième semaine prise à une période déterminée après entente entre l'employeur et l'employé. »

Le paragraphe *d*) de l'article V, sera remplacé par le suivant:

« *d*) Tout employé qui, le 1er juin de l'année en cours, justifie de moins de cinq (5) ans de services continus chez un employeur ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour un ou plusieurs employeurs, a droit à une indemnité de congé égale à 4% du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence. »

Le paragraphe *e*) de l'article V, sera remplacé par le suivant:

« *e*) Tout employé qui, au 1er juin de l'année en cours, justifie de cinq (5) ans mais moins de dix (10) ans de services continus chez un employeur ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour un ou plusieurs employeurs, a droit à une indemnité égale à 5% du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence. »

Le paragraphe *f*) de l'article V, sera remplacé par le suivant:

« *f*) Tout employé qui, au 1er juin de l'année en cours, justifie de dix (10) ans mais moins de quinze (15) ans de services continus chez un employeur ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour un ou plusieurs employeurs, a droit à une indemnité égale à 6% du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence et elle ne doit jamais être inférieure au montant que représentent les gains horaires moyens de l'employé multipliés par le double du nombre d'heures de la semaine normale de travail. »

additional amounts mentioned in subsection 1, of section VIII-A, the subsection (*a*) of section XI and the overtime pay, divided by the total hours worked (regular and overtime) during each period of three months as mentioned at section VIII-*g*) of the present decree."

2. Zone II of section III, after the word "census" add the following words:

"and the territories, as of July 1st 1970, of the municipalities of St. Raymond, Cty. Portneuf, St. Tite, Cty. Laviolette, Ancienne Lorette and Loretteville, Cty. Québec".

3. The paragraphs 3 and 4 of subsection (*a*) of section IV of the French version will be amended by replacing therein the word "normal" by the word "régulier".

At paragraph 2, of subsection (*c*) of section IV, the word "standard" will be superseded by the word "regular".

4. Subsection (*c*) of section V, after the word "July" add the following words:

"that is the two full weeks starting at the expiration of the first full seven days week of the month of July".

Subsection (*c*) of section V, add the following phrase:

"Moreover, employees entitled to 6% or 7% vacation pay are entitled to a third vacation week to be taken after having set up a specific date with their employers".

Subsection (*d*) of section V, will be superseded by the following:

d) Every employee who has been in an employer's service continuously for less than five (5) years on June 1st of each year, or who, during the said period, has regularly worked in the same factory for one or more employers, is entitled to vacation pay equivalent to four per cent (4%) of the total wages earned during the qualifying period.

Subsection (*e*) of Section V, will be superseded by the following:

(*e*) Every employee who has been in an employer's service continuously for five (5) years or more but less than ten (10) years on June 1st of each year, or who, during such period, has regularly worked in the same factory for one or more employers, is entitled to vacation pay equivalent to five per cent (5%) of the total wages earned during the qualifying period."

Subsection (*f*) of section V, will be superseded by the following:

"(*f*) Every employee who has been in an employer's service continuously for ten (10) years or more but less than fifteen (15) years on June 1st of each year, or who, during such period, has regularly worked in the same factory for one or more employers, is entitled to vacation pay equivalent to six per cent (6%) of the total wages earned during the qualifying period. In no instance shall such employee receive less than his average hourly earnings multiplied by twice the number of hours of the standard week."

Le paragraphe *g*) de l'article V, sera remplacé par le suivant:

« *g*) Tout employé qui, au 1er juin de l'année en cours, justifie de quinze (15) ans et plus de service continu chez un employeur ou qui, durant ce temps, a travaillé régulièrement dans une même fabrique pour un ou plusieurs employeurs, a droit à une indemnité égale à 7% du montant du salaire total qu'il a gagné pendant la période de référence et elle ne doit jamais être inférieure au montant que représentent les gains horaires moyens de l'employé multipliés par le double du nombre d'heures de la semaine normale de travail. »

5° À l'article VI, paragraphe *a*), les mots « la Confédération » seront remplacés par les mots « la fête du Canada ».

À l'article VI, le sous-paragraphe suivant sera ajouté au paragraphe *a*):

« Dans le cas des fêtes de la Saint Jean Baptiste et du Canada, un employeur, à la demande des deux tiers des employés d'un atelier, pourra chaque année changer la date où ces congés seront célébrés à la condition que le Comité Paritaire donne son approbation sur demande à lui faite au plus tard le 1er avril. Dans le cas où l'observance de la fête est reportée conformément au paragraphe ci-dessus, cette nouvelle date devient aux fins de paiement de la fête, le jour férié à la place de la fête de la Saint Jean Baptiste ou du Jour du Canada selon le cas. »

À l'article VI, paragraphe *b*), le mot « ci-dessous » sera remplacé par le mot « ci-dessus ».

À l'article VI, paragraphe *b*), les 2ième, 3ième et 4ième sous-paragraphes seront radiés.

À l'article VI, paragraphe *c*), la lettre « *b* » sera remplacée par la lettre « *a* ».

À l'article VI, au paragraphe *c*), le sous-paragraphe suivant sera ajouté:

« Tout employé qui travaille volontairement moins que sept (7) heures par jour en moyenne durant les trois mois précédant un jour férié, sera rémunéré selon ses gains horaires moyens multipliés par la moyenne des heures qu'il a travaillées durant la période précédente. »

À l'article VI, paragraphe *d*) le sous-paragraphe 3. sera remplacé par le suivant:

« 3. être au travail le jour ouvrable précédant et suivant un jour férié payé, à moins que son absence ne soit le résultat de maladie ou accident sérieux et vérifié, décès dans sa famille, mise à pied ou permission applicable spécifiquement au jour ouvrable qui précède ou/et qui suit le congé. »

À l'article VI, le paragraphe *e*) sera radié.

6° Le paragraphe *a*) de l'article VIII, sera remplacé par le suivant:

« *a*) 1. *Salaires:* Tout employé, qu'il soit rémunéré à l'heure, aux pièces ou autrement, doit recevoir au moins les taux de salaires horaires minimaux qui apparaissent aux échelles ci-après suivant son occupation ou le degré d'apprentissage qu'il a atteint dans sa zone.

Taux horaires minimaux:

Subsection (*g*) of section V, will be superseded by the following:

"(*g*) Every employee who has been in an employer's service continuously for fifteen (15) years or more on June 1st of each year, or who, during such period, has regularly worked in the same factory for one or more employers, is entitled to vacation pay equivalent to seven per cent (7%) of the total wages earned during the qualifying period. In no instance shall such employee receive less than his average hourly earnings multiplied by twice the number of hours of the standard work week."

5. In subsection (*a*) of section VI of the French version, the words "la Confédération" will be replaced by the words "la fête du Canada".

In subsection (*a*) of section VI, the following paragraph will be added:

"In the case of Saint John the Baptist Day and Canada Day, an employer, upon request of the two thirds of his factory staff, may change each year the date of the observance of said general holidays upon given approbation from request made to the Joint Committee not later than April 1st.

In the event of a change of the date of a general holiday, the new date set up becomes for the purpose of specific general holidays the date taking place of the Saint John the Baptist Day or Canada Day as the case may be."

In subsection (*b*) of section VI, the word "following" will be superseded by the word "preceding".

In subsection (*b*) of section VI, the second, third and fourth paragraphs will be deleted.

In subsection (*c*) of section VI, the letter "*b*" will be superseded by the letter "*a*".

In subsection (*c*) of section VI, the following paragraph will be added:

"Every employee who, on his own accord, has worked less than an average of seven (7) hours of work per day will be paid according to his average hourly earnings multiplied by the average of hours worked during the three-month period prior to any general holiday."

Paragraph 3 of subsection (*d*) of section VI, will be superseded by the following:

"3. Be at work the working day preceding and following the paid holiday unless his absence being the result of a genuine and serious illness or accident, death in his family, lay-off or permission applicable specifically to the working day preceding and/or following a general holiday."

Subsection (*e*) of section VI will be deleted.

6. Subsection (*a*) of section VIII, will be superseded by the following:

"(*a*) 1. *Wages*: Every employee, whether being paid by the hour, piece rates or otherwise, must receive at least the minimum hourly rates of wages hereafter stipulated for his occupation or apprenticeship in its zone.

Minimum hourly rates:

Occupations:	*Zone I* 1er mai May 1st 1971	1er mai May 1st 1972		*Zone II* 1er mai May 1st 1971	1er mai May 1st 1972	
Employée féminin non spécialisée — Unskilled female employee	$1.26	$1.26	$1.31	$1.15	$1.15	$1.20
Choisisseur (examinateur) — Examiner	1.32	1.32	1.37	1.20	1.20	1.25
Couturier (opérateur) — Operator	1.37	1.37	1.42	1.25	1.25	1.30
Employé masculin non spécialisé — Unskilled male employee	1.76	1.76	1.81	1.65	1.65	1.70
Coupeur de doublures — Linings cutter	1.93	1.93	1.98	1.80	1.80	1.85
Emballeur de gants et mitaines de travail, de jeux et de sport — Packers of sport gloves, work gloves and mitts	1.93	1.93	1.98	1.80	1.80	1.85
Retourneur de gants et mitaines de travail, de jeux et de sport — Turners of sport gloves, work gloves and mitts	2.03	2.03	2.08	1.90	1.90	1.95
Dresseur — Blocker	2.08	2.08	2.13	1.95	1.95	2.00
Coupeur — Cutter	2.15	2.15	2.20	2.00	2.00	2.05
Taux horaires minimaux à l'embauche pour les apprentis et durée de l'apprentissage: Durée:						
1er trimestre — 1st three months	$1.35	$1.35	$1.40	$1.30	$1.35	$1.40
2e trimestre — 2nd three months	1.35	1.35	1.40	1.30	1.35	1.40
3e trimestre — 3rd three months	1.35	1.35	1.40	1.30	1.35	1.40
4e trimestre — 4th three months	1.35	1.35	1.40	1.30	1.35	1.40
5e trimestre — 5th three months	1.40	1.40	1.45	1.30	1.35	1.40
6e trimestre — 6th three months	1.45	1.45	1.50	1.35	1.40	1.45
7e trimestre — 7th three months	1.55	1.55	1.60	1.45	1.45	1.50
8e trimestre — 8th three months	1.65	1.65	1.70	1.55	1.55	1.60
9e trimestre — 9th three months	1.85	1.85	1.90	1.75	1.75	1.80
10e trimestre — 10th three months	2.00	2.00	2.05	1.85	1.85	1.90
11e trimestre — 11th three months	2.15	2.15	2.20	2.00	2.00	2.05
Apprentices starting minimum hourly rates and duration of apprenticeship: Duration:						

a) 2. Tous les taux de salaires horaires sont réputés être des taux de salaires minimaux à chaque employé pour chaque semaine de travail et doivent être rajustés en conséquence selon les occupations et l'échelle d'apprentissage et les rajustements doivent être payés chaque semaine.

a) 3. Tout employé soumis à l'échelle d'apprentissage a droit à au moins la rémunération horaire minimale correspondante à l'expérience qu'il a acquise ou qu'il acquiert. »

À l'article VIII, paragraphe *c*), radier les mots suivants:

« tous les taux de salaires horaires sont réputés être des taux de salaires minimaux garantis. »

À l'article VIII, paragraphe *g*) avant les mots « Calcul de la moyenne horaire: », ajouter les mots « Période de ».

Le paragraphe *i*) de l'article VIII sera remplacé par le suivant:

« *i*) 1. Un employé cesse d'être assujetti à l'échelle d'apprentissage dès le moment où il atteint le taux horaire minimal de son occupation dans les catégories établies sous la rubrique « occupations » dans l'échelle de salaires y compris les montants additionnels.

(*a*) 2. All hourly wage rates are considered as minimum wage rates to each employee for each work week and such minimum hourly wage rates must be adjusted and paid to each employee every week according to his occupation or apprenticeship rate as the case may be.

(*a*) 3. Any employee falling under the scale of apprenticeship minimum hourly rates must be paid according to the experience that he acquires or has acquired."

Subsection (*c*) of section VIII, the following words will be deleted:

"The hourly wage rates are considered as guaranteed minimum wage rates."

Subsection (*g*) of section VIII, after the word "calculation" the word "period" will be added.

Subsection (*i*) of section VIII, will be replaced by the following:

"(*i*) 1. An employee ceases to be governed by the apprenticeship minimum hourly scale of wages as soon as he has reached the minimum hourly rate for the occupation hereafter mentioned including additional amounts;

2. Toutefois, si un employé est promu à un emploi supérieur, il est de nouveau assujetti à l'échelle d'apprentissage pour la durée nécessaire à l'acquisition du salaire de sa nouvelle occupation à compter de la date où il commence à remplir son nouvel emploi.

3. Dans aucun cas, un employé ne doit recommencer l'échelle d'apprentissage; il ne peut que continuer vers des taux supérieurs à partir de la dernière occupation pour laquelle il était dûment qualifié. »

Au sous-paragraphe 2. du paragraphe *k*) de l'article VIII, les mots suivants:

« 26 septembre 1967 » seront remplacés par les mots suivants « 1er mars 1970 ».

7° L'article VIII-A sera remplacé par le suivant:

« VIII-A, Montant additionnel:

1) Tout employé qui travaille dans l'atelier, à l'exception des apprentis durant leur première période de trois mois d'apprentissage, doit recevoir en plus de ses gains effectifs, un montant additionnel de $0.10½ par heure travaillée ainsi que les heures payées des jours fériés et des jours de vacances.

2) À compter de la date de l'entrée en vigueur du présent avis de modification, tout employé qui a terminé sa période d'apprentissage et qui travaille dans l'atelier, doit recevoir en plus de ses gains effectifs le montant additionnel mentionné au paragraphe 1) du présent article VIII-A ainsi que les montants additionnels ci-après énumérés:

$0.40 par heure de travail jusqu'au 30 avril 1971 inclusivement. À compter du 1er mai 1971 le montant de $0.40 deviendra $0.50. À compter du 1er mai 1972 le montant de $0.50 deviendra $0.60.

3) À compter de la date de l'entrée en vigueur du présent avis de modification, tout apprenti doit recevoir en plus de ses gains effectifs, les montants additionnels ci-après énumérés:

Durée:

(*i*) 2. However, if an employee is promoted to a higher rated occupation he falls under the apprenticeship rates set up from the date of the promotion until he has reached the minimum hourly rate for his new occupation.

(*i*) 3. In no case shall an employee start over again his apprenticeship, and he must always acceed to higher rates starting from the rate for which he was duly qualified."

At paragraph 2. of subsection (*k*) of section VIII, the words "September 26, 1967" will be superseded by the words "March 1, 1970".

7. Section VIII-A will be superseded by the following:

"VIII-A, Additional amounts:

(1) Over and above regular earnings, every factory employee, with the exception of apprentices during their first three-month period of apprenticeship, shall receive an additional amount of $0.10½ per hour worked, including the hours of all general holidays and also hours of vacation period.

(2) At the date of the coming into force of the present notice of amendment, every factory employee having terminated his apprenticeship period, must receive over and above his regular earnings the additional amount mentioned at aforesaid subsection (1) of section VIII-A, and also the following additional amounts: $0.40 per hour worked until April 30th 1971 inclusively. From May 1st 1971, the said $0.40 will be increased to $0.50. From May 1st 1972, the said $0.50 will be increased to $0.60.

(3) At the date of the coming into force of the present notice of amendment, every apprentice must receive over and above his regular earnings the additional amounts hereafter mentioned:

Duration:

Occupations:— Occupations:	*Zone I*	*1er mai May 1st 1971*	*1er mai May 1st 1972*	*Zone II*	*1er mai May 1st 1971*	*1er mai May 1st 1972*
1er trimestre — 1st three months		$0.10	$0.10		$0.10	$0.10
2e trimestre — 2nd three months	$0.05	0.15	0.15	$0.05	0.15	0.15
3e trimestre — 3rd three months	0.15	0.25	0.30	0.15	0.25	0.30
4e trimestre — 4th three months	0.25	0.35	0.40	0.25	0.35	0.40
5e trimestre — 5th three months	0.35	0.40	0.50	0.35	0.40	0.50
6e trimestre — 6th three months	0.40	0.50	0.60	0.40	0.50	0.60
7e trimestre — 7th three months	0.40	0.50	0.60	0.40	0.50	0.60
8e trimestre — 8th three months	0.40	0.50	0.60	0.40	0.50	0.60
9e trimestre — 9th three months	0.40	0.50	0.60	0.40	0.50	0.60
10e trimestre — 10th three months	0.40	0.50	0.60	0.40	0.50	0.60
11e trimestre — 11th three months	0.40	0.50	0.60	0.40	0.50	0.60

4) l'employeur doit indiquer distinctement les montants additionnels dans son régistre, dans son rapport mensuel au comité paritaire et sur le bulletin de paie.

(4) Payment of the aforesaid amounts shall be clearly indicated on each employee's earnings statement, on the point committee's monthly reports and in the employer's records.

5) Par gains effectifs on entend, dans le cas des employés rémunérés sur une base de temps, le taux de salaire payé à l'employé plus tous les ajustements et augmentations dûs en vertu d'ententes entre l'employé et l'employeur ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux horaires minimaux prévus à l'échelle de salaires fixée, mais, ne comprennent pas les montants additionnels mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3, du présent article VIII-A, ni le montant mentionné à l'article XI, *a*).

Dans le cas des employés rémunérés aux pièces, ces mots signifient les salaires gagnés aux pièces suivant le système de l'employeur plus tous les ajustements et augmentations en vigueur avant l'entrée en vigueur du présent avis de modification, en vertu d'ententes entre l'employé et l'employeur ou autrement, même s'ils sont supérieurs aux taux minimaux prévus à l'échelle de salaires fixée, mais, ne comprennent pas les montants additionnels mentionnés aux paragraphes 1, 2, 3, du présent article VIII-A, ni le montant mentionné à l'article XI, *a*).

6) Tous les taux à la pièce devront être déterminés de façon que, pour chaque période de trois (3) mois de travail commençant le 1er janvier de chaque année, la moyenne des gains horaires du groupe des salariés de l'occupation concernée qui ont un (1) an et plus d'expérience dans cette occupation, soit d'au moins 10% dix pour cent de plus que le taux horaire minimum prévu pour les employés. À défaut pour le groupe de gagner le 10% dix pour cent prévu ci-haut, l'employeur devra ajuster le ou les taux à la pièce concernés pour que la clause ci-dessus soit respectée.

7) Incorporation et refonte des taux aux pièces et horaires:

Tous les employeurs devront procéder à la refonte des taux aux pièces par l'intégration du montant additionnel de $0.60 qui sera en vigueur le 1er mai 1972. Les nouveaux taux aux pièces obtenus à la suite de cette intégration seront mis en vigueur en même temps pour chaque établissement pas plus tard que le 1er décembre 1972.

L'employeur devra faire exécuter les opérations de refonte suivant les formules prescrites et fournies par le Comité paritaire de l'Industrie du Gant de Cuir et envoyer à ce dernier les copies de ses calculs aux fins de vérification au moins 45 jours avant la mise en vigueur de l'incorporation de la refonte. Le montant additionnel refondu devra être en rapport direct avec ce qu'il représente en regard de la moyenne des gains horaires aux pièces d'une section pour la période d'avril, mai et juin 1972. Aux fins du présent article, une section signifie:

a) un employé aux pièces travaillant sur une ou plusieurs opérations distinctes;

b) deux ou plusieurs employés qui exécutent la même opération et qui reçoivent le même taux aux pièces pour telle opération. Dans le cas des employés rémunérés à l'heure, le gain effectif de même que le montant additionnel de $0.60 qui sera en vigueur le 1er mai 1972 seront intégrés à compter du 1er décembre 1972. »

(5) "Regular earnings" mean in the case of employees paid on a time basis, wage rate paid to employees plus all ajustments and increases agreed between employer and employee or otherwise, even though the rates being higher than the scale of minimum hourly rates with the exception of the additional amounts mentioned at subsections 1, 2, 3, of section VIII-A and the amount mentioned at subsection (*a*) of section XI.

In the case of employees paid on a piece-rate basis, the wages earned under the employer's piece-rate system, plus all adjustments and increases agreed between employer and employee or otherwise, even though the rates being higher than the scale of minimum hourly rates with the exception of the additional amounts mentioned at subsections 1, 2, 3 of section VIII-A and the amount mentioned at subsection (*a*) of section XI.

(6) All piece rates must be set in a way that, for each three-month period of work starting January 1st of each year, the hourly average earnings of the employees group having one year or more of experience in such concerned occupation, must be at least of ten per cent (10%) higher than the minimum hourly rate stipulated for said employees. In the event of the group not earning the aforesaid ten per cent (10%), the employer will have to adjust the piece rates of such occupation accordingly.

(7) Hourly and piece-rate incorporation and recast:

All employers will have to recast their piece-rates by integrating the additional amount of $0.60 in force as of May 1st 1972. By so doing, the new piece-rates obtained will become into force for all employers together, not later than December 1st 1972.

Recasting by the employers will have to be made on special forms supplied by the Joint Committee of the Leather Glove Industry, and, copy of each recast will have to be mailed to the said Committee for verification at least forty-five (45) days before the application of said recast. The recasted piece-rates will have to be in direct relation with the hourly average earnings of a section during April, May and June 1972 period. For the purpose of the present definitions a section means:

(*a*) A piece-rate paid employee performing one or many operations.

(*b*) Two or more piece-rate paid employees performing the same operation and paid the same piece-rate for the same operation.

In the case of hourly paid employees, the regular earnings and the additional amount of $0.60 in force as of May 1st 1972 will have to be integrated as of December 1st 1972."

8° À l'article X, les changements suivants seront apportés:

Le paragraphe *a*) deviendra le paragraphe *b*).

Le paragraphe *a*) suivant sera ajouté:

« *a*) Tout travail à domicile est prohibé pendant la durée du présent décret, excepté comme ci-après prévu. »

Le paragraphe *b*) deviendra le paragraphe *c*).

Les sous-paragraphes 1. et 3. du paragraphe *c*) seront radiés.

Le sous-paragraphe 2. du paragraphe *c*) deviendra le paragraphe *k*).

Le paragraphe *d*) sera radié.

Le paragraphe *d*) suivant sera ajouté:

« *d*) La couture des gants « cousus-main » (hand-sewn) est permise en tout temps à domicile et n'est pas soumise aux restrictions prévues au présent article X sauf les paragraphes suivants: *l*), *n*), *o*), *p*), *q*), *r*), *s*), *u*), *x*), *y*), *z*). »

Le paragraphe *e*) deviendra le paragraphe *n*) et, à la fin du paragraphe, ajouter après les mots « à cette fin » les mots suivants: « sauf dans le cas des gants » cousus-main « (hand-sewn). »

Le paragraphe *e*) suivant sera ajouté:

« *e*) En tout temps, jusqu'au 1er novembre 1972, le travail à domicile est autorisé sous réserve de toutes les conditions et restrictions prévues au présent article et à la condition expresse que l'employeur ait fait exécuter ce genre de travail à domicile avant le 1er mai 1970 relativement aux opérations suivantes:

1. le tirage et le nouage des fils;

2. l'assemblage et la pose des fourchettes aux gants semi-piqués;

3. la couture des doublures spéciales en imitation de fourrure pour les mitaines d'auto-neige. »

Le paragraphe *f*) deviendra le paragraphe *o*).

Le paragraphe *f*) suivant sera ajouté:

« *f*) Sous toutes les réserves et toutes les restrictions et conditions prévues au présent article X, le travail à domicile est autorisé durant les mois d'août, septembre, octobre et novembre des années 1970 et 1971. »

Le sous-paragraphe du paragraphe *f*) deviendra le paragraphe *p*) et, à la fin du paragraphe, après les mots « du décret » ajouter les mots suivants: « Toutes modifications aux exigences dudit paragraphe devront être approuvées par le Comité paritaire. »

Le paragraphe *g*) deviendra le paragraphe *q*).

Le paragraphe *g*) suivant sera ajouté:

« *g*) Sous réserve de chacune des restrictions et conditions prévues au présent article X, le travail à domicile sera permis durant les mois d'août, septembre et octobre 1972 dans l'industrie du gant fin et durant les mois de septembre, octobre et novembre 1972 dans l'industrie du gant de travail. »

Le paragraphe *h*) deviendra le paragraphe *r*) et la lettre « *g* » dudit paragraphe *h*) deviendra la lettre « *q* ».

Le paragraphe *h*) suivant sera ajouté:

« *h*) Dans le cas des paragraphes *e*), *f*), *g*) ci-dessus, dans aucune circonstance et pour aucune considération

8. Section X will be modified as follows:

Subsection (*a*) will become subsection (*b*)

The following subsection (*a*) will be added:

"(*a*) Home work is prohibited for the duration of the present decree except as hereinafter mentioned."

Subsection (*b*) will become subsection (*c*).

Paragraphs 1. and 3. of subsection (*c*) will be deleted.

Paragraph 2. of subsection (*c*) will become subsection (*k*).

Subsection (*d*) will be deleted.

Following Subsection (*d*) will be added:

"(*d*) Hand sewing of gloves is permitted at all time notwithstanding the restrictions of the present section except for the following subsections (*l*), (*n*), (*o*), (*p*), (*q*), (*r*), (*s*), (*u*), (*x*), (*y*), (*z*)."

Subsection (*e*) will become subsection (*n*) and, at the end of the subsection, add, after the words "of this decree" the following words "regarless of hand-sewn gloves".

The following subsection (*e*) will be added:

"(*e*) At any time, until November 1st 1972, home work is permitted notwithstanding conditions and restrictions of the present section, and a long as the employer had the following operations done at home before May 1st 1970:

1. Pulling and tieing threads.

2. Assembling and putting on fourchettes on gloves half-P.K.

3. Sewing fur imitation special linings used in snow-mobile mitts."

Subsection (*f*) will become subsection (*o*).

Following subsection (*f*) will be added:

"(*f*) Notwithstanding special provisions of this section X, home work is permitted during the months of August, September, October and November of 1970 and 1971."

The paragraph of subsection (*f*) will become subsection (*p*) and, at the end of the subsection, add, after the words "enforcement" the following words "Any modifications to said subsection must seek the Joint Committee's authorization".

Subsection (*g*) will become subsection (*q*).

Following subsection (*g*) will be added:

"(*g*) Notwithstanding special provisions of this section X, home work will be permitted during the months of August, September and October 1972 in the Fine Glove Industry, and during the months of September, October and November 1972 in the Work Glove Industry."

Subsection (*h*) will become subsection (*r*) and the letter "*g*" of the subsection (*h*) will become the letter "*q*".

Following subsection (*h*) will be added:

"(*h*) Gloves, mitts or parts thereof cannot be cut, examined or blocked at home regardless of subsections

le blocage, le taillage et l'examen des gants et mitaines ou parties de gants et de mitaines ne seront faits à domicile. »

La paragraphe *i*) deviendra le paragraphe *s*) et, les lettres « *l*, *m*, *n*, » du numéro 10 deviendront les lettres « *u*, *v*, *w*, ».

Le paragraphe *i*) suivant sera ajouté:

« *i*) Au surplus, dans aucun cas il n'y aura de travail à domicile si celui-ci a pour effet de priver les employés travaillant dans l'atelier de leur travail ou de leurs gains.

L'employeur ne pourra faire exécuter du travail à domicile ni du travail par des entrepreneurs tant et aussi longtemps que les employés de l'atelier ne travailleront pas leur semaine normale. »

Le paragraphe *j*) deviendra le paragraphe *l*).

Le paragraphe *j*) suivant sera ajouté:

« *j*) Si un employeur envoie à domicile ou à l'extérieur de son atelier du travail pendant que les employés de son atelier sont sans travail, cet employeur sera passible de l'obligation de distribuer à ses employés de l'atelier un montant d'argent équivalent un montant total d'argent payé par l'employeur aux travailleurs à domicile durant la mise-à-pied, mais jamais plus que la perte de travail subie par les employés de l'atelier ».

Le paragraphe *k*) deviendra le paragraphe *m*).

Le paragraphe 1) deviendra le paragraphe *u*) et, les mots « travaillant à la main » seront remplacés par les mots: « exécutant la couture des gants cousus-main, (hand-sewn) ».

Le paragraphe *n*) deviendra le paragraphe *t*).

Le premier sous-paragraphe du paragraphe *n*) deviendra le paragraphe *v*).

Le deuxième sous-paragraphe du paragraphe *n*) deviendra le paragraphe *w*).

Le paragraphe *o*) deviendra le paragraphe *x*).

Le paragraphe *y*) suivant sera ajouté:

« *y*) *Dossier d'employé:* Tous les employeurs doivent remettre au Comité paritaire une carte-fiche pour chaque employé exécutant à domicile une ou plusieurs opérations assujetties au décret en y indiquant l'expérience et les autres renseignements concernant l'employé, tel que le requiert la loi, sous la signature conjointe de l'employeur et de l'employé. Ces cartes sont fournies par le Comité paritaire. Ces cartes émises pour chaque employé travaillant à domicile doivent être reçues au bureau dudit Comité paritaire dans les cinq (5) jours suivant la date de l'embauche dudit employé. »

Le paragraphe *z*) suivant sera ajouté:

« *z*) Tout employeur qui donne du travail soumis à la juridiction du décret pour être exécuté à l'extérieur ou à l'intérieur de son ou ses ateliers à des entrepreneurs, sous-traitants, manufacturiers ou autres personnes, doit transmettre au comité paritaire, le jour même où le travail est donné, le nom et l'adresse des personnes ci-dessus mentionnées. De plus, toute transaction ou entente entre des personnes ci-dessus mentionnées, soit directement ou par l'entremise de leur

(*e*), (*f*), (*g*) above mentioned."

Subsection (*i*) will become subsection (*s*) and, the letters "*l*, *m*, *n*," of item number 10 will become the letters "*u*, *v*, w,".

The following subsection (*i*) will be added:

"(*i*) In no case shall home work be instituted in such a way as to deprive factory employees of their job or earnings.

No employer shall have work done by home workers or by contractors so long as his factory staff is not employed full time."

Subsection (*j*) will become subsection (*l*).

The following subsection (*j*) will be added:

"(*j*) If an employer sends some work outside his factory or at home while his factory staff is laid off or not working, the employer shall be obliged to pay to his factory staff a sum of money equivalent to the sum of money earned by home workers during the said lay-off but never more than the loss of time endured by the factory staff."

Subsection (*k*) will become subsection (*m*).

Subsection (*l*) will become subsection (*u*) and, the words "their work by hand" will be replaced by the words "hand sewing of gloves".

Subsection (*n*) will become subsection (*t*).

The first paragraph of subsection (*n*) will become subsection (*v*).

The second paragraph of subsection (*n*) will become subsection (*w*).

The subsection (*o*) will become subsection (*x*).

The following subsection (*y*) will be added:

"(*y*) *Employee's record card:* All employers must furnish the Parity Committee with an employee record card for each employee performing at home one or more operations governed by the decree on forms to be provided by the said Parity Committee giving thereon the experience and other informations concerning the said employee, as required by the Act, the whole to be certified by the signature of both employer and employee.

The record card for each employee working at home must be filed in the office of the said Parity Committee not later than five (5) days following the date of hiring of the said employee."

The following subsection (*z*) will be added:

"(*z*) Any employer giving work falling under the jurisdiction of the decree, whether inside or outside his premises to contractors, jobbers, manufacturers or any other persons, must on the same day that the work is given, file with the Joint Committee the names and addresses of such persons. Moreover, any transaction or agreement between any of the persons hereinabove designated, either directly or through their figure heads, agents or mandatories for the transfer,

prête-nom, agent ou mandataire pour le transfert, la vente ou cession de toute matière non manufacturée telle que entre autres, le cuir, gants ou mitaines, parties de gants ou de mitaines ou autres matières s'y rapportant et les produits manufacturés qui en résultent régis par le présent décret, équivaut à « donner du travail à domicile » au sens et pour les fins du présent article. »

9° Le paragraphe *a*) de l'article XI, sera remplacé par le suivant:

« *a*) *Sécurité sociale:* Tous les employés, exception faite des employés travaillant à domicile et des apprentis durant leur première période de trois (3) mois d'apprentissage, doivent recevoir chaque semaine, une rémunération égale à 2.75% du total de leurs salaires respectifs à titre de sécurité sociale. »

10° À l'article XII, le paragraphe *e*) sera remplacé par le suivant:

« *e*) Tout employé qui est assigné temporairement à la demande de l'employeur à une occupation autre que son occupation régulière, doit recevoir le taux horaire minimum pour l'occupation à laquelle il a été permuté ou son taux horaire régulier de salaire, le plus élevé des deux. Il est entendu cependant qu'un employé qui accepte temporairement un poste moins rémunéré parce qu'il n'y a plus de travail sur son occupation régulière, est payé au taux de l'occupation moins rémunérée à compter de la fin de la journée durant laquelle il a été ainsi rétrogradé. »

À l'article XII, le paragraphe *f*) suivant sera ajouté:

« *f*) Tout employé qui est retrogradé à une fonction dont le taux de rémunération est inférieur doit être rémunéré selon le taux de cette occupation sous réserves de toutes autres conditions imposées par le présent décret. »

11° À l'article XV, l'année « 1969 » sera changée pour l'année « 1972 ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle du Québec*, l'honorable ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 2 janvier 1971. 37944-o

sale or cession of unmanufactured material, such as, without limiting the generality of the foregoing, leather, gloves and mitts or parts thereof, or any other material thereto, and the resulting manufactured products coming under the jurisdiction of the decree shall deemed to be "giving home work" within the meaning of the present subsection."

9. Subsection (*a*) of section XI, will be replaced by the following:

"(*a*) *Social security:* All employees, except home workers and apprentices during their first three-month period of apprenticeship, shall receive every week a sum of money equivalent to two point seventy-five per cent (2.75%) of the total of their wages in lieu of social security benefits."

10. Subsection (*e*) of section XII will be superseded by the following:

"(*e*) Any employee temporarely requested by the employer to perform an occupation other than his own occupation must receive the rate set up for the new occupation or the rate of his own occupation meaning the highest one of the two. It is understood that if an employee accepts a temporarily receded occupation on account of a lack of work shall be remunerated at the rate of the receded occupation from the first day he has been receded."

The following subsection (*f*) will be added to section XII:

"(*f*) Any employee receded to a lower rate occupation must be paid according to such lower occupation notwithstanding provisions of the present decree."

11. Section XV, the date "1969" will be superseced by the year "1972".

Publication of this notice does not make binding the the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an order in council that cannot come into force before the date of its publication in the *Québec Official Gazette.*

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour and Manpower will consider objections which interested parties may wish to make.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister.

Department of Labour and Manpower,
Québec, January 2, 1971. 37944-o

Commission du salaire minimum

Avis

Le ministre du Travail et de la Main-d'oeuvre, l'honorable Jean Cournoyer, donne avis par les présen-

Minimum Wage Commission

Notice

The Honourable Jean Cournoyer, Minister of Labour and Manpower, hereby gives notice that the following

tes, que le Règlement numéro 4, 1971 de la Commission du salaire minimum, dont le texte suit, concernant les employeurs et les salariés soumis au décret numéro 4599 du 16 décembre 1970, adopté par la Commission du salaire minimum le 21 décembre 1970, a été approuvé par l'arrêté en conseil numéro 4790 du 22 décembre 1970.

Le sous-ministre du Travail
et de la Main-d'oeuvre,
ROBERT SAUVÉ.

Ministère du Travail et de la Main-d'oeuvre,
Québec, le 2 janvier 1971.

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM

Règlement No 4, prélèvement 1971

La Commission du salaire minimum, en exécution de l'article 32 de la Loi sur les Relations du Travail dans l'Industrie de la Construction (chapitre 45 des lois de 1968 modifié par le bill 68-1970).

Décrète par le présent règlement désigné sous le nom de Règlement No 4, 1971, concernant les employeurs et les salariés soumis au décret No 4599 du 16 décembre 1970, ce qui suit:

1. *Prélèvement:*

Il est, par les présentes, prélevé chaque mois.

a) Des employeurs professionnels régis par ledit décret une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paie pour les salariés assujettis audit décret (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis payés).

b) Des salariés régis par ledit décret une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération (salaires fixes, pourcentages, commissions, allocations ou bonis).

2. *Mode de perception:*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, la Commission du salaire minimum met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir à ladite Commission chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom de la Commission du salaire minimum, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel à la Commission du salaire minimum le ou avant le 15 du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles payables à la Commission du salaire minimum par ses salariés. La Commission du salaire minimum a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'elle le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Regulation No. 4, 1971 of the Minimum Wage Commission concerning the employers and employees governed by Decree No. 4599 of December 16, 1970, adopted by the Minimum Wage Commission on December 21, 1970, has been approved by Order in council No 4790 of December 22, 1970.

ROBERT SAUVÉ,
Deputy Minister of Labour
and Manpower.

Department of Labour and Manpower,
Québec, January 2, 1971.

MINIMUM WAGE COMMISSION

Regulation No. 4, levy 1971

The Minimum Wage Commission, under Section 32 of the Construction Industry Labour Relations Act (chapter 45 of the statutes of 1968, amended by Bill 68-1970),

Decrees by the present regulation, designated as Regulation No. 4, 1971, concerning the employers and employees governed by Decree No. 4599 of December 16, 1970, the following:

1. *Levy:*

By the present regulation it is, each month, levied

(*a*) upon professional employers governed by the said decree, a sum equal to one half of one per cent (½ of 1%) of the wages paid to their employees governed by the said decree (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

(*b*) upon the employees governed by the said decree, a sum equal to one half of one per cent (½ of 1%) of their wages (fixed salaries, percentages, commissions, allowances or bonuses).

2. *Collection of dues:*

To facilitate the collection of such dues, the Minimum Wage Commission supplies professional employers with report forms on which all required details must be given. Every month, the professional employer must see that these forms be completed and reach the said Commission.

At the end of each week, by means of a check-off, the professional employer, on behalf of the Minimum Wage Commission, must collect the dues of his employees.

The professional employer must submit his monthly report to the Minimum Wage Commission on or before the 15th of the month following the end of the period for which it is due; the said report must be accompanied with the professional employer's dues and with the dues of the employees payable to the Minimum Wage Commission. The Minimum Wage Commission has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy provided for in the present regulation shall be payable every month by the professional employer, the artisan and the employee without any formal advance notice.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers la Commission du salaire minimum.

Le présent règlement entre en vigueur le 1er janvier mil neuf cent soixante-onze.

Fait et signé en la ville de Ste-Foy, ce vingt et unième jour de décembre mil neuf cent soixante-dix.

Copie conforme.

(Sceau) *Le secrétaire,*

37944-o PAUL DE LA DURANTAYE.

Should any professional employer or artisan refuse to pay their dues or supply necessary information, they shall be given a five (5) day notice to fulfil their obligations towards the Minimum Wage Commission.

The present regulation shall come into force on January 1, one thousand nine hundred seventy-one.

Signed and dated in Ste-Foy, this twenty-first day of December, one thousand nine hundred seventy.

Certified true copy.

(Seal) PAUL DE LA DURANTAYE,

37944-o *Secretary.*

Ministère des Affaires municipales

Department of Municipal Affairs

Canada,
Province de Québec.
[L. S.] ANDRÉ TASCHEREAU

ÉLIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU que chacun des conseils municipaux du canton de Brome, du village de Foster et du village de Knowlton, comté de Brome, a adopté, à la majorité absolue de ses membres, un règlement autorisant la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant ces municipalités et créant une nouvelle municipalité sous l'autorité de la Loi de la fusion volontaire des municipalités;

ATTENDU que les publications requises par l'article 6 de la Loi précitée ont été faites;

ATTENDU qu'un exemplaire de la requête conjointe, en date du 9 mai 1969, a été transmis au ministre des Affaires municipales et à la Commission municipale de Québec;

ATTENDU qu'aucune demande d'enquête n'a été faite à la Commission municipale de Québec et que cette dernière n'a pas tenu d'audition publique;

ATTENDU qu'il y a lieu de donner suite à la requête conjointe.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 4550, en date du 9 décembre 1970, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que des lettres patentes soient octroyées fusionnant le canton de Brome, le village de Foster et le village de Knowlton, comté de Brome, et

Canada,
Province of Québec,
[L. S.] ANDRÉ TASCHEREAU

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these preseets shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters patent

WHEREAS each of the municipal councils of the township of Brome, the village of Foster and the village of Knowlton, county of Brome, adopted, by the absolute majority of its members, a by-law authorizing the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council, asking him to grant letters patent amalgamating the said municipalities and creating a new municipality under the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act;

WHEREAS the publications called for under section 6 of the aforesaid Act have been made;

WHEREAS a copy of the joint petition dated May 9, 1969 was transmitted to the Minister of Municipal Affairs and to the Québec Municipal Commission;

WHEREAS the Québec Municipal Commission received no request for an inquiry and held no public hearing;

WHEREAS it is deemed expedient to comply with the said joint petition.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in a decree bearing number 4550 and dated December 9, 1970, We have decreed and ordered and do hereby decree and order that letters patent be granted amalgamating the township of Brome, the village of Foster and the village of Knowlton, county of Brome, and creating a new town

créant une nouvelle municipalité de ville sous le nom de « Ville du Lac Brome », aux conditions mentionnées dans la requête conjointe.

CES conditions sont les suivantes:

1. Le nom de la nouvelle municipalité est « Ville du Lac Brome »;

2. Le territoire de la nouvelle municipalité est celui qu'a décrit officiellement le ministère des terres et forêts le 1er octobre 1969, cette description apparaît dans l'annexe « A » du présent arrêté;

3. *a*) Les surplus budgétaires possédés par les municipalités requérantes au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes seront portés à l'actif de la ville du Lac Brome mais les argents ainsi transférés par chacune des municipalités requérantes seront employés en totalité et exclusivement à acquitter les premières dépenses de capital encourues par la ville du Lac Brome et après l'entrée en vigueur des lettres patentes, dans le territoire de la municipalité requérante d'où ces argents auront été transférés;

b) Les dépenses de capital mentionnées au paragraphe précédent, consisteront exclusivement en dépenses faites pour construire ou compléter un système d'égout ou d'aqueduc, une usine d'épuration des eaux ou des égouts, construire ou compléter des fossés, des ponts, des trottoirs et des rues, aménager des parcs publics ou améliorer le système d'éclairage des rues;

c) Dans le cas où l'une ou plusieurs des municipalités requérantes aurait un déficit budgétaire au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, celui-ci sera payable par les contribuables de cette ou ces municipalités par une taxe spéciale imposée à ceux-ci, sauf si ledit deficit budgétaire a été encouru pour le bénéfice de plusieurs des municipalités requérantes;

d) Les surplus budgétaires ou les déficits bugdétaires dont il devra être disposé conformément aux paragraphes précédents, ne devront comprendre que la différence entre la somme des actifs décrits au bilan annexé aux présentes sous la Cote E comme « argents en mains et en banque » et « autres recevables » et la somme des passifs décrits dans ledit bilan comme « comptes payables » à l'exception des dispositions du paragraphe *h*) de la présente requête;

e) À la première séance qu'il tiendra après l'entrée en vigueur des lettres patentes octroyées en vertu de la présente requête, et ensuite à la première séance qui suivra chaque élection générale, le conseil devra nommer un ou deux vérificateurs qui resteront en fonction jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs;

f) Les dettes obligataires des municipalités requérantes contractées en vertu de règlements déjà promulgués, seront payables par les propriétaires assujettis au paiement de ces dettes;

g) La machinerie et équipement mentionnés dans le bilan comme « machinerie et équipement » et « équipement à incendie » et appartenant à chacune des municipalités requérantes au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes, seront la propriété de la ville du Lac Brome mais seront employés dans la mesure du possible en premier lieu pour le bénéfice des

municipality under the name of "Town of Brome Lake", under the conditions mentioned in the joint petition.

These conditions are as follows:

1. The name of the new municipality is "Town of Brome Lake";

2. The territory of the new municipality shall be that officially described by the Department of Lands and Forests on October 1, 1969; the said description appears in Appendix "A" of this Order;

3. (*a*) The budget surpluses of the applicant municipalities at the time of the coming into force of the letters patent shall become part of the assets of the town of Brome Lake but the moneys so transferred by each of the municipalities shall be fully and exclusively employed to meet the first capital expenditures of the town of Brome Lake, and following the coming into force of the letters patent, in the territory of the applicant municipality from where the moneys were transferred;

(*b*) The capital expenditures mentioned in the preceding paragraph shall consist exclusively of expenditures incurred for the construction or completion of a sewage or aqueduct system, the construction of a water and sewage purification plant, the construction or completion of ditches, bridges, sidewalks and streets, the planning of parks and the improvement of the system of street lights;

(*c*) Should one or more of the applicant municipalities have a budget deficit at the time of the coming into force of the letters patent, it shall be payable by the tax-payers of this or these municipalities by means of a special tax imposed to them, except if the said budget deficit was incurred for the benefit of several of the applicant municipalities;

(*d*) The budget surpluses or deficits, for which action must be taken according to the preceding paragraphs, shall comprise only the difference between the total of the assets described on the attached balance-sheet under Classification E as "cash in hand or in the bank" and "other receivables" and the total of the liabilities described on the said balance-sheet as "accounts payable" with the exception of the provisions of paragraph (*h*) of this request;

(*e*) At the first meeting following the coming into force of the letters patent granted in accordance with this request, and afterwards at the first meeting following each general election, the Council shall appoint one or two auditors who shall stay on until the appointment of their successors;

(*f*) The compulsory debts of the applicant municipalities contracted in accordance with by-laws already promulgated shall be payable by the property-owners bound pay off these debts;

(*g*) The machinery and equipment mentioned in the balance-sheet as "machinery and equipment" and "fire equipment" and belonging to each of the applicant municipalities, at the time of the coming into force of the letters patent, shall become the property of the town of Brome Lake but shall first be used, where possible, for the benefit of the residents of the applicant

résidents de la municipalité requérante d'où ils auront été transférés jusqu'à ce qu'il en ait été disposé ou qu'ils aient été complètement dépréciés à un taux similaire à celui employé avant l'entrée en vigueur des lettres patentes;

h) Dans le cas où toute machinerie, équipement ou propriété immobilière appartenant à une des municipalités requérantes au moment de l'entrée en vigueur des lettres patentes serait vendu ou qu'il en serait autrement disposé dans les dix années suivant l'entrée en vigueur des lettres patentes, les produits d'une telle vente augmenteront le surplus budgétaire ou diminueront le déficit budgétaire mentionné dans les paragraphes *a*), *b*), *c*) et *d*) de la municipalité d'où cette machinerie, cet équipement ou cette propriété immobilière aura été transféré;

i) La ville du Lac Brome succèdera à tous les autres droits, obligations, privilèges, biens, dettes, créances et actions des municipalités requérantes;

j) Tous les billets, bons, obligations, engagements, titres ou contrats quelconques souscrits, acceptés, endossés ou consentis par les municipalités requérantes et actuellement en vigueur lors de l'entrée en vigueur des lettres patentes, continueront d'avoir leurs effets légaux;

4. Les employés et officiers municipaux actuels des municipalités requérantes resteront en fonction jusqu'à leur démission ou leur destitution par le conseil de la ville du Lac Brome;

5. La ville du Lac Brome sera divisée en cinq quartiers décrits et délimités tel qu'il appert à une description desdits quartiers annexée à la requête sous la Cote F et à un plan annexé sous la Cote G;

6. À la première élection générale suivant l'octroi des lettres patentes, un conseiller sera élu pour chacun des quartiers de Foster, East Hill, Bondville-Fulford-Iron Hill et Brome-Ouest alors que deux conseillers représenteront le quartier de Knowlton qui comprendra deux sièges numérotés « un » et « deux »;

7. Dans le cas où le siège d'un conseiller deviendrait vacant avant la première élection générale qui suivra l'entrée en vigueur des lettres patentes, le conseil remplira cette vacance en nommant de préférence l'un des anciens conseillers municipaux de la municipalité de laquelle ce conseiller fut nommé;

La même règle s'appliquera si plus d'un siège devient vacant aussi longtemps que le conseil pourra siéger valablement;

8. Le conseil pourra, dans les 24 mois de l'entrée en vigueur des lettres patentes, par un vote des trois quarts des membres du conseil, adopter un règlement abrogeant les règlements de zonage et de construction et les remplacer par un règlement de zonage et de construction conforme au plan directeur;

9. Le conseil qui régira la ville du Lac Brome jusqu'à la première élection générale sera composé d'un maire et de dix conseillers chacun d'eux étant un membre du conseil de l'une des municipalités requérantes, comme suit:

Maire: L. L. Mizener, de Foster.

municipality from which the equipment has been transferred until such time as it has been disposed of or completely depreciated at a rate similar to that used before the coming into force of the patent letters;

(*h*) Should the machinery, equipment or immovable property belonging to one of the applicant municipalities at the time of the coming into force of the letters patent be sold or disposed of otherwise in the ten years following the coming into force of the letters patent, the proceeds of such a sale shall increase the budget surplus or decrease the budget deficit mentioned in paragraphs (*a*), (*b*), (*c*) and (*d*) of the municipality from which this machinery, equipment or immovable property was transferred;

(*i*) The town of Brome Lake shall take on all the other rights, obligations, privileges, goods, debts, claims and actions of the applicant municipalities;

(*j*) All the promissory notes, bonds, obligations, commitments, titles or contracts subscribed to, accepted, endorsed or assented to by the applicant municipalities and effective at the time of the coming into force of the letters patent shall continue to have legal force;

4. The employees and municipal officers now in the service of the applicant municipalities shall remain employed until they resign or until their dismissal by the Council of the Town of Brome Lake;

5. The Town of Brome Lake shall be divided into five wards described and demarcated according to the description of the said wards which is attached to the request under Classification F and to a plan attached to Classification G;

6. At the first general election following the granting of the letters patent, a councillor shall be elected for each of the wards of Foster, East Hill, Bondville-Fulford-Iron Hill and Brome-West and two councillors shall represent Knowlton Ward which shall comprise two seats numbered "one" and "two";

7. Should a councillor's seat become vacant before the first general election following the coming into force of the letters patent, the Council shall fill this vacancy by appointing in preference one of the former municipal councillors of the municipality for which this councillor was appointed;

The same rule will apply if more than one seat falls vacant for as long as the Council sits legally;

8. The Council will have the power, in the 24 months following the coming into force of the patent letters, by a vote of three quarters of the members of the Council, to adopt a by-law repealing the zoning and construction by-laws and replacing them by a zoning and construction by-law in accordance with the master plan;

9. The Council which shall govern the Town of Brome Lake up to the first general election shall consist of a mayor and ten councillors, each of whom being a member of the Council of one of the applicant municipalities, as follows:

Mayor: L. L. Mizener, of Foster.

Maire suppléant et conseiller: Georges Johnston, de Brome.

Conseillers: Alan C. Webster, de Brome, Eric Foster, de Brome, Heliodore Ares, de Brome, Léo Dagenais, de Foster, Alfred H. Wing, de Foster, P. Allard, de Knowlton, Dr. C. Lorne Church, de Knowlton, I.R. Grandall, de Knowlton, Fred Partridge, de Knowlton.

10. La première séance du conseil aura lieu le deuxième lundi qui suivra l'entrée en vigueur des lettres patentes au « County House » de la municipalité du canton de Brome situé dans la municipalité actuelle du village de Knowlton à 19 heures;

11. La confection de la liste des électeurs devra être effectuée selon les prescriptions de la Loi des cités et villes et de ses amendements;

12. La première élection générale et les élections générales subséquentes, ainsi que la durée des fonctions des membres du conseil, sont fixées conformément aux articles 17 et 173 de la Loi des cités et villes, tels que remplacés par les articles 10 et 62 du chapitre 55 des lois de 1968;

13. À compter de l'entrée en vigueur des lettres patentes, la municipalité du canton de Brome, la municipalité du village de Foster et la municipalité du village de Knowlton cesseront d'exister et la ville du Lac Brome sera régie par la Loi des cités et villes et ses amendements, sauf les cas où les lettres patentes la créant y dérogeront spécialement et sauf les dispositions incompatibles qui y seront contenues.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., administrateur du gouvernement de la province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce neuvième jour de décembre en l'année mil neuf cent soixante-dix de l'ère chrétienne et de Notre Règne la dix-neuvième année.

Par ordre,

LUCIEN DARVEAU,
Sous-procureur général adjoint.

37943-o

Acting Mayor and Councillor: Georges Johnston, of Brome.

Councillors: Alan C. Webster, of Brome, Eric Foster, of Brome, Heliodore Ares, of Brome, Léo Dagenais, of Foster, Alfred H. Wing, of Foster, P. Allard, of Knowlton, Dr. C. Lorne Church, of Knowlton, I. R. Grandall, of Knowlton, Fred Partridge, of Knowlton.

10. The first meeting of the Council shall take place the second Monday following the date on which the letters patent become effective, at the "County House" of the municipality of Brome Township situated in the present municipality of Knowlton village at 7:00 p.m.

11. The electoral list shall be drawn up according to the provisions of the Cities and Towns Act and its amendments;

12. The first general election and subsequent general elections, as well as the terms of office of the members of the Council shall be determined in accordance with sections 17 and 173 of the Cities and Towns Act, as replaced by sections 10 and 62 of chapter 55 of the 1968 Statutes;

13. From and after the date on which the letters patent become effective, the municipality of the township of Brome, the municipality of Foster Village, and the municipality of the village of Knowlton shall cease to exist and the town of Brome Lake shall be governed by the Cities and Towns Act and its amendments, except in those cases which particularly diverge from the letters patent establishing the Town and except for inconsistent provisions contained in the letters patent.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Québec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right Trusty and Well-Beloved the Honourable ANDRÉ TASCHEREAU, LL.D., D.C.L., Administrator of the Government of the Province of Québec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our city of Québec, in Our Province of Québec, this ninth day of December of the year one thousand nine hundred and seventy, and in the nineteenth year of Our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Assistant Deputy Attorney General.

37943

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive et Gaspé

Cour Supérieure, No 5492. { ROYAL INSURANCE COMPANY LIMITED, demanderesse, *vs* J. EUGÈNE CLOUTIER, Petit-Cap, comté de Gaspé Sud, P.Q., défendeur.

« Un certain lopin de terre de la contenance de cinquante pieds de largeur par cent pieds de longueur (50′ x 100′) sur le lot primitif numéro trente-quatre, maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels sous le cadastral trois cent quarante-quatre-deux (344-2) au premier rang du canton Fox, borné au nord par le fleuve St-Laurent, à l'est, au sud et à l'ouest par Félix Cloutier, avec sortie au chemin du roi boulevard Perron, avec bâtisses dessus construites circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Percé, au Palais de Justice de Percé, VENDREDI, le DOUZIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif intérimaire,
JEAN BOURGET.

Bureau du Shérif,
Percé, le 21 décembre 1970. 37967-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Hauterive and Gaspé

Superior Court, No. 5492. { ROYAL INSURANCE COMPANY LIMITED, plaintiff, *vs* J. EUGÈNE CLOUTIER, Petit-Cap, county of Gaspé South, P.Q., defendant.

"A certain lot of land containing fifty feet in width by one hundred feet in length (50′ x 100′) on the primitive lot number thirty-four, now known and designated on official plan and book of reference under the cadastral number three hundred and forty-four-two (344-2) on the first range of Fox Township, bounded on the north by St-Lawrence River, on the east, south and west by Félix Cloutier, with an exit into highway, Perron Boulevard, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Percé, at Percé Court House, FRIDAY, the TWELFTH day of FEBRUARY, 1971, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN BOURGET,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, December 21, 1970. 37967

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District d'Iberville

Cour Provinciale, No 11,106. { HOUSEHOLD FINANCE CORPORATION LTD., corporation politique et incorporée ayant son siège social à St-Jean, district d'Iberville, demanderesse, *vs* YVON & CLAIRE RAYMOND, actuellement résidant au 1121 Valiquette, à Montréal, district de Montréal, défendeurs.

Le lot 233-270 de forme rectangulaire borné au sud-est par le lot 233-197 rue, au nord-est par le lot 233-271, au nord-ouest par une partie du lot 233-19, 233-20, au sud-ouest par le lot 233-269, mesurant soixante-dix-sept (77) pieds de largeur par quatre-vingt-onze point 2 (91.2) pieds de profondeur et contenant en superficie sept mille vingt-deux point quatre (7,022.4) pieds carré, mesure anglaise, situé à l'Ile Ste-Thérèse, district d'Iberville.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Saint-Jean, en la ville de Saint-Jean, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
CLAUDE AUDET.

Bureau du Shérif,
Saint-Jean, P.Q., ce 22 décembre 1970. 37936-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District of Iberville

Provincial Court, No. 11,106. { HOUSEHOLD FINANCE CORPORATION LTD., body politic and corporate having its head office at St. John's, district of Iberville, plaintiff, *vs* YVON & CLAIRE RAYMOND, presently residing at 1121 Valiquette, at Montreal, district of Montreal, defendants.

Lot 233-270 of a rectangular form bounded on the southeast by lot 233-197 street, on the northeast by lot 233-271, on the northwest by a part of lot 233-19, 233-20, on the southwest by lot 233-269, measuring seventy-seven (77) feet in width by ninety-one point 2 (91.2) feet in depth and containing in area seven thousand twenty-two point four (7,022.4) square feet, English measure, situated at Ile Ste-Thérèse, district of Iberville.

To be sold at the Registry Office of the county of St. John's, in the city of St. John's, on the NINTH day of FEBRUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

CLAUDE AUDET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St. John's, P.Q., December 22, 1970. 37936

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Provinciale, No 7696. { ALFRED BONIN, propriétaire de taxi, des cité et district de Joliette, demandeur; *vs* ROLAND JOLY, demeurant au rang Visitation, district de Joliette, défendeur.

« Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot No deux cent quatre-vingt-dix-sept (P. 297) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse St-Charles Borromée, division d'enregistrement de Joliette, mesurant cent pieds (100′) de largeur par cent soixante-sept pieds (167′) de profondeur dans la ligne d'Albert St-Pierre et cent trente-sept pieds (137′) de profondeur dans la ligne de Harvy Schawrtzman, le tout plus au moins et borné comme suit: en front par un chemin privé de vingt pieds, en profondeur par une autre partie du même lot appartenant à la venderesse, d'un côté par le terrain d'Albert St-Pierre et de l'autre côté par le terrain appartenant à la venderesse, les mesures sont de la mesure anglaise. Avec deux chalets y érigés et un puits artésien.

La ligne de front de l'emplacement présentement acquis étant à vingt pieds de la ligne arrière du terrain de Réal Malo. »

Pour être vendu au bureau de la division d'enregistrement de Joliette, 591, rue Notre-Dame, Joliette, comté et district de Joliette, JEUDI, le QUATRIÈME jour de février 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
JEAN-MARC MARION.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 22 décembre 1970. 37968-o

JOLIETTE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Québec
District of Joliette

Provincial Court, No 7696. { ALFRED BONIN, taxi owner, of the city and district of Joliette, plaintiff; *vs* ROLAND JOLY, residing on Visitation Range, district of Joliette, defendant.

"An emplacement known and designated as forming part of lot No. two hundred and ninety-seven (P. 297) on official plan and book of reference for the parish of Saint-Charles Borromée, Joliette registration division, measuring one hundred feet (100′) in width by one hundred and sixty-seven feet (167′) in depth on Albert St-Pierre line and one hundred and thirty-seven feet (137′) in depth on Harvy Schawrtzman line, the whole more or less and bounded as follows: In front, by a Private Road of twenty feet, in depth by an other part of same lot belonging to the vendor, on a side by the lot of Albert St-Pierre and on the other side by lot belonging to the vendor, the measurements are English measure. With two cottages thereon erected and an artesian well.

The front line of the emplacement presently acquired being at twenty feet from the rear line of Real Malo lot of land."

To be sold at Joliette registration division, 591 Notre-Dame Street, Joliette, county and district of Joliette, THURSDAY, the FOURTH day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

JEAN-MARC MARION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, December 22, 1970. 37968

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Provinciale — District de Montréal

No 280-519. { DUPUY FRÈRES INC., corporation dûment constituée en vertu de la loi et ayant une place d'affaires au 301 rue St-Denis à St-Lambert et son siège social dans le district de Montréal, demanderesse, *vs* ROCK POULIOT, domicilié et demeurant au 2340 rue Quévillon à St-Hubert, district de Montréal, défendeur, et LE RÉGISTRATEUR de la division d'enregistrement de Chambly, mis en cause.

« Les subdivisions numéros cinquante-deux, cinquante-trois, cinquante-quatre du lot originaire numéro cent dix-huit (118-52-53-54) au cadastre officiel de la paroisse de St-Hubert, division d'enregistrement de Chambly, avec bâtisse y-dessus érigée et portant le numéro civique 2340 rue Quévillon à St-Hubert. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, édifice Montval, dans la ville de Longueuil, le TROISIÈME

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

No. 280-519. { DUPUY FRÈRES INC., a corporation duly incorporated pursuant to the Act and having a place of business at 301 St-Denis Street, at St-Lambert and its head office in the district of Montreal, plaintiff, *vs* ROCH POULIOT, domiciled and residing at 2340 Quévillon Street, at St-Hubert, district of Montreal, defendant, and THE REGISTRAR of the registration division of Chambly, mis en cause.

"Subdivisions numbers fifty-two, fifty-three, fifty-four of original lot number one hundred and eighteen (118-52-53-54) of the official cadastre of the parish of St-Hubert, registration division of Chambly, with a building erected thereon and bearing civic number 2340 Quévillon Street, at St-Hubert."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the city of Longueuil, the THIRD day of

jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, 21 décembre 1970. 37937-o

Fieri Facias de Terris
Cour Provinciale — District de Montréal

No 292-577. { DAME DOROTHY FENSTER, veuve de feu Saul Kugler, homme d'affaires de son vivant, de la cité de Côte Saint-Luc, district de Montréal, et y résidant au 5725, chemin de la Côte Saint-Luc, appartement No 407, demanderesse, *vs* FRANCIS STRECKO, de la cité de Dorval, district de Montréal, et y résidant au 2070, avenue Chanteclerc, défendeur.

« Cette propriété immobilière donnant sur la rue Chanteclerc, dans la cité de Dorval, mesurant en largeur soixante-deux pieds mesurés à angle droit avec les lignes de côté, et une profondeur de quatre-vingt-quatre pieds sur sa ligne ouest et cent huit pieds et deux-dixièmes de pied sur sa ligne est, mesures anglaises et plus ou moins; et étant connue et désignée comme étant le lot numéro quatre-vingt-douze de la subdivision du lot original numéro quatre (4-92) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine.

Avec le bâtiment y érigé portant le numéro 2070, de ladite rue Chanteclerc, dans la cité de Dorval.

Sujette aux règlements de zonage de l'Aéroport de Dorval, résultant de ce plan déposé au bureau d'enregistrement de Montréal sous le numéro 1128231, tel qu'amendé par une certaine déclaration du Ministère des Transports enregistrée à Montréal sous le numéro 1270629.

Telle que ladite propriété existe présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte. »

Pour être vendue au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le TROISIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 21 décembre 1970. 37938

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 798-594. { MAJOR FINANCE CORP., un corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires au 1255 Carré Phillips, dans la cité et le district de Montréal, demanderesse, *vs* P.N.L. CONSTRUCTION INC., un corps politique et incorporé, ayant son bureau chef et sa principale place d'affaires à 3896 rue Mance, dans la cité de Laflèche, district de Montréal, et L.F. CONSTRUCTION INC., un corps politique et incorporé ayant son bureu chef et sa principale place d'affaires à 1589 Jean-Talon est,

FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 21, 1970. 37937

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

No. 292-577. { DAME DOROTHY FENSTER, widow of the late Saul Kugler, businessman in his lifetime, of the city of Côte St. Luc, district of Montreal, and therein residing at 5725 Côte St. Luc Road, Apartment No. 407, plaintiff, *vs* FRANCIS STRECKO, of the city of Dorval, district of Montreal and therein residing at 2070 Chanteclerc Avenue, defendant.

"That certain immoveable property fronting on Chanteclerc Street, in the city of Dorval, measuring in width sixty-two feet measured at right angles with the side lines, and in depth eighty-four feet in its westerly line and one hundred and eight feet and two tenths of a foot in its easterly line, English measure and more or less; and being known and designated as lot number ninety-two of the subdivision of original lot number four (4-92) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine.

With the building thereon erected bearing civic number 2070 of said Chanteclerc Street, in the city of Dorval.

Subject to the zoning regulations concerning Dorval Airport resulting from that certain plan deposited at the Montreal Registry Office under the number 1128231, as amended by that certain declaration of the Department of Transport registered at Montreal under the number 1270629.

As the said property now subsists, together with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the THIRD day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 21, 1970. 37938-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 798-594. { MAJOR FINANCE CORP., body politic and corporate having its head office and its principal place of business at 1255 Phillips Square, in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* P.N.L. CONSTRUCTION INC., body politic and corporate, having its head office and principal place of business at 3896 Mance Street, in the city of Laflèche, district of Montreal, and L.F. CONSTRUCTION INC., body politic and corporate having its head office and its principal place of business at 1589 Jean-Talon East, in the city and dis-

dans la cité et le district de Montréal, et GIOVANNI LIVORNETTI, constructeur, de la cité et du district de Montréal, résidant au No 7203 Marquette, et HENRI J. BERNARD, constructeur, de la cité et district de Montréal résidant à 6868 St-Denis, défendeurs.

« Un certain emplacement situé en la ville de Longueuil et connu et désigné comme étant le lot numéro un de la resubdivision du lot numéro cent quatorze de la subdivision officielle du lot originaire numéro dix-sept (17-114-1) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Antoine de Longueuil.

Avec bâtisse y dessus en voie de construction circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, édifice Montval, dans la ville de Longueuil, le QUATRIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 21 décembre 1970. 37939-o

trict of Montreal, and GIOVANNI LIVORNETTI, builder, of the city and district of Montreal, residing at 7203 Marquette, and HENRI J. BERNARD, builder, of the city and district of Montreal, residing at 6868 St-Denis, defendants.

« A certain emplacement situated in the city of Longueuil, known and designated as lot number one of the resubdivision of lot number one hundred and fourteen of the official subdivision of original lot number seventeen (17-114-1) on the official plan and book of reference of the parish of St-Antoine of Longueuil.

With a building being erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of the county of Chambly, 201 Place Charles Lemoyne, Montval Building, in the city of Longueuil, on the FOURTH day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 21, 1970. 37939

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 797 179. LA BANQUE D'ÉPARGNE DE LA CITÉ ET DU DISTRICT DE MONTRÉAL, corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires à Montréal, district judiciaire de Montréal, demanderesse, *vs* ROGER LEROUX, résidant et domicilié au No 750 boulevard Décarie, à ville St-Laurent, district judiciaire de Montréal, défendeur, et C. A. MICHAUD, en sa qualité de syndic à la faillite de Roger Leroux, des cité et district de Montréal, et LE RÉGISTRATEUR de Montréal, des cité et district de Montréal, mis en cause.

« Un emplacement formant l'angle des rues Ontario-est et Dorion en la cité de Montréal, composé comme suit:

1° Du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-treize (593) du cadastre du quartier Saint-Marie, division d'enregistrement de Montréal, ville de Montréal, ledit lot mesurant, d'après le cadastre, trente-huit pieds (38′) de largeur par cinquante et un pieds (51′) de profondeur, pour une superficie de mille neuf cent trente-huit pieds carrés (1,938 pi. ca.), mesures anglaises et plus ou moins, mais mesurant, d'après des calculs faits sur le terrain, trente-huit pieds et un dixième de pied (38.1′) de largeur à l'avant, au nord-ouest, le long de la rue Ontario, trente-huit pieds (38′) de largeur à l'arrière dans sa limite sud-est, par cinquante-six pieds et cinq dixièmes de pied de profondeur (56.5′) dans sa limite sud-ouest et cinquante-six pieds et huit dixièmes de pied (56.8′) de profondeur dans sa limite nord-est, le long de la rue Dorion, pour une superficie de deux mille cent cinquante-cinq pieds carrés (2,155 pi. ca.), mesures anglaises et plus ou moins, la différence entre les dimensions mentionnées au cadastre et les mesures

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 797-179. THE MONTREAL CITY AND DISTRICT SAVINGS BANK, a corporation legally incorporated having its principal place of business at Montreal, judicial district of Montreal, plaintiff, *vs* ROGER LEROUX, residing and domiciled at 750 Décarie Boulevard, at ville St-Laurent, judicial district of Montreal, defendant, and C. A. MICHAUD, in his capacity as trustee in the bankruptcy of Roger Leroux, of the city and district of Montreal, and THE REGISTRAR of Montreal, of the city and district of Montreal, mis en cause.

"An emplacement forming the angle of Ontario Street East and Dorion Street in the city of Montreal, composed as follows:

1. Of original lot number five hundred and ninety-three (593) of the cadastre of Sainte-Marie Ward, registration division of Montreal, city of Montreal, the said lot measuring, according to the cadastre, thirty-eight feet (38′) in width by fifty-one feet (51′) in depth, for an area of one thousand nine hundred and thirty-eight square feet (1,938 sq. ft.), English measure and more or less, but measuring, according to calculations made on the land, thirty-eight veet and one-tenth of a foot (38.1′) in width in front, on the northwest, along Ontario Street, thirty-eight feet (38′) in width in the rear on its southeast limit, by fifty-six feet and five-tenths of a foot in depth (56.5′) on its southwest limit and fifty-six feet and eight-tenths of a foot (56.8′) in depth on its northeast limit, along Dorion Street, for an area of two thousand one hundred and fifty-five square feet (2,155 sq. ft.), English measure and more or less, the difference between the dimensions mentioned on the cadastre and the measurements taken on the

prises sur le terrain attribuable à un surplus de terrain et ne donnant lieu à aucun empiètement de part et d'autre;

2° Du lot originaire numéro cinq cent quatre-vingt-douze (592) du cadastre du quartier Sainte-Marie, division d'enregistrement de Montréal, ville de Montréal, ledit lot mesurant, d'après le cadastre, trente-sept pieds (37′) de largeur par soixante-seize pieds de profondeur (76′) pour une superficie de deux mille huit cent douze pieds carrés (2,812 pi. ca.), mesures anglaises et plus ou moins, mais mesurant, d'après des calculs faits sur le terrain, trente-sept pieds et trente-cinq centièmes de pied (37.35′) de largeur en front, dans sa limite nord-est, le long de la rue Dorion, ladite largeur augmentant immédiatement graduellement pour atteindre trente-sept pieds et cinq dixièmes de pied (37.5′) à une distance de trente-huit pieds et un dixième de pied (38.1′) de ladite rue Dorion, puis se rétrécissant graduellement pour atteindre trente-sept pieds (37′) à une profondeur additionnelle de dix-neuf pieds et quatre dixièmes de pied (19.4′) et se maintenant à trente-sept pieds (37′) pour une profondeur résiduaire de dix-huit pieds et cinq dixièmes de pied (18.5′) pour une superficie de deux mille huit cent trente-deux pieds carrés (2,832 pi. ca.) mesures anglaises et plus ou moins, la différence entre les dimensions mentionnées au cadastre et les mesures prises sur le terrain attribuable à un surplus de terrain et ne donnant lieu à aucun empiètement de part et d'autre.

Avec les bâtisses dessus érigées, en voie de construction et à être parachevées qui s'y trouvent qui portent les numéros civiques 1894, 1896, 1898 et 1900 et ladite rue Ontario-est, ainsi que 1968, 1970, 1972, 1974, 1978 et 1980 de ladite rue Dorion. Ainsi que le tout se trouve présentement, avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées à l'immeuble.

1° Que deux galeries, quatre fenêtres et une passerelle dépendant des bâtisses érigées sur ledit lot cinq cent quatre vingt-douze (592) ci-haut décrit sont situées à une distance illégale de la ligne de division entre ledit lot cinq cent quatre-vingt-douze et le lot cinq cent quatre-vingt-quatorze du même cadastre, mais que, par contre, les bâtisses érigées sur ledit lot numéro cinq cent quatre-vingt-quatorze, en plus d'empiéter sur ledit lot cinq cent quatre-vingt-douze, ont deux fenêtres qui donnent vue illégale sur la ligne de division entre lesdits lots cinq cent quatre-vingt-douze et cinq cent quatre-vingt-quatorze;

2° Que la maison d'habitation portant les numéros civiques 1894, 1896, 1898 et 1900 de la rue Ontario-est, érigée sur l'emplacement plus haut décrit, et la maison d'habitation portant les numéros civiques 1968, 1970, 1972, 1974, 1978 et 1980 de la rue Dorion, également érigée sur l'emplacement plus haut décrit, empiètent toutes deux sur ladite rue Dorion et que cet empiètement est plus que trentenaire, tandis que les balcons du deuxième étage et du troisième étage de la maison portant les numéros civiques 1968, 1970, 1972, 1974, 1978 et 1980 de la rue Dorion plus haut mentionnée sont entièrement construits au-dessus de l'assiette de

land are attributable to a surplus of land and not giving rise to any trespassing on both sides;

2. Original lot number five hundred and ninety-two (592) of the cadastre of Sainte-Marie Ward, registration division of Montreal, city of Montreal, the said lot measuring, according to the cadastre, thirty-seven feet in width by seventy-six feet in depth (76′) for an area of two thousand eight hundred and twelve square feet (2,812 sq. ft.), English measure and more or less, but measuring, according to the calculations made on the land, thirty-seven feet and thirty-five hundredths of a foot (37.35′) in width in front, on its northeast limit, along Dorion Street, the said width increasing immediately gradually to attain thirty-seven feet and five-tenths of a foot (37.5′) a distance of thirty-eight feet and one-tenty of a foot (38.1′) from the said Dorion Street, then narrowing gradually to attain thirty-seven feet (37′) to an additional depth of nineteen feet and four-tenths of a foot (19.4′) and maintaining itself at thirty-seven feet (37′) for a residuary depth of eighteen feet and five-tenths of a foot (18.5′) for an area of two thousand eight hundred and thirty-two square feet (2,832 sq. ft.) English measure and more or less, the difference between the dimensions mentioned in the cadastre and the measurements taken on the land attribuatable to a surplus of land and not giving rise to any trespassing on both sides.

With the buildings erected thereon, in process of building and to be completed bearing civic numbers 1894, 1896, 1898 and 1900 of the said Ontario Street East, as well as 1968, 1970, 1972, 1974, 1978 and 1980 of said Dorion Street. As the whole is found, with all servitudes, active and passive, apparent or occult attached to the immovable.

1. That two galleries, four windows and a footbridge depending on the buildings erected on said lot five hundred and ninety-two (592) hereabove described are situated at an illegal distance from the division line between said lot five hundred and ninety-two and lot five hundred and ninety-four of the same cadastre, but that, however, the buildings erected on said lot number five hundred and ninety-four, in addition to trespassing on said lot five hundred and ninety-two, have two windows which give an illegal view on the line of division between said lots five hundred and ninety-two and five hundred and ninety-four.

2. That the dwelling bearing civic numbers 1894, 1896, 1898 and 1900 of Ontario Street East, erected on the emplacement hereabove described, and the dwelling bearing civic numbers 1968, 1970, 1972, 1974, 1978 and 1980 of Dorion Street, alro erected on the emplacement hereabove described, both trespass on said Dorion Street and that this trespassing has existed more than thirty years, whereas the balconies of the second floor and the third floor of the house bearing civic numbers 1968, 1970, 1972, 1974, 1978 and 1980 of Dorion Street hereabove mentioned are entirely built above the site of said Dorion Street, but that this new trespassing

ladite rue Dorion, mais que ce nouvel empiètement était autorisé, lors de leur construction, par les règlements municipaux de l'époque;

3° Que quatre fenêtres et une galerie des bâtisses érigées sur le lot cinq cent quatre-vingt-douze ci-haut décrit sont situées à une distance illégale du lot cinq cent quatre-vingt-treize ci-haut décrit, mais qu'une servitude de bon père de famille constituée ici par l'emprunteur légalise ces fenêtres et cette galerie.

4° Que les bâtisses érigées sur le lot cinq cent quatre-vingt-douze ci-haut décrit comprennent deux galeries situées à une distance illégale de la ligne de division entre ledit lot cinq cent quatre-vingt-douze et le lot cinq cent quatre-vingt-onze du même cadastre, mais que les bâtisses érigées sur ledit lot cinq cent quatre-vingt-onze comprennent également une galerie et un escalier situés à une distance illégale de cette même ligne de division. Toutes les mesures et précisions plus haut consignées sont tirées d'un certificat de localisation signé par Julien Lacroix, arpenteur-géomètre, le onze août mil neuf cent soixante-neuf. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, au Vieux Palais de Justice, en la ville de Montréal, le QUATRIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Cour Supérieure,
Montréal, 21 décembre 1970.

Le shérif adjoint,
PAUL ST-MARTIN.
37946-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

No 797-483. { LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCE, une compagnie ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la cité de Newark, dans le comté d'Essex, dans l'état du New-Jersey, un des états unis d'Amérique, et ayant aussi un siège social pour le Canada, dans la ville de Toronto, province d'Ontario, et sa principale place d'affaire pour la province de Québec dans les ville et district de Montréal, dûment autorisée en vertu de la Loi des assurances du Dominion du Canada, demanderesse, *vs* REYNOLD L. M. CLARKE, professeur, de la ville de Pierrefonds, dans la province de Québec, et y résidant au 4959, avenue Grey, défendeur.

« Un emplacement donnant sur la rue Armel, dans la ville de LaSalle, se composant de la subdivision six cent cinquante-huit du lot original neuf cent soixante-onze (971-658) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine.

Avec tous ses droits, membres et appartenances et le bâtiment y érigé portant les numéros 2232 et 2234, rue Armel, et dont les deux murs sont mitoyens.

Avec et sujet à toutes les servitudes affectant ladite propriété. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, dans le Vieux Palais de Justice, dans la ville de

was authorized, at the time of building, by the municipal regulations of that time;

3. That four windows and a gallery of the buildings erected on lot five hundred and ninety-two hereabove described are situated at an illegal distance from lot five hundred and ninety-three hereabove described, but that a servitude in favor of a good family man constituted here by the lender legalizes these windows and this gallery.

4. That the buildings erected on lot five hundred and ninety-two hereabove described include two galleries situated at an illegal distance from the line of division between said lot five hundred and ninety-two and lot five hundred and ninety-one of the same cadastre, but that the buildings erected on said lot five hundred and ninety-one also include a gallery and a staircase situated at an illegal distance from this same line of division. All the measurements and precisions above registered are taken from a certificate of localization signed by Julien Lacroix, land-surveyor, on the eleventh day of August, one thousand nine hundred and sixty-nine."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the FOURTH day of FEBRUARY, 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office,
Superior Court,
Montreal, December 21, 1970.

PAUL ST-MARTIN,
Assistant Sheriff.
37946

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

No. 797-483. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, a company having its head office and principal place of business in the city of Newark, in the county of Essex, in the State of New Jersey, one of the United States of America, and also having its head office for Canada, in the city of Toronto, in the province of Ontario, and also having its principal place of business for the province of Québec in the city and district of Montreal, duly licensed under the Insurance Act of the Dominion of Canada, plaintiff, *vs* REYNALD L. M. CLARKE, teacher, of the city of Pierrefonds in the province of Québec and therein residing at 4959 Grey Avenue, defendant.

"An emplacement fronting on Armel Street, in the city of LaSalle, composed of subdivision six hundred and fifty-eight of original lot nine hundred and seventy-one (971-658) on the official cadastre of the parish of Lachine.

With all its rights, members and appurtenances and the building thereon erected bearing civic numbers 2232 and 2234 Armel Street, whereof both walls are mitoyen.

With and subject to all servitudes effecting the said property."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the city of Montreal, on the

Montréal, le QUATRIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 21 décembre 1970. 37940

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

No 797-484. { LA PRUDENTIELLE D'AMÉRIQUE COMPAGNIE D'ASSURANCE, une compagnie ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la cité de Newark, dans le comté d'Essex, dans l'état du New-Jersey, un des états unis d'Amérique, et ayant aussi un siège social pour le Canada, dans la ville de Toronto, province d'Ontario, et sa principale place d'affaire pour la province de Québec dans les ville et district de Montréal, dûment autorisée en vertu de la Loi des assurances du Dominion du Canada, demanderesse, *vs* REYNOLD L. M. CLARKE, professeur, de la ville de Pierrefonds, dans la province de Québec, et y résidant au 4959, avenue Grey, défendeur.

« Un emplacement donnant sur la rue Armel, dans la ville de LaSalle, se composant de la subdivision six cent cinquante-sept du lot original neuf cent soixante-onze (971-657) au cadastre officiel de la paroisse de Lachine.

Avec tous ses droits, membres et appartenances et le bâtiment y érigé portant les numéros 2236 et 2238, rue Armel, et dont les deux murs sont mitoyens.

Avec et sujet à toutes les servitudes affectant ladite propriété. »

Pour être vendu au bureau du protonotaire, chambre #129, dans le Vieux Palais de Justice, dans la ville de Montréal, le CINQUIÈME jour de FÉVRIER 1971, à ONZE heures du matin.

Bureau du Shérif, *Le shérif adjoint*,
Cour Supérieure, PAUL ST-MARTIN.
Montréal, le 21 décembre 1970. 37941

FOURTH day of FEBRUARY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 21, 1970. 37940-o

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

No. 797-484. { THE PRUDENTIAL INSURANCE COMPANY OF AMERICA, a company having its head office and principal place of business in the city of Newark, in the county of Essex, in the State of New Jersey, one of the United States of America, and also having its head office for Canada, in the city of Toronto, in the province of Ontario, and also having its principal place of business for the province of Québec in the city and district of Montreal, duly licensed under the Insurance Act of the Dominion of Canada, plaintiff, *vs* REYNOLD L. M. CLARKE, teacher, of the city of Pierrefonds in the province of Québec and therein residing at 4959 Grey Avenue, defendant.

"An emplacement fronting on Armel Street, in the city of LaSalle, composed of subdivision six hundred and fifty-seven of original lot nine hundred and seventy-one (971-657) on the official cadastre of the parish of Lachine.

With all its rights, members and appurtenances and the building thereon erected bearing civic numbers 2236 and 2238 Armel Street, whereof both walls are mitoyen.

With and subject to all servitudes affecting the said property."

To be sold at the Prothonotary's Office, Room #129, at the Old Court House, in the City of Montreal, the FIFTH day of FEBRUARY 1971, at ELEVEN o'clock in the morning.

Sheriff's Office PAUL ST-MARTIN,
Superior Court, *Assistant Sheriff*.
Montreal, December 21, 1970. 37941-o

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 63,265. { DAME GERMAINE VINET, veuve de Roméo Bisson, domiciliée à Montréal, district de Montréal, demanderesse, *vs* HYMAN ZIFKIN, domicilié à Oka, district de Terrebonne, (No 1 de la Montagne Rang de l'Annonciation Par. Oka.) et LE RÉGISTRATEUR du bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes, mis en cause.

L'immeuble ci-après désigné en la possession du défendeur, savoir:

« Un emplacement situé à Oka, dans le comté des Deux-Montagnes, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante de la subdivision officielle du lot origi-

TERREBONNE

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 63,265. { MRS. GERMAINE VINET, widow of Roméo Bisson, domiciled at Montreal, district of Montreal, plaintiff, *vs* HYMAN ZIFKIN, domiciled at Oka, district of Terrebonne, (No. 1 de la Montagne, l'Annonciation Range, parish of Oka) and THE REGISTRATOR of the registry office of the county of Two Mountains, mis en cause.

The immovable hereafter designated in the possession of the defendant, to wit:

"An emplacement situated at Oka, in the county of Two Mountains, known and designaged as being lot number sixty of the official subdivision of original lot

naire numéro deux cent douze (212-60) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de l'Annonciation d'Oka, division d'enregistrement des Deux-Montagnes, avec toutes constructions dessus érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté des Deux-Montagnes situé à Ste-Scholastique MARDI, le NEUVIÈME jour de FÉVRIER 1971 à DEUX heures de l'après-midi .

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
le 22 décembre 1970. 37955-o

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Provinciale, No 281 060. { LES ENTREPRISES AUTEUIL INC., demanderesse, *vs* DAME FLORE LEGAULT, défenderesse.

Les immeubles ci-après désignés et en la possession de la défenderesse.

« Un lopin de terre faisant partie du lot numéro deux cent quarante-cinq (ptie 245), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Salaberry, mesurant, ce lopin de terre, soixante-neuf pieds et huit dixièmes de pied en front à l'ouest, cinquante-six pieds et six dixièmes de pied en arrière à l'est, sur cent pieds de profondeur dans ses lignes nord et sud et borné en front à l'ouest par la rue Filion, au nord, par la rue Dubois, au sud par une autre partie du même lot deux cent quarante-cinq appartenant à Jean-Yves Charbonneau et à l'est par deux parties du même lot deux cent quarante-cinq dont une est ci-après décrite et dont l'autre appartient à Antoine Narbonne, et plus particulièrement, la ligne ouest forme un angle intérieur de quatre-vingt-neuf degrés avec la ligne nord et elle forme un angle intérieur de quatre-vingt-trois degrés avec la ligne sud;

« Un autre lopin de terre faisant partie du lot deux cent quarante-cinq (ptie 245), aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Salaberry, mesurant ce lopin de terre, cent pieds de largeur mesure anglaise prise perpendiculairement aux lignes latérales sur cinquante pieds de profondeur dans ses lignes est et ouest et ayant cent un pieds et un dixième de pied en arrière dans sa ligne sud et borné en front au nord par la rue Dubois, à l'ouest par la partie du lot deux cent quarante-cinq en premier lieu décrit, au sud par les parties du lot deux cent quarante-cinq appartenant à Antoine Narbonne et Léopold Perreault et à l'est par la partie du lot deux cent quarante-cinq appartenant à Ubald Provost. Avec bâtisses y érigées, comprenant un logement privé, un magasin et une boutique. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400, rue Laviolette, St-Jérôme, P.Q., MERCREDI le TROISIÈME jour de FÉVRIER 1971, à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
le 18 décembre 1970. 37970-o

number two hundred and twelve (212-60) on the official plan and in the book of reference of the parish of l'Annonciation, Oka, registration division of Two Mountains, with all construction erected thereon."

To be sold at the registry office of the county of Two Mountains situated at Ste-Scholastique, on TUESDAY, the NINTH day of FEBRUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: Cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
December 22, 1970. 37955

Canada — Province of Québec
District of Montreal

Provincial Court, No. 281 060. { LES ENTREPRISES AUTEUIL INC., plaintiff, *vs* MRS. FLORE LEGAULT, defendant.

The immovables hereafter designated and in the possession of the defendant.

"A strip of land part of lot number two hundred and forty-five (P. 245), on the official plan and in the book of reference of the township of Salaberry, measuring, this strip of land, sixty-nine feet and eight tenths of a foot in front on the west, fifty-six feet and six tenths of a foot in the rear on the east, by one hundred feet in depth on its north and south lines and bounded in front on the west by Filion Street, on the north by Dubois Street, on the south by another part of the same lot two hundred and forty-five belonging to Jean-Yves Charbonneau and on the east by two parts of same lot two hundred and forty-five, one of which is hereafter described and the other belonging to Antoine Narbonne, and particularly, the west line forms an interior angle of eighty-nine degrees with the north line and forms an interior angle of eighty-three degrees with the south line;

"Another strip of land part of lot two hundred and forty-five (P. 245), on the official plan and in the book of reference of the township of Salaberry, this strip of land measuring one hundred feet in width English measure taken perpendicularly on the lateral lines by fifty feet in depth on its east and west lines and having one hundred and one feet and one tenth of a foot in the rear on its south line and bounded in front on the north by Dubois Street, west by part of lot two hundred and forty-five in the first place described, south by the parts of lot two hundred and forty-five belonging to Antoine Narbonne and Léopold Perreault and east by the part of lot two hundred and forty-five belonging to Ubald Provost. With buildings erected thereon, including a private apartment, a store and a boutique."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, St-Jérôme, P.Q., on WEDNESDAY, the THIRD day of FEBRUARY, 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
December 18, 1970. 37970

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 752 957. { ABRAHAM I. HAHAMOVITCH, marchand, de la ville de Côte Saint-Luc, district de Montréal, y résidant au 5160, avenue MacDonald, demandeur, *vs* POLVIEN INC., corps politique et dûment constitué en corporation en vertu de la loi, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans la ville et le district de Montréal, GERTRUDE PRUCHA, fille majeure, de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, ISRAEL KUGIEL, de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, district de Terrebonne, défendeurs.

Les immeubles ci-après désignés et en la possession des défendeurs, savoir:

« Un certain emplacement situé dans la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, se composant de:

1° Le lot numéro un de la subdivision du lot numéro vingt-huit (28-1), rang II, canton Beresford, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne, comprenant une superficie de 63.20 acres (y compris le Lac Constantineau).

2° Une partie du lot numéro un de la subdivision du lot numéro vingt-neuf (P. 29-1), rang II, canton Beresford, au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne.

Borné comme suit:

Vers le nord-ouest, partie par le chemin public, partie par les lots numéros 29-6 et 29-7, et partie par le Lac Merisier; vers le sud-ouest, partie par le Lac Merisier, partie par le lot numéro 29-6, et partie par les lots numéros 29-7 et 29-8; vers l'ouest–nord-ouest, partie par le Lac Merisier et partie par une partie subdivisée du lot numéro 30-1; vers le sud–sud-ouest par la ligne de division des rangs II et I; vers l'est–sud-est, partie par le lot numéro 28-1 et partie par une partie indivise du lot numéro 29; vers le nord–nord-est, partie par une partie indivise du lot numéro 29 et partie par la ligne de division des rangs II et III.

Mesurant mille cent quatorze pieds et huit-dixièmes de pied (1114.8′) le long du chemin public; quatre cent cinq pieds (405.0′) sur une ligne sud-ouest le long de la ligne nord-est des lots numéros 29-7 et 29-8; deux cent cinquante-quatre pieds et neuf-dixièmes de pied (254.9′) et cent soixante et un pieds et sept-dixièmes de pied (161.7′) sur une autre ligne nord-ouest le long de la ligne sud-est du lot numéro 29-7; cinquante et un pieds (51.0′) sur une ligne sud-ouest le long de la ligne nord-est du lot numéro 29-6; cent quinze pieds (115.0′) sur une autre ligne nord-ouest le long de la ligne sud-est du lot numéro 29-6; environ mille cent trente-cinq pieds (1,135.0′) le long du bord du Lac Merisier; deux mille sept cent soixante-cinq pieds (2,765.0′) sur sa ligne ouest–nord-ouest; huit cent cinquante-six pieds et cinq-dixièmes de pied (856.5′) sur sa ligne sud–sud-ouest; trois mille deux cent soixante-quatorze pieds et quatre-dixièmes de pied (3,274.4′) sur sa ligne est–sud-est; cent cinquante pieds (150.0′) sur sa ligne nord–nord-est le long de la ligne sud–sud-ouest d'une partie

Canada — Province of Québec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 752 957. { ABRAHAM I. HAHAMOVITCH, merchant, of the city of Côte Saint-Luc, district of Montreal, there residing at 5160 MacDonald Avenue, plaintiff, *vs* POLVIEN INC., a body politic and corporate, duly incorporated according to law, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, GERTRUDE PRUCHA, spinster of the full age of majority of the parish of Ste-Agathe des Monts, district de Terrebonne, ISRAEL KUGIEL, of the parish of Ste-Agathe des Monts, district of Terrebonne, defendants.

The immovables hereinafter designated, belonging to the defendants, to wit:

"That certain emplacement situated in the parish of Ste-Agathe des Monts, composed of:

1. Lot number one of the subdivision of lot number twenty-eight (28-1) Range II, township of Beresford, upon the official cadastre of the parish of Ste-Agathe des Monts, county of Terrebonne, containing an area of 63.20 acres (including Lake Constantineau).

2. Part of lot number one of the subdivision of lot number twenty-nine (Pt. 29-1) Range II, township of Beresford, upon the official cadastre of the parish of Ste-Agathe des Monts, county of Terrebonne.

Bounded as follows:

Towards the northwest, partly by the public road partly by lots numbers 29-6 and 29-7 and partly by Lake Merisier; towards the southwest, partly by Lake Merisier, partly by lot number 29-6 and partly by lots numbers 29-7 and 29-8; towards the west northwest, partly by Lake Merisier and partly by a subdivided part of lot number 30-1; towards the south–southwest by the division line between ranges II and I; towards the east–southeast, partly by lot number 28-1 and partly by an undivided part of lot number 29; towards the north–northeast, partly by an undivided part of lot No. 29 and partly by the division line between ranges II and III.

Measuring one thousand one hundred and fourteen feet and eight-tenths of a foot (1114.8′) along the public road; four hundred and five feet (405.0′) in a southwestern line along the northeastern line of lots numbers 29-7 and 29-8; two hundred and fifty-four feet and nine tenths of a foot (254.9′) and one hundred and sixty-one feet and seven tenths of a foot (161.7′) in another northwestern line along the southeastern line of lot No. 29-7; fifty-one feet (51.0′) in a southwestern line along the northeastern line of lot No. 29-6; one hundred and fifteen feet (115.0′) in another northwestern line along the southeastern line of lot number 29-6; about one thousand one hundred and thirty-five feet (1,135.0′) along the shore of Lake Merisier; two thousand seven hundred and sixty-five feet (2765.0′) in its west–northwestern line; eight hundred and fifty-six feet and five-tenths of a foot (856.5′) in its south–southwestern line; three thousand two hundred and seventy-four feet and four-tenths of a foot (3,274.4′) in its east–southeastern line; one hundred and fifty

indivise du lot numéro 29; mille huit cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et quatre-dixièmes de pied (1,899.4′) sur une autre ligne est–sud-est, le long de ladite partie indivise du lot numéro 29 et soixante-neuf pieds et huit-dixièmes de pied (69.8′) sur sa ligne nord–nord-est; comprenant une superficie de soixante-quatorze acres et sept-centièmes d'acre (74.07), mesures anglaises, et un total de 79.07 acres (y compris le lac Constantineau).

Le tout tel qu'il apparaît sur un plan préparé par M. Jacques Poulin, arpenteur-géomètre, en date du cinquième jour de mai, dix-neuf cent soixante-six, et tel que décrit plus en détail sur une description technique préparée par ce dernier le même jour sous le numéro 6060 de ses minutes, copie du plan et de la description technique demeurant annexées à l'acte passé devant M. Daniel Karpman, notaire, sous le numéro 636 de ses minutes.

À distraire cette partie dudit lot numéro 29-P.1 dudit cadastre déjà vendue à Natham Gross, ladite partie pouvant se décrire comme suit:

Une certaine partie du terrain situé dans le rang 11, canton Beresford, se composant d'une partie indivise du lot numéro un de la subdivision du lot numéro vingt-neuf (29-P. 1) au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, comté de Terrebonne; bornée comme suit: vers le nord-ouest par le chemin public; vers le nord-est l'est et l'est–sud-est par une rue, partie indivise du lot numéro 29-1, laquelle rue sera connue comme étant le lot numéro 29-1-7; vers le sud-ouest par les lots numéros 29-7, 29-8 et 29-6 et par le lac Merisier; vers l'ouest–nord-ouest par les lots numéros 29-7 et 29-6 et vers le sud par une partie indivise du lot numéro 29-1;

Mesurant cinquante-trois pieds et neuf-dixièmes de pied (53.9′) le long du chemin public; trois cent treize pieds et deux-dixièmes de pied (313.2′), quarante et un pieds et quatre-dixièmes de pied (41.4′), quatre cent onze pieds et neuf-dixièmes de pied (441.9′); cent soixante-cinq pieds et deux-dixièmes de pied (165.2′) et cent cinq pieds et six-dixièmes de pied (105.6′) le long de la rue, partie indivise du lot numéro 29-1, laquelle rue est connue comme étant le lot numéro 29-1-7; quatre cent cinq pieds (405′) sur sa ligne sud-ouest le long de la ligne nord-est des lots numéros 29-7 et 29-8; deux cent cinquante-quatre pieds et neuf-dixièmes de pied (254.9′) et cent soixante et un pied et sept-dixièmes de pied (161.7′) respectivement sur ses lignes ouest–nord-ouest et nord-ouest, le long du lot numéro 29-7; cinquante et un pieds (51′) et cent quinze pieds (115′) sur ses lignes sud-ouest et ouest–nord-ouest, le long du lot numéro 29-6; cent pieds (100′) le long du Lac Merisier et quatre-vingt-quinze pieds et un dixième de pied (95.1′) sur sa ligne sud, comprenant une superficie de quatre-vingt-quinze mille quatre cents pieds carrés (95,400 pi. ca.), mesures anglaises (et approximativement .19 acres en superficie).

Le tout tel qu'on peut voir sur un plan préparé par M. Jacques Poulin, arpenteur-géomètre, en date du deuxième jour de juin, dix-neuf cent soixante-six,

feet (150.0′) in its north–northeastern line along the south–southwestern line of an undivided part of lot number 29; one thousand eight hundred and ninety-nine feet and four-tenths of a foot (1,899.4′) in another east–southeastern line along the said undivided part of lot number 29 and sixty-nine feet and eight-tenths of a foot (69.8′) in its north–northeastern line; containing an area of seventy-four acres and seven hundredths of an acre (74.07), English measure, and a total of 79.07 acres (including the Lake Constantineau).

The whole as it appears on a plan prepared by Jacques Poulin, Q.L.S., dated the fifth day of May, nineteen hundred and sixty-six, and as more fully described on a technical description prepared by the latter on the same date under his minute number 6060, a copy of which plan and technical description remain annexed to deed passed before Daniel Karpman, Notary, under his minute number 636.

To be deducted is that part of the said lot number 29-Pt 1 of the said cadastre already sold to Natham Gross which said part is described as follows:

A certain part of piece of land situated in the range II, township of Beresford, being composed of an undivided part of lot number one of the subdivision of lot number twenty-nine (29-Pt 1) upon the official cadastre of the parish of Ste-Agathe des Monts, county of Terrebonne; bounded as follows: towards the northwest by the public road; towards the northeast, east and east-south-east by a street being an undivided part of lot number 29-1, which street will be known as lot no 29-1-7; towards the southwest by lots number 29-7, 29-8 and 29-6 and by Lake Merisier; towards the west-north-west by lots number 29-7 and 29-6 and towards the south by an undivided part of lot number 29-1;

Measuring fifty-three feet and nine-tenths of a foot (53.9′) along the Public Road; three hundred and thirteen feet and two-tenths of a foot (313.2′) forty-one feet and four tenths of a foot (41.4′), four hundred and eleven feet and nine-tenths of a foot (441.9′); one hundred and sixty-five feet and two tenths of a foot (165.2′) and one hundred and five feet and six tenths of a foot (105.6′) along the street being and undivided part of lot number 29-1, which street will be known as lot No. 29-1-7; four hundred and five feet (405′) in its southwestern line along the northeastern line of lots numbers 29-7 and 29-8; two hundred and fifty-four feet and nine-tenths of a foot (254.9′) and one hundred and sixty-one feet and seven-tenths of a foot (161.7′) respectively in its west-north-western and north-western lines along lot number 29-7; fifty-one feet (51′) and one hundred and fifteen feet (115′) in its south-western and west-northwestern lines along lot number 29-6; one hundred feet (100′) along lake Merisier and ninety-five feet and one tenth of a foot (95.1′) in its southern line, containing an area of ninety-five thousand four hundred square feet (95,400 sq. ft.), English measure (and approximately 2.19 acres in area).

The whole as shown on a plan prepared by Jacques Poulin, Q.L.S., dated the second day of June, nineteen hundred and sixty-six, dossier No. 6100, and as more

dossier No. 6100, et tel que décrit plus en détail dans une description technique préparée par ce dernier en date du deuxième jour de juin, dix-neuf cent soixante-six, sous le numéro 6100 de ses minutes, copies dudit plan et de ladite description technique demeurant annexées à l'original de l'acte d'acquisition de l'emprunteur auquel on réfère ci-après.

La superficie totale de la propriété hypothéquée ici est d'approximativement 140.08 acres.

Le chemin privé fait partie du lot numéro 29-1 dudit cadastre.

Avec la maison y érigée.

Telle que ladite propriété existe présentement avec tous ses droits, membres et appartenances, sans exception ou réserve d'aucune sorte de la part de l'emprunteur et avec et sujette à toutes les servitudes, actives et passives, apparentes ou occultes qui s'y rattachent. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Terrebonne, situé chambre 106, Palais de Justice, 400 rue Laviolette, St-Jérôme, P.Q., JEUDI, le QUATRIÈME jour de FÉVRIER 1971 à DEUX heures de l'après-midi.

Conditions: comptant.

Le shérif intérimaire,
GABRIELLE FOURNELLE.

Bureau du Shérif,
le 21 décembre 1970.

37969

fully described on a technical description prepared by the latter, dated the second day of June, nineteen hundred and sixty-six, under his minutes number 6100, a copy of which plan and of which technical description remain annexed to the original of the borrower's deed of acquisition hereinafter referred to.

The total area of the property herein hypothecated is approximately 140.08 acres.

The private road forms part of lot number 29-1 on the said cadastre.

Together with the house thereon erected.

As the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances, without exception or reserve of any kind on the part of the borrower and with and subject to all servitudes, active and passive, apparent or occult thereto attached."

To be sold at the Registry Office of the county of Terrebonne, situated at Room 106, Court House, 400 Laviolette Street, Saint-Jérôme, P.Q., THURSDAY, the FOURTH day of FEBRUARY 1971, at TWO o'clock in the afternoon.

Conditions: cash.

GABRIELLE FOURNELLE,
Acting Sheriff.

Sheriff's Office,
December 21, 1970.

37969-o

INDEX No 1

ARRÊTÉS EN CONSEIL — *ORDERS IN COUNCIL*

4606 — Conseil de la planification et de développement (*Règlement*) 63
4606 — Planning and Development Council (*Regulations*) 63
4641 — Commission des loyers (*Cité de St-Jérôme*) 66
4641 — Rental Commission (*City of St-Jérôme*) 66
4642 — Commission des loyers (*Ville de Waterloo*) 66
4642 — Rental Commission (*Town of Waterloo*) 66
4716 — Serments et affirmation solennelles 65
4716 — Oaths and solemn affirmations 65
4757 — Caisse de dépôt et placement du Québec (*Aliénation des immeubles acquis*) 65
4757 — Québec Deposit and Investment Fund (*Alienation of immovables acquired*) 65
4787 — Construction (*Règlement relatif au champ d'application de la Loi sur les relations du travail*) 67
4787 — Construction (*Regulations respecting the scope of the Labour Relations Act*) 67
4788 — Comité consultatif des accidents du travail, *Adoption du règlement 43, 1970 relatif aux allocations de présence, aux frais de déplacement et de séjour des membres* 69
4788 — Advisory committee on Industrial Accidents, *Adoption of Regulation 43, 1970 respecting the attendance allowances, travelling expenses and boarding expenses of the members* 69

CHANGEMENT DE NOM — Loi du — *CHANGE OF NAME ACT*

Naas, Stuart Gordon 71

CAISSES D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT — *SAVINGS AND CREDIT UNIONS*

Caisse d'entraide économique de Matane (*Nom-Name ch.*) 46
Caisse d'entraide économique de Trois-Rivières (*Nom-Name ch.*) 46
Caisse populaire de Notre-Dame de Pitié, Québec (La) (*Dissolution*) 46

COMMISSION / ***COMMISSION***
Du salaire minimum / ***Minimum Wage Commission***

Règlement No 4, 1971 (*Employeurs et employés de la construction*) ... 104
Regulation No. 4 1971 (*Employers and Employees of the Construction*) ... 104

COMPAGNIES ÉTRANGÈRES / ***EXTRA-PROVINCIAL COMPANIES***

Permis: / *Licenses:*

Arscott-Williams Insurance Services Ltd ... 41
Pero Sales 1966 Limited ... 42
Recreation Leisure Land Corp ... 42

COMPAGNIES — LOI DES / ***COMPANIES ACT***

Demandes d'abandon de charte / ***Applications for Surrenders of Charter***

Camping Roxton Inc ... 42
Centre de tir de Montréal inc ... 43
Château Salaberry Limited of Valleyfield ... 45
Château Salaberry limitée de Valleyfield ... 45
Club la rencontre de Mont-Joli inc. (Le) ... 43
Crémazie construction ltée ... 43
Detectronik Inc ... 43
Dominion Hemstitch Works Ltd ... 42
DuBrow (Léon) Corporation ... 45
Iran Carpets & Fire Arts Inc ... 43
J.V.J. Films Inc ... 44
Joly-Mont Construction ltée ... 43
Liberty Fur Mfg. Ltd ... 44
Link Films Inc ... 44
Medair inc ... 45
Montreal Shooting Center Inc ... 43
Peerless Brush Mfg. Co ... 44
Reyburn Co. Ltd ... 44
S B C Corporation ... 45
Saguenay Lac St-Jean Regional Society for the Protection of Animals (The) ... 45
Sauvé (Adrien) inc ... 46
Société régionale Saguenay Lac St-Jean pour la protection des animaux (La) ... 45

Dissoutes / ***Dissolved***

Ber-Sal Investment Corp ... 38
Biel Realties Inc ... 38
Canaplan Auto Sales Company Ltd ... 39
Charlesbourg Parts & Accessories Ltd ... 39
Charlesbourg Pièces & Accessoires ltée ... 39
Compagnie de vente d'automobiles Canaplan ltée (La) ... 39
Friedman Agencies Inc ... 39
Gage Development Corp ... 39
Mill-Hill Development Corp ... 39
Sans Souci Investment Ltd ... 40
Stainless Steel Alloys Canada Limited ... 40
Sunex, Inc ... 40
Truxa Development Corp ... 40
Western Building Materials Ltd ... 40
Wilson Avenue Investments Inc ... 41

Divers / ***Miscellaneous***

Agence centrale de sécurité limitée (*Dir.*) ... 50
Analco inc. (*Dir.*) ... 50
Association des commissions scolaires du Bas-Laurent-Matapédia (*Nom – Name ch.*) ... 50
Association diocésaine des commissions scolaires du diocèse de Rimouski inc. (*Règl.– By-laws*) ... 50
Central Security Agency Limited (*Dir.*) ... 50
Club chasse et pèche lac des Sucreries (*Nom – Name ch.*) ... 47
Club Ruiter Brook inc. (*Dir.*) ... 47
Conroy of Canada Inc. (*Dir.*) ... 47
Corporation du musée régional de Rimouski inc. (*Nom – Name ch.*) ... 47
Delectric inc. (*Dir.*) ... 50
Double Jersey Ltd. (*Dir.*) ... 50
4424 Club Inc. (*Règl.– By-laws*) ... 47
G.G.F. Investment Ltd. (*Dir.*) ... 48
Hôpital d'Asbestos inc. (*Règl.– By-laws*) ... 48
Institut Esther Blondin (*Nom – Name ch.*) ... 48
Lafave (W.J.) & Fils inc. (*Nom ch.*) ... 48
Lafave (W.J.) & Sons Ltd. (*Name ch.*) ... 48
Liqueurs douces de Hauterive ltée (Les) (*Dir.*) 48
Motel Rideau inc. (*Dir.*) ... 49
Ostiguy Equipment Inc. (*Dir.*) ... 49
Pastor Johnson Charitable Foundation (*Nom– Name ch.*) ... 49
Refuge du Lac inc. (Le) (*Dir.*) ... 49
Ruiter Brook Club Inc. (*Dir.*) ... 47
Safeway Farm Equipment Co. Ltd. (*Dir.*) ... 49
Shufelt Farms Inc. (*Dir.*) ... 49
Tess & Co. Inc. (*Dir.*) ... 49

Lettres patentes / ***Letters Patent***

Agences de placements de Pointe St-Charles ltée (Les) ... 3
Alaskan Holding Ltd ... 3
Amédécor ltée ... 3
Artistic Woodturners of Montréal Inc ... 4
Association for the Advancement of Quartier Ste-Famille Ltd ... 5
Association de boxe amateur de la Province de Québec (L') ... 5
Association pour l'avancement du Quartier Ste-Famille ltée ... 5
Autoneigiste inc. (L') ... 5
Auto-Protex Ltd ... 5
Bergeron (Fernand) inc ... 7
Bergeron (Lise) inc ... 7
Bernier ventilation inc ... 7
Boutique Yaelle ltée ... 8
Bureau de consultation-jeunesse inc. (Le) ... 8
Câble Laurentide limitée ... 9
Case Exporters Inc ... 9
Centre aquatique régional de Trois-Rivières inc ... 10
Centre communautaire du lac des Trois Castors inc. (Le) ... 10

Lettres patentes *Letters Patent*

(*suite*) (*continued*)

Centre local de santé Saint-Jacques inc. 10
Centre musical de Ville-Émard inc. (Le) 11
Club des Neiges Sorel-Tracy inc. 11
Club Moose de Matane #1784 incorporée (Le) 12
Coffrage universel limitée 33
Comité de diffusion des arts de Québec inc. .. 12
Comité des loisirs de St-Marcel de Richelieu inc. 13
Compagnie Nassut ltée (La) 23
Cotronic Combustion inc 13
Delclair inc. 13
Desnoyers (Rosaire) inc. 14
Desrosiers (Ernest) inc 14
Doyon Electric Ltd. 14
Dynatech inc. 15
École de danse de la Vallée de l'Or inc. 15
École pré-maternelle, maternelle et élémentaire Marie-Clarac inc 15
Entreprises Loyola Schmidt ltée (Les) 16
Estampes & livres Mariette inc. 16
Ferme des Bois Verts ltée 17
Ferme Vie et Nature ltée 17
Garage Gaston Fontaine inc 17
Garage J. Bélanger & frères inc. 18
Girardin (Claude) et associés inc 18
Gravel sports inc. 19
Habitations Bohemia inc. (Les) 19
Hôtel-Motel Bo-Dri inc. 19
Lahaise et associés inc 20
Lane Truck Leasing Ltd. 20
Larivière Germain (1970) ltée 21
Laurentide Cable Limited 9
Liberco construction inc. 21
Loisirs Ste-Famille de l'Estrie inc. (Les) 21
Maison unifamiliale M.M. inc. 22
Marcotte (Denis) inc. 22
Mariette Prints & Books Inc. 16
Maurijan ltée 22
Monval Industrial Plumbing Inc. 25
Nassut Company Ltd 23
Nettoyeur Vachon (St-Georges) inc. 23
Nidom construction inc. 24
Placements St-Just-Malmont ltée (Les) 24
Place Prévert inc. 25
Plomberie industrielle Monval inc. 25
Preva inc. 25
Produits sanitaires Mica inc. 26
Province of Québec Amateur Boxing Association (The) 4
Religieuses Hospitalière de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu 34
Restaurant le Saint-Malo inc. 26
Roclar Leasing Ltd 26
Rousseau (André) construction inc. 27
Roy (Réal) & fils inc. 27
St. Just Malmont Investments Ltd 24
S.R.G.D. inc. 27
Salaison Bellerose inc. 28
Service d'impression Michel inc. 28
Sno-Liner Industries Ltd 29
Société Hippo inc. (La) 29
Société Philatélique de la Rive Sud 30
South Shore Philatelic Society 30
Studio Rouville Gagnon inc. 30
Su-Re inc. 31
Syber inc. 31
Taverne Taschereau inc. 31
Taxi Tétreaultville ltée. 32
Tetreaultville Taxi Ltd. 32
Tournage de bois artistique de Montréal inc. .. 4
Tournoi régional de hockey Moustique Saguenay-Lac-St-Jean inc. 32
Trans-Médica inc. 33
Transport Gérard Larouche & fils ltée. 33
Universal Form Work Limited 33

Lettres patentes supplémentaires *Letters Patent supplementary*

Bilodeau & Fils ltée 34
Canadian Automotive Warehousing Ltd. 34
Cercast Inc. 35
Compagnie d'Aviation Chute St-Philippe inc. 35
Conroy of Canada Inc. 35
Deny-Ray inc. 35
Importations Roger Pier ltée. 36
International Food Distributors Corporation. 36
Marigot Investments Limited 36
Ostiguy (A.) & Fils Inc. 36
Pier (Roger) Imports Ltd. 36
Placements T.L.P. ltée 37
Prima Mortgage Corporation Inc. 37
Racicot (Jules) inc. 37
Sanair International Drag Strip Inc. 37
Sanair, Piste d'Accélération Internationale inc. 37
Société d'Hypothèques Prima inc. (La) 37
T.L.P. Investments Ltd 37
Terminus de Transports limitée (Les) 38
Transport Terminals Limited 38
Vernal Investment Corp. 38

Sièges sociaux *Head Offices*

Bowyer (Graham) Inc. 51
Centre de diffusion de la documentation scientifique et technique française au Québec ... 51
Dynamic Mining Exploration Ltd. 51
Éditions succès ltée (Les) 51
Emmial Homes Inc. 52
Exploration minière Dynamique ltée 51
G. A. Industries Ltd. 53
Gaywood Holding Inc. 51
Giovanni D. Fruit Store Inc. 52
Industries G. A. ltée (Les) 53
Lena and Gerd Hair Stylists Co. Inc. 52
Maisons Emmial inc. 52
Metropolitan Petroleum, Ltd. 53
Oryx Realty Corporation 52
St. Casimir Veneer & Plywood Ltd. 53
Shelmar Corp. 53
Simco ltée 53

DEMANDE À LA LEGISLATURE / ***APPLICATION TO LEGISLATURE***

Drummondville, cité – city 41

MINISTÈRES / ***DEPARTMENTS***

Affaires municipales / ***Municipal Affairs***

Brome Lake, town (*Voluntary Amalgamation*) 106
Lac Brome, ville (*Fusion volontaire*) 106

Institutions financières, compagnies et coopératives / ***Financial Institutions, Companies and Cooperatives***

Assurances: / *Insurance:*

Independent Order of Old Fellows', Manchester Unity, Friendly Society, Montreal District (*Nomination d'un liquidateur-Appointment of a Liquidator*) 71

Terres et forêts / ***Lands and Forests***

Cadastre: / *Cadastre:*

Cery, canton-township 60
Ste-Adèle d'Abercrombie, par. 60
Ste-Anne de la Pocatière, par. 60
St-Henri de Mascouche, par. 61
Ste-Thérèse de Blainville, par. 61
St-Valentin, par. 61
St-Vincent de Paul, par. 61

Travail et Main-d'oeuvre / ***Labour and Manpower***

Industrie ou métiers de: / *Industry or Trades of:*

Formation et qualification professionnelle de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (*Règlement*) 79
Formation et qualification professionnelle de la main-d'oeuvre dans les champs de spécialisation suivants: électricité, réfrigération, mécanique des systèmes de tuyauterie, mécanique d'appareils transporteurs, opération de machines électriques (*Règlement*) 89
Gant de cuir, Province (*Mod.*) 96
Leather Glove, Province (*Amend.*) 96
Vocational training and qualification of manpower in the construction industry (*Regulations*) 79
Vocational training and qualification of manpower in the following specialization fields: electricity, refrigeration, the mechanics of pipes fitting, the mechanics of transporting devices, electrical machinery (*Regulations*) 89

Voirie / ***Roads***

Entretien de routes discontinué 54
Maintenance of roads discontinued 54

NOMINATION / ***APPOINTMENT***

Président d'élection 78
Returning Officer 78

PROCLAMATION / ***PROCLAMATION***

Granby, town charter amended 61
Granby, ville charte modifiée 61

Régie des marchés agricoles du Québec / ***Québec Agricultural Marketing Board***

Poultry Producers, Québec (*Joint Plan*) 72
Producteurs de volailles, Québec (*Plan conjoint*) 72

SOUMISSIONS — demandes de / ***TENDERS — Requests for***

Napierville, village 58
Pointe-Claire, cité-city 55

SYNDICATS PROFESSIONNELS / ***PROFESSIONAL SYNDICATES***

Association des camionneurs du comté de Sherbrooke (L') (*Const.-Inc.*) 53
Syndicat des professeurs de l'université du Québec à Rimouski (Le) (*Const.Inc.*) 78
Syndicat professionnel des diététistes du Québec (Le) (*Const.-Inc.*) 54

VENTES / ***SALES***

Par Shérifs / ***By Sheriffs***

Gaspé / ***Gaspé***

Royal Insurance Company Limited *vs* Cloutier 110

Iberville / ***Iberville***

Household Finance Corporation Ltd. *vs* Raymond 110

Joliette / ***Joliette***

Bonin *vs* Joly 111

Montréal / ***Montreal***

Banque d'épargne de la cité et du district de Montréal (La) *vs* Leroux *et al* 113
Dupuy Frères inc. *vs* Pouliot 111
Fenster *vs* Strecko 112
Montreal City and District Savings Bank (The) *vs* Leroux *et al* 113
Major Finance Corp. *vs* P.N.L. Construction Inc. 112
Prudentielle d'Amérique compagnie d'assurance (La) *vs* Clarke 115
Prudentielle d'Amérique compagnie d'assurance (La) *vs* Clarke 116
Prudential Insurance Company of America (The) *vs* Clarke 115
Prudential Insurance Company of America (The) *vs* Clarke 116

Terrebonne / ***Terrebonne***

Entreprises Auteuil inc. (Les) *vs* Legault 117
Hahamovitch *vs* Polvien inc. *et al* 118
Vinet-Bisson *vs* Zifkin 116

IMPRIMÉ AU CANADA
PRINTED IN CANADA